



Bulletin Officiel du Département

Délibérations de la Commission permanente

Séance du 05 juin 2020

N° 06 20 - juin 2020

ISSN 0755-7582



DÉLIBÉRATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AVEYRON

Réunion du 5 JUIN 2020

La Commission permanente s'est réunie à l'Hôtel du Département
sous la présidence de

Monsieur Jean-François GALLIARD
Président du Conseil départemental

Sommaire

1 - Appel à candidatures 2020 - Actions de soutien aux proches aidants de personnes âgées ou de personnes en situation de handicap	1
2 - Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) 2020-2024 - Département / ARS Occitanie avec l'association AD-PEP12	8
3 - Actions destinées à favoriser le recrutement dans le secteur médico-social Partenariat avec la Région Occitanie : contrat de fidélisation des élèves aides-soignants	89
4 - Schéma départemental de l'aide à domicile : appui aux opérations de mutualisation et de restructuration des SAAD	99
5 - Espaces de conciliation bancaire : subvention à l'association Force ouvrière des consommateurs	110
6 - Convention de financement entre le Conseil départemental de l'Aveyron et le Comité de sensibilisation pour le dépistage des cancers en Aveyron - année 2020	112
7 - Convention de partenariat entre le Département de l'Aveyron et le SDIS pour les années 2020, 2021 et 2022	120
8 - Régie d'avance du service de l'Aide Sociale à l'Enfance : nomination d'un régisseur titulaire et de mandataires suppléants Régie de recettes des Musées d'Espalion, Musée du Rouergue et Musée Joseph Vaylet : nomination d'un mandataire suppléant Régie de recettes du Musée du Rouergue, antenne de Salles-la-Source : nomination d'un mandataire suppléant Régie de recettes des Archives Départementales	140
9 - Opérations routières, immobilières et envers les collèges proposées à l'Etat au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements	143
10 - PPBE - 3 ^e échéance	146
11 - Route Départementale 911 - Bois de Tries	149
12 - Route Départementale 911 - Baraque de Vors - Marengo	152
13 - Route Départementale 95 - Côte de Saint Martin-de-Lenne (2 ^e me tranche)	155
14 - Partenariat - Aménagement des routes départementales	159
15 - Routes : répartition d'opérations	164
16 - Transfert de domanialité	171
17 - Acquisitions, cessions de parcelles et diverses opérations foncières	174
18 - Conventions relatives à l'exercice des compétences respectives du Département et des établissements publics locaux d'enseignement	192
19 - Désaffectation d'un logement de fonction au collège Jean Moulin de Rodez.	233
20 - Dotation 2020 : annexes pédagogiques de Firmi et La Fouillade	235
21 - Politique départementale en faveur de la culture	238
22 - Dons documents désherbés à l'UEMO de la PJJ de RODEZ	260
23 - Contrat Territoire Lecture (CTL) des Causses à l'Aubrac	266
24 - Programme 2020 du Service départemental d'archéologie dans le cadre de la convention d'habilitation entre l'État et le Conseil départemental de l'Aveyron	274

25 - Convention d'objectifs : Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Rouergue (CPIE) - Département	278
26 - Avenant à la convention cadre de partenariat en vue de la mobilisation des retenues hydroélectriques du Lézou à des fins multi-usages : prorogation jusqu'en 2020	288
27 - Syndicat mixte Bassin du Lot -Modification des statuts	294
28 - Information relative aux décisions d'attribution de subventions aux associations intervenues dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID-19 pour la période du 11 au 15 mai 2020	313
29 - Adaptation des modalités d'organisation de la Commission Permanente durant la période de crise sanitaire	316

EXTRAIT
du Procès-Verbal des délibérations de la
Commission Permanente du Conseil Départemental

Délibération CP/05/06/20/D/1/1

Accusé de réception en Préfecture

012-221200017-20200605-37733-DE-1-1

Reçu le 15/06/20

Déposée le 15/06/20

Publiée le

La Commission Permanente du Conseil Départemental s'est réunie le 5 juin 2020 à 10h08 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Jean-François GALLIARD, Président du Conseil Départemental.

36 Conseillers Départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Vincent ALAZARD à Monsieur Jean-Claude ANGLARS, Madame Annie CAZARD à Monsieur Christian TIEULIE, Monsieur Camille GALIBERT à Madame Danièle VERGONNIER, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Monsieur Jean-Claude LUCHE à Madame Christine PRESNE, Monsieur Stéphane MAZARS à Madame Anne BLANC.

Absents excusés : Madame Annie BEL, Monsieur Jean-Dominique GONZALES, Monsieur Christophe LABORIE.

La Commission Permanente du Conseil Départemental a immédiatement procédé à l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour de ses travaux, et après en avoir délibéré :

OBJET : Appel à candidatures 2020 - Actions de soutien aux proches aidants de personnes âgées ou de personnes en situation de handicap

Commission de l'action sociale, personnes âgées et personnes handicapées

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 modifiée visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

CONSIDERANT que les rapports présentés à la réunion de la Commission Permanente du 05 juin 2020 ont été adressés aux élus le 27 mai 2020 ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la commission de l'action sociale, personnes âgées et personnes handicapées, lors de sa réunion du 29 mai 2020 ;

CONSIDERANT que le Conseil départemental a fait du maintien à domicile une des priorités de sa politique publique en faveur des personnes âgées et des personnes en situation de handicap ;

CONSIDERANT que le Schéma Autonomie (2016-2021) prévoit des actions envers l'accompagnement des aidants non-professionnels, acteurs essentiels du maintien à domicile ;

CONSIDERANT que le 7 avril 2017, la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie de l'Aveyron a adopté le programme coordonné (2016-2021) de financement des actions individuelles et collectives de prévention, dont l'axe 5 a pour objectif de renforcer le soutien et l'accompagnement des proches aidants ;

CONSIDERANT la convention au titre de la section IV du budget de la CNSA pour la modernisation et la professionnalisation des services d'aide à domicile, l'accompagnement des proches aidants et la formation des accueillants familiaux dans le Département de l'Aveyron signée en juin 2019 ;

CONSIDERANT que l'enveloppe a été fixée à 45 000 € pour l'année 2020 ;

CONSIDERANT qu'afin de permettre la mise en œuvre des actions identifiées suite au diagnostic réalisé fin 2018, début 2019, un appel à candidatures portant sur le soutien aux proches aidants, a été ouvert du 2 décembre 2019 au 31 janvier 2020 ;

CONSIDERANT que sur 12 projets déposés, 11 projets remplissant les critères définis ont été retenus dans le cadre de l'appel à candidatures sur les aidants, pour un montant total de 24 817 € pour l'année 2020. Les crédits correspondants sont inscrits au budget 2020 sur les lignes dédiées à la prévention de la perte d'autonomie ;

CONSIDERANT que par délibération de la Commission Permanente du 30 septembre 2019, déposée le 9 octobre et publiée le 14 octobre 2019, un projet pluriannuel dénommé « accompagnement psychosocial individuel à destination des proches aidants », porté par l'EHPAD Pierre Romieu de Saint Chély d'Aubrac, a fait l'objet d'une subvention pluriannuelle ;

APPROUVE l'attribution d'une subvention de 4 500 € à l'EHPAD Abbé Pierre Romieu de Saint Chély d'Aubrac en faveur de cette action ;

APPROUVE l'attribution de subventions aux porteurs de projets dont le détail est joint en annexe, et s'appuyant sur la convention-type adoptée par délibération de la Commission Permanente du 28 juin 2019 ;

AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental à signer au nom du Département l'ensemble des conventions correspondantes avec chacun des porteurs de projet.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité

- Pour : 42
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absents excusés : 4
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Conseil Départemental,

Jean-François GALLIARD

Actions de soutien aux aidants de personnes âgées ou de personnes en situation de handicap

Porteur du projet	Coordonnées	Nom de l'action	Descriptif du projet	Territoire	Coût total	Subvention octroyée
ACTIONS DE FORMATION						
E-santé Formation (UDSMA)	Parc d'activité de la gineste 227 rue Pierre Carrère 12000 RODEZ	Formation à destination des proches aidants de personnes âgées ou de personnes en situation de handicap	Cycle de formation de 4 séances de 3h et 1 séance de 2h en après-midi. Séance 1 : la relation d'aide dans le cadre proche-aidant Séance 2 : les signes majeurs des pathologies et leurs répercussions sur la vie quotidienne Séance 3 : les repères pratiques et techniques pour mieux accompagner Séance 4 : les dispositifs ressources vers lesquels se tourner en cas de besoin Séance 5 : les signes d'épuisement et les attitudes et comportements adaptés pour faire face. 10 personnes	Ruthénois	3 620 €	1 810 €
Plateforme d'accompagnement et de répit aux aidants Résidence Les Cheveux d'Ange	26 rue L Costes 12100 MILLAU	Formation pour le couple aidant-aidé : « Formation Montessori côte à côte »	Le programme d'aide aux aidants se déroulera de la manière suivante : - Un temps de rencontre du couple « aimant aimé » sur 3 demi-journées Les 2 premières demi-journées permettent : - de faire un travail en parallèle théorique pour les « Aimants » sur les concepts clés de l'approche Montessori adaptée, mais aussi un réel repérage des capacités de leur proche et de ces centres d'intérêts, etc. - de mettre en évidence des compétences et des capacités restantes chez la personne « aimée » avec la préparation du repas par elles-mêmes et la psychologue - de faire des temps d'échanges et de mises en situation pratiques et concrètes pour le couple « Aimant-aimé » accompagné par les intervenants - de repartir avec des pistes pour le domicile, un support écrit et un livret récapitulatif La 3ème demi-journée permet de faire le point et de faire des réajustements ; à continuer à les accompagner en les aidant à trouver des alternatives ou des choses à essayer ; de les conforter dans leurs bonnes pratiques... 14 personnes soit 7 binômes	Millau	5 550 €	3 410 €

Opteo	Saint-Mayme 12850 ONET LE CHÂTEAU	Etre aidant, prévenir l'épuisement, renforcer les connaissances, permettre le répit. Vers un programme prenant en compte des besoins complexes et mettant en œuvre des approches diversifiées	Formation : deux sessions de formation de 14 heures avec un nouveau programme répondant aux attentes des participants, en abordant les thèmes suivants : - les définitions juridiques de l'aidant familial et du proche aidant, - la place et le rôle de chacun : les aidants familiaux, la personne aidée, les différents professionnels, - les peurs, les craintes, les attentes de chacun dans la relation avec les professionnels, - le partage des compétences, les adaptations, - les relations avec les différents intervenants selon le mode d'intervention, - les aides directes à l'aidant familial, - les aides pour la personne aidée	Decazeville, Millau, Nord-Aveyron, Rodez, St-Affrique, VDR	6560€ pour les 3 actions	1 730 €
--------------	---	---	--	--	-----------------------------	---------

ACTIONS DE SENSIBILISATION/INFORMATION

Opteo	Saint-Mayme 12850 ONET LE CHÂTEAU	Etre aidant, prévenir l'épuisement, renforcer les connaissances, permettre le répit. Vers un programme prenant en compte des besoins complexes et mettant en œuvre des approches diversifiées	Information : la Fondation OPTEO souhaite répondre aux attentes des proches aidants en proposant deux matinées d'information sur les deux thématiques : les droits des personnes en situation de handicap, les champs d'action de l'UDAF.	Decazeville, Millau, Nord-Aveyron, Rodez, St-Affrique, VDR	6560€ pour les 3 actions	900 €
--------------	---	---	---	--	-----------------------------	-------

PFR le Soleil du Causse	Boulevard des Douves 12260 VILLENEUVE D'AVEYRON	Forum des aidants Villefranche de Rouergue 2020 : le bien-être des aidants	L'ensemble des acteurs institutionnels, professionnels et associatifs du territoire, sous le pilotage du Territoire d'Action Sociale du Conseil Départemental et de la PFR Le Soleil du Causse, organise l'évènement Forum des aidants 2020. Il proposera : - un espace stands : 40 stands présentant les acteurs impliqués dans les questions relevant de la situation particulière des aidants (matériel, accès aux droits, aide à domicile, solution de répit...) - un espace ateliers : 7 ateliers en lien avec la thématique retenue du bien-être des aidants (relaxation-sophrologie, gym douce...) - un espace conférence : programmation d'interventions d'experts, de projections, de performances artistiques - un espace convivialité : lieu favorisant les échanges individuels Chaque partenaire mobilise ses compétences et ressources : mise à disposition de matériel, création de supports... 300 visiteurs	Villefranche	3 585 €	1 350 €
--------------------------------	--	--	---	--------------	---------	---------

Plateforme d'accompagnement et de répit aux aidants Résidence Les Cheveux d'Ange	26 rue L Costes 12100 MILLAU	Théâtre forum des Aidants	Il s'agit de proposer une rencontre mensuelle aux personnes aidantes sur une après-midi. Les participants sont invités à participer librement aux différents jeux proposés en début de séance, afin de créer du lien, mais aussi travailler sur la confiance en soi et en l'autre, la prise de recul, les liens entre personnes, pour ensuite expérimenter sans jugement des mises en situation d'évènements rencontrés à domicile et parfois vécus comme difficile. L'observation de ce qu'il se passe pour les personnes aidantes et les échanges autour de la scène permettent de faire émerger des discussions qui vont permettre de faire des éclairages théoriques sur les problématiques de comportements ou d'états psychologiques chez la personne aidée comme aidante. 15-20 personnes prise en charge des aidés : proposer un accueil sur la journée ou demie- journée ou proposer un temps d'accompagnement à domicile sous la forme de "temps libéré (répit à domicile)"	Millau et ses alentours	3 481,40 €	2 000 €
---	---------------------------------	---------------------------	--	-------------------------	------------	---------

ACTIONS COLLECTIVES DE SOUTIEN PSYCHOSOCIAL

Centre Social et Culturel du Pays Ségali	Centre social et culturel du Pays Ségali 35 avenue de la Gare 12800 NAUCELLE	Groupes de parole d'aidants et action d'information-sensibilisation	Animation d'un groupe de paroles par un binôme thérapeute ayant pour but de rompre l'isolement des personnes aidantes en leur portant un espace de rencontre et de partage d'expérience. Le temps consacré à l'écoute et à la parole sera complété par un temps dédié à l'information-sensibilisation des participants sur des thèmes choisis par eux et/ou proposées par les intervenantes. l'objectif est d'apporter des éléments d'information sur les pathologies du vieillissement, comprennent leurs fonctionnements actuels éventuels pour apprendre à gérer leurs états émotionnels...12 personnes max. Les aidés sont pris en charge par SAAD ou entraide familial ou voisinages.	Baraqueville et Naucelle	6 182,91 €	4 200 €
PIS CAPA	La Maison du territoire 28 avenue Gustave Bessière 12330 MARCILLAC VALLON	Un temps pour moi, un temps de partage	Suite d'une formation en faveur des aidants en 2018. 4 temps d'échange autour d'une activité de 3h chacun répartis tout au long de l'année : un ciné-débat animé par une psychologue, proposée à la maison de retraite St Joseph de Marcillac. Il est proposé d'intégrer les familles aidantes des résidents accueillis. Randonnée suivie d'un moment de relaxation assise, encadrée par une psychologue formée à l'aide aux aidants Sortie sur la commune de Salles la Source Une après-midi châtaigne encadrée par la psychologue, 10-12 personnes Plusieurs solutions sont envisageables sur le secteur (garde à domicile, accueil de jour, réseau de solidarité familial ...)	CC Conques Marcillac	1 820,00 €	1 450 €

Généralités 12	13 rue Borelly 12200 VILLEFRANCHE DE ROUERGUE	Groupe d'entraide et de partage "la pause"	Accueillis autour d'un café par une psychologue, les participants partagent leurs interrogations et leurs réflexions relatives à l'accompagnement d'un proche Afin de faciliter l'expression et la réflexion, la psychologue proposera des méthodes adaptées (protolangage, méta plan) dans un cadre sécurisant. Si un aidant confronté à une difficulté particulière en fait la demande, la psychologue le recevra individuellement dans une pièce isolée au sein de l'association. 15 personnes	Villefranche de Rouergue	5 317,00 €	3 817 €
Opteo	Saint-Mayme 12850 ONET LE CHÂTEAU	Etre aidant, prévenir l'épuisement, renforcer les connaissances, permettre le répit. Vers un programme prenant en compte des besoins complexes et mettant en œuvre des approches diversifiées	La prise en charge de la personne aidée peut engendrer de l'isolement pour son aidant, qui lui vient en aide chaque jour pour les activités de la vie quotidienne : soins d'hygiène, soins, accompagnement à l'éducation, à la vie sociale, aux tâches administratives, à la coordination des prises en charge, au soutien psychologique ainsi que dans les activités domestiques, etc. Permettre à un petit groupe d'aidants de se retrouver afin d'échanger sur ces problématiques communes est un axe de travail prioritaire de la Fondation OPTEO. L'idée est de construire des solutions d'accompagnement en complémentarité des réponses qui peuvent être apportées par la solidarité nationale, car l'aidant déploie des savoirs, des savoir-être et des savoir-faire uniques. Les groupes de parole contribuent aux partages d'expériences et de ressentis des aidants, ils permettent de faire face à leur isolement et vise à prévenir les risques d'épuisement.	Decazeville, Millau, Nord-Aveyron, Rodez, St-Affrique, Villefranche de Rouergue	6560€ pour les 3 actions	650 €
ACTIONS INDIVIDUELLES DE SOUTIEN PSYCHOSOCIAL						
CSSR La Clauze	Lieu-dit la Clauze 12170 ST JEAN DELNOUS	Actions de soutien psychosocial individuel : être aidant, si on en parlait ?	Entretien avec le travailleur social du CSSR : passation du test Mini Zarit et évaluation des problématiques rencontrées par l'aidant. 1 à 5 séances de thérapie avec une psychologue. Techniques pour mieux communiquer avec la personne aidée, soulager la souffrance, l'anxiété, répondre aux questions des proches sur la pathologie. 10 personnes. Les personnes aidées sont prises en charge dans le cadre du Point Info Seniors du Réquistanais, du Pôle de Santé du Réquistanais et des 7 Vallons, du Centre de Soins Infirmiers du Réquistanais, de l'ADMR de Réquista, de l'accueil de Jour de l'EHPAD Jean-Baptiste Delfau, de la MAIA Centre et Nord Aveyron.	CC Réquista	5 197 €	3 500 €
TOTAL						24 817 €

EXTRAIT
du Procès-Verbal des délibérations de la
Commission Permanente du Conseil Départemental

Délibération CP/05/06/20/D/1/2

Accusé de réception en Préfecture

012-221200017-20200605-37736-DE-1-1

Reçu le 15/06/20

Déposée le 15/06/20

Publiée le

La Commission Permanente du Conseil Départemental s'est réunie le 5 juin 2020 à 10h08 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Jean-François GALLIARD, Président du Conseil Départemental.

37 Conseillers Départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Vincent ALAZARD à Monsieur Jean-Claude ANGLARS, Madame Annie BEL à Monsieur Christophe LABORIE, Madame Annie CAZARD à Monsieur Christian TIEULIE, Monsieur Camille GALIBERT à Madame Danièle VERGONNIER, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Monsieur Jean-Claude LUCHE à Madame Christine PRESNE, Monsieur Stéphane MAZARS à Madame Anne BLANC.

Absents excusés : Monsieur Jean-Dominique GONZALES.

La Commission Permanente du Conseil Départemental a immédiatement procédé à l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour de ses travaux, et après en avoir délibéré :

**OBJET : Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) 2020-2024 -
Département / ARS Occitanie avec l'association AD-PEP12**

Commission de l'action sociale, personnes âgées et personnes
handicapées

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 modifiée visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

CONSIDERANT que les rapports présentés à la réunion de la Commission Permanente du 05 juin 2020 ont été adressés aux élus le 27 mai 2020 ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la commission de l'action sociale, personnes âgées et personnes handicapées, lors de sa réunion du 29 mai 2020 ;

CONSIDERANT que le projet de la mandature 2015-2021, adopté par l'Assemblée Départementale le 29 février 2016, identifie les Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens (CPOM) comme outil de contractualisation visant à responsabiliser les établissements sur l'atteinte d'objectifs conjointement définis et sur leur gestion ;

CONSIDERANT que le contrat a pour objet de définir et de donner un cadre aux relations partenariales entre le Département et l'association AD-PEP12 pour une période de 5 ans, de 2020 à 2024 et qu'il couvre l'exercice budgétaire 2020 ;

CONSIDERANT que le périmètre du CPOM représente 3 établissements et services, pour un total de 76 places :

- Un foyer de vie « Les Glycines » de 19 places, dont 1 temporaire, situé à Recoules-Prévinquières,
- Un foyer d'accueil médicalisé « Lucien Robert » de 22 places dont 2 temporaires situé à Recoules-Prévinquières,
- Un Service d'Accompagnement à la Vie Sociale (SAVS) « Les Chênes » de 35 places (organisé en file active), dont les locaux sont situés à Rodez ;

CONSIDERANT qu'un diagnostic partagé réalisé conjointement par les services du Département et les services de l'association a permis d'identifier des enjeux pour la période 2020-2024 sur les thématiques suivantes : qualité, offre, ressources humaines et finances ;

CONSIDERANT que pour répondre à ces enjeux, le contrat identifie 4 objectifs stratégiques :

1. favoriser la logique de parcours et personnaliser l'accompagnement des personnes en situation de handicap pour éviter les ruptures,
2. améliorer l'efficacité des structures et la qualité de la prise en charge,
3. encourager et développer les pratiques et les partenariats permettant d'améliorer le parcours de soins des personnes en situations de handicap,
4. mettre en place une politique de gestion des risques et de promotion de la qualité de vie au travail ;

CONSIDERANT que ces objectifs pluriannuels sont en cohérence avec les orientations du schéma départemental autonomie 2016-2021 et qu'ils permettront notamment d'accompagner les actions suivantes :

- réalisation d'un diagnostic Séraphin-PH, dans l'optique d'adapter les projets des établissements à la nouvelle nomenclature de prise en charge,
- formations par des professionnels pour l'amélioration de la qualité de la prise en charge,
- développement de partenariats locaux pour l'accès à la culture et au sport des résidents,
- acquisition d'un véhicule 9 places adapté au transport des résidents, pour faciliter l'accès aux activités à l'extérieur des foyers ;

CONSIDERANT que le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens a été validé par le conseil d'administration de l'association AD-PEP12, ainsi que ses annexes ;

APPROUVE les termes du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens 2020-2024 et ses annexes, ci-joints, à intervenir avec l'association AD-PEP12 ;

AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental à signer cet acte au nom du Département.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité

- Pour : 44
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absents excusés : 2
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Conseil Départemental,

Jean-François GALLIARD

Annexe 1 : Autorisations

Suivi de l'évolution des autorisations de l'ensemble des structures dans le périmètre du CPOM

Date de signature du CPOM :

01/01/2019

FINES Juridique

xxxx

FINES Géographique	Structure Raison sociale Autorisation Mode de fonctionnement	Localisation	Catégorie	Public	2018					cible fin CPOM					Explications sur les éventuels écarts sur la durée du CPOM
					Accueil permanent	Accueil temporaire (90 j)	Accueil de jour	Prestations en milieu ordinaire	Capacité autorisée (total)	Accueil permanent	Accueil temporaire (90 j)	Accueil de jour	Prestations en milieu ordinaire	Capacité autorisée (total)	
12 078 498 8	FOYER DE VIE "LES GLYCINES" Accueil Permanent en Internat Accueil Temporaire en Internat	SEVERAC D'AVEYRON			18	1			18 1	18	1			18 1	
	Total				18	1			19	18	1			19	
12 000 641 6	Foyer d'Accueil Médicalisé LUCIEN ROBERT Accueil Permanent en Internat	SEVERAC D'AVEYRON			20				20	20				20	Application de la nouvelle nomenclature pour apporter plus de souplesse sur cette modalité d'accueil (cf. fiche action 1.2 adapter les structures aux besoins du territoire)
	Accueil Temporaire en Internat					2					2			2	
	Total				20	2			22	20				22	
12 000 753 9	SAVS "LES CHENES" Intervention à Domicile (ou tous les lieux ou la personne a un besoin d'accompagnement)	RODEZ						35	35				35	35	
	Total							35	35					35	
				TOTAL	38	3		35	76	38	3			76	

2019

Annexe 2

Annexe activité

CPOM 2019 - 2023



LISEZ-MOI

OBJET DE L'ANNEXE ACTIVITÉ

Attentes régionales pour la fixation des activités cibles avec les OG

Cible : une activité cible doit être déterminée pour chaque catégorie d'ESMS, selon un indicateur défini dans chaque onglet.

Ces indicateurs doivent être complétés dans les cellules indiquées à cet effet

Les autres indicateurs participent à la bonne appréciation de la cible.

Taux d'occupation

Fixer une cible en fonction des attentes définies dans le ROB : minimum 90% (cf. ROB 2018 page 7) et des taux d'occupation (TO) observés au niveau régional par catégorie d'établissement.

- EMS < taux de 90% : possibilité d'étaler sur la durée du CPOM l'atteinte de la cible.
- EMS > taux de 90% : maintenir au moins le TO actuel et analyser possibilité d'atteindre 100% sur la durée du CPOM.

Accueil séquentiel : cette modalité de prise en charge doit être prise en compte dans le calcul du TO.

EMS ayant un taux de rotation de places important ou ayant une file active supérieure au nombre de places autorisées.

Activités spécifiques (PCPE, équipe handicap rare...) : ces modalités de prise en charge doivent être traitées séparément.

Nombre de jour d'ouverture minimum attendu par catégorie d'ESMS

- ESMS pour enfant (accueil temporaire compris) : **210 jours minimum**
- Structures pour adultes (accueil temporaire compris) : **365 jours**
- ESAT : **225 jours minimum** ou 222 selon que l'OG accordée ou non les 3 jours mobiles

File active

- CAMSP / CMPP : fixer une file active en fonction de la moyenne des 3 dernières années et du type d'activité (diagnostic et suivi).
- DITEP : fixer une file active globale en fonction du nombre global de places autorisées.

Actes directs

- SESSAD : doit retenu un nombre d'actes directs par usager d'au moins 3 par semaine sur la base de 42 semaines par an. Soit 126 actes directs par usager par an.

Catégorie	TO Toutes modalités d'accueil confondues		
	Moyenne nationale pondérée et tronquée	Moyenne régionale	Cible minimale
Enfants handicapés (PH) - Service			
182 - SESSAD	73,00%		
Enfants handicapés (PH) - Établissements			
183 - IME	90,30%	89,95%	90,00%
186 - ITEP - DITEP	88,20%	86,16%	90,00%
188 - Etab. Enf. Ado. Poly (EEAP)	79,20%	86,76%	90,00%
192 - IEM	82,10%	89,72%	90,00%
194 - Inst. Déf. Visuels (IDV)	79,10%	77,95%	90,00%
195 - Inst. Déf. Auditifs (IDA)	89,70%	103,55%	100,00%
196 - Inst. Ed. Sen. Sour. Ave (IESPESA)	84,90%	88,65%	90,00%
238 - CAFS	78,60%		
377 - Etab. Expér. Enf. Hand.	83,50%	76,58%	90,00%
390 - Etab. Acc. Temp. E. H. (EATEH)	90,60%	58,71%	90,00%

Catégorie	TO Toutes modalités d'accueil confondues		
	Moyenne nationale pondérée et tronquée	Moyenne régionale	Cible minimale
Adultes handicapés (PH) - Établissements			
198 - Centre Préorient. Hand. (CPO)	92,60%	81,27%	90,00%
246 - ESAT	89,70%	91,32%	95,00%
249 - Centre Rééducat. Prof. (CRP)	88,70%	85,94%	90,00%
245 - MAS	92,90%	92,60%	95,00%
379 - Etab. Acc. Temp. A. H. (EEAH)	98,70%	100,00%	100,00%
395 - Etab. Acc. Temp. H. (EATAH)	79,20%		
437 - FAM	93,30%	95,09%	100,00%
Adultes handicapés (PH) - Service			
445 - SAMSAH	95,20%	99,30%	100,00%
Adultes handicapés et personnes âgées - Service			
209 - SPASAD	94,20%		
354 - SSIAD	93,10%	92,09%	100,00%



Date de signature du CPOM :
FINSS Juridique

Annexe activité EMS PH (hors Serv. CAMSP CMPP DITEP)

Objectif : Tendre vers un Taux d'occupation (TO) proche de 100%

FINSS Géographique	Structure Raison sociale	Catégorie	Modalité d'accueil	Source : TDB ANAP	Jour d'ouverture			Moyenne des 3 dernières années journées de 2016 2018	Cible établissement (TO)							Résultats de l'établissement					Commentaires / observations		
					2019	2023	2023		(Réel 2018)	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2019	2020	2021	2022	2023			
FINSS	Raison sociale				Actuels	Objectif	Effectif	A ACTUALISER															
	FAM "Lucien Robert"		FAM Internat Permanent Internat Temporaire Absences "facturables"	réalisées réalisées réalisées	365 365 0			7156 414 533	98% 59%	98% 50%	98% 55%	95% 60%	95% 65%	95% 70%	95% 79%							cible mini taux occupation 95 % cible mini taux occupation 79%	
			TO toutes modalités d'accueil	IPr4.2																			
			Taux de rotation des personnes accompagnées	IPr5.2				0															
			Taux d'absentéisme des pers. accomp. sur la période (non facturé)	Cf. Glossaire				2,80%															
			File active des pers. accompagnées sur la période	2Pr7.2				26															
FINSS	Raison sociale				Actuels	Objectif	Effectif																
	Foyer de vie "Les Glycines"		FOYER DE VIE Internat Permanent Internat Temporaire 75% 80% Absences "facturables"	réalisées réalisées réalisées	365 365 0			6183 104 467	94% 29%	95% 30%	95% 35%	95% 45%	95% 55%	95% 65%	95% 75%								
			TO toutes modalités d'accueil	IPr4.2																			
			Taux de rotation des personnes accompagnées	IPr5.2				5,60%															
			Taux d'absentéisme des pers. accomp. sur la période	Cf. Glossaire				6,50%															
			File active des pers. accompagnées sur la période	2Pr7.2				21															
FINSS	Raison sociale				Actuels	Objectif	Effectif																
			Internat Permanent Internat Temporaire Absences "facturables"	réalisées réalisées réalisées																			
			TO toutes modalités d'accueil	IPr4.2																			
			Taux de rotation des personnes accompagnées	IPr5.2																			
			Taux d'absentéisme des pers. accomp. sur la période	Cf. Glossaire																			
			File active des pers. accompagnées sur la période	2Pr7.2																			
FINSS	Raison sociale				Actuels	Objectif	Effectif		Cible établissement (File active)														
	SAVS "Les Chênes"		SAVS File active Nombre d'actes Nbre d'actes/personne/semaine		35			42	42	42	42	43	44	45	45								

Absence	S. Guide activité	Absence des personnes accompagnées dans l'effectif du 01/01 au 31/12, durant la période d'ouverture et quel que soit la durée, le motif et le caractère prévisible ou non (vacances, maladie, ...).
Absences "facturables"	FV/FAM	Part des jours d'absences facturables en application du RDAS du Département de l'Aveyron
Acte	ESMS hors CAMSP / CMPP CMPP S. Guide activité	Action réalisée par un professionnel au profit d'une personne ou d'un groupe. Indicateur B.II.1. (Ligne 2) Nombre total d'actes réalisés avec l'enfant et/ou ses parents au CMPP ou site du CMPP et absentéisme. Indicateur B.II.2. Nombre total d'actes réalisés par les professionnels du CMPP avec l'enfant et/ou ses parents hors CMPP.
Demi-journée	S. Guide activité	Accompagnement matin ou après-midi (la séparation entre les deux étant le moment du repas de midi, quel que soit le lieu où celui-ci est pris).
Activité théorique		Activité maximale possible compte tenu de la capacité autorisée et installée. Nombre de jours d'ouverture x Nombre de places autorisées et installées
File active des personnes accompagnées	ESMS hors CAMSP / CMPP S. TDB CAMSP / CMPP Arr. 28/01/16	Ensemble des personnes qui ont été vues au moins une fois pendant l'année de référence quel que soit le nombre et la durée de la prise en charge. Correspond à toute personne entrée et sortie sur l'année. Toutes les personnes accompagnées sont prises en compte (toutes personnes, y compris en accueil temporaire). Indicateur B.II.1. : nombre d'enfants ayant bénéficié d'une action directe au moins une fois dans l'année, ou sortis dans l'année. Chaque enfant n'est compté qu'une seule fois.
Internat	S. Guide activité	Pour les ESMS dont l'autorisation est antérieure au décret du 9 mai 2017 : accompagnement sur la journée avec un lever et/ou un coucher.
Intervention	ESMS hors CAMSP / CMPP CAMSP	Notion retenue que pour les CAMSP et CMPP figurant dans le rapport d'activité harmonisé. Indicateur B.II.1. Nombre total d'actes réalisés avec l'enfant et/ou ses parents au CAMSP ou sites du CAMSP et absentéisme. Indicateur B.II.2. Nombre total d'actes réalisés par les professionnels du CAMSP avec l'enfant et/ou ses parents hors CAMSP.
Journée	S. Guide activité	Accompagnement matin et après-midi quel que soit le lieu où se trouve l'utilisateur.
Taux d'absentéisme des pers. accomp. sur la période	Calcul sur les données ANAP	$\frac{\text{Nombre de jours d'absence des personnes accompagnées dans l'effectif du 01/01 au 31/12}}{\text{Activité théorique}}$
Nuit	S. Guide activité	Accompagnement du soir au matin avec un coucher et un lever.
Prestation directe	S. Guide activité	Services réalisés au profit des personnes elles-mêmes (notion de valeur ajoutée pour les personnes), des actions pour une personne que l'on peut nommer.
Prestations indirectes	S. Guide activité	Ce que l'ESMS doit faire pour que les prestations directes soient réalisées (fonctions support) et pour que cette réponse soit de qualité (pilotage organisation, coopération...).
Séance	S. Guide activité	Fait pour une personne d'être accompagnée par un service sur ses lieux de vie, ou de venir dans un service dans la journée. Une séance qualifie le service rendu à la personne. Désigne un ensemble de plusieurs actes.
Semi-internat (accueil de jour)	S. Guide activité	Pour les ESMS dont l'autorisation est antérieure au décret du 9 mai 2017 : accompagnement sur la journée sans lever ni coucher
Taux d'occupation	S. TDB	$\frac{\text{Nombre de journées réalisées (quel que soit le mode d'accompagnement : externat, internat, semi-internat...)}}{\text{Activité théorique}}$
Taux de rotation des pers. Accomp.	Hors accomp. Temporaire S. TDB	$\frac{((\text{Nombre de sorties dans l'année} + \text{Nb d'entrées dans l'année}) / 2)}{\text{Nombre de lits/places financés}}$
Taux de rotation des pers. Accomp.	DITEP S. Guide activité	$\frac{\text{Nb de personnes dans la file active}}{\text{Nombre de lits/places financés}}$

Comptabilisation des actes dans les situations où il y a plus d'un bénéficiaire et/ou plus d'un professionnel

	1 professionnel	2 professionnels intervenant pour un même objectif	2 professionnels intervenant pour des objectifs complémentaires
1 bénéficiaire	1 acte	2 actes	2 actes
2 bénéficiaires (ou plus)	1 acte	2 actes (ou plus)	2 actes (ou plus)

Comptabilisation des séances dans les situations où il y a plus d'un bénéficiaire et/ou plus d'un professionnel

	1 professionnel	2 professionnels intervenant pour un même objectif	2 professionnels intervenant pour des objectifs complémentaires
1 bénéficiaire	1 séance	1 séance	2 séances
2 bénéficiaires (ou plus)	2 séances (ou plus)	2 séances (ou plus)	4 séances (ou plus) 15 (ou Nb de bénéficiaires)

Provisions	FAM	FV	SAVS	CPOM 2018
142000 Prov Réglementée pour renouvellement des immo	6 563,55	1 014 282,32		1020 845,87
14862 Prov.réglementées sur plus-values nettes d'actif		12 511,81	2 842,91	15 354,72
15 Provisions pour risques et charges	715 801,81	229 397,27	121 347,07	1066 546,15
Trop perçu à reverser	-484 757,00	-175 366,00		-660 123,00
Total	237 608,36	1 080 825,40	124 189,98	1 442 623,74
Dépenses refusées	-40 000,00	-49 049,00		-89 049,00

Réserves	FAM	FV	SAVS	CPOM 2018
106850 Excédents affectés à la couverture du BFR		41 939,49	65 463,03	107 402,52
106820 Excédent affecté à l'investissement		142 596,29	9 285,98	151 882,27
106870 Réserve de compensation des charges d'amortissement		40 228,32		40 228,32
115190 RAN défic. sous contrôle de tiers financeurs (4)	-15 926,13		-3 355,27	-19 281,40
106860 Réserve de compensation des déficits	83 351,82	139 990,44	20 128,01	243 470,27
Résultat excéd sous contrôle de tiers financeurs (4)	83 005,53	137 819,29	32 521,37	253 346,19
110 + 115100 RAN excéd affecté à la réduc des charges d'exploit	165 077,30	150 644,99	57 305,90	373 028,19
Total	315 508,52	611 279,33	181 349,02	1 150 076,36

Tableau des effectifs Foyer de Vie LES GLYCINES

Catégorie	Nombre d'agents à temps plein	Temps partiel		Nombre d'agents	Nombre ETP		
		Nombre d'agents	Nombre ETP				
Nombre de places					19		
Direction/Encadrement							
Directeur général adjoint		1	0,05	1	0,05		
Directeur		1	0,2	1	0,30		
Chef de Service Educatif		1	0,2	1	0,20		
TOTAL Direction/Encadrement	0,00	3,00	0,45	3,00	0,55		
RATIO Direction/Encadrement						0,03	
Administration/Gestion							
Agent Administratif de bureau		1	0,67	1	0,67		
Autre Pers. Direction/Gestion - Cadre administratif		1	0,15	1	0,15		
TOTAL Administration/Gestion	0	2	0,82	2	0,82		
RATIO Administration/Gestion						0,04	
Service généraux							
Agent de service général		1	0,5	1	0,50		
Ouvrier professionnel 1		1	0,5	1	0,50		
Ouvrier professionnel 2		1	0,5	1	0,50		
Ouvrier services logistiques							
Surveillant de Nuit 1	1			1	1,00		
Surveillant de Nuit 2	1			1	1,00		
TOTAL Service généraux	2	3	1,5	5	3,5		
RATIO Service généraux						0,18	
Socio-éducatif							
moniteur éducateur	1			1	1,00		
AMP 2	1			1	1,00		
AMP 3	1			1	1,00		
AMP 4	1			1	1,00		
Moniteur Educateur 1	1			1	1,00		
Moniteur Educateur 2	1			1	1,00		
Moniteur Educateur 3	1			1	0,50		
Moniteur d'Atelier 1	1			1	1,00		
Moniteur d'Atelier 1	1			1	1,00		
TOTAL Socio-éducatif	9	0	0	9	8,5		
RATIO Socio-éducatif						0,45	
Médical							
Médecin Psychiatre		0	0	0			
TOTAL Médical	0	0	0	0	0		
RATIO Médical						0,000	
Paramédical							
Psychologue	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
TOTAL Paramédical	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
RATIO Paramédical						0,00	
TOTAL GENERAL							
	11,00	8,00	2,77	19,00	13,37		
Taux d'Encadrement direct						0,45	
Taux d'Encadrement indirect						0,26	
Taux d'Encadrement						0,70	

20742

113 243,00
113 243,00

Tableau des effectifs SAVS LES CHENES

Catégorie	Nombre d'agents à temps plein	Temps partiel		Nombre d'agents	Nombre ETP
		Nombre d'agents	Nombre ETP		
Nombre de places					
Direction/Encadrement					
Directeur général adjoint		1	0,05	1	0,05
Directeur		1	0,3	1	0,30
TOTAL Direction/Encadrement	0,00	2,00	0,35	2,00	0,35
RATIO Direction/Encadrement					0,01
Administration/Gestion					
Agent Administratif de bureau		1	0,4	1	0,20
Autre Pers. Direction/Gestion - Cadre administratif		1	0,05	1	0,05
TOTAL Administration/Gestion	0,00	2,00	0,45	2,00	0,25
RATIO Administration/Gestion					0,01
Service généraux					
Agent de service général		1	0,06	1	0,06
TOTAL Service généraux	0,00	1,00	0,06	1,00	0,06
RATIO Service généraux					0,00
Socio-éducatif					
CESF	1			1	1,00
Educateur Spécialisé	1			1	1,00
Educateur Spécialisé	1			1	1,00
Educateur Spécialisé	1			1	1,00
Educateur Spécialisé		1	0,5	1	0,50
TOTAL Socio-éducatif	4,00	1,00	0,50	5,00	4,50
RATIO Socio-éducatif					0,13
Médical					
Médecin Psychiatre					
TOTAL Médical	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Paramédical					
Psychologue		1	0,3	1	0,30
TOTAL Paramédical	0,00	1,00	0,30	1,00	0,30
TOTAL GENERAL	4,00	7,00	1,66	11,00	5,46



EFFECTIFS FOYER D'ACCUEIL MEDICALISE

	ETP autorisés à l'ouverture du FAM	Nombre d'agents à temps plein	Temps partiel		Nombre d'agents	Nombre ETP
			Nombre d'agents	Nombre ETP		
						22
Direction/Encadrement						
Directeur général adjoint			1	0,05	1	0,05
Directeur			1	0,40	1	0,40
Chef de Service Educatif			1	0,80	1	0,80
		0	3	1,25	3	1,25
Administration/Gestion						
Agent Administratif de bureau			1	0,33	1	0,33
Comptable			1	0,4	1	0,40
AGENT ADMINISTRATIF			1	0,2	1	0,20
Autre Pers. Direction/Gestion - Cadre administratif			1	0,05	1	0,05
		0,00	4,00	0,98	4,00	0,98
Service généraux						
Agent de service général		1			1	1,00
			1	0,5	1	0,50
		1			1	1,00
		1			1	1,00
Ouvrier professionnel 1						
Veilleurs de nuit		1			1	1,00
		1			1	1,00
		5,00	1,00	0,50	6,00	5,50
Socio-éducatif						
AMP		1			1	1,00
AMP		1			1	1,00
AMP		1			1	1,00
AMP		1			1	1,00
AMP		1			1	1,00
AMP		1			1	1,00
AMP		1			1	1,00
Moniteur Educateur		1			1	1,00
Moniteur Educateur					1	0,50
AMP		1			1	0,50
		8,00	0,00	0,00	9,00	8,00
TOTAL HEBERGEMENT						15,73
Médical						
Infirmier 1		1			1	1,00
Infirmier 2	2,43		1	0,7	1	0,70
Infirmier 3			1	0,2	1	0,20
Aide Soignante 1			1	0,7	1	0,70
Aide Soignante 2		1			1	1,00
Aide Soignante 3	4,40	1			1	1,00
Aide Soignante 4			1	0,7	1	0,70
Aide Soignante 5		1			1	1,00
Aide Soignante 6		1			1	1,00
Médecin Généraliste	0,12		1	0,07	1	0,07
Médecin Généraliste			1	0,12	1	0,12
Médecin Psychiatre	0,10		1	0,03	1	0,03
TOTAL	7,05	5,00	7,00	2,52	12,00	7,52
ratio encadrement médical	0,320			0,355		
Paramédical						
KINESITHERAPEUTE	0,3		1	0,4	1	0,40
Ergothérapeute	1					
Psychologue	0,5		1	0,7	1	0,70
TOTAL	1,80	0,00	2,00	1,10	2,00	1,10
ratio encadrement médical	0,082			0,041		
TOTAL SOINS	8,85					8,62
TOTAL GENERAL						24,35

CPOM CD12-ARS & AD-PEP 12		ANNEXE 5: FORMATIONS PREVISIONNELLES DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS DU CPOM					
THEMATIQUES / OBJECTIFS DE FORMATIONS PREVISIONNELLES LIEES AUX FICHES ACTIONS CPOM	ESMS(s) concerné(s)	Personnel concerné	Organisme formateur	Durée de la formation	Nombre et fréquence des sessions de formation	Nombre de personnes formées	Année prévisionnelle
FORMATIONS TRANSVERSALES							
SERAFIN PH	TOUS	TOUS	A déterminer	2 jours	1 fois par an	12 personnes	1 session chaque année de 2019 à 2023
Connaissances des Recommandations des Bonnes Pratiques Professionnelles	TOUS	TOUS	A déterminer	2 jours	1 fois par an	12 personnes	1 session chaque année de 2019 à 2023
Droits et Devoirs des Usagers	TOUS	TOUS	A déterminer	2 jours	1 fois par an	12 personnes	1 session chaque année de 2019 à 2023
Facile à lire et à comprendre	TOUS	Professionnels Educatifs, Médicaux et Directions	A déterminer	3 jours	2 sessions sur la durée CPOM	8 personnes	1 session en 2020 et 1 session en 2023
Accompagnement des personnes avec des Troubles Psychiques	TOUS	Professionnels Educatifs, Médicaux et Directions	UNAFAM	3 jours	1 fois par an	10 personnes	1 session chaque année de 2019 à 2023
Bientraitance	TOUS	TOUS	A déterminer	2 jours	1 session sur la durée CPOM	50 personnes	1 session en 2022
Accompagnement à la vie affective et Sexuelle	TOUS	Professionnels Educatifs, Médicaux et Directions	A déterminer	2 jours	1 fois par an	12 personnes	1 session de 2019 à 2021
Dossier informatisé unique de l'utilisateur	TOUS	TOUS	INTERCONSULT	2 jours	3 fois par an	12 personnes	3 sessions en 2020 et 3 sessions en 2023
Hygiène des locaux, dans l'entretien du linge et la remise en température des repas	TOUS	Services Généraux et Directions	A déterminer	2 jours	1 fois par an	8 personnes	1 session chaque année de 2019 à 2023
Premier Secours (Initiation et Recyclage)	TOUS	TOUS	SDIS 12	1 jour ou 1/2 journée	1 fois par an	12 personnes	Plusieurs sessions chaque année de 2019 à 2023
FORMATIONS spécifique FAM							
La Prise en charge des personnes en situation de handicap avancée en âge	FAM Lucien ROBERT	Professionnels Educatifs, Médicaux et Directions	A déterminer	2 jours	2 sessions sur la durée CPOM	12 personnes	1 session en 2019 et 2021
Gestion de la Violence	FAM Lucien ROBERT	Professionnels Educatifs, Médicaux et Directions	A déterminer	2 jours	4 sessions sur la durée du CPOM	12 personnes	2 sessions en 2020 et 2 sessions en 2022
Travail avec les familles	FAM Lucien ROBERT	Professionnels Educatifs, Médicaux et Directions	A déterminer	2 jours	2 sessions sur la durée CPOM	12 personnes	1 session en 2019 et 2023
Dossier informatisé soins	FAM Lucien ROBERT	Professionnels médicaux	INTERCONSULT	2 jours	1 session sur la durée CPOM	4 personnes	1 session en 2020
Démarche Qualité des Soins	FAM Lucien ROBERT	Professionnels médicaux	A déterminer	20 jours	1 session sur la durée CPOM	1 personne	Formation "qualifiante" durée CPOM
Accompagner le projet d'Accueil et d'accompagnement pour des adultes avec des Troubles du Spectre de l'Autisme	FAM Lucien ROBERT	Professionnels Educatifs, Médicaux et Directions	A déterminer	3 jours	4 sessions sur la durée du CPOM	8 personnes	2 sessions en 2019 et 2 sessions en 2021
FORMATIONS spécifiques FV							
La Prise en charge des personnes en situation de handicap avancée en âge	FV Les GLYCINES	Professionnels Educatifs, Paramédical et Directions	A déterminer	2 jours	2 sessions sur la durée CPOM	12 personnes	1 session en 2019 et 2021
Travail avec les familles	FV Les GLYCINES	Professionnels Educatifs, Paramédical et Directions	A déterminer	2 jours	2 sessions sur la durée CPOM	12 personnes	1 session en 2019 et 2023
Gestion de la Violence	FV Les GLYCINES	Professionnels Educatifs, Paramédical et Directions	A déterminer	2 jours	2 sessions sur la durée CPOM	12 personnes	1 session en 2020 et 2022
Accompagner le projet d'Accueil et d'accompagnement pour des adultes avec des Troubles du Spectre de l'Autisme	FV Les GLYCINES	Professionnels Educatifs, Paramédical et Directions	A déterminer	3 jours	2 sessions sur la durée CPOM	12 personnes	1 session en 2020 et 2023
FORMATIONS spécifique SAVS							
Travail avec les familles	SAVS LES CHENES	Professionnels Educatifs, Paramédical et Directions	A déterminer	2 jours	2 sessions sur la durée CPOM	8 personnes	1 session en 2019 et 2021
Intervenir à domicile	SAVS LES CHENES	Professionnels Educatifs, Paramédical et Directions	A déterminer	2 jours	1 session sur la durée CPOM	8 personnes	1 session en 2022
Accompagner le projet d'Accueil et d'accompagnement pour des adultes avec des Troubles "DYS"	SAVS LES CHENES	Professionnels Educatifs, Paramédical et Directions	A déterminer	2 jours	2 sessions sur la durée CPOM	8 personnes	1 session en 2019 et 2023
Accompagner le projet d'Accueil et d'accompagnement pour des adultes avec des Troubles du Spectre de l'Autisme	SAVS LES CHENES	Professionnels Educatifs, Paramédical et Directions	A déterminer	3 jours	2 sessions sur la durée CPOM	8 personnes	1 session en 2020 et 2023

BUDGET PREVISIONNEL CPOM 2020 -2024

Le budget CPOM présenté n'a pas de valeur contractuelle. Il servira de base de référence dans le cadre des réunions de dialogue de gestion.

DEPENSES	2020	2021	2022	2023	2024	TOTAL
Proposition budget de fonctionnement PEP 12 (total classe 6) évolution 0%	3 377 873	3 377 873	3 377 873	3 377 873	3 377 873	16 889 365
Dont Groupe I	469 065					
Dont Groupe II	2 267 955					
Dont Groupe III	640 853					

TOTAL DES DEPENSES	3 377 873	3 377 873	3 377 873	3 377 873	3 377 873	16 889 365
---------------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	-------------------

RECETTES	2020	2021	2022	2023	2024	TOTAL
Dotation globale départementale (FDV + FAM + SAVS)	1 533 828	1 557 749	1 557 749	1 777 790	1 777 790	8 204 907
Dotation SOIN	549 358	549 358	549 358	549 358	549 358	2 746 790
Reprise sur provision réglementées	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	500 000
Recettes HD (base 2018)	571 864	571 864	571 864	571 864	571 864	2 859 321
ZRR/Autres	9 805	0	0	0	0	9 805
Produits de tarification 2017 (trop perçu)	220 041	220 041	220 041	0	0	660 123
Reprise RAN et CA 2016/2018	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	250 000
Recettes bénéficiaires	250 000	250 000	250 000	250 000	250 000	1 250 000
Recettes atténuatives	78 861	78 861	78 861	78 861	78 861	394 303
Recettes atténuatives liées loyer ancien foyer de vie (IME la Roquette)	14 116	0	0	0	0	14 116
TOTAL DES RECETTES	3 377 873	3 377 873	3 377 873	3 377 873	3 377 873	16 889 365



La solidarité en action

279 Rue Pierre CARRERE
Parc d'activités de la Gineste
TEL. 05 65 73 38 20 FAX 05 65 73 38 24
e-mail : pep-12@orange.fr

PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS

PLAN DE FINANCEMENT PLURIANNUEL 2020-2024

FOYER DE VIE "LES GLYCINES"

ANNEXE 4 : BILAN PROPRE D'UN ETABLISSEMENT SOCIAL OU MEDICO-SOCIAL GERE PAR UN ORGANISME DE DROIT PRIVE

A C T I F	31/12/2018			31/12/2017
	Montant brut	Amort et prov.	Montant net	Montant net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations Incorporelles				
Frais d'établissement	13 089	10 216	2 873	3 281
Autres immobilisations incorporelles	9 033	8 842	191	626
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0
Immobilisations Corporelles				
Terrains	2 042	2 042	0	0
Constructions	3 237 086	510 995	2 726 092	104 351
Installations techniques, matériel et outillage	222 021	124 555	97 466	4 572
Autres immobilisations corporelles	288 285	210 936	77 349	29 971
Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	868 663
Immobilisations Financières				
Participations et créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	0
Autres immobilisations financières	0	0	0	0
TOTAL I	3 771 556	867 585	2 903 971	1 011 465
Comptes de liaison (1)	20 186		20 186	200
TOTAL II	20 186	0	20 186	200
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et fournitures	0	0	0	0
Autres approvisionnements	0	0	0	0
En-cours de production (biens et services)	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	0	0	0	0
Avances et acomptes versés sur commandes	0		0	0
Créances (2)				
Créances redevables et comptes rattachés (3)	129 583	0	129 583	230 699
Autres créances	128 303	0	128 303	14 016
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
Disponibilités	1 428 569		1 428 569	763 169
Charges constatées d'avance	3 338		3 338	2 612
TOTAL III	1 689 793	0	1 689 793	1 010 495
Charges à répartir sur plusieurs exercices IV	0		0	0
Primes de remboursement des obligations V	0		0	0
Ecart de conversion (actif) VI	0		0	0
TOTAL GENERAL (I +II+III+IV+V+VI)	5 481 534	867 585	4 613 949	2 022 160

(1) Un tableau annexé à ce bilan doit détailler les différents comptes de liaison relatifs à l'investissement, à l'exploitation et à la trésorerie pour cet établissement ou service entre ce dernier et les autres établissements et services concernés.

(2) Dont à moins d'un an : Dont à plus d'un an

(3) Dont créances mentionnées à l'article R. 314-96 du code de l'action sociale et des familles.

ANNEXE 4 : BILAN PROPRE D'UN ETABLISSEMENT SOCIAL OU MEDICO-SOCIAL GERE PAR UN ORGANISME DE DROIT PRIVE

PASSIF	31/12/2018	31/12/2017
FONDS PROPRES		
Fonds associatifs sans droit de reprise	45 735	45 735
Fonds associatifs avec droit de reprise	85 955	85 955
Dons et legs	0	0
Subventions d'investissement	0	0
Réserves		
Excédents affectés à l'investissement	142 596	146 245
Réserves de compensation	180 219	102 154
Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement	0	0
Autres réserves	0	0
Report à nouveau		
Report à nouveau (gestion non contrôlée)	98 860	96 310
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs	-61 514	666
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	51 785	53 782
Dépenses non opposables aux tiers financeurs	-46 453	-46 289
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1)	137 819	19 044
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	3 999	4 532
Provisions réglementées		
Couverture du besoin en fonds de roulement	41 939	41 939
Amortissements dérogatoires et provisions pour renouvellement des immobilisations	1 014 282	933 631
Réserve des plus-values nettes d'actif	12 512	7 496
Immobilisations grevées de droits	0	0
TOTAL I	1 707 734	1 491 199
Comptes de liaison	126 049	41 859
TOTAL II	126 049	41 859
Provisions pour risques	175 366	175 366
Provisions pour charges	54 031	73 293
Fonds dédiés	0	0
TOTAL III	229 397	248 659
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	2 155 461	7 742
Emprunts et dettes financières divers (3)	0	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0	0
Redevables créditeurs	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (4)	297 205	78 800
Dettes sociales et fiscales	78 989	129 888
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	0
Autres dettes (5)	19 115	24 013
Produits constatés d'avance	0	0
TOTAL IV	2 550 769	240 442
Ecart de conversion (passif)	0	0
TOTAL V	0	0
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	4 613 949	2 022 160

(1) Dont compte 1201..... et compte 1291.....: résultats sous contrôle de tiers financeurs

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques.

(3) En particulier : cautions versées par les résidents à leur entrée dans l'établissement.

(4) Dont à plus d'un an : Dont à moins d'un an :

(5) Dont fonds des majeurs protégés :

ANNEXE 8 : CADRE NORMALISÉ DE PRÉSENTATION DU BILAN FINANCIER D'UN ÉTABLISSEMENT OU SERVICE SOCIAL OU MÉDICO-SOCIAL RELEVANT DU I DE L'ARTICLE L.312-1 DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES

N° FINESS / Nom de l'établissement ou service	120784988			FOYER DE VIE LES GLYCINES			
BIENS	2016	2017	2018	FINANCEMENTS	2016	2017	2018
Biens stables				Financements stables			
Immobilisations incorporelles nettes	4 750,85	3 907,46	3 064,07	Apports ou fonds associatifs	131 689,70	131 689,70	131 689,70
Immobilisations corporelles brutes :				Réserves des plus-values nettes (1)	0,00	0,00	0,00
- Terrains	2 041,74	2 041,74	2 041,74	Excédents affectés à l'investissement	146 245,01	146 245,01	142 596,29
- Constructions	582 682,20	582 682,20	3 237 086,45	Subventions d'investissements	5 065,37	4 532,04	3 998,71
- Installations techniques, matériels et outillages	121 848,27	124 875,48	222 021,02	Réserve de compensation des charges d'amortissement	40 228,32	40 228,32	40 228,32
- Autres immobilisations corporelles	250 738,92	252 213,95	288 284,62	Provisions pour renouvellement des immobilisations	827 982,00	933 631,32	1 014 282,32
Immobilisations en cours	220 469,79	868 662,76	0,00	Provisions réglementées sur plus-values nettes d'actif	3 942,11	7 495,81	12 511,81
Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	Emprunts et dettes financières	13 058,19	7 742,26	2 155 460,74
Amortissements comptables excédentaires différés (2)	0,00	0,00	0,00	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
Charges à répartir	0,00	0,00	0,00	Amortissements des immobilisations :			
Autres				- Constructions	459 436,96	478 331,27	510 994,75
				- Installations, matériels et outillages techniques	117 398,56	120 303,03	124 555,07
				- Autres immobilisations corporelles	211 622,48	224 284,23	212 977,48
				Autres (3)	-7 274,96	665,68	-61 514,32
Compte de liaison investissement	0,00	0,00	0,00	Compte de liaison investissement	0,00	0,00	0,00
Total II	1 182 532	1 834 384	3 752 498	Total I	1 949 394	2 095 149	4 287 781
Fonds de roulement d'investissement négatif (I-II)	0	0	0	Fonds de roulement d'investissement positif (I-II)	766 862	260 765	535 283
Actifs stables d'exploitation				Financements stables d'exploitation			
Report à nouveau déficitaire (4)	3 732,92	0,00	0,00	Excédent et provisions affectés à la couverture du BFR	41 939,49	41 939,49	41 939,49
Résultat déficitaire (4)	0,00	0,00	0,00	Réserves de compensation des déficits	61 925,67	61 925,67	139 990,44
Droits acquis par les salariés, non provisionnés (5)	0,00	0,00	0,00	Résultat excédentaire (4)	18 271,80	19 044,46	137 819,29
Autres				Report à nouveau excédentaire affecté à (4) :			
				- Réduction des charges d'exploitation	81 023,48	150 091,31	150 644,99
				- Financement des mesures d'exploitation			
				Provisions pour risques et charges	105 576,05	248 659,34	229 397,27
				Fonds dédiés	0,00	0,00	0,00
				Autres			
Compte de liaison trésorerie (stable)				Compte de liaison trésorerie (stable)			
Total IV	3 733	0	0	Total III	308 736	521 660	699 791
Fonds de roulement d'exploitation négatif (III-IV)	0	0	0	Fonds de roulement d'exploitation positif (III-IV)	305 004	521 660	699 791
Fonds de roulement net global négatif	0	0	0	Fonds de roulement net global positif	1071866	782425	1235074
Valeurs d'exploitation				Dettes d'exploitation			
Stocks	0,00	0,00	0,00	Avances reçues	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes versés	80,00	0,00	0,00	Fournisseurs d'exploitation	18 167,54	78 799,55	297 204,56
Organismes payeurs, usagers	235 431,56	230 698,53	129 582,98	Dettes sociales	50 594,57	81 077,02	66 038,01
Créances diverses d'exploitation	0,00	0,00	0,00	Dettes fiscales	11 222,73	48 810,69	12 950,64
Créances irrécouvrables en non-valeur (6)	0,00	0,00	0,00	Dettes diverses d'exploitation	8 849,13	24 012,90	19 114,75
Charges constatées d'avance	1 463,44	2 612,02	3 337,53	Dépréciation des stocks et créances	0,00	0,00	0,00
Dépenses pour congés payés (7)	45 859,24	46 289,47	46 452,93	Produits constatés d'avance	0,00	0,00	0,00
Autres	120 605,43	14 015,91	128 303,35	Ressources à reverser à l'aide sociale	0,00	0,00	0,00
				Fonds déposés par les résidents	0,00	0,00	0,00
				Autres			
Compte de liaison d'exploitation	870,25	200,00	20 185,74	Compte de liaison d'exploitation	47 769,52	41 859,31	126 049,06
Total VI	404 310	293 816	327 863	Total V	136 603	274 559	521 357
Besoin en fonds de roulement (VI-V)	267 706	19 256	0	Excédent de financement d'exploitation (VI-V)	0	0	193 494
Liquidités				Financements à court terme			
Valeurs mobilières de placement	0,00	0,00	0,00	Fournisseurs d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
Disponibilités	804 159,11	763 168,89	1 428 568,94	Fonds des majeurs protégés	0,00	0,00	0,00
Autres				Concours bancaires courants	0,00	0,00	0,00
				Ligne de trésorerie	0,00	0,00	0,00
				Intérêts courus non échus	0,00	0,00	0,00
				Autres			
Compte de liaison trésorerie	0,00	0,00	0,00	Compte de liaison trésorerie	0,00	0,00	0,00
Total VIII	804 159	763 169	1 428 569	Total VII	0	0	0
Trésorerie positive (VIII-VII)	804 159	763 169	1 428 569	Trésorerie négative (VIII-VII)	0	0	0
TOTAL DES BIENS (II+IV+VI+VIII)	2 394 734	2 891 368	5 508 929	TOTAL DES FINANCEMENTS (I+III+V+VII)	2 394 734	2 891 368	5 508 929

(1) : Concerne les établissements publics : compte 1064

(2) : Compte 1161

(3) : Exemple : résultats non contrôlés ou non affectés par des tiers financeurs

(4) : Sous contrôle de tiers financeurs

(5) : Compte 1163 : compte épargne-temps (CET), provisions pour départ à la retraite non provisionnés en application du 3° de l'article R. 314-45 du code de l'action sociale et des familles

(6) : Concerne les établissements publics

(7) : Compte 1162, concerne les établissements privés

TABLEAU DES EMPRUNTS AUTORISÉS ET CONTRACTÉS											
Prévisions en milliers d'euros	Montant autorisé	Montant contracté	Montant autorisé au 31/12/N	Montant contracté au 31/12/N	Montant autorisé au 31/12/N-1	Montant contracté au 31/12/N-1	Montant autorisé au 31/12/N-2	Montant contracté au 31/12/N-2	Montant autorisé au 31/12/N-3	Montant contracté au 31/12/N-3	Moyenne des montants autorisés (N-3, N-2, N-1, N)
1. Emprunts à court terme											
Prévisions en milliers d'euros											
Montant autorisé											
Montant contracté											
2. Emprunts à moyen terme											
Prévisions en milliers d'euros											
Montant autorisé											
Montant contracté											
3. Emprunts à long terme											
Prévisions en milliers d'euros											
Montant autorisé											
Montant contracté											
4. Autres emprunts											
Prévisions en milliers d'euros											
Montant autorisé											
Montant contracté											
Totaux											

TABLEAU DES EMPRUNTS AUTORISÉS ET CONTRACTÉS											
Prévisions en milliers d'euros	Montant autorisé	Montant contracté	Montant autorisé au 31/12/N	Montant contracté au 31/12/N	Montant autorisé au 31/12/N-1	Montant contracté au 31/12/N-1	Montant autorisé au 31/12/N-2	Montant contracté au 31/12/N-2	Montant autorisé au 31/12/N-3	Montant contracté au 31/12/N-3	Moyenne des montants autorisés (N-3, N-2, N-1, N)
1. Emprunts à court terme											
Prévisions en milliers d'euros											
Montant autorisé											
Montant contracté											
2. Emprunts à moyen terme											
Prévisions en milliers d'euros											
Montant autorisé											
Montant contracté											
3. Emprunts à long terme											
Prévisions en milliers d'euros											
Montant autorisé											
Montant contracté											
4. Autres emprunts											
Prévisions en milliers d'euros											
Montant autorisé											
Montant contracté											
Totaux											

TABLEAU DES EMPRUNTS NOUVEAUX SOUMIS A AUTORISATION

Remboursement emprunts en 2019

Organisme prêteur	Date de souscription	Durée (années)	Taux %	Capital emprunté	Dette en fin d'exercice précédent		Remboursement du capital de l'année	Montant des intérêts de l'année
					Capital	Intérêt		
Pas de remboursement de capital								
TOTAL				0	0	0	0	0

Remboursement emprunts en 2020

Organisme prêteur	Date de souscription	Durée (années)	Taux %	Capital emprunté	Dette en fin d'exercice précédent		Remboursement du capital de l'année	Montant des intérêts de l'année
					Capital	Intérêt		
Mise en service du bâtiment au 01/07/2018								
TOTAL				0	0	0	0	0

Remboursement emprunts en 2021

Organisme prêteur	Date de souscription	Durée (années)	Taux %	Capital emprunté	Dette en fin d'exercice précédent		Remboursement du capital de l'année	Montant des intérêts de l'année
					Capital	Intérêt		
TOTAL				0	0	0	0	0

Remboursement emprunts en 2022

Organisme prêteur	Date de souscription	Durée (années)	Taux %	Capital emprunté	Dette en fin d'exercice précédent		Remboursement du capital de l'année	Montant des intérêts de l'année
					Capital	Intérêt		
TOTAL				0	0	0	0	0

Remboursement emprunts en 2023

Organisme prêteur	Date de souscription	Durée (années)	Taux %	Capital emprunté	Dette en fin d'exercice précédent		Remboursement du capital de l'année	Montant des intérêts de l'année
					Capital	Intérêt		
TOTAL				0	0	0	0	0

ANNEXE 5 : PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DU PLAN

Ordre de priorité	Nature de l'opération prévue	Coût	Année	Mois	Mode Amort.	Durée	Financement prévu					
							Autofinancement	Subvention ou apport	Emprunts			Total
									Montant	Taux	Durée	
	INST. GENE. AGENC. AMENAG. DIVERS	5 000	2020	janv.	L	5	5 000					5 000
	MATERIEL ET OUTILLAGE	5 000	2020	janv.	L	5	5 000					5 000
	MATERIEL SPORT ADAPTE	3 000	2021	janv.	L	5	3 000					3 000
	MATERIEL INFORMATIQUE	3 500	2021	janv.	L	3	3 500					3 500
	MATERIEL DE BUREAU	3 500	2021	janv.	L	5	3 500					3 500
	VEHICULE	16 000	2021	janv.	L	5	16 000					16 000
	INST. GENE. AGENC. AMENAG. DIVERS	8 000	2022	janv.	L	5	8 000					8 000
	MATERIE ET OUTILLAGE	5 000	2022	janv.	L	5	5 000					5 000
	MATERIEL INFORMATIQUE	3 500	2023	janv.	L	3	3 500					3 500
	ELECTROMENAGER	3 000	2023	janv.	L	5	3 000					3 000
	VEHICULE	25 000	2023	janv.	L	5	25 000					25 000
	MATERIEL INFORMATIQUE	3 500	2024	janv.	L	3	3 500					3 500
	ELECTROMENAGER	3 000	2024	janv.	L	5	3 000					3 000
	MATERIEL EDUCATIF	5 000	2024	janv.	L	5	5 000					5 000
	MATERIEL ET OUTILLAGE	10 000	2024	janv.	L	5	10 000					10 000
	INST. GENE. AGENC. AMENAG. DIVERS	8 000	2024	janv.	L	10	8 000					8 000
TOTAL		125 000					125 000	0	0			125 000

Retenu par l'autorité de tarification (cadre réservé à l'administration)

TOTAL												

ANNEXE 5 : PROGRAMME D'INVESTISSEMENT 2019

Ordre de priorité	Nature de l'opération prévue	Coût	Année	Mois	Mode Amort.	Durée	Financement prévu					
							Autofinancement	Subvention ou apport	Emprunts			Total
									Montant	Taux	Durée	
	MATERIEL DE BUREAU	4 000	2019	janv.	L	5	4 000					4 000
	PETIT OUTILLAGE	4 000	2019	janv.	L	5	4 000					4 000
	MATERIEL INFORMATIQUE	2 000	2019	janv.	L	3	2 000					2 000
	AMENAGEMENT EXTERIEUR	5 000	2019	janv.	L	10	5 000					5 000
TOTAL		15 000					15 000	0	0			15 000

Retenu par l'autorité de tarification (cadre réservé à l'administration)

TOTAL												

ANNEXE 5 : PROGRAMME D'INVESTISSEMENT 2020

Ordre de priorité	Nature de l'opération prévue	Coût	Année	Mois	Mode Amort.	Durée	Financement prévu					
							Autofinancement	Subvention ou apport	Emprunts			Total
									Montant	Taux	Durée	
	INST. GENE. AGENC. AMENAG. DIVERS	5 000	2020	janv.	L	5	5 000					5 000
	MATERIEL ET OUTILLAGE	5 000	2020	janv	L	5	5 000					5 000
	VEHICULE PMR 9 PLACES	50 000	2020	janv	L	5	50 000					50 000
TOTAL		60 000					60 000	0	0			60 000

Retenu par l'autorité de tarification (cadre réservé à l'administration)

TOTAL												

ANNEXE 5 : PROGRAMME D'INVESTISSEMENT 2021

Ordre de priorité	Nature de l'opération prévue	Coût	Année	Mois	Mode Amort.	Durée	Financement prévu					
							Autofinancement	Subvention ou apport	Emprunts			Total
									Montant	Taux	Durée	
	MATERIEL SPORT ADAPTE	3 000	2021	janv	L	5	3 000					3 000
	MATERIEL INFORMATIQUE	3 500	2021	janv	L	3	3 500					3 500
	MATERIEL DE BUREAU	3 500	2021	janv.	L	5	3 500					3 500
	VEHICULE	16 000	2021	janv	L	5	16 000					16 000
TOTAL		26 000					26 000	0	0			26 000

Retenu par l'autorité de tarification (cadre réservé à l'administration)

TOTAL												

ANNEXE 5 : PROGRAMME D'INVESTISSEMENT 2023

Ordre de priorité	Nature de l'opération prévue	Coût	Année	Mois	Mode Amort.	Durée	Financement prévu					
							Autofinancement	Subvention ou	Emprunts			Total
									Montant	Taux	Durée	
	MATERIEL INFORMATIQUE	3 500	2023	janv	L	3	3 500					3 500
	ELECTROMENAGER	3 000	2023	janv.	L	5	3 000					3 000
	VEHICULE	25 000	2023	janv	L	5	25 000					25 000
TOTAL		31 500					31 500	0	0			31 500

Retenu par l'autorité de tarification (cadre réservé à l'administration)

TOTAL												

ANNEXE 5 : PROGRAMME D'INVESTISSEMENT 2024

Ordre de priorité	Nature de l'opération prévue	Coût	Année	Mois	Mode Amort.	Durée	Financement prévu					
							Autofinancement	Subvention ou	Emprunts			Total
									Montant	Taux	Durée	
	MATERIEL INFORMATIQUE	3 500	2024	janv	L	3	3 500				3 500	
	ELECTROMENAGER	3 000	2024	janv.	L	5	3 000				3 000	
	MATERIEL EDUCATIF	5 000	2024	janv.	L	5	5 000				5 000	
	MATERIEL ET OUTILLAGE	10 000	2024	janv.	L	5	10 000				10 000	
	INST. GENE. AGENC. AMENAG. DIVERS	8 000	2024	janv.	L	10	8 000				8 000	
TOTAL		29 500					29 500	0	0		29 500	

Retenu par l'autorité de tarification (cadre réservé à l'administration)

TOTAL											

Objectif n° 1 : Favoriser la logique de parcours et personnaliser l'accompagnement des personnes en situation de handicap pour éviter les ruptures.

Action n°1.1 : « Participer à la mise en œuvre de la démarche Réponse Accompagnée Pour Tous (RAPT) »

■ Cadre de référence :

Loi du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé

Code de l'action social et des familles, et notamment les articles L. 114.1.1 et D. 146-29-1.

Instruction N° DGCS/SD3B/CNSA/SGMCAS/2016/321 du 23 septembre 2016 relative à l'appui aux MDPH dans le déploiement de la démarche « une réponse accompagnée pour tous »

Le décret du 7 février 2017 relatif aux informations nécessaires à l'élaboration des plans d'accompagnement globaux des personnes handicapées.

Circulaire N° DGCS/3B/2017/148 du 2 mai 2017 relative à la transformation de l'offre d'accompagnement des personnes handicapées dans le cadre de la démarche « une réponse accompagnée pour tous », de la stratégie quinquennale de l'évolution de l'offre médico-sociale (2017- 2021) et de la mise en œuvre des décisions du CIH du 2 décembre 2016

■ Contexte / Constat

AU FAM l'année 2018 nous a confrontés à 2 situations difficiles au premier semestre. Ces deux situations ont mis en évidence la nécessité de travailler au sein d'un dispositif d'accompagnement global. Pour l'une il s'est agi de travailler avec la MDPH du 34, le réseau Maladies Rares Occitanie et le secteur sanitaire de Montpellier, pour l'autre elle a abouti à un PAG. Enfin une troisième situation nous amène à travailler avec un établissement sanitaire de la région toulousaine et sans doute à la mise en œuvre d'un PAG. Par ailleurs nous accueillons en hébergement temporaire une personne bénéficiaire d'un PAG.

Le Foyer de vie a lui aussi été sollicité pour la mise en œuvre d'un PAG qui nous amène à travailler en collaboration avec le foyer de vie de Constancie du TARN.

Le SAVS n'a pas été sollicité et n'a pas rencontré de situations à proposer dans le cadre de la démarche RAPT.

Depuis 2017 l'ensemble des professionnels des équipes sont sensibilisés à la démarche et aux nécessaires évolutions professionnelles qu'elles supposent (travail en partenariat, fluidité des parcours,...)

Depuis 2017 l'ensemble des établissements du pôle a tenté de répondre concrètement au paradigme introduit par Serafin-PH en intégrant pour chaque projet personnalisé une analyse des besoins selon la nomenclature, en les intégrant aussi dans chaque projet d'activité entendu comme une/des prestations. Enfin dans la réécriture des projets d'établissement du Fam et du Foyer de vie nous avons rédigé une partie descriptive des besoins des résidents (dans la partie « analyse du public accueilli ») et avons rédigé une partie « prestations » en regard. Aujourd'hui il nous manque à affiner les définitions, à quantifier les prestations notamment en terme de coût et à repérer les ressources nécessaires surtout celles dans notre environnement.

Cette appropriation des nomenclatures est utile aussi dans le cadre des PAG puisque désormais la MDPH formalise les besoins des personnes concernées en fonction de celles-ci.

■ Objectifs de l'action

Participer à la mise en œuvre de la démarche « RAPT » en proposant aux personnes handicapées des parcours ouverts et différenciés.

■ Structure(s) et population concernée par l'action

Structures du pôle adultes : FAM, FV, SAVS : résidents et personnels, PH domicile

■ Descriptif synthétique de l'action

- organiser en interne des formations en lien avec la notion de parcours de vie, SERAFIN PH, RAPT
- contribuer aux travaux (comités techniques) mis en place dans le cadre de la démarche "RAPT"
- participer aux formations extérieures
- analyser les situations individuellement afin d'adapter les réponses
- participer et répondre aux invitations de la MDPH pour participer aux Groupes Opérationnels de Synthèse (GOS) et aux Plan d'Accompagnement Global (PAG)
- être repéré auprès de la MDPH comme acteur de la démarche RAPT
- rechercher des partenariats
- sensibiliser et informer les familles, tuteurs

■ Moyens mobilisés et de suivi

➤ Moyens

- plan pluriannuel de formation pour les personnels délivrant des prestations directes : bilan des formations réalisées, personnel concerné, mettre en œuvre et assurer un suivi,...
- nomination d'un référent qualité SERAFIN PH au niveau associatif: A ce jour la réflexion est portée au niveau associatif et dépasse le cadre du CPOM. *Ce professionnel aura une fonction de veille technique concernant Serafin-PH en particulier concernant l'évolution des différentes nomenclatures et leurs répercussions sur le travail des professionnels des établissements. Il participera aux réunions organisées par la MDPH sur cette thématique. Il sera force de proposition pour que ces nouveaux outils soient intégrés aux différents outils de la loi 2002-2 et en particulier les projets d'établissement et les projets personnalisés. Il aura un rôle de conseil auprès de la direction de l'association des PEP 12.*
- programmation et organisation de réunions d'information et de sensibilisation pour les représentants légaux

➤ Pilotage

Equipe de direction pôle adultes

➤ Personnes concernées

MDPH, ARS, usagers, Conseil départemental (dont la Direction Enfance et Famille), établissements du médico-social, CPAM, CAF, établissements sanitaires

■ Calendrier

	2019	2020	2021	2022	2023
Début	x				
Fin					x

■ Programmation prévisionnelle détaillée

Etape	Indicateurs	Cible	Résultats attendus				
			2020	2021	2022	2023	2024
Formations Sérafin PH	Taux de réalisation du plan de formation / sessions Sérafin PH	100%	20%	20%	20%	20%	20%
	Nombre de salariés participant aux formations	12*5	12	12	12	12	12
Réunion d'information	Nombre de réunions organisées en faveur des représentants légaux		1	1	1	1	1
	Nombre de CVS où la question de la démarche RAPT est portée à l'ordre du jour		1	1	1	1	1
GOS/PAG	Taux de participation aux groupes opérationnels de synthèse (nombre de participations aux GOS/nombre de sollicitations par la MDPH)	100%					
	Taux de refus de PAG	0%					

Objectif n° 1 : Favoriser la logique de parcours et personnaliser l'accompagnement des personnes en situation de handicap pour éviter les ruptures.

Action n°1.2 : « Adapter les structures aux besoins du territoire »

■ Cadre de référence :

Circulaire N° DGCS/3B/2017/148 du 2 mai 2017 relative à la transformation de l'offre d'accompagnement des personnes handicapées dans le cadre de la démarche « une réponse accompagnée pour tous », de la stratégie quinquennale de l'évolution de l'offre médico-sociale (2017- 2021) et de la mise en œuvre des décisions du CIH du 2 décembre 2016

Décret n° 2017-982 du 9 mai 2017 relatif à la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques

INSTRUCTION N° DGCS/2018/18 du 22 janvier 2018 relative à l'application de la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques

INSTRUCTION N° DREES/DMSI/DGCS/2018/155 du 27 juin 2018 relative à la mise en œuvre dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques.

GUIDE pour l'application de la nomenclature des établissements et services sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques.

RBPP HAS Pratique de coopération et de coordination du parcours janvier 2018

RBPP HAS : TSA : intervention et parcours de vie de l'adulte autiste décembre 2017

Schéma Départemental Autonomie

■ Contexte / Constat/Eléments du diagnostic

Nous constatons au sein des différents établissements qu'il y a des personnes qui sont actuellement hébergées ou accompagnées et qui souhaitent du changement dans leur lieu de résidence or l'organisation actuelle du secteur avec sa logique de place ne permet pas la souplesse nécessaire et conduit potentiellement à des situations où les troubles du comportement peuvent être présents. Nous travaillons déjà avec des établissements d'accueil temporaires (EATU à Marvejols, FAT à Figeac) et nous pratiquons aussi des échanges, des séjours séquentiels. Une situation au second semestre 2018 nous a amené à proposer à un résident du Fam de participer à des activités du Foyer de vie. Pour certains résidents du Foyer de vie la réciproque est aussi vraie. C'est cette voie qui nous paraît devoir être explorée. Dans le même ordre d'idée nous avons proposé à une personne accompagnée par le SAVS de participer à une activité du foyer de vie, une autre accompagnée par le même service participe à des activités de la FSA avec le Foyer de vie... Plus récemment nous avons eu au SAVS une demande d'accompagnement d'une personne habitant à Recoules-prévinquières. Elle ne correspond pas à l'agrément du service et par ailleurs n'a pas d'orientation en Foyer de vie mais ce serait sans doute pour elle intéressant qu'elle participe à certaines activités (randonnées par exemple). Les exemples semblent se multiplier qui montrent que les cadres actuels ne permettent pas d'apporter une réponse toujours adaptée.

Concernant la qualité des prestations délivrées un rapprochement est en cours avec les SAVS de l'ABSEAH et des Charmettes afin de définir un « tronc commun » et permettre ainsi une certaine homogénéisation des prestations sur l'ensemble des 3 services.

■ Objectifs de l'action

- Adapter les structures aux besoins du territoire en recherchant de la souplesse dans le fonctionnement des structures via la mise en application de la nouvelle nomenclature. Cette action est complémentaire à la fiche 1.1 précédemment détaillée

■ Structure(s) et population concernée par l'action

Structures du pôle adultes : FAM, FV, SAVS : résidents et personnels

■ Descriptif synthétique de l'action

- réaliser une étude de besoins en lien avec la MDPH concernant les modalités de prise en charge en FV et FAM (HT, HP, AJ) ainsi que les besoins en termes de prise en charge spécifiques (PHV et TSA) dans ces structures,

- proposer aux autorités de tarifications et de contrôles la révision des autorisations en fonction des résultats de l'étude et adapter les modalités d'accompagnement en appliquant la nouvelle nomenclature,

- Dans l'attente de la mise en place de la nouvelle nomenclature travailler sur le fonctionnement de l'HT au FAM et FV en s'inscrivant dans le cadre réglementaire (90 jours) et limiter les dérogations, *hormis dans le cadre de PAG*

- adapter le fonctionnement du SAVS en développant une file active cf définition : guide de mesure de l'activité de la CNSA janvier 2019

Définition : la file active est le nombre de personnes accompagnées par l'établissement une fois au moins dans l'année. Cette définition est complétée d'une convention de mesures définissant des « critères d'entrée dans la file active ». Le mode de calcul issu du tableau de bord de la performance est le suivant : nombre de personnes accompagnées dans l'effectif de l'année N + le nombre de sorties définitives dans l'année. Une personne n'est comptabilisée qu'une seule fois dans l'année.

Sur ce dernier point : l'organisation en file active pour répondre aux besoins s'appuiera notamment sur les perspectives suivantes :

- repérer en amont si les acteurs de 1er niveau selon l'objet de la demande ont été mobilisés (CMP, services publics de l'emploi, assistante sociale de secteur pour des besoins administratifs occasionnels ...) et l'éventuelle redondance avec d'autres aides déjà mobilisées (SAD, heure de vie sociale PCH) ou lorsque d'autres équipes éducatives accompagnent déjà la personne (ESAT, CHRS, ...);
- évaluer les fréquences et la durée des interventions.

Les données collectées par le questionnaire contribueront à préciser le référentiel départemental sur la file active.

■ Moyens mobilisés et de suivi

➤ Moyens

- état des lieux des besoins des personnes accueillies en utilisant une grille d'observations, les restitutions de synthèse, l'outil SERAFIN PH

- analyse des listes d'attente

- utilisation du nouveau logiciel via trajectoire

- bilan sur l'activité des structures par modalités d'accueil

- mise en place d'un tableau de bord de suivi des personnes accompagnées (FAM, FV et SAVS)

- pour le SAVS : présentation annuelle au CD des personnes suivies avec caractérisation des accompagnements délivrés (fréquence, type de prestations délivrées, mobilisation ETP, etc.) ;
- la procédure de fin d'accompagnement détaillera les différentes formes de fin d'accompagnement (à l'initiative ou non du bénéficiaire)
- RBPP : diffusion, information, appropriation
- accompagnement à la réalisation de l'étude des besoins, à la qualification de nos prestations et à l'établissement d'un catalogue de ressources effectué par un cabinet conseil pour un coût de : 20 000 €, cette action sera intégrée à l'action menée avec le cabinet ABAQ sur l'ensemble des établissements des pôles enfants et adultes de l'ADPEP 12

➤ **Pilotage**

Equipe de direction pôle adultes

➤ **Personnes concernées**

MDPH, ARS, usagers, Conseil départemental, établissements du médico-social, établissements sanitaires

■ **Calendrier**

	2019	2020	2021	2022	2023
Début	x				
Fin					x

■ **Programmation prévisionnelle détaillée**

Etape	Indicateurs	Cible	Résultats attendus				
			2020	2021	2022	2023	2024
Etude des besoins	Nombre de personnes recensées PHV			x			
	Nombre de personnes diagnostiquées TSA				x		
	Nombre de personnes intéressées et demandeuses d'accueil en journée			x			
	Bilan sur l'activité du FV et du FAM par modalités d'accueil à transmettre à CD et ARS (mise en place d'un tableau de bord de suivi)		x	x	x	x	x
Nouvelle nomenclature	Proposition d'application de la nouvelle nomenclature pour les 2 places d'HT du FAM et la place HT au FV ainsi que pour les autres types de prise en charge (HP et AJ) en fonction des résultats de l'étude des besoins					x	
Développer la file active du SAVS	Nombre de personnes accompagnées sur une année		41	42	43	44	45
	Evolution de la file						

	<p>active / N-1 = écart entre personnes accompagnées N et N- 1 (à constater au réel lors du suivi annuel plutôt ?)</p> <p>Nombre d'accompagnements réévalués</p> <p>Transmission au CD d'un rapport synthétique de caractérisation des accompagnements</p>			42	43	44	45
		X	X	X	X	X	X

Objectif n° 2 : Améliorer l'efficacité des structures et la qualité de prise en charge

Action n°2.1 : « Promouvoir l'adaptation et l'évolution continue des emplois et compétences »

■ Cadre de référence :

RBPP ANESM : Mise en œuvre d'une stratégie d'adaptation à l'emploi des personnels au regard des populations accompagnées- juin 2008

■ Contexte / Constat/Éléments du diagnostic

Les nouveaux besoins exprimés par le public accueilli ou demandeur, les évolutions liées à Serafin-Ph, aux logiques de parcours, à la nouvelle nomenclature des établissements, le développement de l'inclusion dans les différents secteurs (habitat, formation, emploi, scolarité...) font évoluer les emplois et les postures professionnelles.

Actuellement les plans de formation sont élaborés chaque année. Dès le mois de juin les directions commencent à envisager les actions en fonction des besoins repérés. A compter du mois d'octobre chaque salarié fait remonter une fiche de besoins individuels. Ensuite les IRP sont consultées et les plans de formation affinés. En dehors du plan de formation nous participons à des journées d'information, des colloques... ce afin de favoriser la prise en compte par les professionnels de toutes les évolutions du secteur.

Les évolutions récentes des OPCA devenus OPCO et l'arrivée de « France Compétences » nous interrogent sur le financement à venir des actions.

La politique associative RH permet aux professionnels qui le souhaitent d'être mobiles sur un établissement ou un autre (accord « mobilité » dans le cadre de la QVT). Concrètement à chaque remplacement long nous publions une offre d'emploi. Ceci a pour but de limiter l'usure professionnelle et de favoriser le partage des pratiques.

Les IDR sont provisionnées sur les 5 ans.

Le tableau des effectifs est réinterrogé à chaque mouvement de personnels.

■ Objectifs de l'action

-améliorer la prise en charge au travers de l'adaptation et de l'évolution des emplois et compétences

■ Structure(s) et population concernée par l'action

Structures du pôle adultes : FAM, FV, SAVS : personnels

Service RH et financier de l'association

■ Descriptif synthétique de l'action

- élaborer et assurer le suivi du plan pluriannuel de formation qui répond aux objectifs du CPOM
- développer et poursuivre les analyses de pratiques
- actualiser les fiches de poste en spécifiant les modalités et particularités d'intervention propres à chaque établissement ou service et les dater
- procéder à l'évaluation annuelle ou a minima une fois tous les 2 ans de l'ensemble du personnel.

■ Moyens mobilisés et de suivi

➤ Moyens

- plan pluriannuels de formations,
- Conformément aux dispositions relatives à la loi du 5 mars 2014 concernant la réforme de la formation professionnelle, chaque salarié doit à minima bénéficier d'une action de formation tous les 6 ans. Une appréciation faite, via un récapitulatif porte sur la période 2014/2019. Cet état récapitulatif comprend l'intitulé des actions de formation, indicateur de formation individuelle ou collective, durée de l'action de formation et les dates. Il va permettre de pointer des besoins en fonctions des évolutions des postes, des publics accueillis sur l'efficacité de formations à venir.
- Les entretiens professionnels sont suivis, ils ont également lieu lors de chaque retour après une longue suspension de contrat de travail (maladie, congé sabbatique etc...) pour permettre au salarié une meilleure ré intégration et cibler d'éventuels besoins de mise à niveau des compétences.
- Entretiens annuels d'évaluation :chaque salarié fera l'objet de cet entretien afin de pouvoir noter les points de progrès et les actions correctives à mettre en place. Cf code du travail Article L1222-3

- outils RH associatifs :
 - * BDES : nous retrouvons dans la BDES beaucoup d'indicateurs nécessaires aux analyses comme l'absentéisme, le GVT etc...
 - * tableau des effectifs, fiches de poste actualisées et datées : au plan associatif les fiches sont revues, tant sur la réalité des missions au vu des publics accueillis que sur la conformité (datés et signées).
- budget, gestion des remplacements
- réunions de personnels : thématiques abordées (RBPP, EPP...), fréquence, etc.
- Groupes d'analyse de la pratique : fréquence de 1 fois toutes les 6 semaines pour un coût prévisionnel de 25 000 € sur la durée du CPOM (enveloppe rappelée dans la fiche 4.1).
- Réunions de groupes de réflexion éthique au niveau du pôle en lien avec le groupe au niveau associatif : ce groupe réuni tous les 2 mois se fera sans la présence du directeur mais avec celle du cadre éducatif et de la psychologue et associera l'intervention d'une personne extérieure aux établissements. L'objectif est que les professionnels questionnent et fassent évoluer leurs pratiques pour une plus grande place faite à l'usager et à ses besoins pour un coût prévisionnel de 13 500 € sur la durée du CPOM.
- Participation aux colloque MAS-FAM 2021 et 2023 :6 200€ (dont remplacements) et MAIS (SAVS) 3 000 €

➤ **Pilotage**

Equipe de direction pole adultes

➤ **Personnes concernées**

ARS, Conseil départemental,

■ **Calendrier**

	2019	2020	2021	2022	2023
Début	x				
Fin					x

■ **Programmation prévisionnelle détaillée**

Etape	Indicateurs	Cible	Résultats attendus				
			2020	2021	2022	2023	2024

formations	Taux de réalisation du plan annuel de formation	100%	90%	90%	90%	90%	100%
Groupe d'Analyse de Pratiques GAP	Nombre de GAP annuel /structures	5	5	5	5	5	5
RH	Taux de fiches de poste mise à jour/ an et par structure	100%		50%		50%	
	Fréquence des réunions RH/Cadres	3/an	3	3	3	3	3

Objectif n° 2 : Améliorer l'efficacité des structures et la qualité de prise en charge

Action n°2.2 : « Adapter les systèmes d'information au service d'une meilleure prise en charge de l'utilisateur »

■ Cadre de référence :

RBPP HAS : ouverture de l'établissement à et sur son environnement janvier 2012
Instruction N°DGCS/SD3B/CNSA/SGMCAS/DSSIS/2016/322 du 23 septembre 2016 relative au système d'information de suivi des orientations dans le secteur du handicap

■ Contexte / Constat/Éléments du diagnostic

Actuellement nous utilisons un logiciel qui nous permet de gérer l'ensemble des dossiers des usagers des établissements et services (le DU de la société Interconsult). L'enjeu est de procéder, si possible, à l'interfaçage entre cet outil et l'outil Via trajectoire qui va être mis en place en 2019. Actuellement nous communiquons avec la MDPH via les listes échangées trimestriellement.

■ Objectifs de l'action

- adapter les systèmes d'information au service d'une meilleure prise en charge de l'utilisateur
- s'inscrire dans le cadre de la démarche Via Trajectoire

■ Structure(s) et population concernée par l'action

Structures du pôle adultes : FAM, FV, SAVS : personnels

■ Descriptif synthétique de l'action

- mise en place du dossier informatisé de soins de l'utilisateur dans toutes les structures
- s'approprier et renseigner le système d'information du suivi des orientations (via trajectoire)
- adapter sa politique d'admission au regard de la politique départementale qui sera mise en œuvre dans le cadre de la démarche RAPT

■ Moyens mobilisés et de suivi

➤ Moyens

- utilisation du logiciel via trajectoire pour le suivi des orientations et partage des informations avec la MDPH
- dossier unique de l'utilisateur à utiliser et enrichir de manière régulière
- formation au dossier unique de l'utilisateur pour les nouveaux salariés 600€/an pris sur le budget établissement

➤ Pilotage

Equipe de direction pôle adultes

➤ Personnes concernées

MDPH, ARS, Conseil départemental, professionnels des structures, usagers et leurs familles

■ Calendrier

	2019	2020	2021	2022	2023
Début	x				
Fin					x

■ Programmation prévisionnelle détaillée

Etape	Indicateurs	Cible	Résultats attendus				
			2019	2020	2021	2022	2023
Dossier unique	Utilisation du dossier médical par les médecins	100%	20%	20%	20%	20%	20%
	Par les infirmières	100%					
	Fréquence du suivi du dossier de l'utilisateur	quotidien	30%	20%	20%	20%	10%
REFERENTS	Nommer 1 référent par structure pour -dossier informatisé de soins -utilisation de via trajectoire	1 100%	100%			1	
VIA TRAJECTOIRE	Nombre de personnes formées par structure	Minimum 2 personnes par structures	X				
	Complétude des fichiers ESMS dans l'outil via trajectoire	100%	X				
	Suivi des demandes d'admission et de la liste d'attente dans l'application via trajectoire	100%		X	X	X	X

Objectif n° 2 : Améliorer l'efficacité des structures et la qualité de prise en charge

Action n°2.3 : « Promouvoir l'amélioration continue de la qualité et le respect des droits des usagers »

■ Cadre de référence :

Loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et medico sociale
Décret n°2004-287 du 25 mars 2004 relatif au conseil de la vie sociale et aux autres formes de participation institués à l'article L.311-6 du code de l'action sociale et des familles
La loi du 11 février 2005 pour «l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées » pose le concept de l'accès à tout pour tous.

ANESM RBPP 2008 :

-L'expression et la participation des usagers dans les établissements et services relevant du secteur de l'inclusion sociale

-mise en œuvre de l'évaluation interne dans les établissements et services visés à l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles

CIRCULAIRE N° DGCS/SD2A/2014/58 du 20 février 2014 relative au renforcement de la lutte contre la maltraitance et au développement de la bientraitance des personnes âgées et des personnes handicapées dans les établissements et services médico-sociaux relevant de la compétence des ARS.

DECRET du 25 novembre 2016 relatif à la déclaration des événements indésirables graves associés aux soins.

DECRET du 21 décembre 2016 précisant les modalités de signalement des dysfonctionnements graves dans la gestion ou l'organisation susceptibles d'affecter la prise en charge des usagers.

ARRETE du 28 décembre 2016 relatif à l'obligation de signalement des structures sociales et médico-sociales

Recommandations de bonnes pratiques professionnelles ANESM : La bientraitance : définition et repères pour la mise en œuvre

Recommandations de bonnes pratiques professionnelles ANESM Janvier 2012 : Mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance

■ Contexte / Constat/Eléments du diagnostic

Nécessité d'actualisation des documents et des procédures de la loi 2002-2

Une grande partie des résidents accueillis sont non verbaux d'où nécessité d'adapter les outils et de faciliter au maximum la compréhension des documents

Tous les éléments de la loi 2002-2 ne sont pas traduits en facile à lire et à comprendre

Pas de pilotage de la démarche qualité au niveau associatif

Existence CVS : pour le FAM et le FDV il est commun aux 2 établissements et se réunit conformément au texte. Pour le SAVS l'établissement a fait le choix de diffuser annuellement un questionnaire aux personnes accompagnées. La restitution des résultats en est faite collectivement en début d'année.

Existence commission qualité : par établissement elle élabore et suit un PAQ au regard des évaluations internes comme externes.

L'établissement est en zone rurale et le droit à la culture (cinéma, musique, arts plastiques...) n'est pas toujours facile à mettre en œuvre notamment pour les publics les moins autonomes.

■ Objectifs de l'action

-améliorer l'accompagnement et garantir le respect des droits des usagers

-promouvoir l'accès à la culture dans l'espace public (musées, cinéma...) en proposant à tous les résidents du site, des sorties culturelles.

■ Structure(s) et population concernée par l'action

Structures du pôle adultes : FAM, FV, SAVS : personnels et usagers

■ Descriptif synthétique de l'action

- mener une politique de promotion de la bientraitance et améliorer la gestion des signalements et des évènements indésirables
- élaboration et mise en œuvre d'une procédure de signalement des évènements indésirables
- développer l'expression et la participation des usagers et leurs représentants
- actualisation des outils de la loi 2002 (PE incluant HT et projet animation, contrat de séjour, règlement fonctionnement, livret d'accueil)
- élaboration d'un projet personnalisé pour les personnes accueillies en hébergement temporaire
- suivi des plans d'action qualité (PAQ)
- communication à faire sur la personne qualifiée
- mise en place d'un suivi associatif des procédures
- faciliter l'accès à l'information soit interne soit externe en travaillant à l'élaboration de documents FALC

■ Moyens mobilisés et de suivi

➤ Moyens

- Nomination d'un référent qualité au niveau associatif. Ces missions incluraient l'appropriation et le suivi des nomenclatures Serafin-PH, l'aide à la mise en œuvre des pratiques concourant à la bientraitance, la rédaction et la diffusion, en lien avec le siège et les établissements, de toute procédure qualité. Il établira chaque année un bilan écrit des actions menées et proposera des axes de progrès. Cette réflexion étant à l'échelle associative elle dépasse le cadre du CPOM.(cf fiche action 1.1)
- mise à jour des procédures spécifiques aux signalements : diffusion, appropriation du personnel, suivi
- identification des différentes catégories d'évènements indésirables en fonction de leur nature de leur caractère obligatoire en matière de déclaration
- favoriser l'utilisation des fiches évènements indésirables et l'accompagner auprès du personnel, des résidents et familles (réunions-CVS)
- mise en place des moyens nécessaires pour prévenir, détecter, traiter et informer les partenaires concernés sur toutes les situations de lors de la survenue d'évènements indésirables (violence, abus, négligence)
- mise en place d'enquêtes auprès des usagers et leurs familles/représentants légaux et déterminer les conditions de leur exploitation et du suivi
- facilitation de l'accès à l'information en travaillant sur l'élaboration de documents FALC : définir les documents prioritaires et les autres ainsi que la méthode de travail qui sera utilisé, groupe de travail, formation,...
- suivi des PAQ : définir la méthode
- Mettre en place un projet personnalisé pour les personnes accueillies dans la structure, et en particulier pour les personnes en H.T.
- Actualiser les documents de la loi 2002-2 et s'assurer de leur appropriation par les équipes et les résidents
- Diffusion de la liste des personnes qualifiées et accompagnement auprès des usagers et des personnels
- RBPP : diffuser les RBPP et réunir les conditions de leur appropriation par les équipes
- Former 12 professionnels à l'écriture de documents en FALC 2 555 € yc remplacements
- Former 12 professionnels à l'approche snozelen puisque nous disposons d'un espace multi sensoriels coût 7700 € y compris couts de remplacement. L'OPCO sera sollicitée pour le co-financement de cette formation.

➤ Pilotage

Equipe de direction pole adultes et CVS

➤ **Personnes concernées**

Usagers, salariés, familles et tuteurs,

■ **Calendrier**

	2019	2020	2021	2022	2023
Début	x				
Fin					x

■ **Programmation prévisionnelle détaillée**

Etape	Indicateurs	Cible	Résultats attendus				
			2020	2021	2022	2023	2024
Qualité	Fiche de poste du référent qualité associatif		x				
	Suivi annuel du nombre de réunions consacrées aux RBPP	1	1	1	1	1	1
communication	Nombre annuel de CVS communs FAM/FDV	3	3	3	3	3	3
	Nombre d'enquêtes réalisées/an/établissements	1	1	1	1	1	1
	Nombre de documents élaborés avec la méthode FALC	4	0	1	1	1	1
Projet personnalisés	Actualisation au moins une fois par an l'ensemble des projets personnalisés (FAM, FV, SAVS)	100%					
	Nombre de projets personnalisés élaborés pour les personnes accueillies en HT	100%					
Outils loi 2002	Date PE actualisé			100%			
	Date contrat de séjour-type actualisé				100%		
	Date règlement fonctionnement actualisé					100%	
	Date livret d'accueil actualisé						100%
Personne Qualifiée	Liste diffusée	100%					
	Explication donnée						
RBPP	Diffusion des RBPP et appropriation	100%	20%	20%	20%	20%	20%
Suivi annuel du plan d'action qualité		1/AN	1	1	1	1	1

Objectif n° 2 : Améliorer l'efficacité des structures et la qualité de prise en charge

Action n°2.4 : « Maitriser la dépense en vue de respecter le cadre départemental posé »

■ Cadre de référence :

Délibération de l'Assemblée Départementale fixant le taux directeur à 0% pour les CPOM

■ Contexte / Constat/Eléments du diagnostic

Situation financière fragile concernant le Foyer d'accueil médicalisé et le SAVS.

Un taux d'occupation qui permet d'équilibrer le budget (sur activité)

Des économies réalisées qui ont généré des résultats excédentaires mais qui ne reflètent pas une année de fonctionnement type : gel de poste, gestion serrée des remplacements car l'association et notamment le FAM a connu dès ses premières années des déficits réguliers.

L'objectif du CPOM est de pourvoir et maintenir les postes vacants afin de redonner du souffle aux personnels et aux dirigeants.

■ Objectifs de l'action

Au regard de la réforme de la tarification et dans le respect du cadre départemental fixé dans le CPOM, l'association s'engage à optimiser et maîtriser ces dépenses au travers d'un plan pluriannuel d'économie.

■ Structure(s) et population concernée par l'action

Structures du pôle adultes : FAM, FV, SAVS :

Service RH et financier

■ Descriptif synthétique de l'action

- développer des outils de gestion
- optimisation de l'organisation
- développement des mutualisations
- tirer profit des départs à la retraite
- plan pluriannuels d'économies
- poursuivre le suivi et la mise à jour annuelle des IDR
- mener une réflexion associative sur la gestion des remplacements

Le plan pluriannuel d'économie s'appuiera sur une maîtrise des dépenses de fonctionnement par la recherche de leviers d'amélioration.

Tout d'abord, il sera mis en place des tableaux de bords par structure grâce au développement d'une comptabilité analytique.

Ensuite, une renégociation des contrats arrivant à échéances et/ou l'adhésion à des groupements d'achats....devra être menée.

De plus, une réflexion d'optimisation du patrimoine devra être améliorée notamment sur l'ancien bâtiment du foyer de vie par la recherche potentielle de recettes atténuatives et / ou la vente du bâtiment (le Conseil départemental devra être informé du devenir de ce bâtiment lorsqu'une décision sera prise par le conseil d'administration de l'Association).

Enfin, la maîtrise des dépenses de fonctionnement s'accompagnera d'une maximisation des moyens d'une part sur la mutualisation des deux structures juxtaposées (FV et FAM) et d'autre part sur l'organisation fonctionnelle et opérationnelle grâce à la GPEC.

Par conséquent, des mutualisations et coopérations seront recherchées au sein de l'association et des autres établissements médico-sociaux du territoire.

■ Moyens mobilisés et de suivi

➤ Moyens

Cf plan d'économies réalisé

-tableau des effectifs : mutualisation, anticiper

- les départs à la retraite : l'âge minimum pour le départ à la retraite est de 62 ans. Ces âges minimaux résultent de la réforme des retraites d'octobre 2010. Ils ne s'appliquent qu'aux salariés nés à compter du 1er janvier 1955. Pour les salariés nés avant cette date, le relèvement de ces âges minimaux est progressif. Le tableau de suivi des IDR reste donc un indicateur important mais ne peut être à 100% suivi dans la réalité. Sur le plan associatif, nous continuons depuis de nombreuses années déjà à calculer les IDR à 5 ans, ce qui permet sur le plan dépenses de prévoir des provisions à cet effet.

-planning par service : à travailler en équipe, afin notamment d'optimiser les coûts de remplacement

- outils RH : GPEC la BDES élaborée depuis 2016 sur le plan associatif mais permettant une analyse structure par structure, donnent des indicateurs sur : les tranches d'âges, l'ancienneté, les promotions, les IDR, l'absentéisme (maladie, AT, maternité, congés autres).

- étude à réaliser sur l'effet des départs sur le GVT : ce travail est fait à chaque prévision de départ avant la parution de l'offre de poste, indicateur permettant de revoir la stratégie de gestion du tableau des effectifs, dans l'objectif de contribuer au respect du taux directeur de 0% fixé par le Département.

-suivi budgétaire par la comptabilité analytique et les outils financiers

- appuis techniques du siège sur tous ces moyens en amont des EPRD, ERRD et tous travaux de projet.

➤ Pilotage

Equipe de direction pole adultes, siège PEP et CVS

➤ Personnes concernées

Usagers, salariés, familles et tuteurs,

■ Calendrier

	2019	2020	2021	2022	2023
Début	x				
Fin					x

■ Programmation prévisionnelle détaillée

Etape	Indicateurs	Cible	Résultats attendus				
			2019	2020	2021	2022	2023

Optimisation de l'organisation GPEC	Nombre de salariés ou service mutualisé						
	Nombre de poste gelé ou supprimé						
	Nombre de suivis budgétaires						
	Nombre de départs à la retraite						
	Mutualisation mise en place						
	Actualisation et transmission annuelle des IDR						
Tableaux de bord							
Renégociation des contrats et adhésion à des groupement d'achat							
Optimisation du patrimoine							
Convention de partenariat							
Transmission d'un plan pluriannuel d'économies chiffré au CD12		2020		X			

Objectif n° 3 : Encourager et développer les pratiques et les partenariats permettant d'améliorer le parcours de soins des personnes en situation de handicap

Action n°3.1 : « Mener des actions préventives en santé »

■ Cadre de référence :

Schéma régional prévention

Charte Romain Jacob

Loi n°2001-588 du 4 juillet 2001, relative à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception, et notamment contraception et stérilisation des personnes handicapées, qui précise : « une information à la sexualité et à la contraception sont notamment dispensées dans toutes les structures accueillant des personnes handicapées » (article 23).

La loi du 11 février 2005 pour « l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées » pose le concept de l'accès à tout pour tous.

■ Contexte / Constat/Eléments du diagnostic

Des actions sont déjà en cours sur l'accompagnement à la vie affective et sexuelle, la prévention bucco dentaires et sur le dépistage cancer.

En 2017/2018 tous les établissements ont participé à l'action en partenariat avec l'Adeca ce qui a permis aux professionnels des établissements d'être sensibilisés à la prévention des cancers (des familles ont aussi participé).

En 2019 c'est avec Handident que nous avons pu mettre en place une action de dépistage des problèmes bucco-dentaires des résidents du FAM. A l'issue nous avons pu mettre en place un partenariat (sans convention) avec un praticien millavois sensible à la question du handicap.

Sur le FAM ce sont les IDE coordonnés par le médecin généraliste qui programment et assurent les différents rendez-vous médicaux auprès des spécialistes. Il faut noter l'absence d'ophtalmologistes sensibilisés sur le département. Cela nous a conduit à solliciter des praticiens de Montpellier.

Pour le Foyer de vie l'équipe éducative est en lien étroit avec le médecin généraliste (traitant) des résidents et accompagne les rendez-vous pour ensuite pouvoir mettre en œuvre les préconisations.

Enfin au SAVS dans tous les projets personnalisés la question de la santé est posée aux personnes et, à leur demande, les éducateurs les accompagnent aux rendez-vous médicaux et peuvent faire le lien avec le médecin ou d'autres services de soin. En 2018 nous avons signé une convention avec la CRAM pour favoriser l'accès aux soins.

■ Objectifs de l'action

- mener des actions préventives en santé
- assurer le meilleur suivi en terme de santé pour les personnes accompagnées
- assurer les dépistages : privilégier le préventif au lieu du curatif

■ Structure(s) et population concernée par l'action

Structures du pole adultes : FAM, FV, SAVS

■ Descriptif synthétique de l'action

- garantir l'effectivité du dépistage systématique du cancer pour toutes les personnes adultes en situation de handicap accueillies en structure
- garantir l'effectivité du suivi gynécologique des jeunes femmes accueillies
- garantir l'effectivité d'un suivi bucco-dentaire pour l'ensemble des personnes accompagnées
- mener une réflexion interne sur la prévention de l'obésité

■ **Moyens mobilisés et de suivi**

➤ **Moyens**

- charte Romain Jacob : appropriation, diffusion, suivi
- outils d'information FALC lié à la santé : pictogrammes/images/photos pour documents canicule, brossage mains/douches, approche corporelle, se laver...
- réunions d'informations usagers, familles, ...
- conventionnement à mettre en place pour le dépistage des cancers du sein et colorectal
- conventionnements à mettre en place pour les suivis bucco-dentaire et suivis gynécologiques
- dossier unique de l'usager pour la traçabilité
- Créer des procédures à travailler en équipe pour expliquer la démarche et le suivi concernant notamment le dépistage des cancers, les soins bucco-dentaires et gynécologiques, l'obésité ; en lien avec les médecins.
- formations vie affective et sexuelle : accompagnement par l'AFCCC Gers de l'équipe des animateurs « vie affective et sexuelle » sur le site de Recoules à raison de 2 rencontres annuelles pour un coût de 10 000 €.
- *Dispositif Handident*

➤ **Pilotage**

Equipe de direction pole adultes

➤ **Personnes concernées**

Etablissements sanitaires, médecins libéraux, planning familial, service infirmerie et médical, MSP,

■ **Calendrier**

	2020	2021	2022	2023	2024
Début	x				
Fin					x

■ **Programmation prévisionnelle détaillée**

Etape	Indicateurs	Cible	Résultats attendus				
			2020	2021	2022	2023	2024
prévention	Taux de suivis gynécologiques effectués dans l'année Nombre de suivis gynécologiques effectués dans l'année /	100%	33%	33%	33%	33%	33%

	nombre de femmes âgées de plus de 20 ans						
	Taux de suivis bucco dentaires effectués dans l'année / Nombre de suivis bucco-dentaires effectués dans l'année / nombre de personnes accueillies	100% tous les 2 ans	50%	50%	50%	50%	50%
	Nombre de professionnels ayant participé à une formation sur la question de la vie affective et sexuelle des personnes accueillies	50%		25%		25%	50%
	Nombre et nature des actions menées dans les établissements sur les thèmes : suivi gynécologique, suivi bucco dentaire, vie affective et sexuelle	1/AN	1	1	1	1	1
	Procédure sur le dépistage des cancers en place	1			1		
	Convention en place	1		1			
	Procédure sur le suivi gynécologique en place	1	1		1		
	Convention en place	1					1
	Procédure sur les soins bucco-dentaires en place	1			1		
	Convention en place	1					
	Mise en place des documents FALC liés à la santé	1	1		1		
	formations vie affective et sexuelle réalisées	5		1	1	1	1
	Réunions d'informations réalisées auprès des usagers, famille, en lien avec la	100%		50%		50%	

	thématique « prévention santé »	3		1		1	1
--	--	----------	--	----------	--	----------	----------

Objectif n° 3 : Encourager et développer les pratiques et les partenariats permettant d'améliorer le parcours de soins des personnes en situation de handicap

Action n°3.2 : « Développer le travail en réseau, le partenariat et la logique de parcours pour répondre aux besoins spécifiques des personnes en situation de handicap »

■ Cadre de référence :

Projet Territorial de Santé Mentale
Projet Régional de Santé 2018-2022
Schéma Départemental Autonomie 2016-2021

■ Contexte / Constat/Éléments du diagnostic

Département rural : le travail en réseau est difficile à mettre en place
Difficulté rencontrée de conventionner avec le secteur de la psychiatrie
Aujourd'hui nous avons au niveau associatif une convention avec le CHS Sainte-Marie.
Pour le secteur V de Millau nous avons eu 2 rencontres (2016 et 2017) avec le service de santé mentale et nous avons pu avancer sur les éléments d'une convention à venir, à ce stade non signée.
Le pôle adultes, et au-delà l'ADPEP 12, participe à l'élaboration du PTSM.
Concernant les établissements FAM et Foyer de vie nous déplorons l'absence de convention signée avec le CH de Millau et prenant en compte l'ensemble des services de soin. Ceci peut amener à une prise en charge des personnes ne tenant pas suffisamment compte de la situation de handicap, malgré le dossier que nous transmettons.
Nous devons faire face, surtout au FAM, au vieillissement de la population et ceci suppose une adaptation des personnels et des matériels. Des contacts ont été pris avec l'APF pour pouvoir faire une formation spécifique « gestes et postures », par ailleurs, sur le FAM toujours, nous devons acquérir un véhicule 9 places adapté pour permettre aux personnes à mobilité réduite de sortir de l'établissement.
Par ailleurs concernant la prise en compte du vieillissement un contact a déjà été pris avec l'EHPAD « Gloriandes » de façon à envisager des actions mutualisées (par exemple de formation)

■ Objectifs de l'action

Développer le travail en réseau et partenariat afin de répondre aux besoins des personnes accompagnées.
Il s'agit d'une part, en lien avec les fiches 1.1 et 1.2, de nouer des relations avec les ESMS de notre zone géographique afin de répondre aux besoins des personnes accompagnées (notamment en proposant des échanges entre établissements, en favorisant des participations croisées aux différentes activités) et d'autre part d'identifier avec les ESMS et les autres partenaires les types de prestations complémentaires aux nôtres pouvant être proposées.

■ Structure(s) et population concernée par l'action

Structures du pôle adultes : FAM, FV, SAVS

■ Descriptif synthétique de l'action

- articulation avec le secteur sanitaire et notamment la psychiatrie. Dans la mesure où l'établissement FOYER DE VIE ne disposera plus de professionnels médicaux (médecin psychiatre) ou paramédicaux (psychologue) les usagers devront avoir accès aux ressources du CSM de Millau.
- développer l'accès au droit commun pour les soins qui ne relèvent pas du financement du Département (structures de compétence CD, FV en particulier)
- travail de réseau avec l'HAD
- travail avec les acteurs locaux (culture, sport, services à la population, emploi, etc.)
- participer aux rencontres organisées par le « réseau maladies rares » afin de mieux prendre en charge certains résidents (syndrome Prader-Willi, tétrasomie...)
- collaboration avec la médecine de ville (généraliste et MSP)
- développer le travail avec le secteur social et médico-social (FV ou pour PHV, EHPAD dans le cadre de la réponse à apporter aux PHV notamment)
- structurer le suivi des conventions signées
- consolider les mutualisations existantes

■ Moyens mobilisés et de suivi

➤ Moyens

- réaliser un état des lieux des conventions en place avec les organismes partenaires par établissement ou service : actualiser et retravailler sur les partenariats pertinents
- assurer un suivi régulier des conventions signées
- conventionnement avec la psychiatrie adulte 5^{ème} secteur
- Conventionnement avec des partenaires en lien avec les besoins des personnes accueillies : EHPAD pour les PHV,
- développement des partenariats et des collaborations : médecine de ville, acteurs locaux de l'habitat, CPAM, UDAF
- développement de partenariat pour l'accès à la culture, aux sports, à l'emploi : Agglomération ruthénoise, Artothèque départementale, musée Soulage, FFSA, Cap emploi, Café associatif
- investissement à prévoir : véhicule 9 places PMR cout : 50 000 €

➤ Pilotage

Equipe de direction pole adultes

➤ Personnes concernées

Sanitaire, médecins libéraux, EHPAD, association culturelle, sportive, HAD

■ Calendrier

	2019	2020	2021	2022	2023
Début	x				
Fin					x

■ Programmation prévisionnelle détaillée

Etape	Indicateurs	Cible	Résultats attendus				
			2019	2020	2021	2022	2023
<div style="border: 1px solid black; display: inline-block; padding: 2px;">64 24</div>							

convention	Nombre de conventions signées avec les partenaires libéraux/structures	2			1		1
	Etat des lieux des conventions signées réalisé	Bilan annuel					
	Nombre de conventions actualisées	100%			50%		50%
psychiatrie	Nombre de rencontre en fonction de la convention	100%					
	Nombre de situations co traitées						

Objectif n° 4 : Encourager et développer les pratiques et les partenariats permettant d'améliorer le parcours de soins des personnes en situation de handicap

Action n°4.1 : « Mettre en place une politique de gestion des risques professionnels »

■ Cadre de référence :

- Directive 89/391/CEE du Conseil, du 12 juin 1989, concernant la mise en œuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleurs au travail ;
- Décret du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine préventive et sa circulaire d'application en date du 8 août 2011;
- Circulaire n°6 DRT du 18 avril 2002 prise pour l'application du décret n° 2001-1016 portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, prévue par l'article L. 230-2 du code du travail et modifiant le code du travail.
- INRS : Evaluer les facteurs de risques psychosociaux : l'outil RPS-DU – ED6140 ;
- INRS : Le point des connaissances sur l'évaluation des risques professionnels –ED5018.

■ Contexte / Constat/Éléments du diagnostic

Prise en compte du contexte réglementaire DUERP. Celui-ci est mis en place dans chaque structure mais doit être actualisé annuellement.

L'ensemble des salariés est confronté aux risques professionnels et aux risques routiers et des actions de sensibilisation ont été menées en 2017 avec notre partenaire MAIF.

La BDES permet de suivre l'ensemble des indicateurs relatifs à la santé au travail (arrêts maladie, AT...) mais est sous-utilisée à ce jour (sa mise en œuvre est récente, 2018)

■ Objectifs de l'action

- mettre en place une politique de gestion des risques professionnels par l'élaboration du DUERP et sa réactualisation
- identifier les risques psychosociaux et les insérer dans le DUERP et proposer un plan d'actions et un suivi en CHSCT

■ Structure(s) et population concernée par l'action

Structures du pôle adultes : FAM, FV, SAVS

■ Descriptif synthétique de l'action

- élaborer une cartographie des risques professionnels y compris les risques psychosociaux
- réaliser et mettre à jour le DUERP

■ Moyens mobilisés et de suivi

➤ Moyens

-CHSCT : Mis en place par les ordonnances Macron du 22 septembre 2017 (ordonnance 1386) dans le cadre de la réforme du Code du travail, D'ici le 1er janvier 2020, Le CSE (comité central d'entreprise) se substituera aux délégués du personnel, au comité d'entreprise et au CHSCT. L'association aujourd'hui en négociation avec les organisations syndicales, a décidé

de mettre en place un seul CSE associatif mais aussi même si l'obligation n'est pas remplie (plus de 300 salariés) un CSSCT (Commission santé, sécurité et conditions de travail) afin de travailler sur la santé, la qualité de vie au travail.

-DUERP : groupe de travail, mise en application, évaluation. Un outil (AGEVAL) permet aux groupes de travaux, sur le plan associatif un accompagnement efficace sur les enquêtes, l'analyse et l'élaboration de plans d'actions ainsi que le DUERP.

- Organiser des évaluations des pratiques professionnelles par thématiques

- Réunions, formations (gestes et postures), procédures, ...

- Le DUERP est travaillé avec l'ensemble des professionnels des établissements du pôle adultes et au-delà avec tous les professionnels des PEP. Une consolidation associative des éléments recueillis permettra la mise en place d'une stratégie partagée de la prévention des risques. Ceci passera notamment par la formation des professionnels du pôle adultes aux « gestes et postures » adaptés concernés par la filière PRAP 2S (cf nomenclature INRS). A cette fin nous prévoyons de faire participer 3 professionnels à une formation de formateur PRAP pour un montant total de 20 000 € y compris frais de déplacements, hébergements et repas. Ceux-ci seront ensuite en capacité d'animer chaque année 1 demi-journée annuelle à la suite de la première formation initiale. Des co-financements Etat et CARSAT seront sollicités pour cette formation.

- Poursuivre les Groupes d'Analyse de la Pratique sur l'ensemble des établissements du pôle adultes : budget de 25 000€ sur la durée du CPOM (cf. fiche action 2.1 – action rappelée)

- Poursuivre tous les 2 ans la formation réalisée en 2019 « méthode MAPA : gestion de l'agressivité réelle ou potentielle ». Coût 11 525€ sur la durée du CPOM (dont les déplacements)

➤ Pilotage

Equipe de direction pole adultes/RH

➤ Personnes concernées

Médecin du travail, CHSCT, RRH,

■ Calendrier

	2020	2021	2022	2023	2024
Début	x				
Fin					x

■ Programmation prévisionnelle détaillée

Etape	Indicateurs	Cible	Résultats attendus				
			2020	2021	2022	2023	2024
DUERP	Nombre de réunions consacrées à l'élaboration du DUERP	4		4			
	Mise à jour du DUERP	1 /AN	1	1	1	1	1
	Nombre de CHSCT en lien avec les risques	1	1	1	1	1	1

	professionnels						
Cartographie des risques	Réalisation d'une cartographie des risques professionnels	1				1	
	Nombre de formations réalisées sur les risques professionnels	1/2ANS		1		1	

Objectif n° 4 : Encourager et développer les pratiques et les partenariats permettant d'améliorer le parcours de soins des personnes en situation de handicap

Action n°4.2 : « Favoriser le bien-être et la qualité de vie au travail »

■ Cadre de référence :

- Guide HAS : La qualité de vie au travail au service de la qualité des soins du constat à la mise en œuvre dans les établissements sanitaires, médico-sociaux et sociaux - Septembre 2017
- Décision n° 2017.0110/DC/DAQSS du 6 septembre 2017 du collège de la Haute Autorité de santé portant adoption de documents relatifs à la promotion de la qualité de vie au travail.

■ Contexte / Constat/Eléments du diagnostic

Les travaux au niveau associatif sont en cours. Il n'y a pas de réelle politique générale de qualité de vie au travail légitimée. Dans le cadre de la NAO (Négociation annuelle obligatoire), l'association et les organisations syndicales depuis 3 ans signent des accords concernant la QVT.

Suivi des accords d'entreprise tel que :

*** le télétravail : une charte unilatérale permet en accord avec l'employeur à certaines catégories de salariés de bénéficier d'un temps de télétravail, ce qui contribue à une certaine qualité de vie au travail.**

*** la mobilité : un accord permet aux salariés en situation d'usure professionnel de rebondir en se déplaçant sur un poste de remplacement sur une autre structure que celle où il travaille.**

Le service RH du siège en lien étroit avec la médecine du travail, propose des solutions temporaires ou définitives dans la limite du possible, à des salariés en souffrance, ce qui permet

■ Objectifs de l'action

- Favoriser le bien-être au travail et la qualité de vie au travail par la mise en place d'accords et prévenir ainsi l'absentéisme, l'usure professionnelle et développer le sentiment de bien être au travail pour permettre de se sentir plus serein et plus efficace au travail

Cet objectif est associatif, il dépasse le cadre de ce CPOM car est élargi. Une réflexion associative est en cours afin de valoriser l'existant et proposer de nouvelles pistes en lien avec les représentants syndicaux.

■ Structure(s) et population concernée par l'action

Structures du pôle adultes : FAM, FV, SAVS

■ Descriptif synthétique de l'action

- Favoriser le dialogue social
- Prévenir l'absentéisme

Comme indiqué en 4.1 mise en place d'ici fin 2019 d'une CSSCT (commission de santé et de sécurité et conditions de travail) au plan associatif même si la condition des 300 salariés n'est pas atteinte.

- projet de réécriture du projet associatif en intégrant la qualité de vie au travail

■ Moyens mobilisés et de suivi

➤ Moyens

-définir ce qu'est la qualité de vie au travail

. Affichage en interne des postes à pourvoir de durée moyenne (4 mois et au-delà) pour favoriser la mobilité.

- Entretien professionnel dans l'année précédant le départ à la retraite

- Intégration dans le projet associatif d'une réflexion la qualité de vie au travail et définition d'un plan d'action comprenant de la formation, un groupe de travail

- Intégration dans les rapports d'activité annuels d'un paragraphe sur la QVT avec présentation

➤ Pilotage

Equipe de direction pole adultes/RH

➤ Personnes concernées

Médecin du travail, CHSCT, RRH

■ Calendrier

	2020	2021	2022	2023	2024
Début	x				
Fin					x

■ Programmation prévisionnelle détaillée

Etape	Indicateurs	Cible	Résultats attendus				
			2020	2021	2022	2023	2024
QVT	Réalisation d'un plan d'action relatif à la QVT	1					1
	Réécriture du projet associatif intégrant un paragraphe QVT			X	X		
	Rédaction de § relatifs à la QVT dans les rapports d'activité	3	X	X	X	X	X
	Pourcentage d'entretiens professionnels n-1 pour les salariés partant à la retraite	Autant que de besoin	100%	100%	100%	100%	100%
	Type et Nombre d'actions réalisées en lien avec la QVT et le bien-être au travail				1	1	2
	Présentation en AG d'un rapport QVT consolidé	4 1/an		X	X	X	X



Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens 2020-2024

SOMMAIRE

Identification des signataires	3
Préambule : Présentation et engagements de l'organisme gestionnaire	4
Article 1 – Objet du contrat	6
Article 2 – Périmètre du contrat.....	6
Article 3 – Les objectifs du contrat	7
Article 4 – Moyens financiers permettant d'atteindre les objectifs	8
Article 5 – Durée du contrat.....	15
Article 6 – Révision du contrat	15
Article 7 – Suivi et évaluation du CPOM.....	15
Article 8 – Contrôle	16
Article 9 – Dénonciation	16
Article 10 – Renouvellement	16
Article 11 – Litige	16
Liste des annexes au CPOM.....	18

Identification des signataires

**Entre,
d'une part**

L'Association départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de l'AVEYRON (AD-PEP 12), sis 279, Rue Pierre Carrère – 12000 RODEZ, représenté par M. Michel FRANC, Président, dûment habilité à cet effet,

**Et,
d'autre part**

Les autorités ayant délivrées les autorisations d'activités couvertes par le CPOM, à savoir :

- **L'Agence Régionale de Santé (ARS) Occitanie** 26-28 - Parc-Club du Millénaire, 1025 rue Henri Becquerel, CS 30001, 34067 MONTPELLIER Cedex 2, représenté par son Directeur Général, M. Pierre RICORDEAU,
- **Le Conseil Départemental de l'Aveyron**, Place Charles de gaulle, BP 724, 12007 RODEZ Cedex, représenté par son Président, M. Jean-François GALLIARD,

Références juridiques

- Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) et notamment ses articles L. 311-1, L. 312-1, L 313-12-2 et suivants, et R. 314-39 à R. 314-43-1 ;
- Vu** la Loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'Hôpital et relative aux Patients, à la Santé et aux Territoires (HPST) ;
- Vu** la Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'Adaptation de la Société au Vieillessement (ASV) ;
- Vu** la Loi n°2018-1203 du 22 décembre 2018 de financement de la sécurité sociale pour 2019 ;
- Vu** l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 portant diverses dispositions relatives aux procédures d'admission à l'aide sociale et aux établissements et services sociaux et médico-sociaux.
- Vu** le Décret n°2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312-1 du CASF ;
- Vu** le Décret n°2018-519 du 27 juin 2018 relatif à la modulation des tarifs des établissements et services sociaux et médico-sociaux en fonction de l'activité et à l'affectation de leurs résultats ;
- Vu** le Décret du 24 octobre 2018 Portant nomination du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie Monsieur Pierre RICORDEAU ;

- Vu** l'instruction interministérielle N°DGCS/5C/DGCL/DGFIP/2016/412 du 28 décembre 2016 relative au cadre budgétaire applicable aux établissements et services sociaux et médico-sociaux publics mentionnés à l'article L 315-1 du code de l'action sociale et des familles et relevant des articles L 312-12 (IV ter) ou L.312-12-2 du même code (cadre budgétaire M22) ;
- Vu** l'instruction N°DGCS/SD5C/2017/96 du 21 mars 2017 relative à la mise en œuvre de l'arrêté du 3 mars fixant le contenu du cahier des charges du contrat d'objectifs et de moyens (CPOM) prévu au IV ter de l'article L.313-12 du code de l'action sociale et des familles et à l'articulation avec le CPOM prévu à l'article L.313-12- 2 du même code ;
- Vu** l'instruction N°DGCS/SD5C/CNSA/2017/207 du 19 juin 2017 relative à la mise en œuvre des dispositions du décret n°2016-1815 du 21 décembre 2016 modifiant les dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnées au I de l'article L312-1 du code de l'action sociale et des familles ;
- Vu** l'arrêté du 20 juillet 2017 portant fixation de la liste des établissements et services médico-sociaux sous compétence conjointe devant signer un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) sur la période 2017-2021 ;
- Vu** l'arrêté du 3 août 2018 portant adoption du Projet Régional de Santé (PRS) d'Occitanie ;
- Vu** la circulaire N°DGCS/SD5C/CNSA/2016/304 du 10 octobre 2016 relative au calendrier de campagne budgétaire EPRD ;
- Vu** la note complémentaire du 22 février 2018 à l'instruction n°2016-154 du 21 octobre 2016 relative à la territorialisation de la politique de santé en application de l'article 158 de la loi 2016-41 de modernisation de notre système de santé ;
- Vu** le schéma départemental Autonomie 2016-2021 ;
- Vu** le règlement départemental d'aide sociale adopté par l'Assemblée Départementale en date du 30 juin 2014 ;
- Vu** les statuts de l'organisme gestionnaire signataire ;
- Vu** la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du
- Vu** la délibération en date du 11 février 2020 du Conseil d'Administration de l'AD-PEP 12 relative au CPOM entre l'AD-PEP 12, le Département de l'Aveyron et l'ARS Occitanie, pour la période de 2020 à 2024.

Il est convenu, entre les parties ce qui suit :

Préambule : Présentation et engagements de l'organisme gestionnaire

A) Description synthétique : carte d'identité et orientations stratégiques de l'organisme gestionnaire

Les valeurs fondatrices :

Association complémentaire de l'enseignement public, l'AD-PEP 12, contribue à l'éducation, aux loisirs, à la formation et aux soins des enfants, des adolescents et des adultes, particulièrement ceux victimes de la pauvreté, de l'exclusion sociale et/ou en situation de handicap.

La Laïcité :

La laïcité affirme l'absolue liberté de conscience, la liberté de croire ou de ne pas croire ainsi que la liberté de tous les cultes. Pour dépasser les crispations communautaires et identitaires qui monopolisent aujourd'hui une partie du débat public, la laïcité défendue par l'AD-PEP 12 s'adresse à ce qu'il y a de commun à tous par-delà les différences :

la raison et l'intelligence. Dans l'action quotidienne de l'AD- PEP 12, la laïcité suppose l'échange entre tous à travers la discussion ou le débat. Elle est le principe qui permet à l'intelligence de chacun de s'exercer. L'AD-PEP 12 veille à l'application des principes de non-discrimination, de refus du prosélytisme et s'oppose, dans le cadre des accueils, des prises en charge et des accompagnements proposés à toute manifestation ostentatoire d'appartenance religieuse qui pourrait nuire à l'exécution du travail.

La Solidarité

La solidarité est le principe qui assure l'autonomie de chacun et donc la valeur de l'individu. La solidarité est le principe de fondation du contrat social et se distingue clairement d'un mécanisme de compensation assurantielle. La solidarité participe du sentiment d'appartenance de chacun à une même communauté et suppose aussi une obligation morale de l'individu envers la société. L'AD-PEP 12 s'inscrit comme acteur à part entière du contrat social dans lequel la difficulté de l'un est l'affaire de tous par des mécanismes de compensation à la vie sociale.

L'Égalité des droits

L'égalité des droits n'est pas un but à atteindre mais une position de départ, une condition à partir de laquelle on peut discuter avec l'autre, quel qu'il soit, comme son alter ego. L'égalité, comme postulat, est un socle quotidien pour lutter contre les tendances aux catégorisations et aux cloisonnements sociaux. Elle remet toujours en jeu ce qu'il y a de commun entre les individus si différents soient-ils. L'égalité de traitement s'exprime par un accompagnement différencié adapté à chacun.

Le Projet Stratégique :

L'assemblée générale de l'AD-PEP 12 a validé, le 2 juillet 2014, son projet stratégique 2014-2019 décliné en 3 axes et 11 objectifs :

Axe 1 : L'AD-PEP 12, un acteur au service de l'amélioration continue des accompagnements

Objectif 1 : Identifier et analyser les besoins

Objectif 2 : Inscrire l'action dans une démarche qualité

Objectif 3 : Mener à bien des projets

Objectif 4 : Impliquer

Axe 2 : L'AD-PEP 12, un acteur gestionnaire de l'économie sociale et solidaire

Objectif 5 : Promouvoir une gouvernance bientraitance

Objectif 6 : Affirmer une identité gestionnaire

Objectif 7 : Gérer de façon prévisionnelle les emplois et compétences

Objectif 8 : Dialoguer

Axe 3 : L'AD-PEP 12, un acteur au cœur des dynamiques territoriales

Objectif 9 : Affirmer un projet d'ouverture

Objectif 10 : Penser son implication territoriale

Objectif 11 : Nouer des partenariats pertinents

Ce projet stratégique détermine les orientations associatives transversales qui trouveront une expression opérationnelle dans les projets d'établissement ou de service.

B) Engagements généraux :

L'organisme gestionnaire s'engage dans une démarche organisée et évaluée d'amélioration de la qualité en articulation avec les référentiels de bonnes pratiques HAS et les recommandations de bonnes pratiques de l'Agence Nationale de l'Evaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ANESM).

Le processus d'amélioration continue de la qualité s'inscrit dans l'obligation réglementaire de l'organisme gestionnaire d'adhérer à la démarche d'évaluation interne et externe.

De même, afin de garantir un parcours en adéquation avec les besoins des personnes accompagnées, l'organisme gestionnaire s'engage à participer, sur son territoire, au déploiement du dispositif « Réponse accompagnée pour tous » et à utiliser l'outil Via Trajectoire PH pour l'ensemble des usagers concernés.

L'organisme gestionnaire participera ainsi activement à la prise en charge des situations critiques.

L'organisme gestionnaire s'engage dans une démarche de promotion de la bientraitance et prévention de la maltraitance ainsi que dans le déploiement de dispositifs de signalement précoce en cas de situation de maltraitance.

Les actions mises en place doivent s'inscrire dans le respect du droit des usagers, notamment par le biais de leur participation au projet institutionnel, et en particulier, à l'accès à la santé des personnes en situation de handicap.

La qualité du service rendu et son adéquation aux attentes des personnes accompagnées doivent constituer un axe majeur de la contractualisation entre l'ARS Occitanie, le Département de l'Aveyron et l'organisme gestionnaire, sans omettre la qualité de vie au travail des professionnels des ESMS, également essentielle.

Article 1 – Objet du contrat

Le présent contrat a pour objet de définir et donner un cadre aux relations entre les autorités compétentes et l'AD-PEP 12 pour ses établissements et services relevant de l'alinéa 7 de l'article L312-1. Il a pour but de conforter la sécurisation de l'organisme gestionnaire et simplifier sa gestion en contrepartie d'engagements dans la mise en œuvre des priorités de politiques publiques définies par les documents de programmation de l'autorité chargée des autorisations figurant dans le périmètre du contrat.

Il précise le cadre des engagements techniques et financiers entre les autorités compétentes, habilitées pour mettre en œuvre au niveau régional et départemental la politique médico-sociale pour les ESMS relevant de sa compétence et responsable de la répartition des fonds publics qui lui sont notifiés, et l'AD-PEP 12, auquel (à laquelle) a été confié(e) une mission d'accueil, d'accompagnement et de suivi des usagers relevant de l'agrément des établissements et services qu'il (elle) gère.

Article 2 – Périmètre du contrat

Le périmètre du contrat englobe les établissements et services médico-sociaux relevant des articles L312-1 alinéa 7 ° du CASF et dont le financement est assuré conjointement par l'Assurance Maladie et le Département de l'Aveyron ou exclusivement par le Département.

Le contrat porte sur 3 établissements ou services dont 1 est autorisé conjointement ARS/CD12 :

Listes établissements	Places autorisées	Autorité compétente
SAVS LES CHENES	35 places	CD12
Foyer de Vie LES GLYCINES	19 places dont 1 temporaire	CD12
Foyer d'Accueil Médicalisé Lucien ROBERT	22 places dont deux temporaires	ARS-CD12

Les caractéristiques de ces établissements sont précisées dans le tableau de suivi des autorisations qui est établi pour la durée du contrat (*annexe 1*). Cette liste mentionne également les évolutions prévisionnelles d'autorisation en fonction des objectifs déterminés dans le CPOM.

Toute modification du périmètre du CPOM devra faire l'objet d'un avenant.

Article 3 – Les objectifs du contrat

3-1 Diagnostic partagé :

En préalable à la signature de ce contrat, un diagnostic partagé est réalisé par les parties concernant la situation des ESMS inscrits dans le périmètre du CPOM.

Sur la base de l'analyse de ce diagnostic partagé, des actions à mettre en œuvre pour la réalisation des objectifs stratégiques sont définies par les parties. Les objectifs devront également être en cohérence avec les suites données ou à donner aux évaluations internes et externes.

3-2 Objectifs stratégiques :

Le CPOM étant un outil de déclinaison des priorités de politique publique, l'organisme gestionnaire s'engage à inscrire ses objectifs stratégiques et opérationnels pluriannuels dans le respect des orientations du Plan Régional de Santé et du Schéma Départemental d'Autonomie. Ainsi au terme du contrat les objectifs stratégiques pluriannuels listés ci-dessous sont déclinés en fiches action (cf. annexe 8). Ces dernières feront l'objet d'un suivi détaillé :

➤ **Objectif stratégique 1 – Favoriser la logique de parcours et personnaliser l'accompagnement des personnes en situation de handicap pour éviter les ruptures.**

- fiches action 1.1 : Participer à la mise en œuvre de la démarche « une réponse accompagnée pour tous » (RAPT).
- fiches action 1.2 : Adapter les structures aux besoins du territoire.

➤ **Objectif stratégique 2 – Améliorer l'efficacité des structures et la qualité de la prise en charge**

- fiches action 2.1 : Promouvoir l'adaptation et l'évolution continue des emplois et compétences.
- fiches action 2.2 : Adapter les systèmes d'information au service d'une meilleure prise en charge de l'utilisateur.
- fiches action 2.3 : Promouvoir l'amélioration continue de la qualité et le respect des droits des usagers.
- fiches action 2.4 : Maîtriser la dépense en vue de respecter le cadre départemental posé.

➤ **Objectif stratégique 3 – Encourager et développer les pratiques et les partenariats permettant d'améliorer le parcours de soins des personnes en situation de handicap.**

- fiches action 3.1 : Mener des actions préventives en santé.
- fiches action 3.2 : Développer le travail en réseau, le partenariat et la logique de parcours pour répondre aux besoins spécifiques des personnes en situation de handicap.

➤ **Objectif stratégique 4 – Mettre en place une politique de gestion des risques et de promotion de la qualité de vie au travail.**

- fiches action 4.1 : Mettre en place une politique de gestion des risques professionnels :
- fiches action 4.2 : Favoriser le bien-être et la qualité de vie au travail

Article 4 – Moyens financiers permettant d'atteindre les objectifs

4-1 Détermination de l'activité de référence et de la base budgétaire des établissements et des services :

4-1-1 Activité

L'activité cible est fixée dans **l'annexe 2 activité**, en fonction des établissements et des modes de prise en charge. La moyenne de l'activité des 3 derniers exercices constitue une base de négociation (hors SAVS).

Conformément au décret n° 2018-519 du 27 juin 2018, à défaut de réalisation de ces objectifs d'activité et après analyse des motifs de la sous-activité, le projet pourra être réinterrogé et les ressources adaptées.

Ainsi, si l'activité réalisée est inférieure aux objectifs définis dans le contrat, la dotation globale pourra faire l'objet d'un abattement égal au pourcentage correspondant à la moitié de la différence entre l'objectif d'activité fixé en **annexe 2** et l'activité effectivement constatée. Cet abattement, défini par établissement et service, fera l'objet d'une communication préalable et d'une notification à l'organisme gestionnaire.

Particularités liées à la dotation départementale

L'activité est calculée selon la formule suivante : $\text{Activité CPOM} = \text{nombre de journées « facturables » en application des règles départementales fixées dans le Règlement Départemental d'Aide Sociale (RDAS) ou tout autre document officiel transmis} / \text{nombre de journées théoriques de l'établissement}$.

La part de référence des jeunes aveyronnais ou familles aveyronnaises pris en charge par l'association est identifiée comme point d'entrée dans le CPOM, service par service.

En cas de réduction de l'activité réelle de plus de 2 points par rapport à la base de référence identifiée dans l'annexe 2 activité, la dotation de base N+2 pourra être révisée en dialogue budgétaire

En cas de hausse de l'activité des résidents aveyronnais supérieure à 2 points par rapport à la base de référence, la dotation de base pourra être révisée au vu des éléments mentionnés supra en dialogue budgétaire.

4-1-2 Base budgétaire

Pour l'ARS :

La base budgétaire de référence au démarrage du CPOM est la base reconductible notifiée aux établissements et services inclus dans le périmètre du CPOM lors du dernier exercice connu.

Elle est déterminée conformément au montant de la dotation régionale limitative de l'année N-1.

Pour le Conseil Départemental :

La dotation globale commune de référence applicable au présent contrat a été élaborée à partir des objectifs financiers proposés par le Département, sur le périmètre relevant de sa compétence (FV, volet hébergement du FAM, SAVS). Elle prend en compte les incidences du contexte financier départemental et de la nécessaire maîtrise de la dépense par la performance de la gestion des établissements.

La fixation du montant global des dépenses nettes autorisées est commune aux établissements et services tarifés par le Département et gérés par l'Association.

Détermination de la dotation globale commune de référence des établissements et services

Budget de référence (crédits reconductibles) – échéance 5 ans

Dépenses	
	Montant
Groupe I	469 065 €
Groupe II	2 267 955 €
Groupe III	640 853 €
Total des dépenses	3 377 873 €

4-2 Fixation de la dotation et modalités de versement

4-2-1 Fixation de la dotation

La fixation du budget des établissements et services entrant dans le champ du contrat se fera par la Dotation Globalisée Commune (DGC).

Conformément aux dispositions prévues à l'article R 314-43-1 du CASF l'organisme gestionnaire pourra opérer des modifications dans la répartition de la dotation globalisée entre les différents ESMS entrant dans le périmètre du contrat. Cette décision modificative est soumise à l'approbation de l'autorité de tarification et de contrôle.

Pour le Conseil Départemental

Le calcul de la dotation départementale prendra en compte les recettes suivantes :

1/ Trop-perçu 2017

La reprise du trop-perçu 2017 sera effectuée sur 3 ans, en diminution de la dotation départementale pour un montant annuel de 220 041 € sur les exercices 2020, 2021 et 2022.

2/ Report A Nouveau excédentaire et Résultats des Comptes Administratifs

L'annexe 3 présente l'état des réserves et résultats des Comptes Administratifs des 3 dispositifs entrant dans le périmètre CPOM. Ils correspondent aux données du bilan 2018.

Après prise en compte des reprises de résultat 2017/2018 effectuées lors des campagnes budgétaires correspondantes pour un montant global de 116 640,80 €, le montant des réserves mobilisables pour le CPOM s'élève à 509 733,58 €.

Ces réserves sont mobilisées dans le cadre du CPOM de la manière suivante :

- Affectation de 37 050 € en réserves de compensation des déficits, afin que ces réserves atteignent 10% des produits du périmètre CPOM, soit 280 500 €,
- Financement ponctuel des fiches-actions CPOM à hauteur d'un montant total de 169 480 €,
- Reprise des RAN excédentaires et des excédents des CA en diminution de la dotation globale départementale à hauteur de 250 000 € sur la durée du CPOM, soit 50 000 €/an,
- Le solde, soit 53 203,58 € est affecté au CPOM, et laissé en RAN excédentaire. Ces crédits pourront être mobilisés en cours de CPOM, dans le cadre du dialogue de gestion, pour le financement ponctuel d'actions convenues conjointement.

CA 2019

Les résultats arrêtés au CA 2019 seront affectés dans le cadre du dialogue de gestion 2020.

4/ Ancien bâtiment du foyer de vie

Pour l'exercice 2020, un loyer fixé à 14 116 € pour occupation partielle du bâtiment par l'IME, est pris en compte.

Pour l'exercice 2021, le montant sera déterminé selon la durée effective d'occupation, et pris en compte au réel avec les autres recettes.

L'ancien bâtiment du foyer de vie est inscrit au bilan patrimonial du foyer de vie. Les recettes potentielles, en cas de vente ou en cas de location de ce bâtiment, devront être affectées au périmètre financier du CPOM.

L'association gestionnaire s'engage à associer le Département dans sa réflexion stratégique sur l'évolution patrimoniale de ce bâtiment.

Ce sujet pourra être inscrit, le cas échéant, à l'ordre du jour du dialogue de gestion annuel. Les modalités de mise en œuvre de l'évolution patrimoniale du bâtiment pourront être négociées et actées dans ce cadre.

5/ Reprise de provisions pour renouvellement des immobilisations

Le PPI couvrant la période 2020-2024 prévoit la reprise de provisions pour la compensation des charges d'amortissement à hauteur de 100 000 € / an, prise en compte dans les recettes d'équilibre du CPOM.

Mode de calcul de la dotation départementale annuelle

Dotation initiale du Département avec prise en compte annuelle des éléments suivants :

1/ Actualisation au réel du niveau des autres recettes.

En cas de hausse de ces recettes par rapport au prévisionnel, la dotation départementale sera ajustée à la baisse. En cas de baisse de ces recettes, le Département compensera, après analyse des raisons de leur diminution et vérification de leur optimisation, le différentiel par rapport au niveau de référence retenu et du taux directeur voté chaque année par l'Assemblée Départementale.

Il est attendu que l'association mette en œuvre toutes les démarches administratives qui lui incombent pour bénéficier des dispositifs de baisse de charges (ZRR, CITS ou tout autre dispositif en vigueur ou à venir) et de manière plus générale pour optimiser le montant de ces recettes. A ce titre, les services du Département pourront demander les documents justificatifs.

2/ Actualisation au réel en fonction des recettes issues de la prise en charge de résidents dont le domicile de secours est hors département sur la base des recettes réelles constatées en N-1.

Une baisse du niveau de recettes extérieures ne sera compensée par le Département que dans la mesure où elle est liée à une augmentation de l'activité de résidents aveyronnais. Le taux de remplissage et le taux de résidents extérieurs, ainsi que les recettes réelles provenant des résidents hors département constatées au CA serviront de référence pour le calcul de cette compensation annuelle au cours du dialogue budgétaire.

3/ A compter de 2020, déduction au réel des participations des usagers recouvrées par l'Association suite à la mise en place de l'ASH nette au 1^{er} janvier

L'Association s'engage à mettre en œuvre tous les moyens permettant de recouvrir les sommes dues, et à informer les services compétents du CD dès que possible des difficultés rencontrées et transmettre dans un second temps un état des non-paiements constatés à l'issue des diligences mises en œuvre.

La dotation globale 2020 intégrera la déduction sur la base des recettes réellement encaissées au 30.11.2020.

Prix de journée pour les hors département (HD)

Afin que l'Association puisse continuer à facturer auprès des bénéficiaires ressortissants d'autres départements, des établissements et services leur participation prévue au troisième alinéa de l'article L242-4 du CASF et auprès des Conseils départementaux concernés, les prix de journée continuent d'être établis pour les établissements et services gérés par l'Association.

Ils s'établissent à :

NOM ETABLISSEMENT	Prix de journée CPOM
Foyer de Vie LES GLYCINES	179,03 €
Foyer d'Accueil Médicalisé Lucien ROBERT	177,61 €

Ces prix de journée peuvent être réactualisés annuellement en fonction des résultats du dialogue budgétaire.

4-2-2 Modalités de versement

Le versement sera effectué mensuellement par douzième.

Un arrêté précisera chaque année le montant de la dotation et les modalités de versement, pour chaque autorité compétente.

Pour le Conseil Départemental, la dotation annuelle sera régularisée à l'issue du dialogue de gestion budgétaire annuel, selon les conditions établies au 3, 4-1 et 4-2 du présent contrat.

4-3 Actualisation de la Dotation Globalisée Commune :

Pour l'ARS :

La DGC sera actualisée annuellement dans la limite du taux d'évolution régional retenu au titre des orientations budgétaires régionales. Ces orientations seront définies annuellement dans le cadre des directives nationales et de la dotation régionale limitative de l'ARS Occitanie.

Pour le Conseil Départemental :

Le CPOM est établi sur la base d'un taux d'évolution de la dépense d'exploitation autorisée (classe 6) de 0% sur 5 ans.

L'association peut, en cours d'exercice budgétaire, procéder librement à des virements de crédits au sein et entre groupes fonctionnels, hors groupe 2 dont le niveau de dépenses conserve un caractère limitatif.

Ces virements de crédits ne pourront être effectifs qu'à l'intérieur du périmètre des autorisations du CPOM. De plus, l'association pourra procéder par décisions modificatives à une nouvelle répartition de la Dotation Globale commune dans la limite de ce montant. Lors de l'envoi des documents budgétaires, ces modifications devront être mentionnées.

4-4 Affectation des résultats :

L'affectation des résultats antérieurs à la signature du CPOM est réalisée par les autorités compétentes dans les conditions précisées à l'article R314-51 du CASF.

L'organisme gestionnaire est libre d'affecter ses résultats à la fin de chaque exercice dans le respect de la réglementation. Toutefois, les autorités compétentes conservent lors de l'analyse préalable au dialogue budgétaire, la possibilité exceptionnelle de réformer le résultat conformément à l'article R. 314-52 du CASF en cas de dépenses étrangères par leur nature ou par leur importance.

La couverture des déficits reste de la responsabilité des gestionnaires, les économies dégagées devant être utilisées en priorité pour apurer un éventuel déficit.

Toutefois, l'affectation doit être réalisée au regard des objectifs du présent contrat, de la situation financière de l'organisme gestionnaire et en lien avec ses projets.

4-4-1 Affectation des résultats excédentaires

L'organisme gestionnaire devra veiller chaque année à affecter une partie des résultats :

En priorité à l'apurement des déficits antérieurs de chaque compte de résultats dont il est issu, puis :

- Au financement des situations critiques et complexes prises en charge notamment dans le cadre d'un PAG
- A la réserve de compensation des déficits selon les préconisations applicables (10 % du total des produits) ;
- Au financement de mesures d'investissement – réserve de compensation des charges d'amortissement ou réserve d'investissement – en fonction des projets identifiés, justifiés et validés par un PPI ;
- Au compte de report à nouveau ;
- Au compte de report de réserve de trésorerie.

Affectations des résultats déficitaires

La couverture des déficits relève de la responsabilité de l'organisme gestionnaire. Le déficit doit être couvert :

- En priorité par le compte de report à nouveau excédentaire ;
- Puis, le cas échéant, par la reprise de la réserve de compensation des déficits
- Pour le surplus éventuel, affecté à un compte de report à nouveau déficitaire

Les affectations entre ESMS sont possibles entre comptes de résultat (principal et annexes), que ce soit pour des résultats excédentaires ou déficitaires, tel que prévu dans le cadre de l'ERRD.

A chaque fin d'exercice, l'affectation du résultat sera validée dans le cadre du dialogue budgétaire.

Les modalités d'affectation des résultats définies dans le présent contrat s'appliquent aux résultats de l'ERRD.

4-5 Modalités de suivi des éléments financiers du contrat :

Le budget de chacun des établissements et services dans le périmètre du CPOM doit être présenté sous la forme d'un Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses (EPRD) dès l'exercice suivant la signature du CPOM. L'EPRD sera instruit conjointement par les deux autorités compétentes.

La présentation de l'EPRD doit respecter les modèles fixés par Décret.

L'organisme gestionnaire s'engage à respecter les délais de transmission des documents normalisés sur la plateforme CNSA :

- Annexe relative à l'activité, avant le 31 octobre de chaque année d'exécution du contrat.

Le cadre de l'annexe activité est adapté en fonction de la catégorie d'ESMS concernée.

- EPRD constitué d'annexes financières déposées sur la plateforme de la CNSA avant le 30 avril ou, si l'autorité n'a pas notifié les tarifs avant le 31 mars, dans les 30 jours qui suivent la notification et au plus tard le 30 juin.
- ERRD constitué d'annexes financières déposées sur la plateforme CNSA avant le 30 avril. A l'exception de la première année ou le gestionnaire devra soumettre un CA pour le Département de l'Aveyron en format papier et saisi sur le progiciel Solatis.

4-6 Plan Pluriannuel d'Investissement

Les PPI ont été validés pour l'ensemble des établissements et services (**annexe 7**)

Toute modification majeure du PPI d'un ESMS implique le dépôt d'un nouveau dossier.

Les surcoûts éventuels ne donneront pas lieu à des moyens complémentaires mais devront être financés par redéploiement budgétaire ou toutes marges de manœuvres dégagées par la baisse des amortissements ou des charges financières.

4-7 Plan global de financement pluriannuel

Le Plan global de Financement Pluriannuel (PGFP) d'une durée de 5 ans, sera présenté dans le cadre du dépôt de l'EPRD.

Il sera mis à jour à l'initiative de l'organisme gestionnaire lors de la campagne budgétaire. Néanmoins, en cas de modification des PPI ou lorsque les prévisions relatives aux recettes et aux dépenses sont substantiellement modifiées, il fera l'objet d'un échange lors du dialogue budgétaire pour validation.

Il est et reste conforme à tous les engagements financiers contractualisés par ailleurs (PPI validés, frais de siège, autorisations, Plan de Retour à l'Equilibre...).

4-8 Etat des réserves et suivi

L'état des réserves à l'entrée au CPOM, sur la base des bilans au 31.12.2018, est constaté dans l'annexe 3. Ces réserves feront l'objet d'un suivi tout au long du CPOM.

Fléchées antérieurement par établissement, les réserves peuvent être majorées tout au long du CPOM par l'affectation des excédents en dialogue budgétaire.

Elles ne font l'objet d'une décision d'utilisation que par accord entre l'Association et le Département en dialogue budgétaire.

Article 5 – Durée du contrat

Le présent contrat est conclu pour une durée de 5 ans.

Il prend effet à compter du 01 janvier 2020 jusqu'au 31.12.2024.

Article 6 – Révision du contrat

Le contenu du présent contrat pourra être révisé ou modifié par avenant :

- en cas d'accord de l'ensemble des signataires ;
- en cas de modification législative, réglementaire ou de directives nationales substantielles s'appliquant aux dispositions prévues par le contrat ;
- afin de réviser le contenu des objectifs et des plans d'action pour tenir compte de nouvelles orientations nationales ou d'objectifs atteints avant le terme du contrat ;
- suite à une révision du PRS de référence ou du schéma départemental autonomie ;
- du fait de modifications substantielles de l'environnement de l'organisme gestionnaire et des ESMS du périmètre du CPOM ;
- dans le cadre de la mise en place d'un plan de retour à l'équilibre suite à un déséquilibre financier ;
- en cas d'évènement imprévu de nature à compromettre l'équilibre du contrat.

Article 7 – Suivi et évaluation du CPOM

➤ Le dialogue budgétaire annuel

Chaque année, l'organisme gestionnaire retourna les annexes du CPOM actualisée de l'exercice précédent dans les mêmes délais que celui du dépôt de l'ERRD, accompagnées le cas échéant d'un rapport explicatif. L'analyse de ces documents pourra donner lieu à une rencontre entre les représentants des parties dans le cadre d'un dialogue budgétaire.

Le dialogue budgétaire permet :

- d'évaluer le suivi de la réalisation des objectifs ayant un impact financier,
- d'échanger sur l'ERRD / EPRD et les affectations de résultats proposées,
- de s'interroger sur la bonne adéquation entre l'activité et la dotation de la structure.

➤ La revue de CPOM

Au regard des éléments transmis lors du dialogue budgétaire et du rapport annuel d'étape exposant le fonctionnement du CPOM et l'avancement de l'ensemble des engagements contractuels, un comité de suivi se réunira la 1^e, la 3^e et la 5^e année du CPOM, pour **une revue de CPOM**. L'objectif de cette rencontre est, de manière contradictoire :

- D'analyser le rapport annuel d'étape, et particulièrement le suivi de la réalisation des objectifs fixés dans le présent contrat.
- D'évaluer la réalisation des objectifs au regard des indicateurs fixés.
- De signaler les difficultés ou les retards et d'arrêter des mesures correctrices.
- Le cas échéant, de préparer le renouvellement du CPOM et la définition de nouveaux objectifs

La revue de CPOM peut donner lieu à un avenant en cas de réajustement des objectifs ou des moyens.

Le comité de suivi sera composé de représentants de l'ARS, du Conseil Départemental et de l'association gestionnaire.

Article 8 – Contrôle

L'établissement s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par l'administration de l'activité, notamment par l'accès à toute pièce justificative et à tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 9 – Dénonciation

En cas de non-respect d'un des engagements par le cocontractant, l'une ou l'autre des parties peut demander la dénonciation du contrat. Celle-ci doit être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de 3 mois.

La dénonciation entraîne retour à l'application de la réglementation en vigueur.

Article 10 – Renouvellement

Neuf mois au moins avant la date d'expiration du contrat, l'une ou l'autre des parties est tenue de faire connaître ses intentions quant au renouvellement du contrat pour une nouvelle période de 3 à 5 ans. Les parties doivent alors trouver un accord sur les conditions de renouvellement trois mois au moins avant la date d'expiration du contrat.

Article 11 – Litige

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable les différends qui pourraient résulter de l'application du présent contrat.

En cas de litige et selon la nature de celui-ci, seront saisis :

- le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de BORDEAUX - Cour administrative d'appel - 17, cours de Verdun - 33074 BORDEAUX CEDEX,
- le Tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à le, en 3 exemplaires.

Pour l'association

AD-PEP 12,

Le Président,

Michel FRANC

Pour l'Agence Régionale de

Santé Occitanie

Le Directeur Général

Pierre RICORDEAU

Pour le Département de l'Aveyron

Le Président

du Conseil départemental

Jean-François GALLIARD

Liste des annexes au CPOM

- ✚ Annexe 1 - Autorisations
- ✚ Annexe 2 - Activité
- ✚ Annexe 3 – Etat des réserves
- ✚ Annexe 4 – Effectif CPOM
- ✚ Annexe 5 - Formation
- ✚ Annexe 6 – Budget prévisionnel CPOM
- ✚ Annexe 7 – PPI
- ✚ Annexe 8 – Fiches actions

EXTRAIT
du Procès-Verbal des délibérations de la
Commission Permanente du Conseil Départemental

Délibération CP/05/06/20/D/1/3

Accusé de réception en Préfecture

012-221200017-20200605-37755-DE-1-1

Reçu le 15/06/20

Déposée le 15/06/20

Publiée le

La Commission Permanente du Conseil Départemental s'est réunie le 5 juin 2020 à 10h08 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Jean-François GALLIARD, Président du Conseil Départemental.

37 Conseillers Départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Vincent ALAZARD à Monsieur Jean-Claude ANGLARS, Madame Annie BEL à Monsieur Christophe LABORIE, Madame Annie CAZARD à Monsieur Christian TIEULIE, Monsieur Camille GALIBERT à Madame Danièle VERGONNIER, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Monsieur Jean-Claude LUCHE à Madame Christine PRESNE, Monsieur Stéphane MAZARS à Madame Anne BLANC.

Absents excusés : Monsieur Jean-Dominique GONZALES.

La Commission Permanente du Conseil Départemental a immédiatement procédé à l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour de ses travaux, et après en avoir délibéré :

**OBJET : Actions destinées à favoriser le recrutement dans le secteur médico-social
Partenariat avec la Région Occitanie : contrat de fidélisation des élèves aides-soignants**

Commission de l'action sociale, personnes âgées et personnes
handicapées

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 modifiée visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

CONSIDERANT que les rapports présentés à la réunion de la Commission Permanente du 05 juin 2020 ont été adressés aux élus le 27 mai 2020 ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la commission de l'action sociale, personnes âgées et personnes handicapées, lors de sa réunion du 29 mai 2020 ;

CONSIDERANT que les EHPAD du département ont sollicité le Conseil départemental en 2018 pour les accompagner face aux difficultés de recrutements, notamment pour les métiers d'aides-soignants et d'infirmiers ;

CONSIDERANT qu'à l'issue d'une concertation menée entre novembre 2018 et octobre 2019 avec les EHPAD et les partenaires institutionnels : Région Occitanie, Pôle Emploi, IFMS, Ordre des Infirmiers, un plan d'actions multi-partenarial a été défini afin de favoriser le recrutement dans le secteur médico-social ;

CONSIDERANT qu'une action de ce plan concerne le développement des contrats de fidélisation des élèves aides-soignants en Aveyron ;

CONSIDERANT que compte tenu des enjeux pour les établissements de l'Aveyron, par délibération de la Commission Permanente du 20 décembre 2019, le Département de l'Aveyron et la Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée ont convenu d'un partenariat stratégique et financier sur le sujet, dans le cadre de la signature d'une convention 2019-2021 ;

CONSIDERANT que l'objectif poursuivi est d'attirer de jeunes diplômé.e.s vers le métier d'aide-soignant.e, métier en tension, dans des zones qui ont d'importantes difficultés de recrutement, en partenariat avec les employeurs. La crise du Covid-19 a confirmé la nécessité pour les EHPAD de diversifier leurs processus de recrutement, et de fidéliser les salariés ;

CONSIDERANT que les bénéficiaires du contrat de fidélisation sont les élèves en formation d'aides-soignant.e.s dans les instituts de formation agréés de la région Occitanie, et qui s'engagent auprès d'établissements en Aveyron ;

CONSIDERANT que l'objectif de ce partenariat est qu'un grand nombre d'établissements aveyronnais puisse bénéficier de ce dispositif, décliné en 3 axes :

- mobiliser un grand nombre d'employeurs de l'Aveyron dans le dispositif,
- renforcer la promotion auprès des étudiants d'IFMS en Aveyron et dans les départements limitrophes,
- augmenter l'incitation financière pour les étudiants en Aveyron ;

DECIDE de déployer le dispositif de contrat de fidélisation en Aveyron ;

APPROUVE le contrat-type de fidélisation quadripartite ci-annexé, mis en place par la Région, convenu uniquement pour les élèves aides-soignants, qui sera adapté en conséquence pour les élèves concernés ;

APPROUVE le contrat de fidélisation spécifique et les incitations financières à destination des étudiants s'engageant pour un employeur du secteur médico-social de l'Aveyron intégrant les conditions suivantes :

- engagement à exercer au sein de l'employeur partenaire pendant 2 ans à l'issue de la formation :
. 150 € de l'employeur + 150 € de la Région + 100 € du Département, soit un montant total de 400€/mois de formation (10 mois) ;
- engagement à exercer au sein de l'employeur partenaire pendant 3 ans à l'issue de la formation :
. 200 € de l'employeur + 200 € de la Région + 100 € du Département, soit un montant total de 500 €/mois de formation (10 mois) ;

AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental à établir et signer chacun des contrats pour les élèves aides-soignants s'engageant pour un employeur du secteur médico-social de l'Aveyron.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité

- Pour : 44
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absents excusés : 2
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Conseil Départemental,

Jean-François GALLIARD



Contrat type de fidélisation dans les territoires ruraux des élèves aide-soignant.e et accompagnant éducatif et social

Région – la collectivité / le groupement de collectivités XXXXXXXX - Employeur – Elève

- Rentrée 2020 -

Entre les soussignés :

La Région Occitanie, représentée par sa Présidente,
ci-après dénommée la Région,

et

La collectivité XXXXXXXX, représenté(e) par XXXXXXXX
ci-après dénommé le ou la XXXXXXXX ,

et

Mr.(Me)
En qualité de
Représentant l'établissement employeur.....
Dont le siège social est.....
ci-après dénommé l'établissement employeur,

et

Mr. (Me).....
Demeurant.....
élève en formation de.....
à l'Institut
ci-après dénommé l'élève

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de la Santé Publique et notamment son article L4383-4,
Vu le Règlement budgétaire et financier de la Région Occitanie en vigueur,
Vu la délibération n° approuvant le règlement d'intervention du dispositif expérimental 2020/2021 de fidélisation dans les territoires ruraux des élèves aide-soignant.es et accompagnant éducatif et social (en pièce jointe),
Vu la délibération de la commission permanente de la Région Occitanie n°XXX en date du XXX approuvant le contrat quadripartite type Région - Etablissement employeur - Elève et attribuant l'aide à l'élève, objet du contrat.
Vu la délibération de l'assemblée délibérante de la collectivité / le groupement de collectivités XXXXXXXX en date du XXXXXX approuvant :

- l'intervention de la collectivité / du groupement de collectivités XXXXXXXX au titre du dispositif de fidélisation des élèves aide-soignant.es et accompagnant éducatif et social dans le ressort territorial de XXXXXXXX,
- le contrat-type Région- la collectivité / le groupement de collectivités XXXXXXXX- Etablissement employeur- Elève et attribuant l'aide à l'élève, objet du contrat

Il est convenu ce qui suit :

Préambule :

La Région Occitanie et la collectivité / le groupement de collectivités XXXXXXXX ont décidé d'intervenir conjointement dans le cadre du dispositif expérimenté par la Région de contrat de fidélisation pour le métier d'aide-soignant et d'accompagnant éducatif et social, afin de faciliter l'accès de tous les publics à une formation qualifiante de niveau 3 et de pallier les difficultés de recrutement que rencontrent certains employeurs de l'aide à domicile, de la personne âgée et la personne handicapée dans XXXXXXXX. L'objectif de ce dispositif est de fidéliser des jeunes diplômé.e.s dans des zones géographiques déficitaires.

La Région, la collectivité/ le groupement de collectivités XXXXXXXXXX et l'employeur seront également dénommés les partenaires financeurs dans le présent contrat.

Article 1 : Objet du contrat

Le présent contrat a pour objet de définir les engagements respectifs de la Région, de la collectivité/ le groupement de collectivités xxxxxxxxxxxxxxxxxxxx, de l'établissement employeur et de l'élève aide-soignant ou accompagnant éducatif et social, dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif expérimental « contrat de fidélisation ».

Article 2 : Engagements des partenaires financeurs

2.1 / Engagement financier

La Région, la collectivité/ le groupement de collectivités XXXXXXXXXX et l'employeur s'engagent à verser chacun leur aide, dont le montant est défini à l'article 3, dans les conditions et selon les modalités définies au présent contrat, et sous réserve du respect par le bénéficiaire de ses propres engagements tels que définis à l'article 5 du présent contrat.

2.2- Engagement de recrutement

L'établissement ou service employeur s'engage à recruter l'élève après l'obtention de son diplôme. Le contrat de travail devra débuter au plus tard 2 mois après l'obtention du diplôme d'Etat et sous réserve de l'aptitude médicale reconnue du (de la) diplômé(e), sauf cas expressément justifié.

Sa mise en stage et sa titularisation restent soumises aux conditions réglementaires (si l'employeur est un établissement public).

Article 3 : Engagements de l'élève

3.1 - Engagement de servir

L'élève s'engage à accepter le poste, correspondant à sa qualification attestée par le Diplôme d'Etat obtenu, proposé par l'établissement ou service employeur, pour une période de 2 ou 3 ans (un seul choix à définir selon la durée d'engagement de servir choisie) et à prendre ses fonctions à la date d'engagement proposée par l'employeur.

Cette durée d'engagement de servir est prolongée dans les cas où la durée de versement de l'aide a été prolongée ou en cas d'autorisation d'exercice à temps partiel.

Les périodes de maladie, congé maternité ou paternité et congé parental prolongent à due concurrence la durée d'exécution de l'engagement de servir.

3.2- Engagement et respect des obligations liées à la formation

L'élève est tenu de respecter les exigences réglementaires de présence en formation et en stage.

3.3- Remboursement auprès des partenaires financeurs des sommes éventuellement dues

En cas de manquement à l'une de ses obligations, l'élève s'engage à rembourser intégralement à la Région, à la collectivité / au groupement de collectivités XXXXXXXX et à l'établissement employeur, les sommes correspondant au cumul des aides perçues au titre du présent contrat.

Article 4 : Montant de l'aide

4.1 – S'agissant de l'aide de la Région et de l'employeur

La Région et l'établissement employeur verseront respectivement à l'élève une aide mensuelle de :

(un seul choix à définir selon la durée d'engagement de servir)

- 150 euros (cent cinquante euros) net par mois pendant la durée de la formation soit XXX€
- ou 200 (deux cents euros) net par mois, pendant la durée de la formation soit XXX €

L'aide est versée sur une base forfaitaire en fonction de la durée d'engagement de servir au sein de l'établissement employeur à laquelle l'élève s'engage.

4.2- S'agissant de l'aide de la collectivité/ le groupement de collectivités XXXXXXXX

La collectivité/ le groupement de collectivités XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX versera à l'élève une aide mensuelle complémentaire de XXX € net par mois pour la durée de la formation soit XXX€,

Article 5 : Modalités de versement des aides

5.1 / Aide de la Région

La Région versera son aide directement à l'élève, à compter de la signature du présent contrat et pendant la durée de la formation, soit de (mois) N à (mois) N.

L'aide sera versée trimestriellement sur la période correspondant à la durée de la formation.

L'élève devra adresser à la Région, avant chaque versement, une demande de paiement dûment complétée et signée selon le modèle figurant en annexe, accompagnée d'un RIB complet.

En sus du premier versement, l'élève bénéficiaire percevra la fraction d'aide relative à la période écoulée entre l'entrée en formation et la signature du contrat.

A compter du 2^{ème} versement, l'élève devra adresser à la Région une attestation d'assiduité établie par l'institut de formation.

Le terme du versement interviendra en fin de cursus de formation, au moment de l'obtention du diplôme d'état, ou à l'issue de la session de rattrapage du diplôme d'état en cas de demande expresse de l'élève comme le prévoit l'article 7.4 du présent contrat.

5.2 / Aide de l'employeur

L'établissement ou service employeur versera directement à l'élève son aide à compter de la signature du présent contrat et pendant la durée de la formation.

L'aide sera versée trimestriellement sur la période correspondant à la durée de la formation.

En sus du premier versement, l'élève bénéficiaire percevra la fraction d'aide relative à la période écoulée entre l'entrée en formation et la signature du contrat.

A compter du 2^{ème} versement, l'élève devra adresser à l'employeur une attestation d'assiduité établie par l'institut de formation.

Le terme du versement de cette aide interviendra en fin de cursus de formation, au moment de l'obtention du diplôme d'état, ou à l'issue de la session de rattrapage du diplôme en cas de demande expresse de l'élève, comme prévu à l'article 7.4 du présent contrat.

5.3 / Aide de la collectivité/ le groupement de collectivités XXXXXXXXX

La collectivité/ le groupement de collectivités XXXXXXXX versera son aide directement à l'élève, à compter de la signature du présent contrat et pendant la durée de la formation, soit de (mois) N à (mois) N.

L'aide sera versée trimestriellement sur la période correspondant à la durée de la formation.

L'élève devra adresser à la collectivité / au groupement de collectivités XXXXXXXX, avant chaque versement, une demande de paiement dûment complétée et signée selon le modèle figurant en annexe ou selon leur propre modèle s'il diffère, accompagnées d'un RIB complet.

En sus du premier versement, l'élève bénéficiaire percevra la fraction d'aide relative à la période écoulée entre l'entrée en formation et la signature du contrat.

A compter du 2^{ème} versement, l'élève devra accompagner sa demande de paiement d'une attestation d'assiduité établie par l'institut de formation.

Le terme du versement interviendra en fin de cursus de formation, au moment de l'obtention du diplôme d'état, ou à l'issue de la session de rattrapage du diplôme d'état en cas de demande expresse de l'élève comme le prévoit l'article 8.4 du présent contrat.

Article 6 : Modalités de contrôle, de suspension de versement, de non-versement et de reversement des aides attribuées

6.1 – Contrôle de l'utilisation de l'aide

L'élève s'engage à accepter le contrôle technique et financier portant sur l'utilisation des aides attribuées.

Ce contrôle, sur pièces et/ou sur place, pourra être exercé, pendant la durée de la formation et celle d'exécution du contrat de fidélisation et en tout état de cause jusqu'à l'extinction des engagements du bénéficiaire, par toute personne dûment mandatée par les partenaires financeurs.

A ce titre, l'élève s'engage à remettre sur simple demande de la Région, de la collectivité/ le groupement de collectivités XXXXXXXXXXXXXXXX ou de l'employeur, tout document dont la production serait jugée utile pour la réalisation du contrôle de l'emploi des fonds.

6.2 – Obligation d'information mutuelle des partenaires financeurs

Si à l'issue du contrôle réalisé, ou à tout autre moment, la Région, l'employeur ou la collectivité / le groupement de collectivités XXXXXXXXXXXXXXXX a connaissance d'un non-respect de ses engagements par l'élève bénéficiaire, ce partenaire devra en informer dans les meilleurs délais les autres partenaires.

6.3 - Modalités de suspension de versement, de non versement et de reversement des aides attribuées

6.3.1 Suspension

Les partenaires financeurs se réservent le droit de suspendre le versement de l'aide dans le cadre d'un contrôle sur pièces et/ou sur place.

6.3.2 Non-versement et reversement

Les partenaires financeurs peuvent exiger le reversement de tout ou partie de l'aide allouée (soit dans son intégralité, soit à due proportion, correspondant à la part non réalisée ou non conforme à l'objet de l'aide), ajuster le montant versé ou décider de ne pas verser s'il apparaît, notamment au terme des opérations de contrôle :

- que celle-ci a été partiellement utilisée ou utilisée à des fins non conformes à l'objet présenté
- que l'aide a fait l'objet d'un trop perçu ;
- que les engagements auxquels est tenu l'élève n'ont pas été respectés.

6.3.3 Procédure de reversement

A/ S'agissant des aides versées par la Région et la collectivité / le groupement de collectivités XXXXXXXXXXXX,

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recettes.

Préalablement à l'émission du titre, la Région et la collectivité / le groupement de collectivités XXXXXXXXXXXX notifient par lettre recommandée avec accusé de réception, les conclusions du contrôle de l'utilisation de l'aide avec mention des considérations de fait et de droit qui justifient l'ordre de reversement.

Cette lettre de notification indique le délai dont dispose l'élève pour présenter des observations écrites. Ce délai ne peut être inférieur à 15 jours à compter de la date de notification.

La décision de reversement est prise par la Présidente de Région pour ce qui concerne l'aide régionale, et par les représentants de la collectivité / groupement de collectivités cofinanceurs si aucun document n'est présenté par l'élève à l'expiration du délai précisé dans la lettre de notification ou si les documents transmis, dans le délai imparti, ne sont pas de nature à permettre le maintien du financement alloué à l'élève.

B/ S'agissant de l'aide versée par l'employeur

L'employeur pourra, par l'envoi d'un courrier avec accusé de réception, demander le remboursement des sommes indûment perçues par le bénéficiaire.

Si l'employeur est une personne publique, il pourra faire application de la procédure prévue au point A du présent article.

Article 7 : Cas particuliers liés au déroulement des études de l'élève et modalités applicables en matière de non-versement et de reversement des aides

7.1 - Redoublement

En cas de redoublement, l'élève bénéficiaire cessera de percevoir les aides attribuées.

Dans cette hypothèse, la Région, la collectivité / le groupement de collectivités XXXXXXXXXXXX et l'employeur ne solliciteront pas le remboursement des sommes versées.

7.2 - Interruption ou arrêt des études pour raisons médicales

L'interruption des études pour raisons médicales entraîne la suspension du versement des aides pendant la période considérée.

L'élève bénéficiaire doit avertir par écrit la Région, la collectivité/ le groupement de collectivités XXXXXXXX et l'employeur de la suspension de sa scolarité pour raison médicale et de la date prévisionnelle de son retour en formation.

Les cas d'interruption ou d'arrêt des études liés à une inaptitude médicale constatée exonèrent l'élève bénéficiaire de l'obligation de rembourser les aides perçues.

7.3- Arrêt ou Interruption momentanée des études pour des raisons autres que médicales

L'élève est tenu de respecter les exigences règlementaires de présence en formation et en stage, telles que prévues par les dispositions des arrêtés relatifs à la formation conduisant au diplôme d'aide-soignant et au diplôme d'accompagnant éducatif et social en vigueur au moment de la signature du présent contrat..

En cas d'arrêt et/ou interruption des études, ou de demande de report, quel qu'en soit le motif autre que médical et/ou que ceux visés par les arrêtés relatifs aux formations objet du présent règlement, en vigueur au moment de la signature du présent contrat, l'élève bénéficiaire avertira par écrit la Région, la collectivité XXXXXXXX et l'établissement employeur de l'arrêt ou suspension de sa scolarité.

En cas d'arrêt ou d'interruption des études, l'élève bénéficiaire cessera de percevoir les aides attribuées. Les sommes versées seront recouvrées par les partenaires financeurs dans les conditions fixées par l'article 8.4 du règlement d'intervention (en pièce jointe) et reprises à l'article 6.3 du présent contrat.

7.4 - Echec au Diplôme d'Etat

En cas d'échec à la session initiale du Diplôme d'Etat, l'élève bénéficiaire devra se présenter à la session de rattrapage du Diplôme d'Etat. Dans ce cas, il continuera à bénéficier des aides sous réserve d'en faire la demande expresse par écrit à la Région, à la collectivité XXXXXXXX et à l'établissement employeur.

A l'obtention du Diplôme d'Etat, l'obligation de servir sera alors augmentée d'une durée équivalente au délai de présentation à la session de rattrapage.

En cas d'échec à la session de rattrapage du Diplôme d'Etat, l'élève bénéficiaire cessera de percevoir les aides attribuées et le contrat d'embauche tel que prévu ne pourra intervenir.

Dans cette hypothèse, les partenaires financeurs ne solliciteront pas le remboursement des sommes versées.

Article 8 : Cas particuliers liés à la rupture du contrat de fidélisation avant ou durant l'engagement de servir et modalités applicables en matière de non-versement et de reversement des aides

8.1 Rupture du contrat à l'initiative de l'élève

Dans le cas où l'engagement de servir prévu par le présent contrat serait rompu par la volonté de l'élève avant son terme, soit par démission, abandon de poste, mise en disponibilité ou mutation, l'élève sera redevable envers les partenaires financeurs de la totalité des aides versées par ces derniers.

En cas de refus de prise de poste au sein de l'établissement employeur, l'élève sera redevable envers les partenaires financeurs de la totalité des aides versées par ces derniers.

Le bénéficiaire est tenu de manifester son intention de rompre le contrat par courrier recommandé avec accusé de réception. Il est informé que la signature d'un nouveau contrat de fidélisation après la dénonciation d'un premier contrat est impossible.

Les aides versées seront recouvrées par les partenaires dans les conditions fixées par l'article 6-3-3 du présent contrat.

8.2 Rupture à l'initiative de l'employeur

En cas de licenciement pour inaptitude médicale, insuffisance professionnelle ou pour motif disciplinaire, ou pour cessation de la poursuite du contrat à l'issue de la période d'essai, les partenaires financeurs devront être informés par écrit de la situation ainsi que de la suite réservée. En cas de faute avérée du salarié, le reversement total des aides sera demandé par les partenaires.

Il est possible que l'établissement employeur se trouve dans l'incapacité d'accueillir l'élève partie au contrat.

Dans ce cas, l'élève sera informé(e) par l'établissement employeur par lettre recommandée avec accusé de réception. L'élève ne sera pas soumis(e) à obligation de servir et ne sera pas redevable envers l'établissement employeur, la collectivité XXXXXXXX et la Région des aides versées par ces derniers.

Article 9 : Durée du contrat

Le présent contrat prend fin à l'issue des délais fixés au titre des engagements des parties.

Article 10 : Avenant

Toute modification du présent contrat sera formalisée par la voie d'un avenant.

Fait en 4 exemplaires originaux,

À _____, le _____

La Région	la collectivité/ le groupement de collectivités
L'établissement employeur	L'élève

(Le contractant doit faire précéder sa signature de la mention « lu et approuvé » écrite de sa main).

EXTRAIT
du Procès-Verbal des délibérations de la
Commission Permanente du Conseil Départemental

Délibération CP/05/06/20/D/1/4

Accusé de réception en Préfecture

012-221200017-20200605-37751-DE-1-1

Reçu le 15/06/20

Déposée le 15/06/20

Publiée le

La Commission Permanente du Conseil Départemental s'est réunie le 5 juin 2020 à 10h08 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Jean-François GALLIARD, Président du Conseil Départemental.

36 Conseillers Départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Vincent ALAZARD à Monsieur Jean-Claude ANGLARS, Madame Annie BEL à Monsieur Christophe LABORIE, Madame Annie CAZARD à Monsieur Christian TIEULIE, Monsieur Camille GALIBERT à Madame Danièle VERGONNIER, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Monsieur Jean-Claude LUCHE à Madame Christine PRESNE, Monsieur Stéphane MAZARS à Madame Anne BLANC.

Absents excusés : Monsieur Régis CAILHOL, Monsieur Jean-Dominique GONZALES.

La Commission Permanente du Conseil Départemental a immédiatement procédé à l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour de ses travaux, et après en avoir délibéré :

OBJET : Schéma départemental de l'aide à domicile : appui aux opérations de mutualisation et de restructuration des SAAD

Commission de l'action sociale, personnes âgées et personnes handicapées

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 modifiée visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

CONSIDERANT que les rapports présentés à la réunion de la Commission Permanente du 05 juin 2020 ont été adressés aux élus le 27 mai 2020 ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la commission de l'action sociale, personnes âgées et personnes handicapées, lors de sa réunion du 29 mai 2020 ;

CONSIDERANT que le Schéma de l'aide à domicile 2018-2022, et notamment l'axe 2 « Maintenir la couverture territoriale et réduire les zones de tension » prévoit l'accompagnement des Services d'Aide à Domicile (SAAD) pour les rapprochements, mutualisations et regroupements afin de limiter les zones de tension et d'améliorer la continuité de service ;

CONSIDERANT qu'une enveloppe de 200 000 € est inscrite au budget 2020 afin d'accompagner les opérations de mutualisations et de rapprochements de SAAD, et toutes les initiatives permettant de pérenniser le secteur, conformément aux orientations du schéma départemental ;

CONSIDERANT que cette enveloppe peut être mobilisée également sous forme d'aide ponctuelle à la restructuration pour les SAAD autorisés et tarifés en fragilité financière (déficits récurrents ou cumulés), aide conditionnée à la présentation de projets permettant un retour à l'équilibre ;

CONSIDERANT que deux SAAD, l'UDSMA et l'ADAR sollicitent l'activation de ce dispositif par le Département en tant que chef de file sur le secteur de l'aide à domicile :

- L'UDSMA, dont le SAAD possède une antenne à Saint-Affrique, reprend l'activité de l'association « Aide au Maintien à Domicile » (AMAD) de Roquefort, qui, suite à des difficultés financières importantes a cessé son activité,
- L'ADAR qui, suite à des difficultés financières et organisationnelles, met en place un mandat de gestion avec la Fondation OPTEO ;

UDSMA : reprise de l'AMAD Roquefort

CONSIDERANT que l'UDSMA sollicite un appui exceptionnel du Département pour l'opération précitée au titre des dépenses spécifiques à la reprise ;

DECIDE de lui attribuer une aide financière de 24 500 € pour 2020, afin de contribuer à assurer la continuité de service pour les usagers et le maintien des emplois sur le territoire couvert par l'AMAD Roquefort ;

APPROUVE l'avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé le 7 février 2020, ci-annexé, fixant les modalités d'allocation de ces crédits.

ADAR : Mandat de gestion avec la Fondation OPTEO

CONSIDERANT la demande de l'ADAR sollicitant le soutien financier du Conseil départemental pour la mise en œuvre de ces objectifs dans le cadre du mandat de gestion signé avec la fondation OPTEO ;

DECIDE de lui octroyer une aide financière de 70 000€ pour cette opération en 2020, en vue de contribuer à assurer la continuité de service pour les usagers et le maintien des emplois sur le territoire couvert par l'ADAR ;

APPROUVE l'avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé le 7 novembre 2018, ci-annexé, fixant les modalités d'allocation de ces crédits ;

* * *

AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental à signer ces deux avenants au nom du Département.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité

- Pour : 43
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absents excusés : 3
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Conseil Départemental,

Jean-François GALLIARD



Avenant n°1 au Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM)

Entre, d'une part :

Le Département de l'Aveyron, représenté par le Président du Conseil départemental, Jean-François GALLIARD, dûment habilité à signer le présent avenant par délibération de la Commission Permanente en date du 5 juin 2020, ci-après dénommé "le Département"

et, d'autre part :

L'UDSMA représentée par son Président, Monsieur Claude MOULY, ci-après dénommé « l'UDSMA », dûment habilité à signer le présent avenant par délibération du Conseil d'Administration en date du 29 mai 2020

- Vu le CPOM signée le 7 février 2020 entre le Département et l'UDSMA relatif à la mise en œuvre de la préfiguration du nouveau modèle de financement des SAAD ;
- Vu l'arrêté du 11 décembre 2019 fixant le tarif de référence départemental APA/PCH ;
- Vu le procès-verbal de l'UDSMA du 18 novembre 2019 ;
- Vu le procès-verbal de l'AMAD de Roquefort du 3 décembre 2019 ;
- Vu l'approbation par l'Assemblée Départementale du 28 février 2020 du Budget 2020, dont une enveloppe dédiée à l'accompagnement des opérations de mutualisations et de rapprochements des SAAD ;
- Vu le dossier transmis par l'UDSMA qui a fait l'objet d'une instruction par les services du Conseil départemental ;
- Vu la délibération du conseil d'administration de l'UDSMA, en date du 29 mai 2020, approuvant cet avenant et autorisant sa signature ;
- Vu la délibération du Conseil départemental du _____ octroyant une aide financière exceptionnelle à l'UDSMA pour l'opération de reprise d'activité de l'AMAD Roquefort, approuvant l'avenant et autorisant Monsieur le Président du Conseil départemental à le signer ;

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Au vu des difficultés organisationnelles et financières importantes présentées par l'AMAD de Roquefort, l'UDSMA reprend l'activité de ce service à compter du 1^{er} janvier 2020.

La cession d'activité de l'AMAD et la reprise par l'UDSMA répond aux objectifs du schéma départemental d'aide à domicile voté en juin 2018 sur l'accompagnement des rapprochements, mutualisations et regroupements. Par ailleurs, il est en cohérence avec les conclusions de l'audit de la structure indiquant la nécessité pour l'UDSMA d'augmenter le nombre d'heures d'intervention du service.

Dans ce contexte, en vue de contribuer à assurer la continuité de service pour les usagers et le maintien des emplois sur le territoire couvert par l'AMAD Roquefort, le Département attribue une aide ponctuelle à l'UDSMA pour cette opération.

Le présent avenant au CPOM fixe les modalités de mise en œuvre de cette aide exceptionnelle.

Article 1 : Périmètre et objet de l'avenant

Le présent avenant vise à définir les conditions d'octroi de l'aide financière exceptionnelle attribuée à l'UDSMA pour accompagner la reprise d'activité de l'AMAD de Roquefort.

L'avenant fixe les obligations respectives de chacun des signataires et les moyens nécessaires pour les mettre en œuvre.

Article 2 : Les engagements du Service d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD)

L'UDSMA s'engage à assurer la continuité de service pour les usagers et le maintien des emplois sur le territoire couvert par l'AMAD Roquefort à compter du 1^{er} janvier 2020.

L'UDSMA s'engage à communiquer au Département un bilan complet financier et de fonctionnement sur la reprise de l'activité de l'AMAD Roquefort, intégrant notamment le chiffrage détaillé des surcoûts définitifs liés aux conditions particulières de reprise du personnel, au plus tard le 31 octobre 2020.

A cette date, l'UDSMA devra fournir les documents suivants :

- le courrier de demande de versement du solde de subvention adressé au Président du Conseil départemental,
- les documents financiers analytiques justifiant le maintien temporaire des usages (mesures extra-conventionnelles) avant leur harmonisation :
 - le paiement de la majoration des heures de samedi et dimanche (nombre d'heures effectuées par catégorie socio-professionnelle),
 - le versement de la prime (nombre de salariés concernés et la nature des postes qui en ont bénéficiés),
 - indiquer le nombre et les personnels par catégorie bénéficiant de d'indemnisation des frais kilométriques,
 - le versement des indemnités de départ en retraite des 2 salariés,
- documents sur les décisions RH d'harmonisation des régimes indemnitaires (notamment la grille indiciaire des personnels concernés avant et après fusion).
- les documents justifiant de la qualité et de la mise en œuvre des outils qualité relatifs aux SAAD :
 - organisation et articulation entre le siège de l'UDSMA et l'antenne locale de Roquefort,
 - outils de la loi 2-2002 : livret d'accueil, charte des droits et libertés, conciliateur ou médiateur, contrat de séjour, projet d'établissement ou de service, conseil de la vie sociale (ou autre forme de participation des usagers), règlement de fonctionnement de l'établissement,
 - outils du cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile (annexe du décret n° 2016-502 du 22 avril 2016) : accompagnement de la

personne (accueil et information de la personne accompagnée, analyse de la demande et proposition à la personne accompagnée d'une intervention individualisée, réalisation et suivi de l'intervention), recrutement et qualification du personnel, sensibilisation et formation des personnels dans leurs pratiques professionnelles, continuité et coordination des interventions, amélioration de la prestation en continu.

Article 3 : Les engagements du Département

Le Département s'engage à verser à l'UDSMA une aide exceptionnelle maximale de 24 500 €.

Les charges pérennes étant prises en compte dans les prochains budgets et tarifs, cette subvention de fonctionnement ponctuelle est destinée à financer les dépenses liées au maintien des usages (mesures extra-conventionnelles de l'AMAD) pendant un délai de 4 mois et demi maximum, durée nécessaire pour rétablir les conditions de travail des ex-salariés de l'AMAD à hauteur de la convention collective de branche, selon le prévisionnel ci-après détaillé :

- Majoration des heures de samedi et dimanche : 1 500 €,
- Indemnisation de tous les kilomètres y compris domicile – première intervention : 8 000 €,
- Versement d'une prime de 500 € : 7 000 €
- Départs à la retraite programmés non provisionnés de deux salariés en 2020 : 8 000 €

Article 4 Modalités de versement

Cette subvention sera versée selon les modalités suivantes :

- * 80% à la signature du présent avenant,
- * 20% sur transmission du bilan complet de l'opération de reprise d'activité, dont le chiffrage des surcoûts de reprise des salariés de l'AMAD Roquefort.

Le montant définitif de l'aide exceptionnelle versée sera adapté en fonction des surcoûts définitifs constatés sur la base des éléments justificatifs transmis par l'UDSMA (cf. article 2), et après instruction par les services du Département.

En cas de surcoûts supérieurs au prévisionnel présenté, l'aide sera plafonnée à un maximum de 24 500 €. En cas de surcoûts inférieurs au prévisionnel présenté, l'aide du Conseil départemental sera versée au prorata des surcoûts réel chiffrés engendrés par l'opération.

Article 5 : Reversement

Le Département demandera par émission d'un titre de perception, le reversement de tout ou partie des sommes mandatées :

- en cas d'emploi de la subvention exceptionnelle non conforme à son objet,
- en cas d'inexécution partielle ou totale des conditions liées à l'octroi de l'aide,
- en cas de non-respect des dispositions de l'article 5 ci-dessous relatif à la communication.

Article 6 : Dispositions relatives à la communication

L'UDSMA s'engage :

- à informer les usagers de l'AMAD de la reprise de son activité et des conséquences induites,
- à valoriser l'aide exceptionnelle du Département à travers l'information faite aux usagers. Copie de ces documents sera adressée au Conseil départemental (Pôle des Solidarités Départementales).

Article 7 : Durée de l'avenant

Le présent avenant est conclu pour une durée de 1 an, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020.

Fait à

le

Le Président du Conseil départemental

Le Président de l'UDSMA

Jean-François GALLIARD

Claude MOULY



Avenant n°2 au Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) – Exercice 2020

Entre, d'une part :

Le Département de l'Aveyron, représenté par le Président du Conseil départemental, Jean-François GALLIARD, dûment habilité à signer le présent avenant par délibération de la Commission Permanente en date du 28 février 2020, ci-après dénommé "le Département"

et, d'autre part :

L'ADAR représentée par sa Présidente, Madame Michèle TIEULIE, ci-après dénommé « l'ADAR », dûment habilitée à signer le présent avenant par délibération du Conseil d'Administration.

- Vu le CPOM signée le 7 novembre 2018 entre le Département et l'ADAR ;
- Vu le procès-verbal du Conseil d'Administration de l'ADAR du 3 mars 2020 ;
- Vu le procès-verbal du Conseil d'Administration d'OPTEO du 17 décembre 2019, et la décision du bureau d'OPTEO le 10 mars 2019;
- Vu le mandat de gestion signé entre l'ADAR et la fondation OPTEO le 30 avril 2020 ;
- Vu l'approbation par l'Assemblée Départementale du 28 février 2020 du Budget 2020, dont une enveloppe dédiée à l'accompagnement des opérations de mutualisations et de rapprochements des SAAD ;
- Vu la délibération du Conseil départemental du _____ octroyant une aide financière exceptionnelle l'ADAR pour l'opération de mandat de gestion avec Opteo ;
- Vu la délibération du Conseil départemental du _____ approuvant l'avenant et autorisant Monsieur le Président du Conseil départemental à le signer ;
- Vu la délibération du Conseil d'Administration de l'ADAR, en date du 4 mai 2020, approuvant cet avenant et autorisant sa signature ;

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Au vu des difficultés organisationnelles et financières importantes présentées par l'ADAR : difficultés de pilotage de la structure, baisse de l'activité, climat social dégradé, déséquilibre budgétaire, un mandat de gestion est conclu entre cette dernière et la fondation OPTEO.

Le mandat de gestion entre l'ADAR et OPTEO répond aux objectifs du schéma départemental d'aide à domicile voté en juin 2018 sur l'accompagnement des rapprochements, mutualisations et regroupements permettant de pérenniser l'activité des SAAD. Dans ce contexte, en vue de contribuer à assurer la continuité de service pour les usagers sur le territoire couvert par l'ADAR et à pérenniser l'activité de SAAD, le Département attribue une aide ponctuelle à l'ADAR pour l'exercice 2020.

Le présent avenant au CPOM fixe les modalités de mise en œuvre de cette aide exceptionnelle.

Article 1 : Périmètre et objet de l'avenant

Le présent avenant vise à définir les conditions d'octroi de l'aide financière exceptionnelle attribuée à l'ADAR pour accompagner le mandat de gestion conclu avec la fondation OPTEO.

L'avenant fixe les obligations respectives de chacun des signataires et les moyens nécessaires pour les mettre en œuvre.

Article 2 : Les engagements du Service d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD)

L'ADAR s'engage à présenter et à mettre en œuvre un plan de retour à l'équilibre explicitant les actions permettant d'aboutir à un redressement des comptes dans un délai de deux ans (activité, personnel, départs en retraite, mutualisation, évolution des emprunts...).

L'ADAR s'engage également à présenter un projet stratégique permettant de stabiliser sa situation financière par l'augmentation de l'activité et l'ajustement de son budget, et de développer son activité en diversifiant son offre et développant de nouveaux partenariats.

Ce projet stratégique reposera sur les éléments suivants :

- Définir une stratégie d'organisation du service,
- Développer l'activité et la prospective pour le service,
- Rechercher de nouveaux moyens de développement pour l'ADAR,
- Analyser et optimiser la structure des coûts,
- Développer et organiser les moyens financiers de l'association,
- Rechercher de nouvelles sources financement (actions ponctuelles ou innovantes),
- Contrôler la bonne marche budgétaire des actions,
- Effectuer les recrutements des personnels, dans la limite des masses salariales portées du budget annuel,
- Définir la stratégie de communication.

L'ADAR s'engage à communiquer au Département un bilan complet financier et de fonctionnement sur la réalisation du mandat de gestion, intégrant notamment le chiffrage détaillé des surcoûts définitifs, au plus tard le 30 avril 2021.

A cette date, l'ADAR devra fournir les documents suivants :

- le courrier de demande de versement du solde de subvention adressé au Président du Conseil départemental,
- l'état d'avancement de la mise en œuvre des mesures correctives de la situation financière de l'ADAR,
- le détail de l'activité par intervention et financeurs,
- les études des besoins ou développement de la diversification de l'offre et les champs d'intervention,
- les documents sur les décisions RH.

Article 3 : Les engagements du Département

Le Département s'engage à verser à l'ADAR une aide exceptionnelle maximale de 70 000 € pour l'année 2020 au vu des engagements prévus à l'article 2.

Cette aide doit permettre à l'ADAR de :

- stabiliser sa situation financière par l'augmentation de l'activité et l'ajustement du budget,
- développer son activité dans le cadre des besoins des personnes âgées et des personnes en situation de handicap, notamment en diversifiant son offre et en envisageant de nouveaux partenariats.

Article 4 : Modalités de versement

Cette subvention sera versée selon les modalités suivantes :

*80% à la signature du présent avenant,

*20% après contrôle de l'effectivité de la mise en œuvre du mandat de gestion, sur la base des éléments de bilan transmis par l'ADAR avant le 30 avril 2021.

Le montant définitif de l'aide exceptionnelle versée sera adapté en fonction des surcoûts définitifs constatés sur la base des éléments justificatifs transmis par l'ADAR (cf. article 2), et après instruction par les services du Département.

En cas de surcoûts par rapport au prévisionnel présenté, l'aide sera plafonnée à un maximum de 70 000 €. En cas de coûts du mandat inférieurs au prévisionnel présenté, l'aide du Conseil départemental sera versée au prorata des surcoûts réel chiffrés engendrés par l'opération.

Article 5 : Évaluation de la réalisation des objectifs

Les parties signataires s'engagent à évaluer, dans le cadre du dialogue de gestion du CPOM, la mise en œuvre et la bonne réalisation des objectifs inscrits au présent avenant. Cette évaluation aura lieu sur la base d'un bilan remis avant le 30 avril 2021 ainsi que les documents financiers et comptables attestant des progrès réalisés en matière de retour à l'équilibre et d'utilisation de l'aide attribuée dans le cadre du présent contrat.

Article 6 : Reversement

Le Département demandera par émission d'un titre de perception, le reversement de tout ou partie des sommes mandatées :

- en cas d'emploi de la subvention exceptionnelle non conforme à son objet,
- en cas d'inexécution partielle ou totale des conditions liées à l'octroi de l'aide,
- en cas de non-respect des dispositions de l'article 7 ci-dessous relatif à la communication.

Article 7 : Dispositions relatives à la communication

L'ADAR s'engage à valoriser l'aide exceptionnelle du Département à travers l'information faite aux usagers. Copie de ces documents sera adressée au Conseil départemental (Pôle des Solidarités Départementales).

Article 8 : Durée de l'avenant

Le présent avenant est conclu pour l'exercice 2020.

Fait à _____ le _____

Le Président du Conseil départemental

La Présidente de l'ADAR

Jean-François GALLIARD

Michèle TIEULIE

EXTRAIT
du Procès-Verbal des délibérations de la
Commission Permanente du Conseil Départemental

Délibération CP/05/06/20/D/1/5

Accusé de réception en Préfecture

012-221200017-20200605-37728-DE-1-1

Reçu le 15/06/20

Déposée le 15/06/20

Publiée le

La Commission Permanente du Conseil Départemental s'est réunie le 5 juin 2020 à 10h08 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Jean-François GALLIARD, Président du Conseil Départemental.

36 Conseillers Départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Vincent ALAZARD à Monsieur Jean-Claude ANGLARS, Madame Annie BEL à Monsieur Christophe LABORIE, Madame Annie CAZARD à Monsieur Christian TIEULIE, Monsieur Camille GALIBERT à Madame Danièle VERGONNIER, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Monsieur Jean-Claude LUCHE à Madame Christine PRESNE, Monsieur Stéphane MAZARS à Madame Anne BLANC.

Absents excusés : Monsieur Régis CAILHOL, Monsieur Jean-Dominique GONZALES.

La Commission Permanente du Conseil Départemental a immédiatement procédé à l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour de ses travaux, et après en avoir délibéré :

OBJET : Espaces de conciliation bancaire : subvention à l'association Force ouvrière des consommateurs

Commission de l'action sociale, personnes âgées et personnes handicapées

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 modifiée visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

CONSIDERANT que les rapports présentés à la réunion de la Commission Permanente du 05 juin 2020 ont été adressés aux élus le 27 mai 2020 ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la commission de l'action sociale, personnes âgées et personnes handicapées, lors de sa réunion du 29 mai 2020 ;

CONSIDERANT que par convention en date du 18 octobre 2017, le Département de l'Aveyron et la Banque de France ont créé sur le territoire du département des Espaces de Conciliation Bancaire ;

CONSIDERANT que ce dispositif permet à des administrés rencontrant des difficultés budgétaires ayant abouti à déposer des dossiers de surendettement, de rencontrer des travailleurs sociaux du Département et des bénévoles d'associations pour les accompagner dans leurs démarches, et le cas échéant trouver des solutions par voie notamment de médiation avec les organismes bancaires ou des créanciers pour éviter le dépôt d'un dossier de surendettement ;

CONSIDERANT à ce jour, que l'association Force Ouvrière des Consommateurs domiciliée à Rodez, intervient depuis 2015 sur l'Espace de Conciliation Bancaire de Rodez, depuis 2017 sur ceux d'Espalion, de Villefranche-de-Rouergue et de Decazeville et sur celui de Millau depuis 2018. Un espace supplémentaire sera ouvert en 2020 à Saint-Affrique ;

CONSIDERANT que l'ouverture de ces espaces génère pour les bénévoles, domiciliés à Rodez, de nombreux déplacements dont les frais sont à leur charge, l'association ne pouvant les prendre en charge compte tenu de son budget ;

ATTRIBUE, compte tenu des résultats très positifs de ces Espaces de Conciliation Bancaires et de l'investissement conséquent des bénévoles, une subvention d'un montant forfaitaire de 1 500 € pour l'année 2020 à l'association Force Ouvrière des Consommateurs, afin de couvrir les frais de déplacements de ses bénévoles mobilisés sur ces Espaces ;

PRECISE que les crédits sont inscrits sur le budget social, ligne de crédit 37592, compte 6228, fonction 50, chapitre 011 ;

AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental à établir et signer l'arrêté attributif de subvention correspondant.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité

- Pour : 43
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absents excusés : 3
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Conseil Départemental,

Jean-François GALLIARD

EXTRAIT
du Procès-Verbal des délibérations de la
Commission Permanente du Conseil Départemental

Délibération CP/05/06/20/D/1/6

Accusé de réception en Préfecture

012-221200017-20200605-37730-DE-1-1

Reçu le 15/06/20

Déposée le 15/06/20

Publiée le

La Commission Permanente du Conseil Départemental s'est réunie le 5 juin 2020 à 10h08 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Jean-François GALLIARD, Président du Conseil Départemental.

36 Conseillers Départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Vincent ALAZARD à Monsieur Jean-Claude ANGLARS, Madame Annie BEL à Monsieur Christophe LABORIE, Madame Annie CAZARD à Monsieur Christian TIEULIE, Monsieur Camille GALIBERT à Madame Danièle VERGONNIER, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Monsieur Jean-Claude LUCHE à Madame Christine PRESNE, Monsieur Stéphane MAZARS à Madame Anne BLANC.

Absents excusés : Monsieur Régis CAILHOL, Monsieur Jean-Dominique GONZALES.

La Commission Permanente du Conseil Départemental a immédiatement procédé à l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour de ses travaux, et après en avoir délibéré :

OBJET : Convention de financement entre le Conseil départemental de l'Aveyron et le Comité de sensibilisation pour le dépistage des cancers en Aveyron - année 2020

Commission de l'action sociale, personnes âgées et personnes handicapées

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 modifiée visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

CONSIDERANT que les rapports présentés à la réunion de la Commission Permanente du 05 juin 2020 ont été adressés aux élus le 27 mai 2020 ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la commission de l'action sociale, personnes âgées et personnes handicapées, lors de sa réunion du 29 mai 2020 ;

CONSIDERANT que le Comité de Sensibilisation pour le Dépistage des Cancers en Aveyron, implanté sur notre territoire depuis 17 ans, mène des actions de communication, de sensibilisation et d'information sur le dépistage organisé des cancers du sein, du côlon et du col de l'utérus, en conformité avec les directives de l'Institut National du Cancer ;

CONSIDERANT que les actions et événements menés en 2020 ont pour objectif de toucher une population jeune (collégiens et lycéens), ainsi que les parents, en se focalisant sur les thèmes de la prévention du cancer par un changement des modes de vie afin de diminuer l'impact de notre environnement ;

CONSIDERANT que le Département souhaite continuer à apporter son soutien au Comité de sensibilisation pour le dépistage des cancers en Aveyron, pour mener à bien les actions d'information, d'animation et de sensibilisation en direction de la population Aveyronnaise susceptible de bénéficier des actions de dépistage tant en milieu urbain que rural ;

CONSIDERANT que le Comité de sensibilisation pour le dépistage organisé des cancers en Aveyron intervient en concertation et complémentarité avec le Centre Régional de Coordination des Dépistages des Cancers - Occitanie (CRCDC-Oc), la Ligue contre le cancer et de nombreux partenaires ;

CONSIDERANT qu'en 2020, l'association souhaite mener des actions thématiques autour des perturbateurs endocriniens et des ateliers culinaires, telles que :

- . une présence aux randonnées Les Traces de l'Aubrac en partenariat avec la Coopérative Jeune Montagne,
- . des cafés santé sur les territoires pour parler alimentation et activité physique,
- . des ateliers culinaires avec deux chefs aveyronnais,
- . un concours de cuisine en partenariat avec un chef et un établissement scolaire à Decazeville,
- . des stands d'information dans les mairies du département pour Octobre Rose et Mars Bleu ;

CONSIDERANT qu'à ce titre, l'association sollicite pour l'année 2020, une subvention de fonctionnement à hauteur de 33 078 €, à l'identique de 2019 (30 000 € pour l'aide au financement des actions, et 3 078 € pour le paiement du loyer et des charges liés à l'occupation des locaux) ;

DECIDE d'attribuer au Comité de Sensibilisation pour le Dépistage des Cancers en Aveyron, une subvention de 33 078 € (30 000 € pour l'aide au financement des actions, et 3 078 € pour le paiement du loyer et des charges liés à l'occupation des locaux) ;

APPROUVE le projet de convention ci-joint, qui précise les modalités de partenariat entre le Département et l'Association et les conditions de versement de la subvention susvisée ;

AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental à signer cette convention au nom du Département.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité

- Pour : 43
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absents excusés : 3
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Conseil Départemental,

Jean-François GALLIARD

CONVENTION RELATIVE A LA PROMOTION DU DEPISTAGE ORGANISE DES CANCERS EN AVEYRON ANNEE 2020

Entre

Le Département de l'Aveyron représenté par Monsieur Jean-François GALLIARD, Président du Conseil départemental, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu de la délibération de la Commission permanente en date du 5 juin 2020 déposée et affichée le

ci-après dénommé « le Département » d'une part,

Et

L'Association dénommée « Le Comité de sensibilisation pour le dépistage des cancers en Aveyron », association régie par la loi du 1^{er} Juillet 1901, dont le siège social est situé au Pôle de dépistage des cancers impasse des Vieux Chênes à Rodez, identifiée sous le n° Siret 44064936600034 représentée par sa Présidente Madame Laurence MICHELUTTI ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu de la délibération rendue par son Conseil d'Administration, ci-après dénommée « l'association » d'autre part,

Il est convenu entre les parties

PREAMBULE

Le Département souhaite continuer à apporter son soutien au Comité de sensibilisation pour le dépistage des cancers en Aveyron, pour mener à bien les actions d'information, d'animation et de sensibilisation en direction de la population Aveyronnaise susceptible de bénéficier des actions de dépistage tant en milieu urbain que rural.

Le Comité de sensibilisation pour le dépistage organisé des cancers en Aveyron intervient en concertation et complémentarité avec le Centre Régional de Coordination des Dépistages des Cancers - Occitanie (CRCDC-Oc) et la Ligue contre le cancer.

ARTICLE 1^{er} : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les actions que l'Association s'engage à réaliser en matière de promotion de la prévention des cancers et les conditions pour lesquelles le Département apporte son concours à leur réalisation.

ARTICLE 2 : MISSIONS REALISEES PAR LE COMITE DE SENSIBILISATION POUR LE DEPISTAGE DES CANCERS EN AVEYRON

Le Comité de sensibilisation pour le dépistage des cancers en Aveyron mène des actions de communication, de sensibilisation et d'information sur le dépistage organisé des cancers du sein, du côlon et du col de l'utérus.¹¹⁵

Le Comité diffuse cette information sur cette cause de santé publique en conformité avec les directives de l'Institut National du Cancer.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU COMITE DE SENSIBILISATION POUR LE DEPISTAGE DES CANCERS EN AVEYRON

3.1 Détermination des actions mises en œuvre par l'Association

L'Association transmet au Département :

- **en début de chaque année civile, avant le 30 janvier** les documents suivants :
 - un programme annuel présentant les actions proposées par l'Association et conforme à l'article 2,
 - un budget prévisionnel des objectifs et du programme annuel d'actions envisagé ainsi que les moyens affectés à leur réalisation.

Devront notamment être indiqués, le montant attendu de la participation du Département, les autres financements attendus et la part des ressources propres.

Chaque programme d'actions sera annexé aux présentes. Le programme d'actions en cours lors de l'entrée en vigueur de la présente convention est annexé aux présentes.

- **avant la fin du premier semestre de l'année civile** qui suit le versement de la subvention les documents complémentaires suivants :
 - une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé,
 - un rapport d'activité de l'association lequel fera ressortir l'utilisation des aides allouées par le Département,
 - un compte rendu financier attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention.

Par ailleurs, l'Association s'engage à faire certifier les documents comptables à fournir au Département par son commissaire aux comptes.

3.2 Utilisation des concours du Département

L'Association affectera l'intégralité des concours financiers et autres accordés par le Département à la réalisation des actions et missions définies à l'article 2.

Les subventions ne pourront pas être reversées à d'autres organismes.

Faute de respecter strictement cette obligation, l'Association devra reverser au Département l'intégralité des sommes indûment utilisées et ce compris la quote-part déjà consommée à la date de la demande de restitution par le Département.

En cas de non réalisation du programme défini à l'article 2, l'association et le Département se concerteront sur l'utilisation des sommes restant disponibles.

Le Département pourra décider soit de la restitution de la part non utilisée des subventions, soit de son report sur l'année suivante

3.3 Obligations et comptes-rendus

Le Département sera étroitement informé par l'Association du déroulement des actions menées dans le cadre du programme annuel.

3.4 Autres financements

Pour mener à bien sa mission, l'Association recherchera toutes autres sources de financements, publics ou privés.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DU DEPARTEMENT

4.1 Attribution d'une subvention

Afin de permettre à l'Association de réaliser les missions et actions visées à l'article le Département de l'Aveyron verse au Comité de sensibilisation pour l'année 2020 une subvention de **30 000 €** (trente mille euros), à laquelle s'ajoute une subvention de **3 078 €** correspondant au loyer annuel et aux charges locatives de la mise à disposition à titre payant de locaux par le Département à l'association, selon les conditions définies par convention distincte.

Cette subvention sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur, et selon les modalités suivantes :

- 80 % à la signature de la présente convention,
- le solde après transmission par l'association du rapport d'activité et du résultat comptable de l'exercice écoulé.

ARTICLE 5 : CONTROLE

Le Département a le droit de faire procéder à toutes vérifications qu'il jugera utile pour s'assurer que les clauses de la présente convention sont régulièrement observées et que ses intérêts sont sauvegardés.

A cet effet, ses agents accrédités pourront procéder à des contrôles sur place et se faire présenter toutes pièces nécessaires à la vérification des comptes-rendus fournis par l'Association.

De même, l'association s'engage :

- à faciliter à tout moment le contrôle par le Département notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production sera utile,
- à remettre au service concerné du département les documents ci-dessus visés.

ARTICLE 6 : LE SUIVI ET L'EVALUATION DE L'ACTION MENE

Une évaluation des conditions de réalisation des actions à laquelle le Département a apporté son concours sera réalisée chaque année par les deux parties signataires au plus tard le 30 juin de l'année suivante.

L'évaluation portera en particulier sur la conformité des actions réalisées aux missions et objectifs fixés par la présente convention.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est convenue pour l'année 2020.

ARTICLE 8 : MODIFICATIONS- AVENANTS

Toute modification concernant les conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 9 : AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association communiquera sans délai au Département toutes modifications relatives aux statuts (objet, siège, dénomination...) et fournira une copie de ceux-ci dûment certifiés conformes et les attestations de dépôt en Préfecture, le cas échéant.

De même, l'Association transmettra sans délai au Département copie des déclarations mentionnées à l'article 3 du décret du 16 août 1901.

En cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention, l'association devra en informer le Département.

ARTICLE 10 : RESPONSABILITE

L'Association conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre des missions objet de la présente convention, sans que la responsabilité du Département puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'Association s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que le Département puisse être mis en cause.

ARTICLE 11 : SANCTIONS

En cas de non exécution, de retard supérieur à 6 mois ou de modification substantielle sans l'accord écrit du département des conditions d'exécution de la présente convention par l'Association, le Département peut suspendre ou diminuer le montant des avances ou autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 12 : RESILIATION

En cas de carence ou de faute caractérisée de l'une ou l'autre des parties, après mise en demeure adressée à l'autre partie par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet pendant deux mois, la présente convention pourra être résiliée de plein droit.

La résiliation entrainera restitution au Département des subventions non encore utilisées.

ARTICLE 13 : LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux devra être porté devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, l'un pour le Département, l'autre pour l'Association

ARTICLE 14 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION EN MATIERE DE COMMUNICATION

Le Département étant un des principaux partenaires et financeur de l'association, cette dernière s'engage à faire figurer le nom et le logo du Conseil départemental de l'Aveyron dans toutes les actions de communication ou d'information qu'elle sera amenée à mettre en œuvre.

L'association autorise également le Département à faire usage librement de son nom pour toute action de communication ou d'information qu'il serait amené à faire dans le domaine de la prévention des cancers.

Fait en deux exemplaires,

à RODEZ, le

2020

Le Président du Conseil départemental

La Présidente du Comité de sensibilisation pour
le dépistage des cancers en Aveyron

Jean-François GALLIARD

Laurence MICHELUTTI

EXTRAIT
du Procès-Verbal des délibérations de la
Commission Permanente du Conseil Départemental

Délibération CP/05/06/20/D/4/7

Accusé de réception en Préfecture

012-221200017-20200605-37608-DE-1-1

Reçu le 15/06/20

Déposée le 15/06/20

Publiée le

La Commission Permanente du Conseil Départemental s'est réunie le 5 juin 2020 à 10h08 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Jean-François GALLIARD, Président du Conseil Départemental.

37 Conseillers Départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Vincent ALAZARD à Monsieur Jean-Claude ANGLARS, Madame Annie BEL à Monsieur Christophe LABORIE, Madame Annie CAZARD à Monsieur Christian TIEULIE, Monsieur Camille GALIBERT à Madame Danièle VERGONNIER, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Monsieur Jean-Claude LUCHE à Madame Christine PRESNE, Monsieur Stéphane MAZARS à Madame Anne BLANC.

Absents excusés : Monsieur Jean-Dominique GONZALES.

La Commission Permanente du Conseil Départemental a immédiatement procédé à l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour de ses travaux, et après en avoir délibéré :

OBJET : Convention de partenariat entre le Département de l'Aveyron et le SDIS pour les années 2020, 2021 et 2022

Commission des finances, de l'évaluation des politiques
départementales

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 modifiée visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

CONSIDERANT que les rapports présentés à la réunion de la Commission Permanente du 05 juin 2020 ont été adressés aux élus le 27 mai 2020 ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la commission des finances, de l'évaluation des politiques départementales, lors de sa réunion du 29 mai 2020 ;

CONSIDERANT que la convention de partenariat entre le Département de l'Aveyron et le SDIS pour les années 2020, 2021 et 2022 et ses cinq annexes, répond aux dispositions du Code Général des Collectivités Locales (article L 4214-35) et s'inscrit dans le cadre du projet de mandature « Agir pour nos territoires » adopté par le Conseil départemental en février 2018. Elle fixe, d'une part, les grandes orientations du partenariat entre le SDIS et le Conseil départemental et définit, d'autre part, les moyens à mettre en œuvre, tant par le SDIS que par le Conseil départemental pour mener à bien la politique publique de secours et de prévention des risques dans le Département de l'Aveyron ;

CONSIDERANT que les moyens à mettre en œuvre, en termes de contribution financière du Département, de programme de travaux immobiliers, d'outils de partenariat sont définis dans les annexes :

- L'annexe 1 décrit les outils du partenariat mis en œuvre par le SDIS ;
- L'annexe 2, décrit les outils de partenariat mis en œuvre par le Département ;
- L'annexe 3 décrit les outils de partenariat mis en œuvre par les deux parties ;
- L'annexe 4 est consacrée aux dispositions financières ;
- L'annexe 5 concerne les actions de partenariat pour l'année 2020.

CONSIDERANT que les annexes 4 et 5 sont appelées à être actualisées chaque année ;

CONSIDERANT que l'annexe 4 prévoit, pour l'année 2020, une contribution financière du Département de d'un montant de 8 644 669 €, dont 8 144 669 € au titre de la contribution de base, et 500 000 € au titre de l'accompagnement des recrutements ;

APPROUVE la convention de partenariat ci-jointe entre le Département de l'Aveyron et le SDIS pour les années 2020, 2021 et 2022 ;

AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental à signer cette convention au nom du Département.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité

- Pour : 43
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absents excusés : 2
- Ne prend pas part au vote : 1

Le Président du Conseil Départemental,

Jean-François GALLIARD



CONVENTION DE PARTENARIAT

entre le

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AVEYRON

et le

**SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE L'AVEYRON**

pour les années 2020, 2021 et 2022

Entre les soussignés

Le **Département de l'Aveyron**, représenté par Monsieur Jean-François Galliard, Président du Conseil Départemental, autorisé à signer par délibération de la commission permanente et du Conseil Départemental en date du

désigné ci-après par « le Département », d'une part,

et

Le **Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Aveyron**, représenté par Monsieur Jean-Claude ANGLARS, Président du Conseil d'administration, autorisé à signer par délibération du bureau du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours du

désigné ci-après par « le SDIS », d'autre part.

Ensemble désignés « les parties ».

PRÉAMBULE

Dans le cadre des conventions de partenariat avec les communautés de communes et communes, dénommées « AGIR POUR NOS TERRITOIRES », les services de proximité occupent une place majeure pour conforter l'attractivité de ces territoires.

La présence des Centres de secours et d'incendie au plus près des habitants fait partie de ces enjeux territoriaux qui doivent être confortés par l'action du Conseil départemental.

En accompagnant le fonctionnement des Centre de secours par des moyens financiers appropriés, le Conseil départemental de l'Aveyron contribue à leur modernisation et au maintien de la qualité du service rendu.

Assurer la protection des biens et des personnes est une des missions de notre collectivité, et pour cela, elle doit s'appuyer sur un partenariat fort avec le SDIS.

La présente convention vise ces objectifs.

Donner à nos sapeurs-pompiers les moyens logistiques adaptés à leurs missions, moderniser les centres de secours de proximité, favoriser le volontariat, encourager la formation et l'adaptation aux nouvelles missions.

La qualité du service impose également une proximité. Cela ne peut se faire que par un maillage territorial dense. La volonté du département est de conforter ce dernier.

L'enjeu démographique concerne également le SDIS considérant que le fonctionnement s'appuie sur une partie importante de personnel volontaire, il y a une nécessité de renouveler cette population en renforçant l'attractivité de nos territoires.

En donnant les moyens financiers adaptés au SDIS, le Conseil départemental permettra à ce dernier d'exercer ses missions de prévention et d'évaluation des risques, d'assurer la protection des biens et des personnes, d'assurer les secours d'urgence aux personnes victimes d'accidents, de sinistres ou de catastrophes ainsi que leur évacuation.

Les parties s'accordent sur l'importance de coordonner leurs actions respectives et d'agir transversalement pour relever ce défi commun.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La conclusion de la présente convention marque :

- ↳ La volonté des parties de répondre à l'obligation faite par l'article L 1424-35 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose que *“les relations entre le Département et le Service Départemental d'Incendie et de Secours et, notamment la contribution du Département, font l'objet d'une convention pluriannuelle”*.
- ↳ La volonté du conseil départemental d'associer le SDIS à la démarche « AGIR POUR NOS TERRITOIRES » et d'augmenter durablement et significativement la courbe démographique de l'Aveyron.
- ↳ La volonté partagée du SDIS de s'inscrire dans cet objectif majeur pour le Département et pour lui-même car sans population active sur l'ensemble du territoire il ne peut perdurer une réponse opérationnelle satisfaisante.

Elle définit, sur sa durée :

- Les relations entre le Département et le SDIS pour la mise en œuvre de la politique publique de secours et de prévention des risques dans le département de l'Aveyron.
- Les modalités de la mobilisation du Département et du SDIS pour relever, ensemble, ce défi démographique.

ARTICLE 2 : LES GRANDES ORIENTATIONS DU PARTENARIAT

Le présent partenariat vise à répondre aux obligations légales respectives en matière de gestion des services d'incendie et de secours rappelées en préambule tout en l'inscrivant dans la démarche « AGIR POUR NOS TERRITOIRES » initiée par le Département.

Le déclin démographique du département de l'Aveyron a certes été enrayé mais le léger rebond constaté ces dernières années ne permet cependant pas de crier victoire.

Le Département s'est donc engagé dans un programme ambitieux visant à fédérer les énergies et les politiques publiques dans l'objectif d'une reconquête démographique, condition préalable à la réussite de toute politique publique et à un développement pérenne.

La réponse à apporter à ce défi démographique passera ainsi par des actions qui devront :

- promouvoir une réponse de proximité avec les populations aveyronnaises,
- être attentives aux solidarités existantes ou à promouvoir,
- répondre à une exigence de qualité qu'imposent les missions mêmes du SDIS mais aussi la réponse aux attentes des usagers,
- garder comme fil conducteur la préservation de l'attractivité du département de l'Aveyron.

Autant de piliers structurants des politiques adoptées par le Conseil Départemental.

Pour le SDIS comme pour le Département, il est nécessaire tout d'abord de répondre aux objectifs stratégiques suivants

1° : Garantir la qualité et assurer la continuité de fonctionnement du SDIS dans le cadre de sa mission de service public.

2° : Préserver les spécificités du corps départemental des sapeurs pompiers de l'Aveyron qui se caractérise par :

- un équilibre entre les sapeurs-pompiers professionnels et les sapeurs-pompiers volontaires qui concourt à la qualité des secours dans le département ;
- une couverture territoriale en centres de secours suffisamment dense pour assurer une équité de traitement de chaque habitant du département face aux risques courants ;
- un dispositif de secours maîtrisé depuis de nombreuses années et qui doit être maintenu tout en s'adaptant aux évolutions normatives et réglementaires imposées nationalement.

3° : Prendre en compte les grands enjeux des problématiques de distribution des secours dans le département de l'Aveyron ; département rural et de montagne qui fait face au vieillissement de sa population, à un afflux touristique important en période estivale ainsi qu'aux modifications comportementales des usagers résultant soit d'évolutions sociologiques (appels pour des situations dans lesquelles l'urgence n'est pas avérée) soit d'une dégradation démographique (offre de soin en diminution par exemple).

Les annexes 1, 2 et 3 à la présente convention concernent les outils du partenariat que chacun des partenaires mettra en œuvre individuellement ou collectivement pour atteindre les objectifs recherchés.

ARTICLE 6 : DURÉE DE LA CONVENTION ET MODIFICATIONS

La présente convention est conclue pour les années 2020, 2021 et 2022.

Elle est modifiable par avenant sauf en ce qui concerne ces annexes n° 4 et 5 qui sont modifiables annuellement.

ARTICLE 7 : COMITÉ DE SUIVI

Les parties conviennent de faire le point en tant que de besoin sur les conditions de ce partenariat pour tenir compte :

- ✓ des évolutions législatives, réglementaires et normatives,
- ✓ du contexte économique,
- ✓ de l'augmentation éventuelle du nombre des opérations de secours liée aux conditions climatiques ou à des événements majeurs et exceptionnels (catastrophes naturelles, incendies de grande ampleur ou de longue durée, manœuvres ou exercices de grande ampleur...).

Un comité de suivi est constitué, il est composé :

- x Pour le Département : du président du Conseil Départemental ou son représentant, du directeur général des services du conseil départemental et du(ou des) directeur(s) général adjoint concerné(s).
- x Pour le SDIS : du président du conseil d'administration, du directeur départemental, du directeur départemental adjoint et du directeur administratif et financier.

Peuvent être associées aux travaux du comité de pilotage toutes personnes dont les compétences ou la participation sont utiles à ses travaux.



Ce comité de suivi se réunira en tant que de besoin et à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, pour procéder à l'évaluation de la mise en œuvre de la convention et préparer son éventuelle révision.

A l'initiative du SDIS, il se réunira annuellement pour évaluer la mise en œuvre des annexes annuelles à la présente convention ainsi que pour préparer leur rédaction pour l'année suivante.

Fait à Rodez, le

Fait à Rodez, le

Le Président du Conseil Départemental
de l'Aveyron

Le Président du Conseil
d'Administration du SDIS de l'Aveyron

Jean-François GALLIARD

Jean-Claude ANGLARS

CONVENTION DE PARTENARIAT
entre le
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AVEYRON
et le
SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE L'AVEYRON
pour les années 2020, 2021 et 2022

ANNEXE 1 : LES OUTILS DU PARTENARIAT MIS EN ŒUVRE PAR LE SDIS

Le SDIS conduit de manière autonome l'application de la politique publique de distribution des secours dans le Département de l'Aveyron telle que définie dans le cadre du S.D.A.C.R. ou générée par des risques particuliers (attentats...).

1 - MAINTIEN D'UNE CAPACITÉ OPÉRATIONNELLE ADAPTÉE AUX RISQUES DU DÉPARTEMENT DE L'AVEYRON

- **Renouvellement des équipements :**

Le SDIS de l'Aveyron doit pouvoir disposer en permanence de matériels et d'équipements modernes, fiables et performants. Outre les nouveaux équipements qui peuvent être imposés par le développement de normes nouvelles, le SDIS doit faire face au renouvellement récurrent de ses matériels. Depuis plusieurs années, il a été mis en place un plan de rotation des matériels entre les Centres d'Incendie et de Secours et une normalisation des équipements.

Dans le cadre de la présente convention le SDIS et le Département conviennent de mettre en œuvre un programme d'équipement, pour la couverture des risques. Celui-ci recouvre les matériels d'incendie et de secours, les matériels de transmissions, les mobiliers, les équipements informatiques et autres. Son financement sera assuré de manière autonome par le SDIS via la dotation aux amortissements, les recettes provenant du FCTVA et les éventuelles subventions.

- **Plan de formation :**

Pour assurer un bon niveau de performance, le SDIS a adopté un plan de formation pluriannuel à destination de l'ensemble de ses personnels. Il a notamment pour vocation de mettre en adéquation les offres de formation avec les besoins recensés ou prévus au regard des évolutions

des effectifs. Les parties conviennent de poursuivre sa mise en œuvre sur la période concernée.

- **Équilibre des effectifs :**

Le SDIS veillera à maintenir, l'équilibre et un haut niveau de complémentarité au sein du corps départemental entre les sapeurs-pompiers volontaires et professionnels et les personnels administratifs, techniques et spécialisés.

Il veillera, en lien avec les employeurs publics et privés, à faciliter la disponibilité opérationnelle des SPV (en particulier en journée). Il devra également apporter les réponses matérielles et organisationnelles nécessaires pour conforter le volontariat.

La révision du SDACR fait le point sur les évolutions des risques existants dans le département de l'Aveyron durant ces dernières années et les adaptations en moyens humains, notamment en matière de recrutements de personnels, qu'il conviendrait d'apporter pour assurer la couverture opérationnelle arrêtée par ce document.

Le SDIS de l'Aveyron s'est inscrit dans ce sens dans une démarche globale relative à la santé, sécurité et qualité de vie en service (dite SSQVS) promue par le ministère de l'intérieur et visant non seulement à respecter les obligations réglementaires en la matière mais aussi à placer ces questions au centre des réflexions de l'établissement ; celle-ci pourra notamment prendre corps dans le cadre du futur projet d'établissement du SDIS.

2 - PRINCIPES DE GESTION

- Le SDIS poursuivra les mesures déjà prises en matière de gestion patrimoniale, de trésorerie, d'outils de pilotage, de communication financière,....

Le SDIS établit, pour son compte et pour communication au Conseil départemental, en tant que de besoin, des tableaux de bord de suivi financier et physique.

- Le SDIS s'engage à maîtriser l'évolution de son budget, sur la base des orientations retenues par les parties, qu'il s'agisse :

- x de la masse salariale retracée dans le chapitre globalisé 012 du Budget du SDIS,
- x des charges de gestion courante en prenant en compte, néanmoins, les évolutions normatives ou les charges induites par les investissements réalisés. Les parties prennent également acte des charges particulières liées à l'activité du SDIS (carburants, fluides et énergie) de leur caractère imprévisible et de la relation mécanique qui les lie à l'activité opérationnelle.



- Concernant les travaux de grosses réparations sur les centres de secours, propriété du SDIS, celui ci engage une démarche de programmation des interventions et des investissements dont l'étalement et l'importance financière sont liées à ses disponibilités financières.

Fait à Rodez, le

Fait à Rodez, le

Le Président du Conseil Départemental
de l'Aveyron

Le Président du Conseil
d'Administration du SDIS de l'Aveyron

Jean-François GALLIARD

Jean-Claude ANGLARS

CONVENTION DE PARTENARIAT
entre le
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AVEYRON
et le
SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE L'AVEYRON
pour les années 2020, 2021 et 2022

ANNEXE 2 : LES OUTILS DU PARTENARIAT MIS EN ŒUVRE PAR LE DÉPARTEMENT

1 - LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE AU BUDGET DE FONCTIONNEMENT DU SDIS

Le Département et le SDIS conviennent que la contribution annuelle (annexe n°4 spécifique) du Département interviendra en recettes de fonctionnement dans le budget du SDIS.

Les différents conventionnements antérieurs ont tenu compte des évolutions institutionnelles et des difficultés budgétaires que rencontrait progressivement le Département. Pour sa part, le SDIS a contribué à ces efforts financiers à travers une actualisation annuelle de la contribution financière inférieure aux évolutions de ses charges.

La dégradation de la situation budgétaire du SDIS est principalement due à la conjugaison de plusieurs raisons dont les effets se cumulent :

- ✓ Les charges liées à des mesures nationales qui se sont imposées et impactent son budget.
- ✓ La réalisation d'investissements indispensables à l'activité opérationnelle et à la bonne gestion du service mais ayant une incidence sur la dotation aux amortissements ainsi que des coûts induits comme leur maintenance...
- ✓ L'augmentation continue de l'activité opérationnelle et les difficultés liées à la disponibilité des sapeurs-pompiers volontaires.

Des efforts ont permis de limiter les impacts sur les contributions des financeurs :

- x rationalisation de la gestion budgétaire.
- x optimisation des recettes issues des prestations facultatives ou des missions SMUR.
- x développement des mutualisations (notamment des achats),
- x neutralisation maximale des amortissements conformément à la nomenclature M 61.
- x résorption progressive de l'excédent cumulé.

S'ils ont permis de contenir l'impact du coût des services d'incendie et de secours sur les contributions publiques, ces efforts ne suffisent plus à assurer la pérennité de leur financement dans

les années à venir notamment au regard des éléments précités.

Les parties notent :

- qu'avec un un ratio de rigidité structurelle des charges très élevé (72,19 % en 2018), le SDIS ne dispose pas de marges de manœuvres,
- que l'évolution annuelle des contributions des Communes et EPCI est limitée législativement à l'évolution du coût de la vie,
- qu'ainsi le Département est amené à consentir un effort financier significatif afin d'assurer la pérennité du financement des services d'incendie et de secours dans un contexte difficile car il est lui-même contraint par l'État sur l'évolution des charges de fonctionnement,
- qu'en contrepartie le SDIS prend des engagements forts afin de limiter l'impact de ses besoins de financement.

2 - LES PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT STRUCTURANTS QUI CONCOURENT À L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET À L'ÉQUITÉ DANS LA DISTRIBUTION DES SECOURS DANS L'AVEYRON

Immobilier

L'hétérogénéité de son parc immobilier nécessite que le SDIS réalise des opérations de construction et de rénovation de casernes.

Le plan spécifique de remise à niveau destiné à accompagner l'aménagement du territoire du département qui préserve le maillage de centre d'incendie et de secours, sera poursuivi selon le mode de financement suivant :

- Maîtrise d'ouvrage et portage financier par le SDIS.
- Participation financière des communes défendues en 1^{er} appel du CIS concerné.
- Participation du conseil départemental, en subvention d'équipement (faisant l'objet d'une aide spécifique au vu d'un programme pluriannuel de travaux présenté par le SDIS).

Divers

Le Département peut également contribuer financièrement au financement d'investissements du SDIS contribuant à la mise en œuvre des objectifs définis par la présente.

Fait à Rodez, le

Fait à Rodez, le

Le Président du Conseil Départemental
de l'Aveyron

Le Président du Conseil
d'Administration du SDIS de l'Aveyron

Jean-François GALLIARD

Jean-Claude ANGLARS

CONVENTION DE PARTENARIAT
entre le
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AVEYRON
et le
SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE L'AVEYRON
pour les années 2020, 2021 et 2022

**ANNEXE 3 : LES OUTILS DU PARTENARIAT MIS EN ŒUVRE ENSEMBLE PAR LES
PARTIES**

Les parties ont déjà manifesté leur volonté commune de développer des partenariats à travers par exemple :

- ◆ La mutualisation de moyens concrétisée par la conclusion :
 - ◆ le 30 novembre 2007, de la **convention portant sur l'exercice de la permanence téléphonique** dans le cadre de la viabilité du réseau routier départemental ou la convention relative à la disponibilité des sapeurs-pompiers volontaires salariés du Département,
 - ◆ le 12 octobre 2012, d'une **convention cadre portant création d'un groupement d'achat**, tel que défini par le code des marchés publics, afin de mutualiser les besoins communs pour obtenir les meilleures réponses,
 - ◆ le 25 février 2013, d'une **convention cadre de mutualisation des différents moyens de fonctionnement** des 2 parties.

Ils souhaitent également développer leur partenariat dans d'autres cadres. Des groupes de travail pourront le cas échéant être mis en œuvre pour étudier ces dossiers.

◆ Le partage de compétences

Dans le souci de développer une politique publique de secours et de prévention des risques, le SDIS et le Département mettent en œuvre des actions telles que :

- des formations adaptées aux personnels du Département et des établissements publics partenaires du Département (gestes qui sauvent, recyclages secouristes...),

- des actions ponctuelles de sensibilisation ou de formation à la Sécurité civile qui pourraient être organisées dans tout le département de l'Aveyron,
- le concours d'une des parties à la réalisation de manifestations ou d'action réalisées par l'autre partie comme le soutien sanitaire aux épreuves sportives organisées par le conseil départemental au profit des collégiens ou des internes en médecine lors des week-end adrénaline.

◆ La réalisation conjointe de certaines actions

Le SDIS et le Département mèneront un certain nombre d'actions contribuant conjointement :

- au développement de l'attractivité du département en ce qui concerne le volontariat ; les parties s'attacheront à adapter les actions initiées aux particularités tant géographique que démographiques ou sociologiques afin d'en maximiser l'efficacité,
- à la concrétisation de la démarche « AGIR POUR NOS TERRITOIRES ».

Une annexe n°5 à la présente décline annuellement les actions pouvant être mises en œuvre dans ce cadre.

Fait à Rodez, le

Fait à Rodez, le

Le Président du Conseil Départemental
de l'Aveyron

Le Président du Conseil
d'Administration du SDIS de l'Aveyron

Jean-François GALLIARD

Jean-Claude ANGLARS

CONVENTION DE PARTENARIAT
entre le
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AVEYRON
et le
SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE L'AVEYRON
pour les années 2020, 2021 et 2022

ANNEXE 4 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES POUR L'ANNÉE 2020

La convention de partenariat pour les années 2020 à 2022 prévoit en son annexe 2 que la contribution financière au budget de fonctionnement du S.D.I.S. ainsi que l'accompagnement financier du département sur les opérations d'investissement sont fixées annuellement par la présente annexe.

Contribution financière du Département au fonctionnement du SDIS

Les modalités de répartition du volume global des contributions entre les communes et EPCI, fixées initialement le 23 octobre 2002, ont été révisées par délibération du 14 décembre 2018.

Cette révision a été menée en concertation avec les principaux financeurs et en étroite association avec le conseil départemental qui a adhéré à la démarche proposée et souhaité accompagner la réforme en majorant sa participation financière au budget de fonctionnement du SDIS.

Il note également les impacts financiers qu'ont le niveau d'exigence retenu par le SDACR et les problématiques du volontariat sur l'évolution de sa contribution.

Le montant de la contribution du Département au fonctionnement courant du SDIS est donc fixé à 8 644 669 € pour 2020, libérée, par quart, chaque début de trimestre.

Elle se décompose ainsi :

- 8 144 669 € au titre de la contribution de base,
- 500 000 € au titre de l'accompagnement des recrutements.

Les parties conviennent qu'elle est calibrée sur une activité opérationnelle modérée, à droit et normes constants et sur une évolution des contributions communales fixée à 0,8 %.

Conscientes qu'un effort important est demandé au Département et que l'activité opérationnelle du SDIS impacte fortement l'exécution budgétaire, les parties se laissent également la possibilité d'en modifier à la baisse ou à la hausse le montant si :

- la sollicitation opérationnelle revêt un caractère exceptionnel et excède les crédits inscrits au budget,
- de nouvelles charges financières résultant de dispositions légales ou normatives ne peuvent être absorbées par le budget,
- le résultat financier de l'exercice n-1 fait ressortir un excédent susceptible d'être affecté en excédent de fonctionnement reporté (chapitre R002) ; les parties peuvent alors convenir d'une réduction de la contribution.

Contribution financière du Département à l'investissement du SDIS

Opérations immobilières concourant à l'aménagement du territoire

Sont prévus l'engagement, en études ou travaux, des opérations suivantes (classées par ordre alphabétique) :

- Cassagnes Bégonhès : construction neuve,
- Laguiole : construction neuve,
- Nant : construction neuve,
- Pradinas : études,
- Saint-Rome de Tarn : construction neuve,
- Salles Curan : réhabilitation,
- Sévérac le Château : modernisation.

L'instruction de ces opérations sera réalisée par le Département dans le cadre des programmes votés par l'assemblée départementale ; les projets seront présentés par le SDIS selon l'évolution de leur instruction.

Opérations mobilières concourant à la réponse opérationnelle

Afin de permettre au SDIS de poursuivre l'adaptation de son parc de matériels à l'évolution de ses missions, une subvention d'équipement de 500 000 € HT a été accordée par le Département en 2019.

Il s'agit à travers cette aide de faciliter l'équipement du SDIS en moyens incendies, logistiques et en moyens de secours à personne par l'acquisition d'un nouveau moyen aérien.



Le versement de cette subvention pourra être effectué en plusieurs acomptes selon la disponibilité des crédits et sur présentation des factures et d'un état récapitulatif des dépenses mandatées certifié par le Trésorier.

Fait à Rodez, le

Fait à Rodez, le

Le Président du Conseil Départemental
de l'Aveyron

Le Président du Conseil
d'Administration du S.D.I.S. de l'Aveyron

Jean-François GALLIARD

Jean-Claude ANGLARS

CONVENTION DE PARTENARIAT
entre le
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AVEYRON
et le
SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE L'AVEYRON
pour les années 2020, 2021 et 2022

ANNEXE 5 : ACTIONS DE PARTENARIAT POUR L'ANNÉE 2020

La convention de partenariat pour les années 2020 à 2022 prévoit que les actions de partenariat entre le SDIS et le département sont déclinées annuellement par la présente annexe.

Les actions que les parties souhaitent cibler et poursuivre concernent plus particulièrement le volontariat et sont les suivantes :

- ◆ Placer le chef de centre au centre du dispositif de recherche et d'animation du volontariat sur son CIS en lui allégeant ses autres tâches afin qu'il puisse se consacrer au management et à l'animation de son centre.
- ◆ Cibler les actions de prospection des volontaires sur les secteurs individualisés comme fragiles à court et moyen terme.
- ◆ Consacrer le travail ciblé mené par la cellule volontariat à destination des employeurs sur les secteurs en pénurie de volontaires ou en fragilité.
- ◆ Sensibiliser les employeurs publics et privés locaux sur l'importance du volontariat.

Parallèlement, le SDIS et le Conseil Départemental poursuivent la mise en œuvre des actions suivantes :

- ✓ la mutualisation de moyens matériels et humains à travers la convention de mutualisation conclue le 25 février 2013.
A ce titre et à partir de l'année 2020, le conseil départemental accepte de mutualiser avec le SDIS ses moyens et compétences en matière de protection des données personnelles telle que prévue par le règlement européen 2016/679 dit RGPD.
Un avenant à la convention de 2013 sera conclu en ce sens afin de préciser les modalités et conditions de mise en œuvre de cette mutualisation.

- ✓ la recherche d'économies d'échelle à travers la conclusion le 12 octobre 2012 d'une convention cadre portant groupement d'achat ayant donné lieu à la passation de marchés pour :
 - x la réalisation de travaux immobiliers,
 - x la réalisation de prestations de services (CSPS, contrôles techniques),
 - x la maintenance et l'entretien d'installations techniques,
 - x la vérification d'installations techniques (gaz, électricité),
 - x les fourniture administratives et le papier.

- ✓ la continuité du service public à travers la conclusion le 30 novembre 2007 de la convention relative à la permanence téléphonique dans le cadre de la viabilité du réseau routier départemental,
- ✓ l'accompagnement médical du cross départemental des collégiens,
- ✓ la formation aux gestes qui sauvent ou aux premiers secours des collégiens, dans la limite des capacités du service,
- ✓ l'accompagnement des actions menées par le département dans la lutte pour la démographie médicale (stages, hébergement d'internes au sein de l'école départementale, accueil des internes en stage auprès de professionnels aveyronnais afin d'élargir leur éventail de formations...) et l'accueil, toujours dans cet objectif, un jour par semaine, d'un interne en médecine générale, en partenariat avec un maître de stage et le conseil départemental, lui permettant de découvrir les fonctions de médecin sapeur-pompier. Sur une année civile c'est donc 2 internes qui seront accueillis dans ce cadre,
le Département mène les actions de communication nécessaires pour faire connaître aux internes en médecine les opportunités offertes par le SDIS en valorisant les actions mises en place.
- ✓ l'accompagnement des actions menées par le SDIS auprès des agents du Conseil Départemental pour promouvoir le volontariat,
- ✓ la formation aux gestes qui sauvent ou aux premiers secours de personnels du Département et des accueillants familiaux pour personnes âgées ou adultes handicapées,
- ✓ l'accueil physique du service d'archéologie du département sur le site de l'état-major du S.D.I.S.

Fait à Rodez, le

Fait à Rodez, le

Le Président du Conseil Départemental
de l'Aveyron

Le Président du Conseil
d'Administration du S.D.I.S. de l'Aveyron

Jean-François GALLIARD

Jean-Claude ANGLARS

EXTRAIT
du Procès-Verbal des délibérations de la
Commission Permanente du Conseil Départemental

Délibération CP/05/06/20/D/4/8

Accusé de réception en Préfecture
012-221200017-20200605-37749-AU-1-1
Reçu le 15/06/20

Déposée le 15/06/20

Publiée le

La Commission Permanente du Conseil Départemental s'est réunie le 5 juin 2020 à 10h08 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Jean-François GALLIARD, Président du Conseil Départemental.

37 Conseillers Départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Vincent ALAZARD à Monsieur Jean-Claude ANGLARS, Madame Annie BEL à Monsieur Christophe LABORIE, Madame Annie CAZARD à Monsieur Christian TIEULIE, Monsieur Camille GALIBERT à Madame Danièle VERGONNIER, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Monsieur Jean-Claude LUCHE à Madame Christine PRESNE, Monsieur Stéphane MAZARS à Madame Anne BLANC.

Absents excusés : Monsieur Jean-Dominique GONZALES.

La Commission Permanente du Conseil Départemental a immédiatement procédé à l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour de ses travaux, et après en avoir délibéré :

.....

OBJET : Régie d'avance du service de l'Aide Sociale à l'Enfance : nomination d'un régisseur titulaire et de mandataires suppléants
Régie de recettes des Musées d'Espalion, Musée du Rouergue et Musée Joseph Vaylet : nomination d'un mandataire suppléant
Régie de recettes du Musée du Rouergue, antenne de Salles-la-Source : nomination d'un mandataire suppléant
Régie de recettes des Archives Départementales

Commission des finances, de l'évaluation des politiques
départementales

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 modifiée visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

CONSIDERANT que les rapports présentés à la réunion de la Commission Permanente du 05 juin 2020 ont été adressés aux élus le 27 mai 2020 ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la commission des finances, de l'évaluation des politiques départementales, lors de sa réunion du 29 mai 2020 ;

1°- La régie d'avance du service de l'Aide Sociale à l'Enfance a été créée par arrêté du 02 juillet 1963 pour la prise en charge d'une partie des dépenses vestimentaires, d'argent de poche, de transport, de manutention et d'allocations exceptionnelles d'hébergement et d'entretien des enfants confiés au service.

APPROUVE les nominations suivantes à compter du 1^{er} juin 2020 :

- Madame Camille BEL, régisseur titulaire
- Monsieur Olivier FAURE, mandataire suppléant.
- Monsieur Didier CAUSSANEL, mandataire suppléant.
- Monsieur Sébastien GUILLEBASTRE, mandataire suppléant.
- Madame Christine CASSAN, mandataire suppléant.

2°- Par délibération du 29 janvier 2018 la Commission Permanente a fixé les modalités de fonctionnement de la régie de recettes pérenne des Musées d'Espalion (Musée du Rouergue et Musée Joseph Vaylet – Musée du Scaphandre) avec un fonctionnement annuel délimité sur la période du 10 juin au 18 octobre 2020.

APPROUVE la nomination suivante :

- Monsieur Clément CARSAC, mandataire suppléant du 10 juin au 18 octobre 2020
- Madame Jade REBIERE, mandataire suppléant du 10 juin au 18 octobre 2020

3°- La régie de recettes du Musée du Rouergue, Antenne de Salles-La-Source a été créée par arrêté n° 09-395 du 08 juillet 2009 afin d'encaisser les recettes relatives à la gestion des entrées du musée, y compris le Planétarium, et les ventes réalisées en boutique.

APPROUVE la nomination suivante :

- Madame Jade REBIERE, mandataire suppléant du 10 juin 2020 au 31 mars 2021.

4°-La régie de recettes des Archives Départementale a été créée par arrêté du 22 avril 1960

APPROUVE la nomination de Madame Evelyne STOUTAH en tant que régisseur titulaire et de Madame Catherine MAIRINIAC en tant que mandataire suppléant de la régie de recettes des Archives Départementales, à compter du 10 juin 2020.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité

- Pour : 44
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absents excusés : 2
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Conseil Départemental,

Jean-François GALLIARD

EXTRAIT
du Procès-Verbal des délibérations de la
Commission Permanente du Conseil Départemental

Délibération CP/05/06/20/D/4/9

Accusé de réception en Préfecture

012-221200017-20200605-37761-DE-1-1

Reçu le 15/06/20

Déposée le 15/06/20

Publiée le

La Commission Permanente du Conseil Départemental s'est réunie le 5 juin 2020 à 10h08 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Jean-François GALLIARD, Président du Conseil Départemental.

37 Conseillers Départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Vincent ALAZARD à Monsieur Jean-Claude ANGLARS, Madame Annie BEL à Monsieur Christophe LABORIE, Madame Annie CAZARD à Monsieur Christian TIEULIE, Monsieur Camille GALIBERT à Madame Danièle VERGONNIER, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Monsieur Jean-Claude LUCHE à Madame Christine PRESNE, Monsieur Stéphane MAZARS à Madame Anne BLANC.

Absents excusés : Monsieur Jean-Dominique GONZALES.

La Commission Permanente du Conseil Départemental a immédiatement procédé à l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour de ses travaux, et après en avoir délibéré :

OBJET : Opérations routières, immobilières et envers les collèges proposées à l'Etat au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements

Commission des finances, de l'évaluation des politiques
départementales

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 modifiée visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

CONSIDERANT que les rapports présentés à la réunion de la Commission Permanente du 05 juin 2020 ont été adressés aux élus le 27 mai 2020 ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la commission des finances, de l'évaluation des politiques départementales, lors de sa réunion du 29 mai 2020 ;

CONSIDERANT que par lettre circulaire du 11 mars 2019, la Ministre de la Cohésion des Territoires et des Relations avec les Collectivités territoriales a adressé au Préfet des instructions relatives à la dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID). Cette dotation se rapporte à des projets routiers de raccordement, de contournement et de désenclavement notamment de territoires défavorisés (perte de population et tissu économique en difficulté) ainsi qu'aux projets immobiliers selon les thématiques suivantes :

- Rénovation thermique, transition énergétique, développement des énergies renouvelables
- Mise aux normes accessibilité des équipements publics
- Projet structurant permettant d'améliorer l'accès au service public ou de renforcer la mobilité dans les territoires ruraux
- Réparation des ouvrages d'art

CONSIDERANT que le département de l'Aveyron propose à l'Etat une liste d'opérations programmées au budget 2020, et sollicite de l'Etat une participation financière pour mener à bien celles-ci ;

CONSIDERANT que ces projets répondent aux objectifs de la politique routière départementale votée les 25 mars 2016 et 23 février 2018, consistant à désenclaver le territoire aveyronnais, à améliorer la sécurité routière ainsi qu'à répondre aux besoins fonctionnels immobiliers de la collectivité, satisfaire aux obligations réglementaires et assurer la pérennité du patrimoine bâti ;

APPROUVE les opérations suivantes proposées par le département :

I. Opérations routières

- Pour le réseau structurant
 - Liaison Rodez – Causse Comtal : suite des terrassements ($\approx 5.4\text{M€ HT}$), chaussée ($\approx 3,75\text{ M€ HT}$), plantations ($\approx 0,340\text{ M€ HT}$) et équipements de sécurité ($\approx 0,200\text{ M€ HT}$) soit un total de près de 10 M€ HT ;
 - RD 911 – Virages de Rousseau – Commune de St Léons : suite des terrassements ($\approx 0,8\text{ M€ HT}$) et chaussée ($\approx 0,760\text{ M€ HT}$) ;
- Pour le réseau secondaire
 - RD 29 – commune d'Onet le Château et Ste Radegonde + démolition des vieux ponts de la Roquette – réparation de l'entonnoir du pont sur le bief et construction d'un ouvrage de décharge (420 K€ HT) – opération rendue nécessaire par le Plan de Prévention des Risques Inondation Aveyron-Auterne ;
 - RD 45 – commune de Palmas d'Aveyron – réparation et renforcement de la structure de l'ouvrage pour permettre la mise en place d'une passerelle pour les piétons dans l'agglomération de Coussergues (300 K€ HT) ;
 - RD 25 – aménagement sur deux kilomètres au droit de la commune Salmiech (400 K€ HT en 2020 et 400 K€ HT en 2021) ;
 - RD 58 – Liaison Crespin / Naucelle sur ces deux communes (200 K€ HT en 2020) ;

- RD 510 – commune de Villefranche de Panat – « déviation » de la Besse en desserte d'Ayssenes dont l'accès sud est limité en tonnage (12T) par un pont suspendu sur le Tarn (Verdalle) (210 K€ HT) ;
- RD 554 – Laval Roquecezière – accès au village enclavé de la Verdolle (120 K€ HT) ;
- RD 573 – accès au Fel depuis la RD 920 (Entraygues – Montsalvy) : aménagement de la principale desserte du village (150 K€ HT en 2020 et 450 K€ HT en 2020) ;

II. Opérations immobilières et envers les Collèges

- Projet structurant permettant d'améliorer l'accès au service public ou de renforcer la mobilité dans les territoires ruraux :
 - Construction d'un collège sur le Larzac à la Cavalerie (11.7 M€ HT), avec une première tranche de 3 M€ en 2020 ;
 - Réaménagement du centre administratif Foch à Rodez (600 K€ HT) ;
- Rénovation thermique, transition énergétique, développement des énergies renouvelables :
 - Rénovation de la chaufferie SARRUS à Rodez – Remplacement de la chaudière gaz (500 K€ HT) ;
 - Rénovation de la chaufferie du collège Fabre (420 K€ HT) ;
 - Remplacement des menuiseries extérieures – 2^{ème} Tranche – au collège Jean Amans de Pont-de-Salars (180 K€ HT) ;
- Mise aux normes accessibilité des équipements publics :
 - Rénovation des sanitaires extérieurs et construction d'un préau au collège Marcel Aymard, site Moulin, à Millau (600 K€ HT).

<p><u>Sens des votes</u> : Adoptée à l'unanimité</p>
--

- | |
|--|
| <p>- Pour : 44</p> <p>- Abstention : 0</p> <p>- Contre : 0</p> <p>- Absents excusés : 2</p> <p>- Ne prend pas part au vote : 0</p> |
|--|

Le Président du Conseil Départemental,

EXTRAIT
du Procès-Verbal des délibérations de la
Commission Permanente du Conseil Départemental

Délibération CP/05/06/20/D/5/10

Accusé de réception en Préfecture

012-221200017-20200605-37464-DE-1-1

Reçu le 15/06/20

Déposée le 15/06/20

Publiée le

La Commission Permanente du Conseil Départemental s'est réunie le 5 juin 2020 à 10h08 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Jean-François GALLIARD, Président du Conseil Départemental.

37 Conseillers Départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Vincent ALAZARD à Monsieur Jean-Claude ANGLARS, Madame Annie BEL à Monsieur Christophe LABORIE, Madame Annie CAZARD à Monsieur Christian TIEULIE, Monsieur Camille GALIBERT à Madame Danièle VERGONNIER, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Monsieur Jean-Claude LUCHE à Madame Christine PRESNE, Monsieur Stéphane MAZARS à Madame Anne BLANC.

Absents excusés : Monsieur Jean-Dominique GONZALES.

La Commission Permanente du Conseil Départemental a immédiatement procédé à l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour de ses travaux, et après en avoir délibéré :

OBJET : PPBE - 3^e échéance

Commission des routes et du développement numérique

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 modifiée visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

CONSIDERANT que les rapports présentés à la réunion de la Commission Permanente du 05 juin 2020 ont été adressés aux élus le 27 mai 2020 ;

CONSIDERANT l'avis de la commission des routes et du développement numérique, lors de sa réunion du 29 mai 2020 ;

CONSIDERANT la délibération de la Commission Permanente du 30 septembre 2019 approuvant le projet de Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) 3^{ème} échéance, des grandes infrastructures de transports terrestres du Conseil départemental de l'Aveyron et notamment son programme d'action ;

CONSIDERANT que le projet de PPBE a été ensuite mis à la disposition du public pendant deux (2) mois, du 4 novembre 2019 au 03 janvier 2020 inclus, conformément à l'article R 572-9 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que pendant la durée de consultation, aucune remarque n'a été formulée sur le registre mis à la disposition du public ;

APPROUVE le document final du PPBE 3^{ème} échéance, ci-annexé qui sera ensuite arrêté par l'autorité compétente.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité

- Pour : 44
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absents excusés : 2
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Conseil Départemental,

Jean-François GALLIARD

Voies	Communes Section	Longueur (km)	Nombre d'habitant potentiellement exposés		Derniers comptages	Mesures in situ		Conclusions du diagnostic	Classement enjeu
			> 68 Lden	> 62 Ln		Niveaux de bruit mesurés sur site en dB(A) pour un 1er étage			
						Lden	Ln		
RD212E	RODEZ - OLEMP La mouline : du giratoire de la Mouline à l'échangeur d'Olemps	1.381	130	64	9259	67	55	Constat de dépassement des valeurs seuils en Lden en rez-de-chaussée uniquement. Amélioration de la situation sonore par l'optimisation du revêtement de chaussée (enrobé phonique) lors de son renouvellement.	moyen
RD888	LUC-LA PRIMAUBE – OLEMP du Giratoire du Lachet au Giratoire de Naujac	2.827	472	315	17225			Revêtement de chaussée du Giratoire du Lachet et du Giratoire de Naujac réalisé en 2016. Renouvellement de la couche de roulement en béton bitumineux (enrobé phonique) entre le Lachet et Naujac en 2023.	faible
	LUC-LA PRIMAUBE du Giratoire de Naujac au Giratoire de l'Etoile	0.811			18169			Traverse de La Primaube réaménagée côté Rodez en 2004 (giratoire). Amélioration de la situation sonore par l'optimisation du revêtement de chaussée (enrobé phonique) lors de son renouvellement.	
	LUC-LA PRIMAUBE du Giratoire de l'Etoile à la limite d'agglomération de La Primaube (côté Les Molinières)	0.833			12980	66	55	Revêtement de chaussée (enrobé phonique) et traverse de La Primaube côté Albi réaménagée en 2012. Revêtement du giratoire de l'étoile réalisé en 2016.	
RD840	RODEZ du carrefour avec l'avenue du Maréchal Joffre au giratoire de Calcomier	1.7	197	82	17386	65	56	Création avenue Roland Boscary Monsservin entre le giratoire de la Gineste et Bourran. Pas de constat de dépassement de valeurs seuil en façade d'habitation par la mesure sur site. Renouvellement de la couche de roulement en enrobé phonique en 2018	faible
	RODEZ - ONET LE CHÂTEAU du giratoire de Calcomier au giratoire de Pisserate	2.15			10798			Pas d'impact sur les populations. Renouvellement de la couche de roulement en béton bitumineux en 2018 entre les giratoires de Calcomier et Pisserate (y compris giratoire de Calcomier)	sans enjeu
	ONET LE CHÂTEAU - SALLES LA SOURCE du giratoire de Pisserate au PR 12+300 (carrefour avec la RD626 Balsac)	7.447			7876			Pas d'impact sur les populations. Création d'un créneau de dépassement entre Aéroport en RD 626 en 2006 Amélioration de la situation sonore par l'optimisation du revêtement de chaussée (enrobé phonique) lors de son renouvellement.	
RD994	RODEZ Avenue de Bordeaux	0.627	348	221	8293	67	58	Pas de constat de dépassement de valeurs seuil en façade d'habitation par la mesure sur site. Amélioration de la situation sonore par l'optimisation du revêtement de chaussée (enrobé phonique) lors de son renouvellement.	faible
	RODEZ DRUELLE du giratoire de Calcomier à Rodez au giratoire du Bouldou à Druelle (PR 55+800)	3.046			7164			Très faible nombre potentiel de personne impactée. Création du giratoire du Boudou en 2009	sans enjeu
RD901	RODEZ (Avenue de Vabres) du giratoire des Moutiers à l'avenue du Maréchal Joffre	0.489	44	3	11918	70	61	Dépassement confirmés par la mesure mais un seul bâtiment impactés sur carrefour. Amélioration de la situation sonore par l'optimisation du revêtement de chaussée (enrobé phonique) lors de son renouvellement.	faible
RD904	SEBAZAC - CONCOURES (Avenue Tabardel) du giratoire du Tremblant au giratoire avec la RD 68	1.129	28	7	7802	64	53	Pas de constat par la mesure de dépassement de valeurs seuil en façade d'habitation. Renouvellement de la couche de roulement Giratoire du Tremblant en 2019 Amélioration de la situation sonore par l'optimisation du revêtement de chaussée (enrobé phonique) lors de son renouvellement.	faible
RD988	ONET LE CHÂTEAU -SEBAZAC-CONCOURES du giratoire de St Marc au giratoire de l'Estreniol	1.895	125	32	23920			Très faible nombre potentiel de personne impactée. Section traitée dans de cadre de l'aménagement Rodez - Causse-Comtal	sans enjeu
	SEBAZAC-CONCOURES - ONET LE CHÂTEAU - LA LOUBIERE du giratoire de l'Estreniol au giratoire de Lioujas	2.23			12458	58	43	Pas de constat par la mesure de dépassement de valeurs seuil en façade d'habitation. Section traitée dans de cadre de l'aménagement Rodez - Causse-Comtal	
	LA LOUBIERE du giratoire de Lioujas à la sortie nord de Lioujas	2.28			9292	70	60	La mesure in situ confirme le dépassement de valeur seuil en façade d'habitation. Section traitée dans de cadre de l'aménagement de la liaison Rodez - Causse-Comtal. Amélioration de la situation sonore par l'optimisation du revêtement de chaussée (enrobé phonique) lors de son renouvellement.	moyen
	LA LOUBIERE - MONTROZIER - BOZOULS de la sortie nord de Lioujas à l'entrée de Bozouls	9.61			9292			Pas d'impact sur les populations Section en partie traitée avec la déviation de Curlande et l'aménagement de la liaison Rodez - Causse-Comtal	sans enjeu
	BOZOULS de la limite sud de l'agglomération au carrefour de La Rotonde	1.072			9292			Traverse de Bozouls réaménagée en 2002 (îlot central). Renouvellement de la couche de roulement en enrobé phonique en 2019	sans enjeu
RD920	BOZOULS du carrefour de La Rotonde à la limite nord de l'agglomération de Bozouls	0.613	710	565	8151			Très faible nombre potentiel de personne impactée. Giratoire des Calsades et passage inférieur pour piéton achevé novembre 2010. Amélioration de la situation sonore par l'optimisation du revêtement de chaussée (enrobé phonique) lors de son renouvellement.	sans enjeu
	ESPALION de la limite sud de l'agglomération d'Espalion au carrefour avec la RD 921	1.314			4861			Création de la déviation d'Espalion mise en service en décembre 2018 : report du trafic de transit de poids lourds hors du centre-ville et suppression de nuisances. La trafic routier est désormais inférieur à 5000 véh./jours dans la côte de la Saliège. La mesure in situ confirme le dépassement de valeur seuil en façade d'habitation.	
RD840	ST CHRISTOPHE du PR 21+300 à la limite nord de l'agglomération de Saint Christophe (PR 22+ 1 00)	0.795	38	30	9975	70	62	Amélioration de la situation sonore par l'optimisation du revêtement de chaussée (enrobé phonique) lors de son renouvellement (prévu en 2020 après la réalisation de travaux sur réseaux par la Mairie.).	fort
	DECAZEVILLE du giratoire de Fontvergnès au giratoire de la Vitarelle à Decazeville	1.515	59	4	9641			Peu d'impact sur les populations. Renouvellement couche de roulement du Giratoire de Jean Jaures en 2018	sans enjeu
D41	MILLAU du giratoire des Martyrs de la Résistance au giratoire boulevard Jean Gabriac - avenue de Calès à Millau	0.948	128	39	9480	68	58	La mesure in situ confirme le dépassement de valeur seuil en façade d'habitation. Renouvellement de la couche de roulement (enrobé phonique) prévue en 2019 du giratoire de Calès au passage à niveau	moyen
RD809	MILLAU (avenue J. Jaures) du giratoire de Belluges au giratoire du stade de Millau	1.05	544	427	12029	67	57	Pas de constat par la mesure de dépassement de valeurs seuil en façade d'habitation mais niveaux sonores élevés. Amélioration de la situation sonore par l'optimisation du revêtement de chaussée (enrobé phonique) lors de son renouvellement.	faible
	MILLAU (bd Emile Lauret) du giratoire du stade de Millau au giratoire du Larzac	2.369			6742			Section aménagée en boulevard urbain avec couche de roulement en enrobé en 2018 en enrobé phonique . Une seconde tranche en prévue en 2022. Peu d'impact sur les populations.	sans enjeu
RD992	MILLAU du giratoire du Larzac au Giratoire de Creissels	1.134	110	71	7849			Peu d'impact sur les populations. Un seul bâtiment potentiellement impacté.	sans enjeu
	CREISSELS du Giratoire de Creissels au l'entrée sud de Creissels	2.653			7492			Renouvellement de la couche de roulement en enrobé phonique en 2019	
RD999	ST AFFRIQUE de la limite de la zone 70 à l'entrée de Saint Affrique, côté Millau, au carrefour boulevard Emile Borel- rue Emile Cartailac	1.894	691	223	5198	65	55	Pas de constat par la mesure de dépassement de valeurs seuil en façade d'habitation. Renouvellement de la couche de roulement en enrobé en 2012. Une nouvelle section est prévue en 2022 (RD 999-225) en enrobé phonique	faible
	ST AFFRIQUE – VABRES L'ABBAYE du giratoire boulevard de Verdun - boulevard Aristide Briand dans Saint Affrique au giratoire de l'entrée de Vabres l'Abbave	3.131			9424			Un seul bâtiment à vocation commercial potentiellement impacté. Renouvellement de la couche de roulement en béton bitumineux en 2017 (Giratoire du Bourguet - Gendarmerie)	sans enjeu
RD911	VILLEFRANCHE DE ROUEGUE (route de Montauban) du giratoire de Laurière au giratoire avenue de Quercy - avenue de Toulouse	1.971	190	59	8663			Faible nombre de bâtiments épars potentiellement impactés. Réalisation d'un giratoire et de la couche de roulement en enrobé en 2013	faible
RD24 / RD911	VILLEFRANCHE DE ROUEGUE (boulevard de Haute Guyenne et place Jean Jaurès) (boulevard Charles de Gaulle, promenade du Guiraudet, Pont National, place de la République, rue Raymond St Gilles)	0.799	94	24	7735	64	53	Pas de constat par la mesure de dépassement de valeurs seuil en façade d'habitation. Couche de roulement refaite en 2010.	faible
RD922	VILLEFRANCHE DE ROUEGUE de l'échangeur de Saint Rémy (RD 1) au giratoire avec la route Haute de Farrou	0.974	85	10	7214			Très très faible nombre de bâtiment potentiellement impacté	sans enjeu
	ST RÉMY (quai de l'Hôpital, quai de la Sénéchaussée) du carrefour avec la promenade du Guiraudet au carrefour avec la rue Jean Antoine de Colombières	0.445			7214			148 Très très faible nombre de bâtiment potentiellement impacté	

EXTRAIT
du Procès-Verbal des délibérations de la
Commission Permanente du Conseil Départemental

Délibération CP/05/06/20/D/5/11

Accusé de réception en Préfecture

012-221200017-20200605-37458-DE-1-1

Reçu le 15/06/20

Déposée le 15/06/20

Publiée le

La Commission Permanente du Conseil Départemental s'est réunie le 5 juin 2020 à 10h08 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Jean-François GALLIARD, Président du Conseil Départemental.

37 Conseillers Départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Vincent ALAZARD à Monsieur Jean-Claude ANGLARS, Madame Annie BEL à Monsieur Christophe LABORIE, Madame Annie CAZARD à Monsieur Christian TIEULIE, Monsieur Camille GALIBERT à Madame Danièle VERGONNIER, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Monsieur Jean-Claude LUCHE à Madame Christine PRESNE, Monsieur Stéphane MAZARS à Madame Anne BLANC.

Absents excusés : Monsieur Jean-Dominique GONZALES.

La Commission Permanente du Conseil Départemental a immédiatement procédé à l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour de ses travaux, et après en avoir délibéré :

OBJET : Route Départementale 911 - Bois de Tries

Commission des routes et du développement numérique

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 modifiée visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

CONSIDERANT que les rapports présentés à la réunion de la Commission Permanente du 05 juin 2020 ont été adressés aux élus le 27 mai 2020 ;

CONSIDERANT l'avis favorable ~~de la~~ commission des routes et du développement numérique, lors de sa réunion du 29 mai 2020 ;

CONSIDERANT que l'étude proposée s'inscrit dans l'aménagement de la Route Départementale N°911 itinéraire de classe B qui assure la liaison entre RODEZ et MILLAU ;

CONSIDERANT que cette section de route est accidentogène avec des virages très prononcés et un profil en long du tracé actuel avec une pente de 9% qui est très pénalisante pour les poids lourds ;

CONSIDERANT que pendant la période hivernale, les poids lourds sont en difficultés pour monter cette rampe ;

DECIDE, afin de pallier à ces difficultés, d'aménager cette section de route sur une longueur de 2300 m, dont le coût prévisionnel de l'opération est estimé à, avec les caractéristiques suivantes :

- améliorer le profil en long de la route avec une pente inférieure à 7%,
- réaliser un créneau de dépassement dans le sens Millau -> Pont de Salars sur une longueur de 900m,
- améliorer les rayons des différents virages en tracé en plan avec un rayon minimum de 240 mètres conformément à l'ARP,
- sécuriser le carrefour existant du Bois de Tries en le décalant de 250 mètres côté Pont de Salars,
- sécuriser le carrefour existant de la voie communale de Mas de Guiral en le décalant de 300 mètres côté Millau,
- remplacer l'ouvrage hydraulique du ruisseau de Bouteille sur une longueur de 30 mètres ;

APPROUVE l'avant-projet d'aménagement de la RD 911, itinéraire de classe B assurant la liaison entre RODEZ et MILLAU dont le coût prévisionnel est estimé à 3 M€ TTC ;

PRECISE qu'une attention particulière sera portée pour veiller à une bonne intégration paysagère de cet aménagement ;

AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental à lancer l'ensemble des procédures nécessaires à l'obtention des acquisitions foncières.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité

- Pour : 44
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absents excusés : 2
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Conseil Départemental,

Jean-François GALLIARD

PLAN DE SITUATION

- R.D. N°911 Pr 27.950 à 30.000 -
"BOIS DE TRIES"



EXTRAIT
du Procès-Verbal des délibérations de la
Commission Permanente du Conseil Départemental

Délibération CP/05/06/20/D/5/12

Accusé de réception en Préfecture

012-221200017-20200605-37461-DE-1-1

Reçu le 15/06/20

Déposée le 15/06/20

Publiée le

La Commission Permanente du Conseil Départemental s'est réunie le 5 juin 2020 à 10h08 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Jean-François GALLIARD, Président du Conseil Départemental.

37 Conseillers Départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Vincent ALAZARD à Monsieur Jean-Claude ANGLARS, Madame Annie BEL à Monsieur Christophe LABORIE, Madame Annie CAZARD à Monsieur Christian TIEULIE, Monsieur Camille GALIBERT à Madame Danièle VERGONNIER, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Monsieur Jean-Claude LUCHE à Madame Christine PRESNE, Monsieur Stéphane MAZARS à Madame Anne BLANC.

Absents excusés : Monsieur Jean-Dominique GONZALES.

La Commission Permanente du Conseil Départemental a immédiatement procédé à l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour de ses travaux, et après en avoir délibéré :

OBJET : Route Départementale 911 - Baraque de Vors - Marengo

Commission des routes et du développement numérique

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 modifiée visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

CONSIDERANT que les rapports présentés à la réunion de la Commission Permanente du 05 juin 2020 ont été adressés aux élus le 27 mai 2020 ;

CONSIDERANT l'avis de la commission des routes et du développement numérique, lors de sa réunion du 29 mai 2020 ;

CONSIDERANT que l'étude proposée s'inscrit dans l'aménagement de la Route Départementale N°911, itinéraire de classe B, qui assure la liaison entre RODEZ et VILLEFRANCHE DE ROUERGUE. Le trafic, en 2018, s'élève à 4 553 véhicules/jour, dont 458 poids lourds ;

CONSIDERANT qu'avec la mise en service de la RN88 à 2x2 voies, le Conseil départemental a souhaité aménager l'arrivée de la RD911 sur l'échangeur de Marengo depuis Rieupeyroux ;

CONSIDERANT que cet aménagement, d'une longueur de 1700 mètres, sera réalisé avec les caractéristiques suivantes :

- Ecrêtement de 2 dos d'âne existants,
- Reprise du rayon du virage côté Rieupeyroux en tracé en plan en passant de 170 mètres à 320 mètres, conformément à l'ARP,
- sécuriser le carrefour existant de la RD546 desservant Boussac ;

APPROUVE l'avant- projet d'aménagement de la Route Départementale N°911 itinéraire de classe B assurant la liaison entre RODEZ et VILLEFRANCHE, dont le coût prévisionnel est estimé à 1,2 M€ TTC ;

PRECISE qu'une attention particulière sera portée pour veiller à une bonne intégration paysagère de cet aménagement ;

AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental à lancer l'ensemble des procédures nécessaires à l'obtention des acquisitions foncières.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité

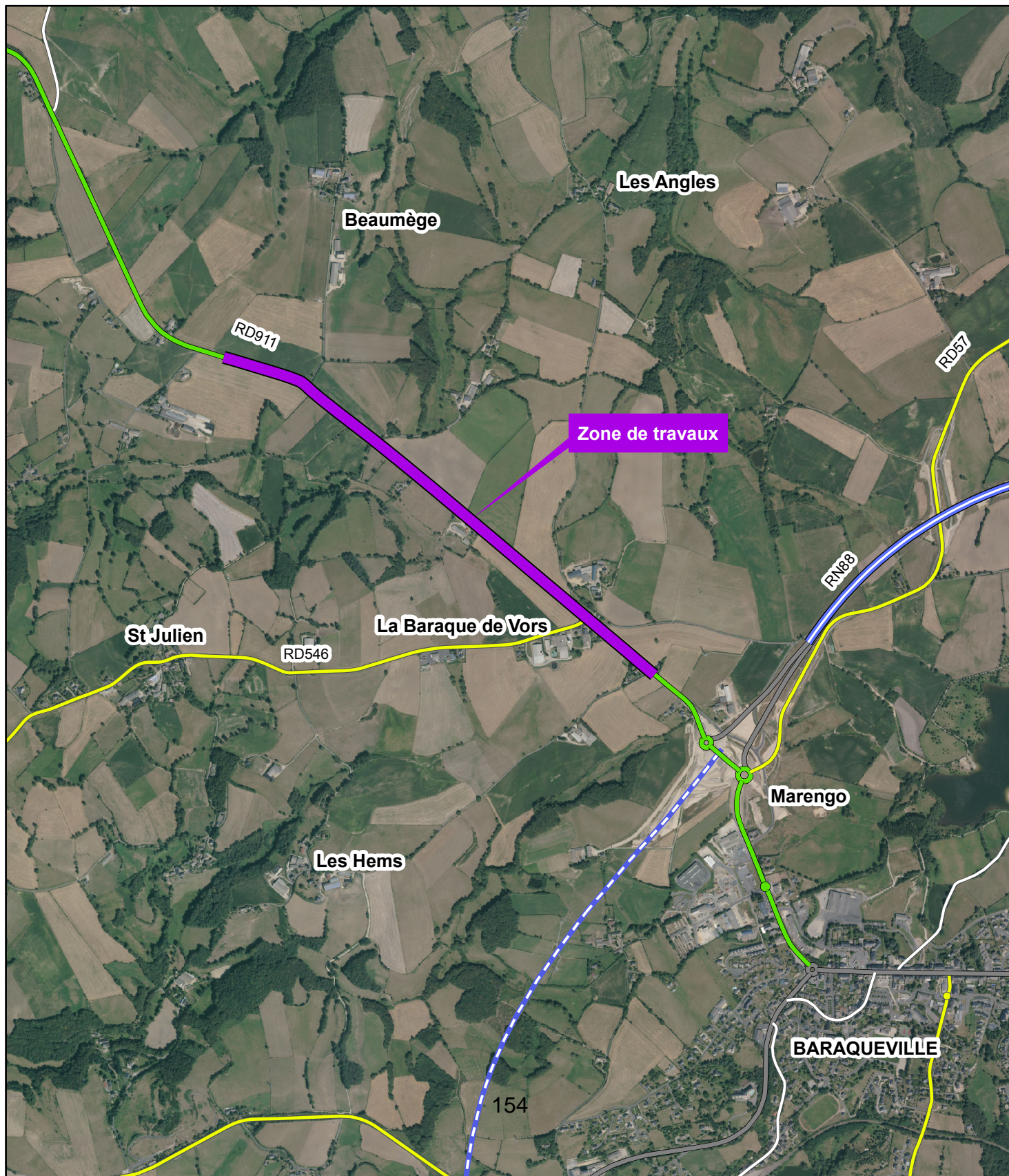
- Pour : 44
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absents excusés : 2
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Conseil Départemental,

Jean-François GALLIARD

PLAN DE SITUATION

- R.D. N°911 Pr 64.100 à 66.200 -
Baraque de Vors



EXTRAIT
du Procès-Verbal des délibérations de la
Commission Permanente du Conseil Départemental

Délibération CP/05/06/20/D/5/13

Accusé de réception en Préfecture

012-221200017-20200605-37469-DE-1-1

Reçu le 15/06/20

Déposée le 15/06/20

Publiée le

La Commission Permanente du Conseil Départemental s'est réunie le 5 juin 2020 à 10h08 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Jean-François GALLIARD, Président du Conseil Départemental.

37 Conseillers Départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Vincent ALAZARD à Monsieur Jean-Claude ANGLARS, Madame Annie BEL à Monsieur Christophe LABORIE, Madame Annie CAZARD à Monsieur Christian TIEULIE, Monsieur Camille GALIBERT à Madame Danièle VERGONNIER, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Monsieur Jean-Claude LUCHE à Madame Christine PRESNE, Monsieur Stéphane MAZARS à Madame Anne BLANC.

Absents excusés : Monsieur Jean-Dominique GONZALES.

La Commission Permanente du Conseil Départemental a immédiatement procédé à l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour de ses travaux, et après en avoir délibéré :

OBJET : Route Départementale 95 - Côte de Saint Martin-de-Lenne (2ème tranche)

Commission des routes et du développement numérique

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 modifiée visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

CONSIDERANT que les rapports présentés à la réunion de la Commission Permanente du 05 juin 2020 ont été adressés aux élus le 27 mai 2020 ;

CONSIDERANT l'avis favorable ~~de~~ **de** la commission des routes et du développement numérique, lors de sa réunion du 29 mai 2020 ;

CONSIDERANT que la route départementale 95, itinéraire de classe C, constitue la liaison entre Saint Geniez d'Olt et l'A75 via Campagnac, et la RN88 via Laissac. Le recensement de circulation en 2016, sur cette route est de 2000 véhicules par jour (dont 150 PL, Oct 2017) ;

CONSIDERANT que cette route située entre Saint Martin de Lenne et Saint Geniez d'Olt est créée en flanc de montagne, très sinueuse et avec une forte déclivité ;

CONSIDERANT qu'une première tranche a été réalisée entre septembre 2017 et juillet 2018, sur la partie basse entre Saint Geniez d'Olt et le carrefour de Vacayssiols. Les travaux, d'un montant de 2,5 M€ ont consisté à calibrer et rectifier la RD 95 sur une longueur de 2 km et à aménager l'entrée de Saint Geniez d'Olt jusqu'au pont sur l'Auronne ;

CONSIDERANT que le Conseil départemental a décidé d'aménager la section haute entre le carrefour de Vacayssiols et Saint Martin de Lenne ;

CONSIDERANT que le projet consiste à rectifier et calibrer la chaussée sur une longueur de 2 km avec les caractéristiques suivantes :

- créer deux alignements droits compris entre 350 et 450 ml pour permettre le dépassement des véhicules lents,
- améliorer et harmoniser les rayons des virages, dont certains sont très serrés,
- créer des accotements stabilisés, d'une largeur de 1,25 à 2,00 m de large, en rive de chaussée,
- mettre en place des dispositifs de sécurité afin d'éviter les risques de chutes,
- réaliser une couche de roulement dans le but de résoudre les problèmes d'adhérence actuels ;

EMET un avis favorable sur cette opération dont le coût prévisionnel est estimé à 2,2 M € TTC ;

PRECISE qu'une attention particulière sera portée pour veiller à une bonne intégration paysagère de cet aménagement.

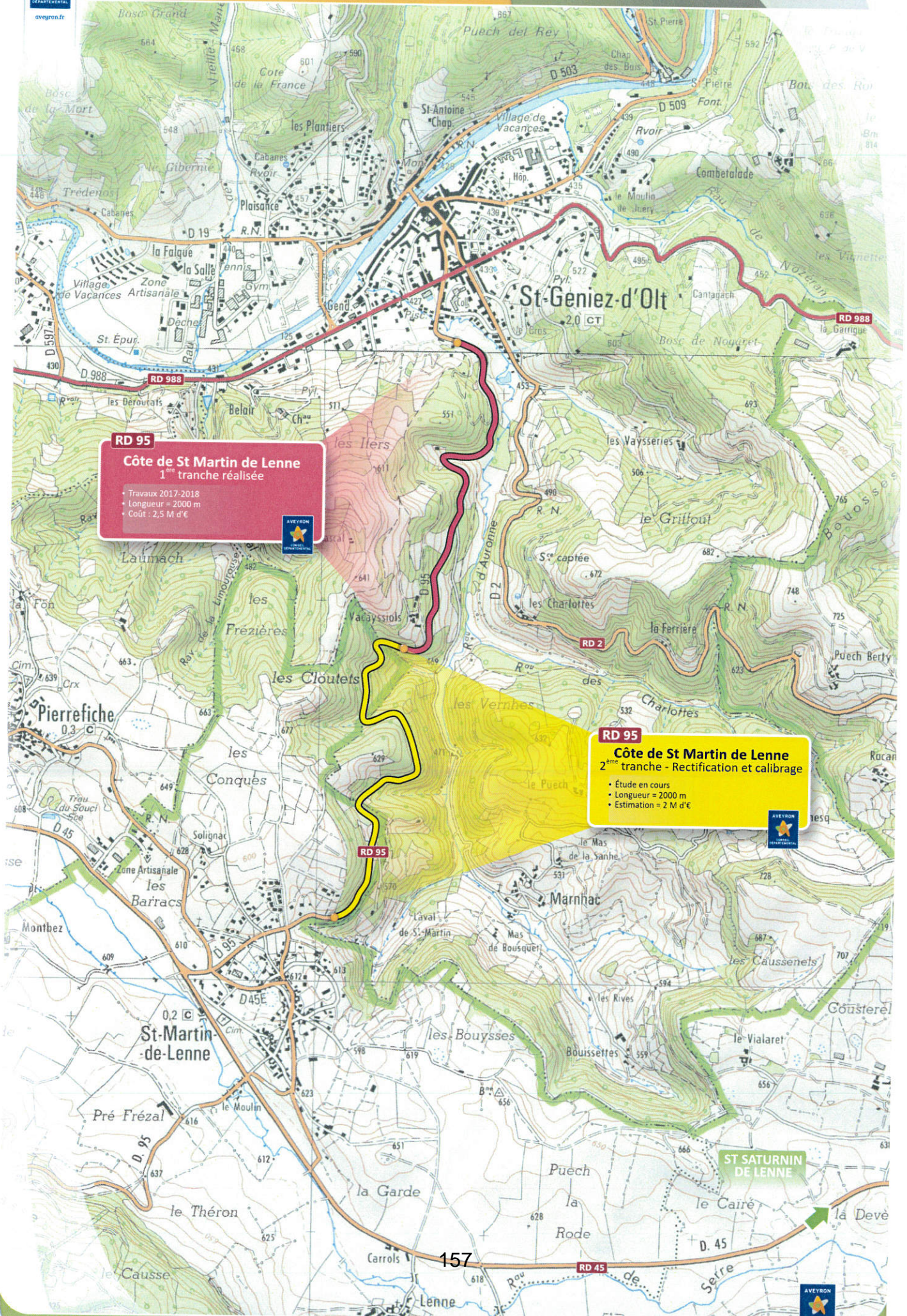
AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental à lancer l'ensemble des procédures administratives et des négociations foncières.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité

- Pour : 44
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absents excusés : 2
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Conseil Départemental,

Jean-François GALLIARD



RD 95
Côte de St Martin de Lenne
1^{re} tranche réalisée

- Travaux 2017-2018
- Longueur = 2000 m
- Coût : 2,5 M d'€

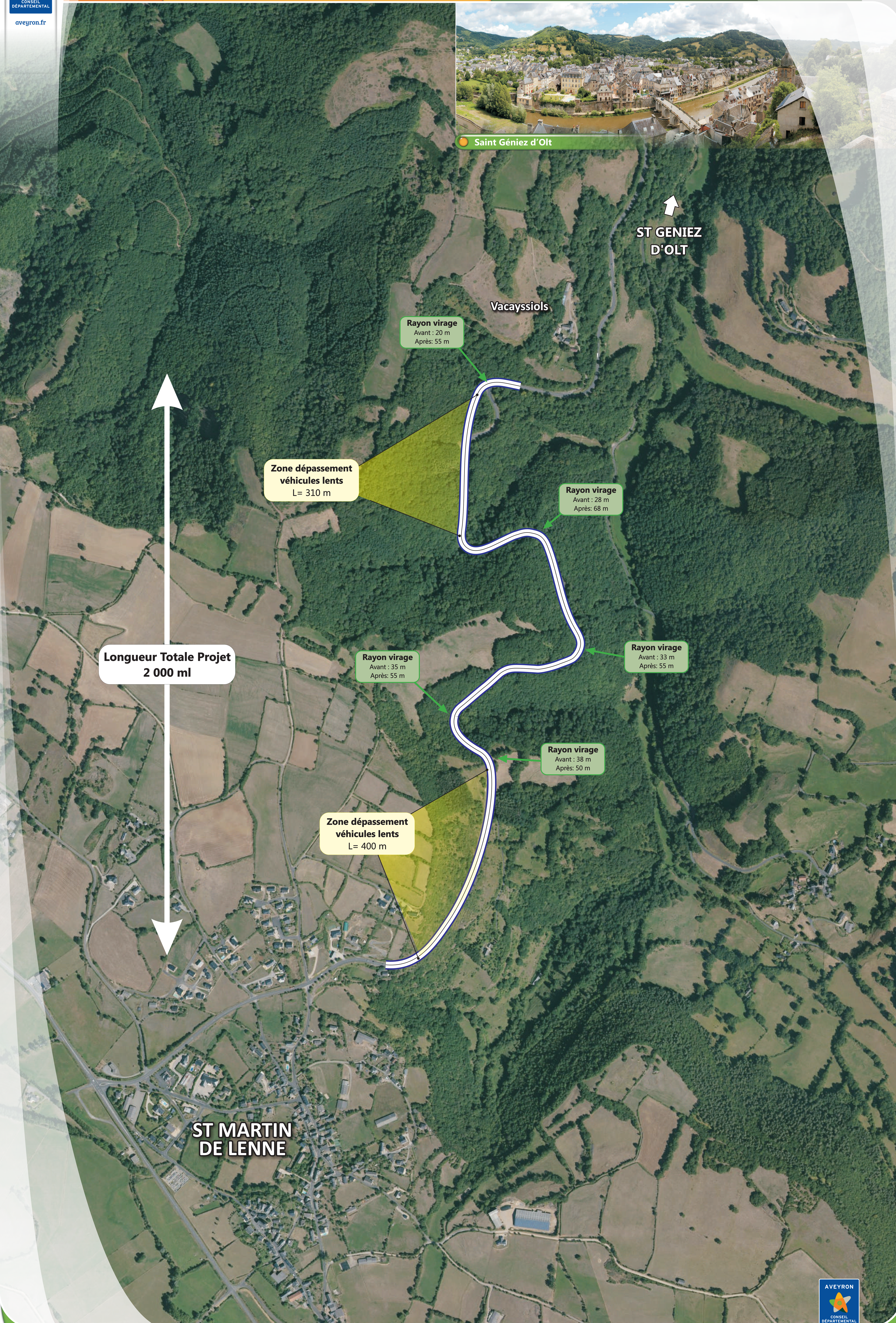
RD 95
Côte de St Martin de Lenne
2^{ème} tranche - Rectification et calibrage

- Etude en cours
- Longueur = 2000 m
- Estimation = 2 M d'€

RD 95 Côte de St Martin de Lenne 2° Tranche



Saint-Génézie-d'Olt



Longueur Totale Projet
2 000 ml

Zone dépassement
véhicules lents
L= 310 m

Zone dépassement
véhicules lents
L= 400 m

Rayon virage
Avant : 20 m
Après : 55 m

Rayon virage
Avant : 28 m
Après : 68 m

Rayon virage
Avant : 33 m
Après : 55 m

Rayon virage
Avant : 35 m
Après : 55 m

Rayon virage
Avant : 38 m
Après : 50 m

ST MARTIN
DE LENNE

ST GENIEZ
D'OLT

Vacayssiols

EXTRAIT
du Procès-Verbal des délibérations de la
Commission Permanente du Conseil Départemental

Délibération CP/05/06/20/D/5/14

Accusé de réception en Préfecture

012-221200017-20200605-37710-DE-1-1

Reçu le 15/06/20

Déposée le 15/06/20

Publiée le

La Commission Permanente du Conseil Départemental s'est réunie le 5 juin 2020 à 10h08 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Jean-François GALLIARD, Président du Conseil Départemental.

36 Conseillers Départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Vincent ALAZARD à Monsieur Jean-Claude ANGLARS, Madame Annie BEL à Monsieur Christophe LABORIE, Madame Annie CAZARD à Monsieur Christian TIEULIE, Monsieur Camille GALIBERT à Madame Danièle VERGONNIER, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Monsieur Jean-Claude LUCHE à Madame Christine PRESNE, Monsieur Stéphane MAZARS à Madame Anne BLANC.

Absents excusés : Monsieur Jean-Dominique GONZALES, Madame Sarah VIDAL.

La Commission Permanente du Conseil Départemental a immédiatement procédé à l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour de ses travaux, et après en avoir délibéré :

OBJET : Partenariat - Aménagement des routes départementales

Commission des routes et du développement numérique

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 modifiée visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

CONSIDERANT que les rapports présentés à la réunion de la Commission Permanente du 05 juin 2020 ont été adressés aux élus le 27 mai 2020 ;

CONSIDERANT l'avis de la commission des routes et du développement numérique, lors de sa réunion du 29 mai 2020 ;

DONNE SON ACCORD aux projets de partenariats ci-après :

1 – Programme « RD en traverse »

➤ **Commune de Flavin (Canton Nord Levézou)**

Dans le cadre d'un groupement de commande, le Département de l'Aveyron assure la maîtrise d'ouvrage des travaux d'aménagement d'un carrefour giratoire entre les routes départementales n° 911, l'avenue du 11 novembre et la future voie d'accès au pôle médical située à l'entrée de l'agglomération de Flavin (côté La Primaube).

Par convention en date du 20 mai 2019 le coût estimatif des travaux avait été estimé à 519 645 € Hors Taxes, soit 623 574 € TTC.

En application des règles du programme départemental «opérations diverses – Les carrefours nouveaux - commune demandeur», le plan de financement suivant avait été défini :

Département de l'Aveyron	221 961, 50 €
Commune de Flavin	401 612,50 €

Après résultat d'appel d'offres le coût des travaux s'élève à 478 234,25 € hors taxes soit 573 881,10 € TTC qui induit le plan de financement suivant :

Département de l'Aveyron	213 211,47 €
Commune de Flavin	360 669,63 €

Il convient de rappeler que, dans le cadre de ce chantier, le Département va réaliser des travaux de renouvellement de la chaussée de la route départementale n° 911 en prolongement de ce carrefour pour un montant de 232 690,80 € TTC. Cette charge incombe au Département de l'Aveyron.

➤ **Commune du Truel (Canton Raspes et Levézou)**

La commune du Truel assure la maîtrise d'ouvrage des travaux d'aménagement de la route départementale n° 31 sur une longueur de 660 ml dans l'agglomération du Truel.

Le coût des travaux routiers subventionnables s'élève à 569 873,16 € HT. En application des règles du programme « RD en traverse », la participation départementale s'établit à 92 400 €.

Une convention définira les modalités d'intervention entre les deux collectivités.

➤ **Commune de Rignac (Canton Enne et Alzou)**

La commune de Rignac assure la maîtrise d'ouvrage des travaux d'aménagement des routes départementales n° 997 et 43 sur une longueur de 1 200 ml dans l'agglomération de Rignac.

Le coût des travaux routiers subventionnables s'élève 907 329,50 € HT. En application des règles du programme « RD en traverse », la participation départementale s'établit à 168 000 €.

Une convention définira les modalités d'intervention entre les deux collectivités.

➤ **Commune de Capdenac-Gare (Canton Lot et Montbazinois)**

La Communauté de Communes du Grand Figeac a assuré la maîtrise d'ouvrage des travaux d'aménagement des abords de la route départementale n° 994 sur une longueur de 1000 ml dans l'agglomération de Capdenac-Gare.

Le coût des travaux routiers subventionnables s'élève à 454 507,50 € HT. En application des règles du programme « RD en traverse », la participation départementale s'établit à 40 000 €. Les travaux sont réalisés. Il convient de rappeler que le Conseil départemental a réalisé la réfection de la couche de roulement pour un montant de 255 000 €.

Une convention définira les modalités d'intervention entre les deux collectivités.

➤ **Commune d'Argences en Aubrac (Canton Aubrac et Carladez)**

Le Département de l'Aveyron assure la maîtrise d'ouvrage des travaux d'aménagement du carrefour entre les routes départementales n° 921 et 49 dans l'agglomération de Lacalm et la commune d'Argences en Aubrac assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération cœur de village sur le bourg de Lacalm.

Dans le cadre de ces opérations, il est nécessaire d'acquérir un bâtiment. Cet achat permettra d'assurer la sécurité des usagers en permettant une meilleure giration des véhicules notamment agricoles.

Le coût de cette acquisition s'élève à 33 000 €. En application des règles du programme « RD en traverse », le plan de financement suivant sera mis en œuvre :

Département de l'Aveyron	16 500 €
Commune d'Argences en Aubrac	16 500 €

Une convention définira les modalités d'intervention entre les deux collectivités.

➤ **Commune de Rivière-sur-Tarn (Canton Tarn et Causses)**

La communauté de communes Millau Grands Causses assure la maîtrise d'ouvrage d'aménagement de la route départementale n° 190 sur une longueur de 350 ml dans l'agglomération de Fontaneilles commune de Rivière sur Tarn.

Le coût des travaux routiers subventionnables s'élève 112 258,10 € HT. En application des règles du programme « RD en traverse », la participation départementale s'établit à 49 000 €. Une convention définira les modalités d'intervention entre les deux collectivités.

➤ **Commune de Salles-la-Source (Canton Vallon)**

La commune de Salles-la-Source souhaite débiter rapidement les travaux de sécurisation de la route départementale n° 901 dans l'agglomération de Salles la Source.

Afin d'accéder à la demande de la commune de Salles la Source, le Département lui confie la maîtrise d'ouvrage de cette opération.

Une convention définira les modalités d'intervention entre les deux collectivités.

➤ **Commune de Rodez (Canton Rodez 1)**

Rodez Agglomération souhaite réaliser le renouvellement de deux regards de visite assainissement situés sous la chaussée de la route départementale n° 840, avenue de la Gineste, sur la commune de Rodez. Le Conseil départemental souhaite procéder à une adaptation de la structure de la chaussée de la voie départementale dans la même zone.

Dans un esprit de cohérence et de mutualisme, les deux collectivités souhaitent réaliser leurs interventions de manière simultanée et décident que Rodez Agglomération assure la maîtrise d'ouvrage de ces travaux.

Le coût des travaux s'élève à 24 404,40 € TTC avec la répartition financière suivante :

Rodez Agglomération	11 401,20 €
Département de l'Aveyron	13 003,20 €

Une convention définira les modalités d'intervention entre les deux collectivités.

2 – Aires de covoiturage

➤ **Commune de Saint-Léons (Canton Raspes et Levézou)**

Dans le cadre de ses actions en matière de développement durable et en application de son Agenda 21 et de son plan climat, le Département souhaite promouvoir une politique de réduction des trajets automobiles.

La commission permanente du Conseil départemental a ainsi adopté un programme départemental d'aires de covoiturage, dont l'entretien est confié aux communes ou aux communautés de communes.

Le Conseil départemental a réalisé les travaux de l'aire de covoiturage au droit du carrefour entre les routes départementales n° 911 et 29 au lieu-dit La Glène sur la commune de Saint-Léons.

Une convention définira les conditions d'intervention d'entretien de l'aire entre les collectivités.

3 – Convention d'adhésion

➤ **Institut des Routes, des Rues et des Infrastructures de Mobilité (IDRRIM)**

CONSIDERANT que l'Institut des Routes, des Rues et des Infrastructures de Mobilité (IDRRIM) fédère les acteurs publics (maîtres d'ouvrages, réseau technique de l'Etat) et privés (entreprises, sociétés d'ingénierie) de la communauté des infrastructures du transport routier ;

CONSIDERANT qu'il propose un référentiel commun à tous les maîtres d'ouvrages, constitué notamment d'avis techniques sur les normes et d'aide à leur mise en application. A titre d'exemple, le comité « Matériaux granulaires » de l'IDRRIM a émis un avis favorable au guide départemental d'utilisation de gravillons basaltiques en couche de roulement en Aveyron ;

CONSIDERANT que cette démarche a permis d'utiliser les ressources granulaires disponibles à proximité des chantiers avec pour conséquence la réduction des coûts de transport, la préservation de l'environnement, et la réduction des nuisances induites par le transport ;

CONSIDERANT que l'IDRRIM propose également des activités opérationnelles comme la gestion de l'agrément LABOROUTE dont bénéficie le laboratoire routier du Conseil départemental ;

DECIDE de renouveler l'adhésion à l'IDRRIM dont la cotisation annuelle est fixée à 800 € TTC.

➤ **AGIR Le transport public indépendant**

CONSIDERANT que « AGIR Le transport public indépendant » propose plusieurs services et notamment :

- des formations dédiées au transport des élèves et étudiants en situation de handicap,
- des échanges et partages des pratiques et connaissances,
- une mise à disposition du groupe du travail « TEH » dédié aux départements et d'une plateforme interne sur internet : résO « TEH » des départements ;

DECIDE de renouveler l'adhésion à « AGIR Le transport public indépendant » pour une cotisation annuelle fixée à 2 400 € TTC.

➤ **Fichier national des accidents corporels**

CONSIDERANT que l'Etat, Ministère de l'Intérieur, propose au Conseil départemental de l'Aveyron en tant que gestionnaire de voirie, une convention définissant les modalités d'accès, de correction et d'exploitation de certaines données du fichier national des accidents corporels ;

CONSIDERANT que cela permettrait de fiabiliser ces données pour la réalisation d'étude de sécurité dans le but d'amélioration de la sécurité routière ;

DECIDE d'établir cette convention pour une durée de cinq ans sans aucun engagement financier du Département.

4 – Convention d'entretien

➤ **Commune de Calmont (Canton de Monts du Réquistanais)**

Une convention définira les compétences et les responsabilités respectives de la Commune de Calmont et du Département de l'Aveyron relatives à la maintenance, à l'entretien et au renouvellement d'un chemin piétonnier en bordure de la route départementale n° 601 dans l'agglomération de Ceignac entre les points repères 0+665 et 0+920.

5 – Convention de constitution d'un groupement de commandes

➤ **Commune de Villefranche-de-Panat (Canton Raspes Levézou)**

Un groupement de commandes est constitué entre le Conseil départemental de l'Aveyron et la commune de Villefranche-de-Panat en vue de la passation de marchés de travaux par chacun de ses membres, pour réaliser des prestations simultanées et coordonnées concernant des travaux d'aménagement d'une déviation du Bourg de La Besse.

Le Président du Conseil départemental est désigné comme coordonnateur chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par les articles L 2113-6 et L 2113.7 du code de la commande publique, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un cocontractant.

Chaque membre du groupement s'engage à signer avec le cocontractant retenu un marché à hauteur de ses besoins propres, tels qu'ils ont été préalablement déterminés.

Une convention constitutive entre les deux partenaires sera élaborée.

6 - Déclassement

➤ Commune de Saint Come d'Olt (Canton Lot et Palanges)

Le Département de l'Aveyron et La commune de Saint Come d'Olt sont convenus d'un transfert de domanialité d'une section de la route départementale n°987 (1 460ml de longueur) et d'une section de la route départementale n°141 (1 120ml de longueur), celles-ci n'ayant plus vocation à rester dans le domaine public routier départemental.

Le Département de l'Aveyron propose soit une remise en état des deux sections des routes départementales n°987 et 141 équivalente à 31 262 €, soit le versement de ce montant au profit de la commune de Saint Come d'Olt.

Par délibération en date du 21 janvier 2020, la commune de Saint Come d'Olt a opté pour le versement de la soulte de 31 262 €.

Une convention définira les modalités d'intervention entre les deux collectivités.

* * *

AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental à établir et signer l'ensemble des conventions correspondantes.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité

- Pour : 43
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absents excusés : 3
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Conseil Départemental,

Jean-François GALLIARD

EXTRAIT
du Procès-Verbal des délibérations de la
Commission Permanente du Conseil Départemental

Délibération CP/05/06/20/D/5/15

Accusé de réception en Préfecture

012-221200017-20200605-37510-DE-1-1

Reçu le 15/06/20

Déposée le 15/06/20

Publiée le

La Commission Permanente du Conseil Départemental s'est réunie le 5 juin 2020 à 10h08 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Jean-François GALLIARD, Président du Conseil Départemental.

36 Conseillers Départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Vincent ALAZARD à Monsieur Jean-Claude ANGLARS, Madame Annie BEL à Monsieur Christophe LABORIE, Madame Annie CAZARD à Monsieur Christian TIEULIE, Monsieur Camille GALIBERT à Madame Danièle VERGONNIER, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Monsieur Jean-Claude LUCHE à Madame Christine PRESNE, Monsieur Stéphane MAZARS à Madame Anne BLANC.

Absents excusés : Monsieur Jean-Dominique GONZALES, Madame Sarah VIDAL.

La Commission Permanente du Conseil Départemental a immédiatement procédé à l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour de ses travaux, et après en avoir délibéré :

OBJET : Routes : répartition d'opérations

Commission des routes et du développement numérique

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 modifiée visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

CONSIDERANT que les rapports présentés à la réunion de la Commission Permanente du 05 juin 2020 ont été adressés aux élus le 27 mai 2020 ;

CONSIDERANT l'avis favorable ~~de la~~ commission des routes et du développement numérique, lors de sa réunion du 29 mai 2020 ;

Evènements Exceptionnels - 1^{ière} répartition d'opérations

CONSIDERANT que le budget primitif alloué en 2020 pour traiter les évènements exceptionnels s'élève à 2 650 000 € ;

DONNE son accord aux propositions présentées en annexe pour une première répartition de ce budget d'un montant de 1 790 000 €, afin de financer les opérations les plus urgentes recensées à ce jour et celles pour lesquelles nous disposons des études de réparation.

Ouvrages d'art - 1^{ière} répartition d'opérations

CONSIDERANT que le budget 2020 alloué à la réparation des ouvrages d'art s'élève à 1,100 M€ ;

APPROUVE la 1^{ère} répartition de crédits ci-après, destinée à la réparation d'ouvrages d'art du Département :

* RD 29 - Démolition des anciens ponts de la Roquette et création d'un ouvrage de décharge – Cantons de Nord-Lézérou et Rodez-Onet – Communes d'Onet le Château et Ste Radegonde	500 000 €
* RD 902 – Réparation de la buse métallique de Glandou – Canton de Monts du Réquistanais – Communes de Cassagnes Bégonhès et La Selve	120 000 €
* RD 200 - Réparation de la buse métallique de Mas d'Entraygues – Canton de Raspes Lévérou – Commune de St Victor et Melvieu	70 000 €
* RD293 – Reconstruction du pont de Massergues – Canton de Causse Rougiers – Commune de St Jean St Paul	130 000 €
Total	820 000 €

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité

- Pour : 43
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absents excusés : 3
- Ne prend pas part au vote : 0

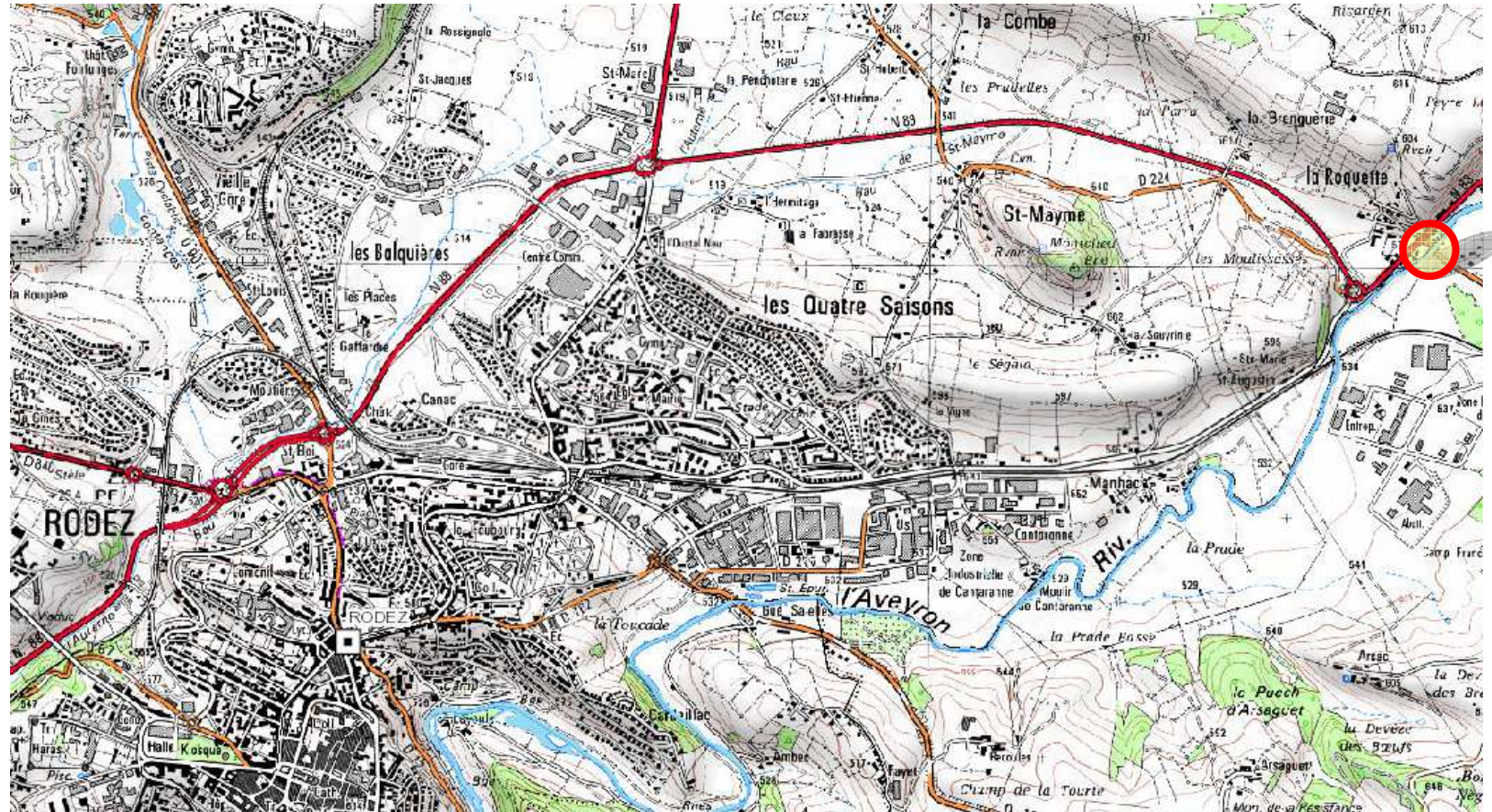
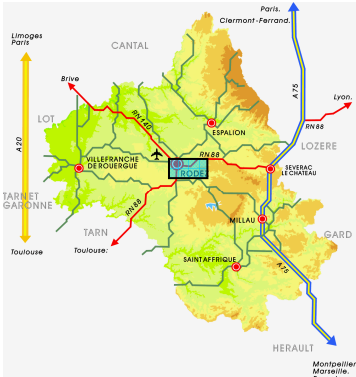
Le Président du Conseil Départemental,

Jean-François GALLIARD

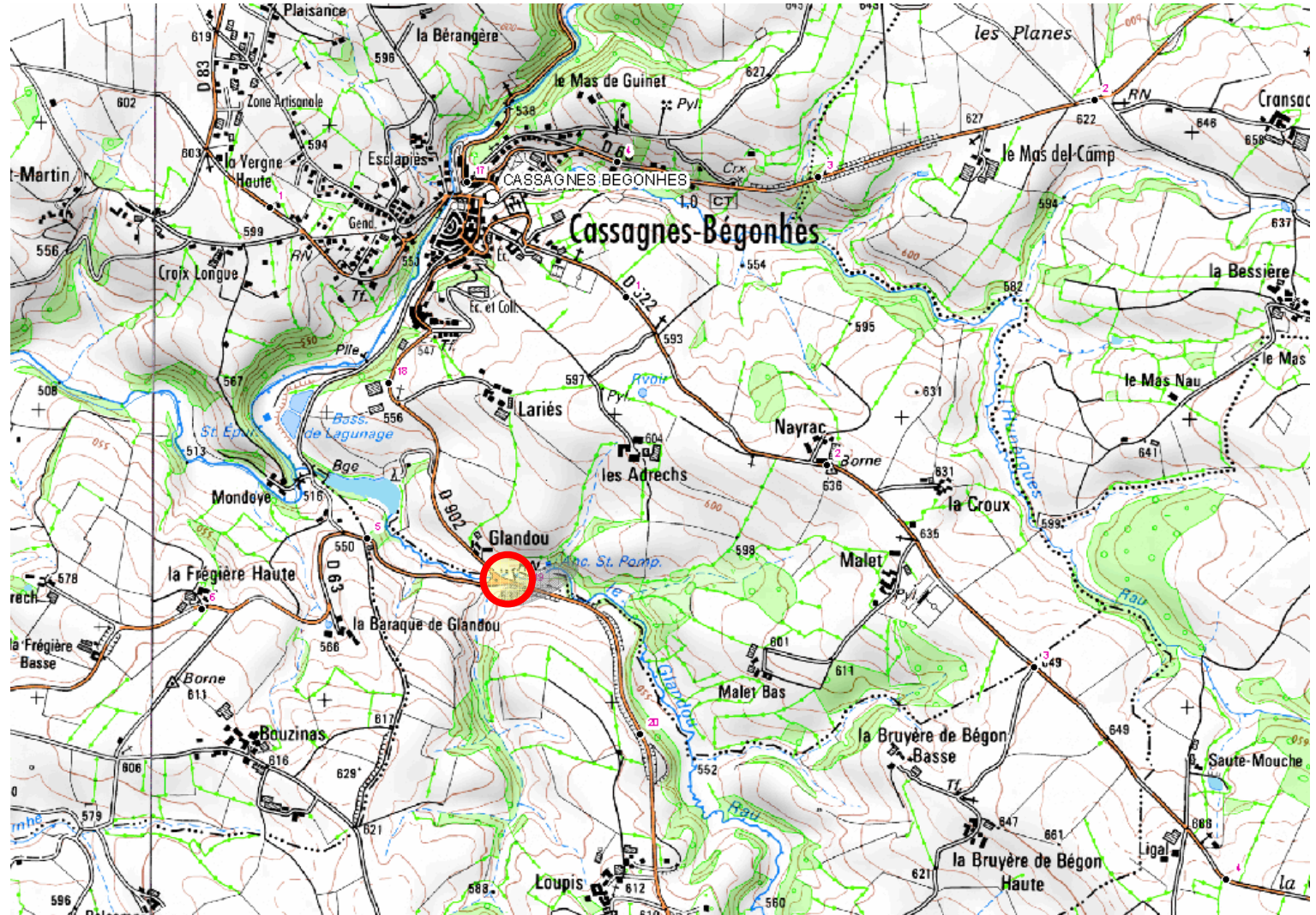
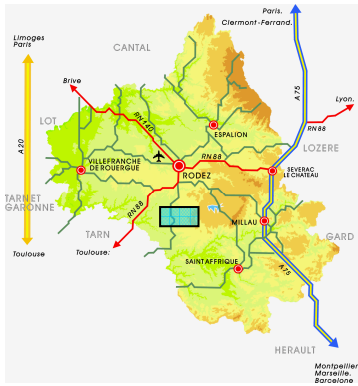
EVENEMENTS EXCEPTIONNELS 2020 - 1ère REPARTITION DE CREDITS

CANTONS	COMMUNES	R.D.	P.R.	CAT	DESIGNATION DES TRAVAUX	MONTANT
AUBRAC ET CARLADEZ	BROMMAT	18	5+080	D	REPARATION D'UN GLISSEMENT AVAL PAR TRANCHEE DRAINANTE	15 000,00 €
AVEYRON ET TARN	CRESPIN	58	22+835	E	REPLACEMENT D'UN MUR DE SOUTÈNEMENT AVAL PAR UN ENROCHEMENT	42 000,00 €
CAUSSE COMTAL	RODELLE	27	18+210	D	REPLACEMENT D'UN MUR DE SOUTÈNEMENT AVAL PAR UN ENROCHEMENT	7 000,00 €
CAUSSES ROUGIERS	BALAGUÈRE SUR RANCE	33	22+060	C	RECTIFICATION DE TRACE POUR S'AFFRANCHIR D'UN GLISSEMENT DE TALUS AVAL	140 000,00 €
CAUSSES ROUGIERS	REBOURGUIL	902	71+170 à 71+250	D	SECURISATION D'UN TALUS ROCHEUX AMONT PAR PURGE MECANISEE	20 000,00 €
CEOR SEGALA	MOYRAZES	57	13+725, 17+000 et 17+400 à 17+600	E	RECTIFICATIONS DE TRACE POUR S'AFFRANCHIR DE GLISSEMENTS DE TALUS AVAL	200 000,00 €
CEOR SEGALA	SAUVETERRE DE ROUERQUE	71	40+447	E	RECONSTRUCTION D'UN MUR DE SOUTÈNEMENT AVAL EN MACONNERIE	38 000,00 €
ENNE ET ALZOU	FIRMI	502	3+500 à 3+650	E	RECTIFICATION DE TRACE POUR S'AFFRANCHIR D'UN GLISSEMENT DE TALUS AVAL	75 000,00 €
LOT ET DOURDOU	CONQUES EN ROUERQUE	42	18+270	D	SECURISATION D'UN TALUS ROCHEUX AMONT PAR PURGES; MINAGE ET FILET HLE SUR POTEAUX AVALOIR	40 000,00 €
LOT ET DOURDOU	CONQUES EN ROUERQUE	42	21+515	E	SECURISATION D'UN TALUS ROCHEUX AMONT PAR PURGES; FILET HLE ET CLOUAGE PONCTUEL	46 000,00 €
LOT ET TRUYERE	LE FEL	107	7+150 et 7+200	D	SECURISATION D'EPERONS ROCHEUX AMONT PAR PURGES; BUTON ET CLOUAGE	32 000,00 €
LOT ET TRUYERE	SEBRAZAC	100	12+360	D	RECONSTRUCTION D'UN MUR DE SOUTÈNEMENT AVAL EN MACONNERIE	55 000,00 €
MILLAU 2	AGUSSAC	809	37+720	C	REPARATION D'UN MUR DE SOUTÈNEMENT AVAL EN MACONNERIE	24 000,00 €
MILLAU 2	MILLAU	809	52+600	C	SECURISATION D'UN TALUS ROCHEUX AMONT PAR PURGES ET BETON PROJETE ANTI-EROSION	85 000,00 €
MILLAU 2	NANT	999	17+800	D	CONFORTÈMENT D'UN MUR DE SOUTÈNEMENT AVAL PAR PAROI CLOUEE	90 000,00 €
RASPES ET LEVEZOU	CURAN	95	8+175	D	REPLACEMENT D'UN MUR DE SOUTÈNEMENT AVAL PAR UN ENROCHEMENT	41 000,00 €
RASPES ET LEVEZOU	LE TRUËL	31	8+380	D	RECTIFICATION DE TRACE POUR S'AFFRANCHIR D'UN GLISSEMENT DE TALUS AVAL	52 000,00 €
ST AFFRIQUE	LA BASTIDE PRADINES	560	3+540	E	CONFORTÈMENT D'UN MUR DE SOUTÈNEMENT AVAL PAR CONTRE-MUR EN MACONNERIE	63 000,00 €
ST AFFRIQUE	ST AFFRIQUE	54	9+040 et 9+097	E	CONFORTÈMENT DE LA PLATEFORME ROUTIERE PAR ENROCHEMENT	115 000,00 €
ST AFFRIQUE	TOURNEMIRE	23	10+765	D	CONFORTÈMENT DE LA PLATEFORME ROUTIERE PAR ENROCHEMENT	95 000,00 €
TARN ET CAUSSES	LA CRESSE	187	9+490	D	CONFORTÈMENT DE LA PLATEFORME ROUTIERE PAR ENROCHEMENT	95 000,00 €
TARN ET CAUSSES	LA ROQUE STE MARGUERITE	991	18+610	D	RECONSTRUCTION D'UN MUR DE SOUTÈNEMENT AVAL EN MACONNERIE	25 000,00 €
TARN ET CAUSSES	MONTJAU	41	0+615	E	REPARATION D'UN MUR DE SOUTÈNEMENT AVAL EN MACONNERIE	12 000,00 €
TARN ET CAUSSES	MONTJAU	41	10+635	E	REPLACEMENT D'UN MUR DE SOUTÈNEMENT AVAL PAR UN ENROCHEMENT	9 000,00 €
VALLON	SALLES LA SOURCE	901	33+200	C	CONFORTÈMENT DE LA PLATEFORME ROUTIERE PAR ENROCHEMENT	9 000,00 €
VILLENEUVOIS ET VILLEFRANCHOIS	SAUJAC	127	2+980 à 3+700	D	SECURISATION D'UN TALUS ROCHEUX AMONT	365 000,00 €
TOTAL						1 790 000,00 €

RD 29 - PONT DE LA ROQUETTE sur délaissé



RD 902 - PONT DU GLANDOU

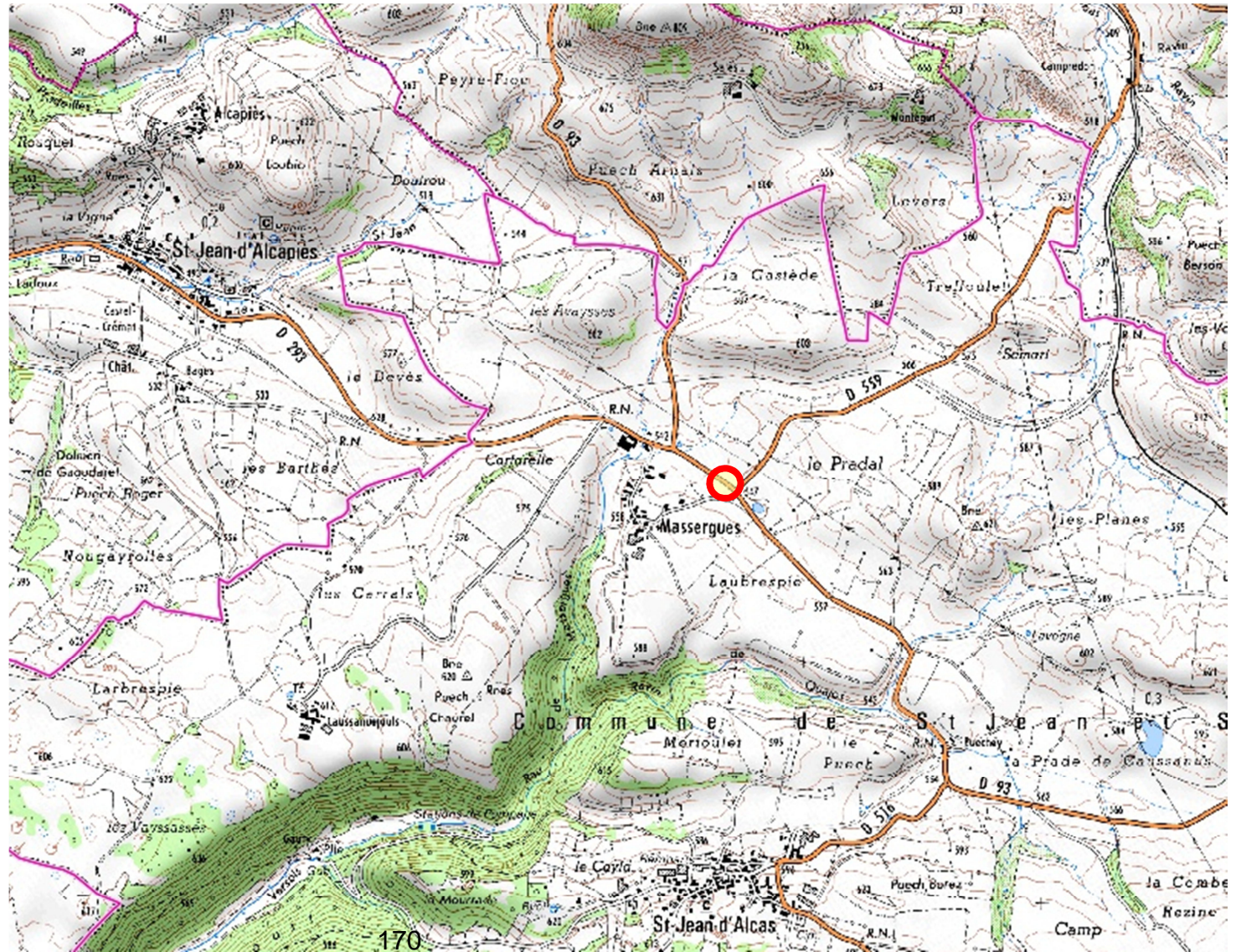
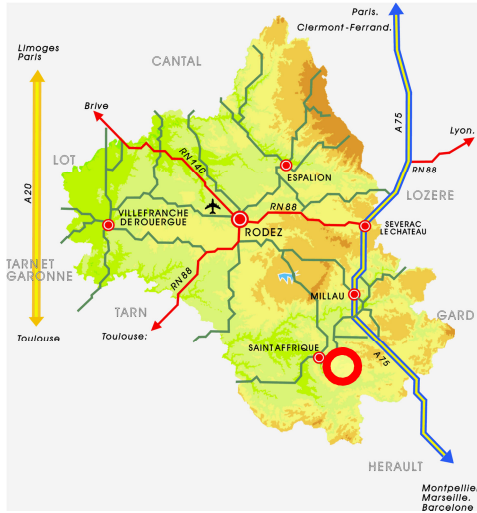




RD 200 - PONT DU MAS D'ENTRAYGUES



RD 293 - PONT DE MASSERGUES



EXTRAIT
du Procès-Verbal des délibérations de la
Commission Permanente du Conseil Départemental

Délibération CP/05/06/20/D/5/16

Accusé de réception en Préfecture

012-221200017-20200605-37746-DE-1-1

Reçu le 15/06/20

Déposée le 15/06/20

Publiée le

La Commission Permanente du Conseil Départemental s'est réunie le 5 juin 2020 à 10h08 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Jean-François GALLIARD, Président du Conseil Départemental.

36 Conseillers Départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Vincent ALAZARD à Monsieur Jean-Claude ANGLARS, Madame Annie BEL à Monsieur Christophe LABORIE, Madame Annie CAZARD à Monsieur Christian TIEULIE, Monsieur Camille GALIBERT à Madame Danièle VERGONNIER, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Monsieur Jean-Claude LUCHE à Madame Christine PRESNE, Monsieur Stéphane MAZARS à Madame Anne BLANC.

Absents excusés : Monsieur Jean-Dominique GONZALES, Madame Sarah VIDAL.

La Commission Permanente du Conseil Départemental a immédiatement procédé à l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour de ses travaux, et après en avoir délibéré :

OBJET : Transfert de domanialité

Commission des routes et du développement numérique

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{ère} avril 2020 modifiée visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

CONSIDERANT que les rapports présentés à la réunion de la Commission Permanente du 05 juin 2020 ont été adressés aux élus le 27 mai 2020 ;

CONSIDERANT l'avis de la commission des routes et du développement numérique, lors de sa réunion du 29 mai 2020 ;

CONSIDERANT que la commune de Millau souhaite construire un bâtiment destiné à héberger une association sur un délaissé situé en bordure de la Route Départementale n°911 lieu-dit Saint Germain ;

Conformément à l'article L. 2141-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et considérant que le bien ne présente aucune utilité pour la Route Départementale n°911 dans la mesure où il n'est plus affecté à l'usage du public ni ne constitue un accessoire indispensable au domaine public routier, le Conseil départemental constate sa désaffectation et décide son déclassement avant aliénation ;

CONSIDERANT que la commune a validé ce principe par délibération du 6 février 2020 ;

APPROUVE le transfert de domanialité suivant :

Couleur du plan	Superficie	Affectation initiale	Affectation future
Orange	623 m ²	Domaine public départemental	Domaine privé avant aliénation

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité


- Pour : 43
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absents excusés : 3
- Ne prend pas part au vote : 0

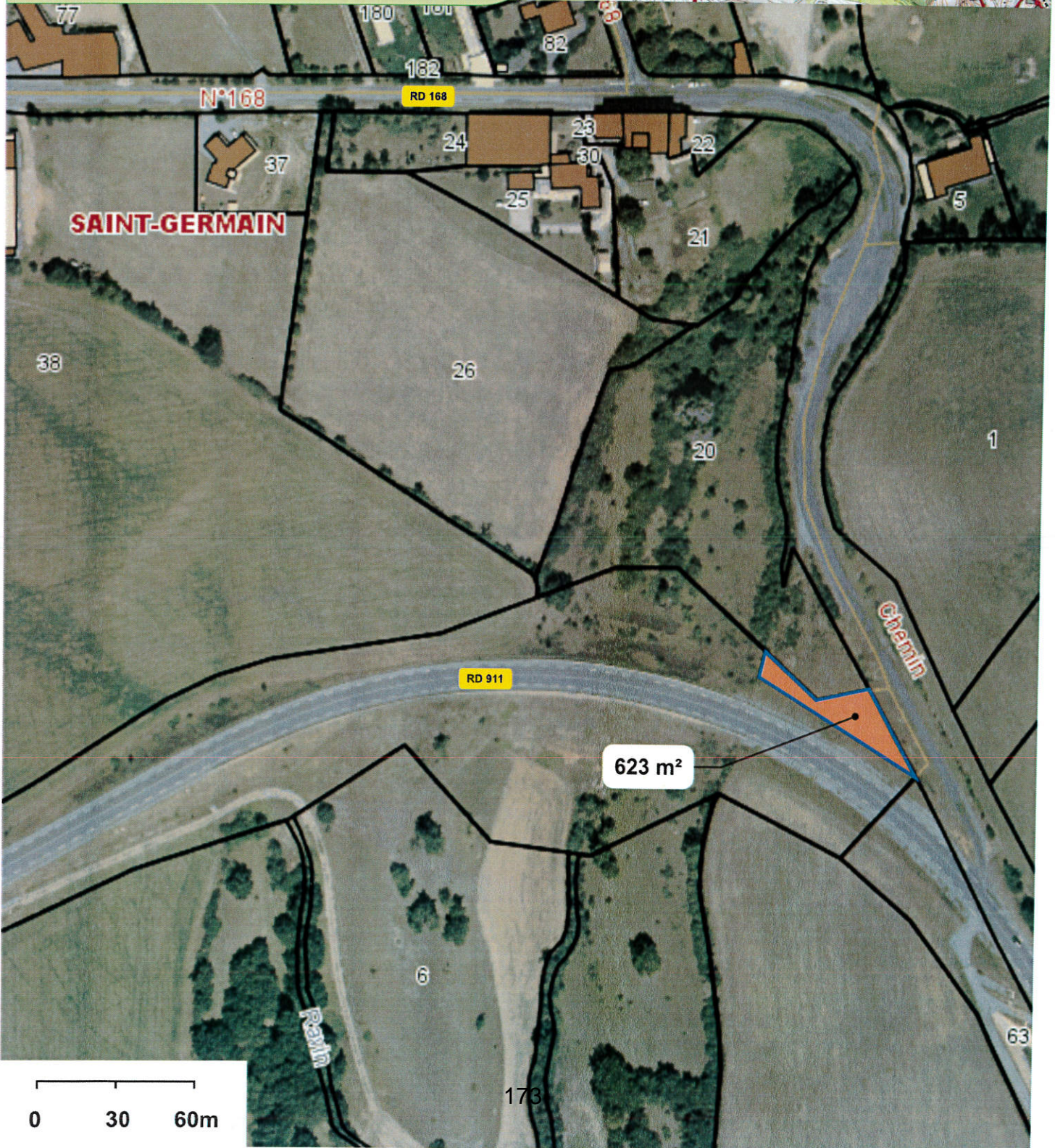
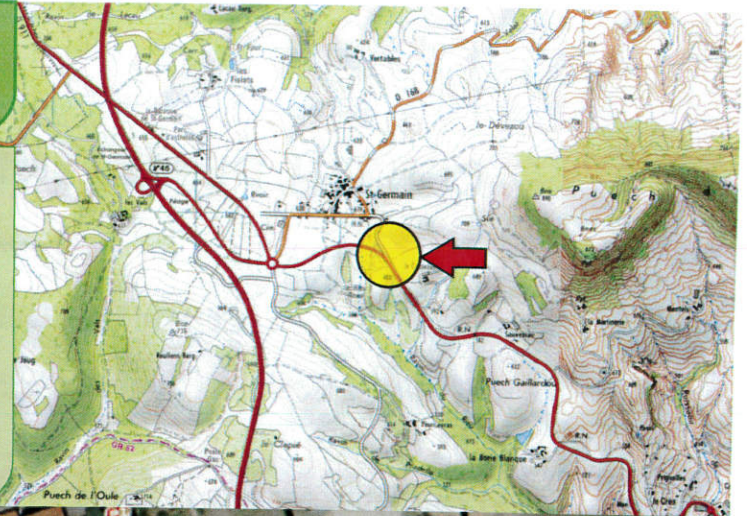
Le Président du Conseil Départemental,

Jean-François GALLIARD

Transfert de domanialité Commune de Millau

Légende

 Déclassement du domaine public départemental avant aliénation



EXTRAIT
du Procès-Verbal des délibérations de la
Commission Permanente du Conseil Départemental

Délibération CP/05/06/20/D/5/17

Accusé de réception en Préfecture

012-221200017-20200605-37705-DE-1-1

Reçu le 15/06/20

Déposée le 15/06/20

Publiée le

La Commission Permanente du Conseil Départemental s'est réunie le 5 juin 2020 à 10h08 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Jean-François GALLIARD, Président du Conseil Départemental.

37 Conseillers Départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Vincent ALAZARD à Monsieur Jean-Claude ANGLARS, Madame Annie BEL à Monsieur Christophe LABORIE, Madame Annie CAZARD à Monsieur Christian TIEULIE, Monsieur Camille GALIBERT à Madame Danièle VERGONNIER, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Monsieur Jean-Claude LUCHE à Madame Christine PRESNE, Monsieur Stéphane MAZARS à Madame Anne BLANC.

Absents excusés : Monsieur Jean-Dominique GONZALES.

La Commission Permanente du Conseil Départemental a immédiatement procédé à l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour de ses travaux, et après en avoir délibéré :

OBJET : Acquisitions, cessions de parcelles et diverses opérations foncières

Commission des routes et du développement numérique

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 modifiée visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

CONSIDERANT que les rapports présentés à la réunion de la Commission Permanente du 05 juin 2020 ont été adressés aux élus le 27 mai 2020 ;

CONSIDERANT l'avis favorable ~~de~~ la commission des routes et du développement numérique, lors de sa réunion du 29 mai 2020 ;

APPROUVE le montant des acquisitions et des évictions qui s'élève à 22 392.80 € ;

APPROUVE le montant des cessions qui s'élève à 23 230.90 € ;

DIT, pour les acquisitions à titre onéreux et dont la prise de possession anticipée des terrains a été acceptée par les propriétaires, le Département devra verser un intérêt aux taux légaux et calculé sur le prix de l'emprise routière pour la période comprise entre la date de prise de possession effective des terrains et celle du mandatement ;

PRECISE que dès lors que le montant de l'acquisition est inférieur à 7 700 €, le prix des terrains sera versé au vendeur sans qu'il soit nécessaire d'accomplir les formalités de purge des hypothèques ;

AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental à signer au nom du Département les actes notariés à intervenir ;

AUTORISE Monsieur le 1er Vice-Président à signer au nom du Département, les actes en la forme administrative à intervenir.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité

- Pour : 44
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absents excusés : 2
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Conseil Départemental,

Jean-François GALLIARD

FICHE RÉCAPITULATIVE DE LA COMMISSION PERMANENTE DU 05/06/2020

NUMÉRO DOSSIER	OBJET	SUPERFICIE TOTALE			RECETTES	DÉPENSES
		CÉDÉE	ACQUISE	AUTRE (*)		
20016	Route Départementale Voie : 543 LUC-LA PRIMAUBE sécurité PR.0.000 à 1.180	3 048	13 743	0	2 729,60	20 539,80
20019	Route Départementale Voie : 997 RIGNAC-BELCASTEL côte du pont neuf PR 2.700 à 3.500 et 4.000 à 4.650	2 291	36	0	1 145,50	50,00
20020	Route Départementale Voie : 904 COMMUNE DE MURET LE CHATEAU	574	0	0	287,00	0,00
20021	site téléphonique GABRIAC NRAZO	0	5	0	0,00	0,00
20022	SERVITUDE ENEDIS CABANES	0	0	14	0,00	0,00
20023	SERVITUDE ENEDIS ROQUEFORT SUR SOULZON	0	0	30	0,00	20,00
20024	SERVITUDE ERDF COMMUNE FLAVIN	0	0	0	0,00	0,00
20025	SERVITUDE ERDF COMMUNE SAINTE EULALIE D'OLT	0	0	96	0,00	0,00
20026	ROUTE DEPARTEMENTALE Voie : 840 ZA LES TUILERIES	12 390	0	0	12 390,00	0,00
20027	site téléphonique REGULARISATION FONCIERE ANTENNE RELAIS MONTCLAR	0	208	0	0,00	750,00
20028	Route Départementale Voie : 911 Régularisation dossier 2011054 Carrefour de Compolibat	5 048	298	0	3 028,80	1 033,00
20029	ROUTE DEPARTEMENTALE Voie : 840 COMMUNE DE DECAZEVILLE ROND POINT DE FONTVERNES	365	0	0	3 650,00	0,00
TOTAL		23 716	14 290	140	23 230,90	22 392,80

SCRIBE ©

(*) Prise de possession anticipée, occupation temporaire ou servitude.

COMMISSION PERMANENTE DU 05/06/2020

DOSSIER N° 20016

Route Départementale 543
LUC-LA PRIMAUBE sécurité PR.0.000 à 1.180

Rédacteur des actes : DSA - NG

Propriété : 00001	Nom des propriétaires et locataires (*)	Sect. Num.	Superficie (m²)		Prix au m²	Abatte-ment	Montant	Éviction	Indemnités			Total
			acquise	autre					arbres	bâtiments	clôtures	
	A	ZW 120	384		10,0000		3 840,00					3 840,00
		TOTAL	384				3 840,00					3 840,00
Propriété : 00002		Sect. Num.	Superficie (m²)		Prix au m²	Abatte-ment	Montant	Éviction	Indemnités			Total
			acquise	autre					arbres	bâtiments	clôtures	
	A	ZW 114	175				0,00					
	SP	ZW 116	2 118				0,00					
		TOTAL	2 293									
Observations : CESSION GRATUITE transfert de charge pour reconstitution du chemin rural : transfert de charge pour reconstitution du chemin rural. SURPLUS : ZW-116 de 2118 m² qui va à Mme Monique GUIBERT née SOULIE												
Propriété : 00003		Sect. Num.	Superficie (m²)		Prix au m²	Abatte-ment	Montant	Éviction	Indemnités			Total
			acquise	autre					arbres	bâtiments	clôtures	

(*) A : Acquisition - R : Récession - SP : Surplus - PPA : Prise de possession anticipée - EV : Éviction - OT : Occupation temporaire - SV : Servitude

Nom des propriétaires et locataires	Sect. Num.	Superficie (m ²)		Prix au m ²	Abatte-ment	Montant	Éviction	Indemnités			Total
		cédée	acquise autre					Indemnités de rempli	arbres	bâtiments	
Madame GUBERT Monique LE CROS 12450 LUC-LA-PRIMAUBE	SP		199	1,2000		238,80					238,80
	A		1 371	1,2000		1 645,20					1 645,20
	A		1 680	1,2000		2 016,00					2 016,00
	A		91	1,2000		109,20					109,20
	A		1 114	1,2000		1 336,80					1 336,80
	A		229	1,2000		274,80					274,80
	R		2 118	-1,2000		-2 541,60					
TOTAL		2 118	4 684			3 079,20					3 079,20
Observations :											
EVICTION GRATUITE sur les parcelles acquises par le Département, de Mr Joël MAZARS, fermier, demeurant commune de LUC-LA-PRIMAUBE lieu-dit LE CROS											
AVIS DE FRANCE DOMAINE : En application des articles L.1311-12 et L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'avis n'ayant pas été rendu dans le délai requis, ce dernier est réputé donné.											
SURPLUS parcelle ZW-124 va à la commune de LUC											
Propriété : 00004											
178 RODEZ AGGLOMERATION BP 53531-0001 PL ADRIEN ROZIER 12035 RODEZ CEDEX 9 12035	A		283			0,00					
	SP		94			0,00					
	TOTAL		377								
Observations :											
CESSION GRATUITE : transfert de charge dans le cadre de l'aménagement de la nouvelle station d'épuration											
SURPLUS parcelle ZW-122 va à l'indivision CAUSSE											
Propriété : 00005	A	Superficie (m ²)		Prix au m ²	Abatte-ment	Montant	Éviction	Indemnités			Total
		cédée	acquise autre					Indemnités de rempli	arbres	bâtiments	
			931	1,0000		931,00					931,00
TOTAL			931			931,00					931,00
Observations :											
EVICTION GRATUITE de Monsieur Joël MAZARS agriculteur sur la parcelle achetée par le Département, demeurant commune de LUC-LA-PRIMAUBE lieu-dit LE CROS.											

(*) A : Acquisition - R : Rétrocession - SP : Surplus - PPA : Prise de possession anticipée - EV : Éviction - OT : Occupation temporaire - SV : Servitude

Nom des propriétaires et locataires	(*)	Sect. Num.	Superficie (m²)		Prix au m²	Abatte-ment	Montant	Éviction	Indemnités de remplai			Total
			cédée	autre					arbres	Indemnités		
										bâtimts	clôtures	
Propriété : 00006												
Monsieur CAUSSE Pierre 6 rue Saint Martin 12450 LUC-LA-PRIMAUBE	A	ZW 110		2 454	2,0000		4 908,00					4 908,00
	A	ZW 112		1 983	2,0000		3 966,00					3 966,00
	SP	ZW 111		637	2,0000		1 274,00					1 274,00
Madame PIGNÈDE Anne 34 Avenue de Toulouse LA PRIMAUBE 12450 LUC-LA-PRIMAUBE	R	ZW 122	94		-2,0000		-188,00					-188,00
		TOTAL	94	5 074			9 960,00					9 960,00
Observations :												
AVIS DE FRANCE DOMAINE : En application des articles L.1311-12 et L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'avis n'ayant pas été rendu dans le délai requis, ce dernier est réputé donné.												
SURPLUS parcelle cadastrée ZW-111 va à RODEZ-AGGLOMERATION pour la nouvelle station d'épuration.												
Parcelle ZW-122 vient de RODEZ-AGGLOMERATION												
Madame CAUSSE Marie Pierre 14 rue des Martinets 12450 LUC-LA-PRIMAUBE												
Propriété : 00007												
RODEZ-AGGLOMERATION BP 53631-0001 PL ADRIEN ROZIER 12035 RODEZ CEDEX 9 12035												
	R	ZW 111	637				0,00					
		TOTAL	637									
Observations :												
CESSION GRATUITE : transfert de charge pour les besoins de la nouvelle station d'épuration.												
AVIS DE FRANCE DOMAINE : En application des articles L.1311-12 et L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'avis n'ayant pas été rendu dans le délai requis, ce dernier est réputé donné.												
Propriété : 00008												
COMMUNE DE LUC MAIRIE-6 PL DU BOURG 12450 LUC-LA-PRIMAUBE												
	R	ZW 124	199				0,00					
		TOTAL	199									
Observations :												
CESSION GRATUITE : Transfert de charge pour reconstitution du chemin rural.												
ZW-124 vient de Mme Monique GUIBERT (ex ZW-68p)												
AVIS DE FRANCE DOMAINE : En application des articles L.1311-12 et L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'avis n'ayant pas été rendu dans le délai requis, ce dernier est réputé donné.												
TOTAL DU DOSSIER N° 20016 :			3 048	13 743			17 810,20					17 810,20

DOSSIER N° 20019

Route Départementale 997
RIGNAC-BELCASTEL côté du pont neuf PR 2.700 à 3.500 et 4.000 à 4.650

Rédacteur des actes : Laura RICHARD-CAMPOY SYSTRA FONCIER

Nom des propriétaires et locataires	(*)	Sect. Num.	Superficie (m ²)		Prix au m ²	Abatte-ment	Montant	Éviction	Indemnités			Total
			acquése	autre					arbres	bâtiments	clôtures	
Propriété : 00001	A	ZF 11		36	0,8000		28,80					28,80
TOTAL			36				28,80					28,80
Monsieur MOULY Philippe Maison Neuve 12390 RIGNAC			Observations : Annule et remplace le dossier 18033-00002 scindé en deux dossiers 20019-00001 MOULY et 20019-00002-indiv BIBAL.									
Propriété : 00002	R	ZF 24	656		-0,5000		-328,00					-328,00
Monsieur BIBAL Claude Maison Neuve 12390 BELCASTEL	R	ZF 21	839		-0,5000		-419,50					-419,50
	R	ZF 29	249		-0,5000		-124,50					-124,50
Monsieur BIBAL Johan Le Clouzou Maison Neuve 12390 BELCASTEL	R	ZF 30	547		-0,5000		-273,50					-273,50
TOTAL			2 291				-1 145,50					-1 145,50
			Observations : Annule et remplace le dossier 18033-00002 scindé en deux dossiers 20019-00001 MOULY et 20019-00002-indiv BIBAL. DIE : effectuée le 26/09/2018 et restée sans suite.									
TOTAL DU DOSSIER N° 20019 :			2 291	36			-1 116,70					-1 095,50

(*) A : Acquisition - R : Rétrocession - SP : Surplus - PPA : Prise de possession anticipée - EV : Éviction - OT : Occupation temporaire - SV : Servitude

DOSSIER N° 20020

Route Départementale 904
COMMUNE DE MURET LE CHATEAU

Rédacteur des actes : DSA-HL

Nom des propriétaires et locataires	Sect. Num. (*)	Superficie (m²)		Prix au m²	Abatte-ment	Montant	Éviction	Indemnités de remplai	Indemnités			Total
		acquise	autre						arbres	bâtimens	clôtures	
Propriété : 00001	R	B 121	574			-287,00						-287,00
TOTAL			574			-287,00						-287,00
Observations : Vu la demande d'avis en date du 19 février 2020 restée infructueuse.												
TOTAL DU DOSSIER N° 20020 :			574			-287,00						-287,00

(*) A : Acquisition - R : Rétrocession - SP : Surplus - PPA : Prise de possession anticipée - EV : Éviction - OT : Occupation temporaire - SV : Servitude

DOSSIER N° 20021

Site téléphonique
GABRIAC NRAZO

Rédacteur des actes : DSA - NG

Nom des propriétaires et locataires	Sect. Num. (*)	Superficie (m ²)		Prix au m ²	Abatte-ment	Montant	Éviction	Indemnités de rempli	Indemnités			Total
		cédée	autre						arbres	bâtiments	clôtures	
Propriété : 00001	A		5			0,00						
Monsieur le Maire Commune de GABRIAC Nicolas BESSIERE Route de Bozouls 12340 GABRIAC		TOTAL										
Observations :		5										
CESSION GRATUITE : développement du Haut débit sur le territoire de la commune												
CREATION D'UNE SERVITUDE DE PASSAGE au profit du Département pour l'entretien de l'armoire sur la parcelle restant appartenir à la commune cadastrée E-953												
TOTAL DU DOSSIER N° 20021 :		5										

(*) A : Acquisition - R : Rétrocession - SP : Surplus - PPA : Prise de possession anticipée - EV : Éviction - OT : Occupation temporaire - SV : Servitude

DOSSIER N° 20022

SERVITUDE ENEDIS CABANES

Rédacteur des actes : DSA-CR

Nom des propriétaires et locataires	Sect. Num. (*)	Superficie (m ²)		Prix au m ²	Abatte-ment	Montant	Éviction	Indemnités de rempli	Indemnités			Total
		cédée	acquise						autres	autres	ciôtures	
Propriété : 00001	SV					0,00						
ENEDIS SA Tour Enedis, 34 place des Corolles 92079 PARIS LA DEFENSE CEDEX		TOTAL		14								
Observations :		Constitution d'une servitude pour le passage d'une ligne électrique souterraine consentie à titre gratuit.										
TOTAL DU DOSSIER N° 20022 :				14								

(*) A : Acquisition - R : Rétrocession - SP : Surplus - PPA : Prise de possession anticipée - EV : Éviction - OT : Occupation temporaire - SV : Servitude

DOSSIER N° 20023

SERVITUDE ENEDIS ROQUEFORT SUR SOULZON

Rédacteur des actes : DSA-CR

Nom des propriétaires et locataires	Sect. Num. (*)	Superficie (m²)		Prix au m²	Abatte-ment	Montant	Éviction	Indemnités de rempli	Indemnités			Total
		cédée	autre						arbres	bâtiments	clôtures	
Propriété : 00001	SV		30			0,00						
TOTAL			30									
Observations : Servitude pour passage d'une ligne électrique souterraine consentie en contre partie d'une indemnité unique et forfaitaire de 20€.												arrondi : 20,00
TOTAL DU DOSSIER N° 20023 :												20,00

(*) A : Acquisition - R : Rétrocession - SP : Surplus - PPA : Prise de possession anticipée - EV : Éviction - OT : Occupation temporaire - SV : Servitude

DOSSIER N° 20024

SERVITUDE ERDF COMMUNE FLAVIN

Rédacteur des actes : DSA-CR

Nom des propriétaires et locataires (*)	Sect. Num.	Superficie (m ²)		Prix au m ²	Abatte- ment	Montant	Éviction	Indemnités de remplai	Indemnités			Total
		cédée	acquise autre						arbres	bâtiments	clôtures	
TOTAL DU DOSSIER N° 20024 :												

(*) A : Acquisition - R : Rétrocession - SP : Surplus - PPA : Prise de possession anticipée - EV : Éviction - OT : Occupation temporaire - SV : Servitude

DOSSIER N° 20025

SERVITUDE ERDF COMMUNE SAINTE EULALIE D'OLT

Rédacteur des actes : DSA-CR

Nom des propriétaires et locataires	Sect. Num. (*)	Superficie (m ²)		Prix au m ²	Abatte-ment	Montant	Éviction	Indemnités de remploi	Indemnités			Total
		cédée	acquise						autres	ciôtures	autres	
Propriété : 00001	SV			96		0,00						
				96								
				96								
Electricité Réseau Distribution France - ERDF SA Tour Winterthur 102 Terrasse Boileidieu 92085 LA DEFENSE CEDEX	TOTAL			96								
Observations : Constitution d'une servitude pour le passage d'une ligne électrique souterraine consentie à titre gratuit.												
TOTAL DU DOSSIER N° 20025 :												

(*) A : Acquisition - R : Récession - SP : Surplus - PPA : Prise de possession anticipée - EV : Éviction - OT : Occupation temporaire - SV : Servitude

DOSSIER N° 20026

ROUTE DEPARTEMENTALE 840
ZA LES TUILLERIES

Rédacteur des actes : Communauté de communes de Decazeville

Nom des propriétaires et locataires Propriété : 00001	Sect. Num. (*)	Superficie (m²)		Prix au m²	Abatte-ment	Montant	Éviction	Indemnités de rempli	Indemnités			Total
		cédée	acquise						autres	arbres	bâtiments	
	R AE 530		64	-1,0000		-64,00						-64,00
	R AE 641		4	-1,0000		-4,00						-4,00
TOTAL			68			-68,00						-68,00
Observations :												
Avis DIE n°2020-12089V0220 du 11 mars 2020 parcelles estimées à 46 €												
Nom des propriétaires et locataires Propriété : 00002	Sect. Num.	Superficie (m²)		Prix au m²	Abatte-ment	Montant	Éviction	Indemnités de rempli	Indemnités			Total
		cédée	acquise						autres	arbres	bâtiments	
	R AI 278		115	-1,0000		-115,00						-115,00
	R AI 281		41	-1,0000		-41,00						-41,00
	R AD 626		106	-1,0000		-106,00						-106,00
	R AD 627		379	-1,0000		-379,00						-379,00
	R AD 628		28	-1,0000		-28,00						-28,00
	R AD 630		20	-1,0000		-20,00						-20,00
	R AD 636		684	-1,0000		-684,00						-684,00
	R AD 637		1 870	-1,0000		-1 870,00						-1 870,00
	R AD 638		1 053	-1,0000		-1 053,00						-1 053,00
	R AD 639		74	-1,0000		-74,00						-74,00
	R AE 71		74	-1,0000		-74,00						-74,00
	R AE 86		176	-1,0000		-176,00						-176,00
	R AE 148		224	-1,0000		-224,00						-224,00
	R AE 154		194	-1,0000		-194,00						-194,00
	R AE 158		194	-1,0000		-194,00						-194,00
	R AE 526		89	-1,0000		-89,00						-89,00
	R AE 531		1 287	-1,0000		-1 287,00						-1 287,00
	R AE 533		228	-1,0000		-228,00						-228,00
	R AE 535		49	-1,0000		-49,00						-49,00
	R AE 546		503	-1,0000		-503,00						-503,00

1
Commune de communes de Decazeville
Maison de l'industrie
Avenue du 10 août Zone du Centre
12300 DECAZEVILLE

TOTAL DU DOSSIER N° 20027 :	208	500,00									250,00	750,00
-----------------------------	-----	--------	--	--	--	--	--	--	--	--	--------	--------

(*) A : Acquisition - R : Rétrocession - SP : Surplus - PPA : Prise de possession anticipée - EV : Éviction - OT : Occupation temporaire - SV : Servitude

DOSSIER N° 20029

ROUTE DEPARTEMENTALE 840
COMMUNE DE DECAZEVILLE ROND POINT DE FONTVERNHES

Rédacteur des actes : M° Pascale RIPERT-DURAND

Nom des propriétaires et locataires	Sect. Num. (*)	Superficie (m ²)		Prix au m ²	Abatte-ment	Montant	Éviction	Indemnités de remplai	Indemnités			Total
		cédée	acquise						autres	clôtures	autres	
Propriété : 00001	R	AT 410	365	-10.000 0		-3 650,00						-3 650,00
SCI des Halles de la Découverte		TOTAL	365			-3 650,00						-3 650,00
Observations : Vu la demande d'avis en date du 16/07/2019, restée infructueuse. Le prix au m ² est identique à celui de la cession par la commune, au même porteur de projet d'une emprise foncière sur le site de Fontvernhes.												
TOTAL DU DOSSIER N° 20029 :			365			-3 650,00						-3 650,00

(*) A : Acquisition - R : Rétrocession - SP : Surplus - PPA : Prise de possession anticipée - EV : Éviction - OT : Occupation temporaire - SV : Servitude

EXTRAIT
du Procès-Verbal des délibérations de la
Commission Permanente du Conseil Départemental

Délibération CP/05/06/20/D/7/18

Accusé de réception en Préfecture

012-221200017-20200605-37539-DE-1-1

Reçu le 15/06/20

Déposée le 15/06/20

Publiée le

La Commission Permanente du Conseil Départemental s'est réunie le 5 juin 2020 à 10h08 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Jean-François GALLIARD, Président du Conseil Départemental.

37 Conseillers Départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Vincent ALAZARD à Monsieur Jean-Claude ANGLARS, Madame Annie BEL à Monsieur Christophe LABORIE, Madame Annie CAZARD à Monsieur Christian TIEULIE, Monsieur Camille GALIBERT à Madame Danièle VERGONNIER, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Monsieur Jean-Claude LUCHE à Madame Christine PRESNE, Monsieur Stéphane MAZARS à Madame Anne BLANC.

Absents excusés : Monsieur Jean-Dominique GONZALES.

La Commission Permanente du Conseil Départemental a immédiatement procédé à l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour de ses travaux, et après en avoir délibéré :

OBJET : Conventions relatives à l'exercice des compétences respectives du Département et des établissements publics locaux d'enseignement

Commission du patrimoine départemental, des collèges et de l'enseignement supérieur

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 modifiée visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

CONSIDERANT que les rapports présentés à la réunion de la Commission Permanente du 05 juin 2020 ont été adressés aux élus le 27 mai 2020 ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la commission du patrimoine départemental, des collèges et de l'enseignement supérieur lors de sa réunion du 29 mai 2020 ;

VU le Code de l'Éducation prévoyant en son article L 421-23 qu'« une convention passée entre l'établissement et, selon le cas, le conseil départemental ou le conseil régional précise les modalités d'exercice de leurs compétences respectives » ;

APPROUVE le projet de convention type, ci-joint, à établir avec chacun des collèges publics au titre de l'année 2020, et établi sur la base des besoins exprimés par les établissements, dans la limite des crédits inscrits au titre du budget 2020 ;

APPROUVE la liste des travaux, équipements et mobiliers qui ont été identifiés pour chacun des 21 collèges, tels que détaillés en annexe 2 ;

AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental à signer l'ensemble des conventions à intervenir au titre de l'année 2020, ainsi que tout document se rapportant à cette décision.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité

- Pour : 44
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absents excusés : 2
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Conseil Départemental,

Jean-François GALLIARD

**CONVENTION RELATIVE A L'EXERCICE DES COMPETENCES RESPECTIVES DU
DEPARTEMENT ET DES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX D'ENSEIGNEMENT
Année 2020**

Entre d'une part :

Le Département de l'Aveyron, représenté par son Président, Monsieur Jean-François GALLIARD, dûment habilité par délibération du Conseil Départemental en date du,

Ci-après désigné sous le terme « Le Département » ;

Et d'autre part :

L'Etablissement Public Local d'Enseignement, personne morale de droit public Collège Public , sis
représenté par M, agissant en qualité de Chef d'Etablissement dûment habilité par délibération du Conseil d'Administration en date du,

Ci-après désigné sous le terme « L'Etablissement ».

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Education ;

Vu la délibération de la Commission Permanente en date du

Vu la délibération du Conseil d'Administration du collège en date du

PREAMBULE

L'article L. 421-23 du Code de l'Education dispose que :

« Pour l'exercice des compétences incombant à la collectivité de rattachement, le président du conseil départemental ou régional s'adresse directement au chef d'établissement.

Il lui fait connaître les objectifs fixés par la collectivité de rattachement et les moyens que celle-ci alloue à cet effet à l'établissement. Le chef d'établissement est chargé de mettre en oeuvre ces objectifs et de rendre compte de l'utilisation de ces moyens.

Le chef d'établissement est assisté des services d'intendance et d'administration ; il encadre et organise le travail des personnels techniciens, ouvriers et de service placés sous son autorité. Il assure la gestion du service de demi-pension conformément aux modalités d'exploitation définies par la collectivité compétente. Un décret détermine les conditions de fixation des tarifs de restauration scolaire et d'évolution de ceux-ci en fonction du coût, du mode de production des repas et des prestations servies.

Une convention passée entre l'établissement et, selon le cas, le conseil départemental ou le conseil régional précise les modalités d'exercice de leurs compétences respectives. »

Dans le respect du principe d'autonomie de l'Etablissement, la présente convention a pour finalité de préciser les modalités d'exercice des compétences respectives du Département et de l'Etablissement, de fixer le montant de la dotation annuelle de fonctionnement ainsi que les moyens humains accordés à l'Etablissement pour l'année 2020.

Par la présente convention, l'Etablissement et le Département ont pour objectif de définir les moyens humains et financiers nécessaires au bien être des élèves.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit.

TITRE I : ORGANISATION ET MOYENS

Article 1 : Moyens financiers alloués à l'Etablissement par le Département

1- Dotation de fonctionnement

Conformément à l'article L. 421-11 du Code de l'Education, le Département apportera pour l'année 2020 une dotation de fonctionnement globale et non affectée de..... €, calculée suivant les critères fixés dans le document intitulé « *Critères de dotation de fonctionnement des EPLE* » (**cf. annexe 1** de la présente convention).

La dotation de fonctionnement globale allouée à l'Etablissement comprend un forfait relatif au coût d'utilisation des équipements sportifs (piscine, stades municipaux...) et des transports liés aux activités hebdomadaires obligatoires d'Education Physique et Sportive. Une convention tripartite entre le propriétaire des équipements sportifs, l'Etablissement et le Département sera conclue pour préciser les modalités d'utilisation de ces équipements.

2- Dotation spécifique déchets

Le Département rembourse la dotation spécifique « redevance annuelle des ordures ménagères » sur présentation, par l'Etablissement, de la facture acquittée.

3- Subventions

a. Subvention d'équipement

Exemple 1 : Pour l'année ..., l'Etablissement n'envisage pas de solliciter une subvention d'équipement. Il se réserve toutefois le droit, en cas de dommage en cours d'année sur un équipement nécessitant son remplacement, de solliciter une telle subvention.

Exemple 2 : Pour l'année ..., l'Etablissement envisage de solliciter une subvention d'équipement pour l'acquisition de, pour un montant maximum de €.

Compte tenu de l'intérêt de ce matériel et conformément à la délibération de la Commission Permanente du 02/08/2004, le Département prend en charge financièrement 100 % de la dépense et dans la limite d'un montant maximum de €.

La subvention correspondante sera versée sur présentation de la facture d'achat acquittée.

Ce financement sera acquis sous réserve de l'acceptation du Conseil d'Administration de l'Etablissement et du vote du crédit par le Département dans le cadre du Budget Primitif 2020.

b. Subvention pédagogique

Pour l'année 2020, le Département ne prévoit pas d'apporter de subvention pédagogique.

4- Partenariat financier de l'Etablissement et du Département pour les opérations d'équipement

Exemple 1 : L'Etablissement et le Département ont identifié l'opération suivante, à conduire en partenariat :

Dans le cadre de cette opération, le Département fournira les matériels et matériaux nécessaires à l'Etablissement. De même, il pourra accompagner l'EPLE dans la réalisation de l'opération en faisant appel aux entreprises titulaires des marchés des différents corps d'Etat.

Pour sa part, l'Etablissement envisage de financer sur ses fonds propres les équipements suivants :..... Ce financement sera acquis par vote du Conseil d'Administration du collège en date du.....

Exemple 2 : L'Etablissement et le Département n'ont pas identifié d'opérations d'équipements à conduire en partenariat au titre de l'année 2020.

Article 2 : Moyens humains de l'EPLE

1- Personnels mis à disposition

Le Département met à disposition de l'Etablissement en équivalents temps plein.

L'Etablissement affecte les agents aux différentes tâches sur la base des fiches de poste types détaillées dans **l'annexe 2** de la présente convention selon les répartitions ci-dessous (en % du temps plein). Ces fiches de poste précisent que « *comme tout agent du Département le personnel des collèges est polyvalent* » et qu' « *il peut être amené à effectuer ponctuellement ou de façon récurrente des tâches diverses non explicitement détaillées dans cette fiche* ».

NOMS des Agents	Encadrement		Restauration			Entretien			Maintenance
	Encadrement	Production	Chef	Second	Aide Cuisinier	Accueil	Entretien	Cuisine / plonge	

(A compléter en % du temps de travail)

Cette répartition est prévisionnelle, elle ne prend pas en compte les événements spécifiques tels que les absences pour maladie, formation, etc...

2- Définition des missions du coordonnateur (le cas échéant)

Exemple 1 : Sans objet. Il n'y a pas de coordonnateur affecté à l'établissement.

Exemple 2 : Le Département met à disposition de l'Etablissement, un coordonnateur placé sous l'autorité fonctionnelle du Chef d'Etablissement et de l'Adjoint-Gestionnaire dont les missions seront les suivantes :

- Action d'encadrement de l'équipe : % du temps plein. A ce titre, le coordonnateur aura notamment en charge de :

- Action de production au sein de l'équipe :% du temps plein. A ce titre, le coordonnateur participera notamment à :

La liste des actions ci-dessus répertoriées n'est pas exhaustive. Celle-ci pourra être complétée en fonction des besoins identifiés par le Chef d'Etablissement, l'Adjoint-Gestionnaire ou le Coordonnateur.

Article 3 : Moyens matériels

1) – Moyens matériels mis à disposition

Exemple 1 :

- L'Etablissement n'a pas identifié de moyens matériels dont il aurait besoin en vue de faciliter le travail quotidien des agents.

Exemple 2 :

- L'Etablissement a identifié pour l'année 2020, des moyens matériels dont il aurait besoin en vue de faciliter le travail au quotidien des agents.
Dans ce cadre, le Département et l'EPLÉ conviennent de l'achat de matériels mentionnés dans l'annexe 8 ci-jointe. Ces matériels seront achetés directement par le Département et mis à disposition.

2) - Mode de financement

Ce type de matériel sera acheté et financé directement par le Département

Ce financement sera acquis sous réserve du vote du crédit par le Département dans le cadre du Budget Primitif 2020.

Article 4 : Organisation des moyens

1- Externalisation de tâches

Dans le cadre d'une négociation entre l'Etablissement et le Département, des tâches pourront être réalisées par une entreprise spécialisée ou la Cellule d'Intervention Collèges du Département.

Les tâches confiées à ces dernières sont détaillées à l'article 17 de la présente convention.

2- Etat prévisionnel de gestion (EPG)

L'Etablissement pourra compléter l'Etat Prévisionnel de Gestion joint en **annexe 3** de la présente convention.

L'Etat Prévisionnel de Gestion a pour finalité de mettre en parallèle, sur un même support et par période de temps significative, les prévisions de dépenses de fonctionnement et les moyens humains à mobiliser pour la réalisation des tâches de fonctionnement correspondantes.

L'Etat Prévisionnel de Gestion est un outil de programmation et de suivi qui permet :

- 1- de prioriser les tâches à réaliser en utilisant les moyens propres de l'Etablissement (la restauration notamment) ;
- 2- de définir les tâches qui devront être externalisées ;
- 3- d'avoir, par activité, une approche financière globale ;
- 4- de faciliter, en fonction de la priorisation des tâches faites, la gestion des absences ; de créer pour l'ensemble des établissements une base de comparaison des coûts par activité très intéressante pour les Adjoint-Gestionnaires ;
- 5- d'une année sur l'autre d'optimiser l'utilisation des moyens humains et financiers mis à disposition par le Département.

L'Etat Prévisionnel de Gestion est donc un outil de gestion prévisionnelle comprenant des éléments de gestion dont dispose l'Adjoint-Gestionnaire pour assurer la bonne gestion de l'Etablissement.

Conformément à l'article L. 421-23 II alinéa 1 du Code de l'Education qui précise que « *le Chef d'établissement est chargé de mettre en œuvre ces objectifs et de rendre compte de l'utilisation de ces moyens* », le Département pourra demander à l'Etablissement de lui fournir un état comparatif intermédiaire de l'utilisation des moyens entre ceux détaillés dans l'Etat Prévisionnel de Gestion et l'activité réelle, au mois de juin de l'année pour laquelle la présente convention a été conclue.

L'état comparatif définitif pourra être adressé au Département par l'Etablissement au mois de janvier de l'année N+1 pour laquelle la présente convention a été conclue.

TITRE II- GESTION DES PERSONNELS TERRITORIAUX DES COLLEGES

(Confère note du Conseil Départemental en date du 14 septembre 2017 sur les plannings des personnels)

Les Agents Départementaux des Collèges sont affectés par le Département. Membres de la communauté éducative, ils sont placés sous l'autorité hiérarchique du Président du Conseil Départemental et sous l'autorité fonctionnelle du Chef d'Établissement qui organise et encadre, avec l'assistance de l'Adjoint-Gestionnaire, et le concours le cas échéant du Coordonnateur, leur travail en fonction des objectifs fixés par le Département. La situation des Agents Départementaux des Collèges est régie par les dispositions statutaires de la Fonction Publique Territoriale.

Les règles collectives décidées par le Département leur sont appliquées sous réserve des spécificités liées à leur affectation dans un établissement d'enseignement.

Pour l'année 2020, il est constaté au sein de l'Établissement la situation suivante :

- Effectif de référence :
- Effectif budgétaire prévu :
- Temps partiel :

Répartition des postes et des Agents entre les différents métiers (Cuisinier, maintenance, entretien, Coordonnateur)

Métiers	Effectif budgétaire	Effectif de référence	Répartition en ETP
Coordonnateur			
Cuisinier			
Agent de cuisine			
Entretien des locaux			
Agent de maintenance			
TOTAL			

Situations spécifiques identifiées :

- Ressources internes (Agents pouvant palier des absences sur des postes spécialisés en cuisine) :
- Absences identifiées (projection absences de longue durée) :

Article 5 : Le Recrutement Externe et la Mobilité Interne

Le recrutement des Agents Départementaux des Collèges (titulaires et non titulaires) relève de la décision du Président du Conseil Départemental, il s'effectue dans le cadre des dispositions statutaires et des procédures en vigueur au sein du Département.

Dans le cadre de la politique de Gestion du Personnel, la mobilité interne prend en compte les besoins des services et le souhait d'évolution de carrière et de fonction des personnels.

La mobilité interne des Agents Départementaux des Collèges est gérée par le Département dans le cadre des règles en vigueur au sein de la collectivité. La Direction des Ressources Humaines, Hygiène et Sécurité du Département gère toutes les procédures de mobilité interne. Elle recense les candidatures sous couvert du Chef d'Etablissement avant la date de clôture.

Quand un poste est déclaré vacant, en préalable à la procédure de mobilité et en concertation avec le Département, il peut être ouvert au sein de l'Etablissement concerné afin de favoriser d'éventuelles réorganisations et d'utiliser les compétences internes. A l'issue de ce mouvement interne, le poste restant à pourvoir est publié à l'ensemble des Services.

La mobilité interne est ouverte aux agents non titulaires en application du règlement intérieur de la mobilité interne du Département (**annexe 4** de la présente convention). Ils peuvent déposer leur candidature et émettre un vœu de mobilité. Leur situation est examinée dans le cadre du mouvement de mobilité, après examen de la situation des agents titulaires.

Article 6 : Temps de travail

(Confère note du Conseil Départemental en date du 14 septembre 2017 sur les plannings des personnels)

Les Agents Départementaux des Collèges sont astreints à respecter le temps de travail annuel prévu par les dispositions législatives et réglementaires soit actuellement, à temps plein, 1593 h/an (1 607 h desquelles sont déduits les deux jours de fractionnement)

Les personnels bénéficiant d'une concession de logement pour nécessité absolue de service doivent effectuer 123 h au titre de cette concession.

L'organisation du travail doit respecter les limites suivantes :

- temps de travail effectif quotidien maximal = **10 heures** qui comprend un temps de pause de 20 minutes par période de 6 heures de travail consécutif,
- amplitude quotidienne maximale = **12 heures**;
- Repos quotidien continu minimal = **11 heures**;
- Temps de travail effectif hebdomadaire maximal = **48 heures** sur une semaine isolée;
- temps de travail effectif hebdomadaire moyen sur 12 semaines consécutives : **44 heures** maximum.

Les heures supplémentaires doivent revêtir un caractère exceptionnel et être justifiées par des contraintes spécifiques ou pour la continuité du service.

Elles doivent être préalablement sollicitées conjointement auprès de la Direction des Ressources Humaines, Hygiène et Sécurité du Département (DRHHS) et de la Direction du Patrimoine Départemental et des Collèges du Département (DPDC).

Elles font l'objet d'une comptabilisation mensuelle au niveau de chaque Etablissement.

Elles peuvent être payées selon le barème en vigueur ou récupérées sur la base d'un planning concerté et validé par l'équipe de direction (le Chef d'Etablissement, l'Adjoint-Gestionnaire, le cas échéant le Coordonnateur).

Le décompte est transmis mensuellement à la Direction des Ressources Humaines Hygiène et Sécurité du Département (y compris pour les récupérations).

Les coefficients applicables sont les suivantes :

HS 1 - (14 premières heures mensuelles) : 1,25 soit 1 heure 15 minutes.

HS 2 - Heures suivantes : 1,27 soit 1 heure 16 minutes.

HS 3 - Heures dimanche et jour férié : 1,75 soit 1 heure 45 minutes.

HS 4 - Heures de nuit : 2 soit 2 heures.

Les Agents Départementaux des Collèges peuvent travailler à temps partiel, après avis du Chef d'Etablissement, le Département examine les demandes écrites de travail à temps partiel. La décision est prise par le Département conformément aux termes de la note du 14 septembre 2017.

L'Etablissement doit, en début d'année scolaire et au plus tard le 30 septembre, fournir au Département le planning détaillé de chaque agent signé par ce dernier.

Article 7 : Gestion des absences

Le Chef d'Etablissement fait connaître les absences prévisionnelles des Agents Départementaux des Collèges à la Direction des Ressources Humaines, Hygiène et Sécurité du Département qui analyse le bien fondé de la demande de remplacement et assure la gestion du dispositif.

Les remplacements sont effectués dans le souci d'assurer la continuité du service public et dans la limite des crédits budgétaires inscrits.

Les remplacements de cuisiniers sont, dans la mesure du possible, effectifs dès le premier jour. Pour le service général et technique, un délai de carence de 15 jours est observé avant tout remplacement. Les absences pour maternité, congé de longue maladie et de longue durée sont remplacées dans la limite des crédits budgétaires inscrits et après le délai de carence de 15 jours (sauf pour les Cuisiniers).

Le recrutement de personnel assurant des fonctions de suppléance est effectué par la Direction des Ressources Humaines, Hygiène et Sécurité du Département.

A la fin de chaque remplacement, le Chef d'Etablissement ou l'Adjoint-Gestionnaire, doit rendre compte à la Direction des Ressources Humaines, Hygiène et Sécurité du Département par courriel de la qualité du travail effectué par l'agent remplaçant.

Article 8 : Droits à l'information des Agents Départementaux des Collèges

Les Agents Départementaux des Collèges ont accès aux mêmes informations et communications que celles auxquelles ont accès l'ensemble des agents du Département, à partir d'un ordinateur dédié à cet effet dans chaque Etablissement.

Cette consultation libre s'effectue sur leur temps de travail dans le respect des contraintes de service. Hormis les informations à caractère personnel, toute demande relative à des procédures administratives et à la situation professionnelle des Agents Départementaux des Collèges doit être adressée au Président du Conseil Départemental ou à son représentant sous couvert du Chef d'Etablissement ou de l'Adjoint-Gestionnaire.

Article 9 : Evaluation

L'entretien annuel d'évaluation vise trois objectifs :

- * évaluer globalement l'activité professionnelle de l'Agent, analyser les résultats et fixer des objectifs,
- * améliorer le management et le dialogue entre l'Agent et son Supérieur Hiérarchique,
- * échanger sur les projets professionnels, les perspectives de carrière et les projets de formation.

L'entretien annuel d'évaluation est conduit par l'Autorité fonctionnelle directe dans le cadre d'une procédure identique pour tous les Agents du Département en utilisant des documents supports intitulés « *le guide de l'évalué* » et « *entretien individuel d'évaluation* » du Département (**annexe 5** de la présente convention). Cet entretien est conduit au sein de l'Etablissement par l'Adjoint-Gestionnaire sous la responsabilité du Chef d'Etablissement. Il peut être confié au Coordonateur pour l'ensemble des Agents à l'exception du Chef de Cuisine et des Cuisiniers qui sont évalués par l'Adjoint-Gestionnaire. Le Chef Cuisinier peut être amené à évaluer les Cuisiniers.

L'ensemble des Agents titulaires et les Agents non titulaires sont évalués dans le respect des procédures applicables (loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et décret n° 2010-716 du 29 juin 2010).

Article 10 : Evolution des carrières

La carrière des Agents Départementaux des Collèges est gérée par le Département. Le Président du Conseil Départemental prend les décisions relatives à la situation statutaire des personnels dans le respect de la réglementation en vigueur telles qu'elles sont édictées par les dispositions législatives ou statutaires et les règles particulières en vigueur au sein du Département. Les propositions d'avancement sont formulées par la Direction du Patrimoine Départemental et des Collèges du Département en concertation avec le Chef d'Etablissement.

Article 11 : La Formation

Les Agents Départementaux des Collèges intègrent le dispositif de formation du Département. Ils ont accès à la préformation et à la formation continue. Ils peuvent formuler des demandes de formation individuelle sous couvert du Chef d'Etablissement.

Il est rappelé que toutes les formations (y compris pour habilitation) sont obligatoires et engagent l'agent à s'y rendre une fois convoqué.

Le Chef d'Etablissement et l'Adjoint-Gestionnaire peuvent, en concertation avec les agents, faire remonter les besoins spécifiques de formation auprès de la Direction du Patrimoine Départemental et des Collèges du Département afin qu'ils soient intégrés dans l'élaboration du plan de formation réalisé par le Département.

Des Comités de métiers peuvent être mis en place afin de partager l'expérience, l'information et d'harmoniser les pratiques professionnelles.

Ces Comités de métiers sont organisés par la Direction du Patrimoine Départemental et des Collèges du Département. La Direction des Ressources Humaines, Hygiène et Sécurité du Département participe à ces Comités de métiers.

Après chaque Comité de métiers, un compte-rendu sera rédigé et communiqué à l'ensemble des participants ainsi qu'aux Chefs d'Etablissement.

Article 12 : Action Sociale

Les Agents Départementaux des Collèges bénéficient des dispositions et règles en vigueur pour les personnels du Département en matière d'action sociale sous réserve le cas échéant de leur compatibilité avec le cadre d'exercice de leur mission.

Article 13 : Frais de déplacement

Les frais de déplacement liés aux activités de formation décidées par le Département (formation continue, pré formation, préparation aux concours et examens ...) ainsi que ceux liés à des convocations du Département sont pris en charge directement sur le budget du Département.

Article 14 : Prévention des risques

Les Agents Départementaux des Collèges comme tout le personnel de l'Etablissement sont placés sous la responsabilité du Chef d'Etablissement en matière d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail. Ce dernier s'engage à respecter la réglementation en vigueur et à réunir les organismes prévus à cet effet.

Il doit informer le Département de tous les accidents de travail et des incidents susceptibles de porter atteinte aux conditions de travail des Agents Départementaux des Collèges dans l'heure qui suit et la déclaration doit être faite dans un délai maximum de 48 heures.

Sous sa responsabilité, le Chef d'Etablissement peut bénéficier du concours du Service Hygiène et Sécurité du Département et des Services techniques du Département pour des actions de formations et de conseils.

L'Etablissement aura à sa charge la fourniture des Equipements de Protection Individuelle (EPI) nécessaires aux activités des agents départementaux des collèges et le Chef d'Etablissement doit veiller à leur bonne utilisation ainsi qu'à leur entretien.

De son côté, la collectivité départementale souhaite s'assurer que chaque agent dispose des Equipements de Protection Individuelle nécessaires aux activités qui lui sont confiées et aider l'EPL dans la prise en charge de ceux-ci.

Dans ce sens, au titre de l'année 2020, le Département réservera une enveloppe pour la fourniture des EPI, calculée sur la base d'un montant maximal de 200 € TTC par agent.

L'Etablissement, sur production de justificatifs de dépenses et un état détaillé pour chaque agent des EPI fournis, percevra de la part du Département une participation couvrant les dépenses engagées dans la limite du montant par agent précisé ci-dessus. **(Annexe 10)**

Le document unique d'évaluation des risques élaboré par l'Etablissement est transmis pour information au Département, une fois par an avant les vacances de Toussaint.

Article 15 : Articulation avec le personnel communal ou intercommunal mis à disposition (conventions)

Le Chef d'Établissement informe le Département des conventions qu'il passe avec les Communes ou Communautés de Communes pour assurer diverses prestations (restauration, jardinage).

Il identifie notamment les moyens (en terme de personnel et d'aides financières) générés par ces prestations et les conditions de leur utilisation.

A ce titre, l'Établissement a convenu d'une convention avec la commune de en date du Elle prévoit la mise à disposition de agents, correspondant à la confection de repas, à destination de, pendant..... jours/semaine.

TITRE III - MISE EN ŒUVRE DU PARTAGE DES COMPETENCES

Article 16 : Sécurité des biens et des personnes

La sécurité des personnes et des biens est une priorité tant pour le Département que pour l'Établissement.

Le Chef d'Établissement mettra tout en oeuvre pour assurer cette sécurité. Il lui appartient notamment :

- d'alerter le Département, au besoin en urgence, de tout dysfonctionnement, risque ou menace affectant la sécurité :

- en journée la D.P.D.C, le Chef de Service Collège: dpdc@aveyron.fr
Tél. : 05-65-59-34-71,

- la nuit et le week-end le cadre technique d'astreinte - Tel : 06 -31-79-00-91 ;

- de transmettre au Département, au service des collèges de la Direction du Patrimoine Départemental et des Collèges, le planning des permanences : noms et numéros de téléphone des responsables joignables en cas de problème ;

- de prendre les dispositions nécessaires permettant l'accès aux locaux par les services du Département ou par des intervenants extérieurs désignés par ceux-ci, tout au long de l'année et plus particulièrement durant les périodes de fermeture administrative de l'établissement.

Article 17 : Travaux, Equipements et Entretien

TRAVAUX

Cf. annexe 8 « Travaux »

L'Etat a souhaité mettre en oeuvre des mesures de sécurisation des établissements scolaires. A ce titre, le Département est amené à réaliser des travaux spécifiques (mise en oeuvre de clôtures, portails, contrôle d'accès, sonneries PPMS...).

En conséquence, le Département pourrait modifier les priorités établies au titre de l'année 2020, figurant dans l'annexe 8 du présent document.

EQUIPEMENTS – MOBILIER – INFORMATIQUE

Cf. annexe 8 « Equipements / Mobiliers / Informatique »

En 2020, le Département va poursuivre le renouvellement des serveurs pédagogiques et le renouvellement des ordinateurs de la dotation 2009/2010. Les équipements remplacés seront récupérés par le Département.

S'agissant des équipements informatiques, il convient de rappeler que le réseau informatique reste la propriété du Département et qu'à ce titre les EPLE ne peuvent pas connecter de nouveaux équipements informatiques sur le réseau, sans avoir préalablement sollicité l'autorisation de la Direction des Services Informatiques du Département.

Ainsi, avant tout achat d'équipement, les EPLE devront soumettre leurs choix à l'avis et à l'autorisation de la Direction des Services Informatiques du Conseil départemental afin de vérifier la compatibilité de ceux-ci et leur intégration éventuelle au marché de maintenance dont le Département a la charge. Les matériels non répertoriés ne sont pas pris en compte dans le cadre du marché de maintenance piloté par le Département.

ENTRETIEN

L'entretien général de l'Etablissement comprend toutes les tâches permettant le maintien en bon état du patrimoine bâti (nettoyage essentiellement) et de tous les espaces extérieurs (espaces verts notamment).

L'entretien technique concerne pour l'essentiel la maintenance technique de tous les équipements immobiliers.

L'Etablissement, organise l'entretien général et technique et sollicite le recours à l'externalisation :

Taches spécifiques	Nbre, volume ou surfaces concernées (m2)	Période d'intervention souhaitée	Externalisation ou intervention de la cellule collège (sera complété par le Conseil Départemental)

RAPPEL : Pour recourir à la Cellule d'Intervention Collège du Département, l'Etablissement devra remplir le formulaire type intitulé « Intervention de la Cellule Collège » joint **en annexe 6** de la présente convention.

Les coûts d'intervention des prestataires et entreprises privées seront directement pris en charge par le Département.

Contrats de maintenances et visites périodiques

Cf. annexe 7

➤ La liste des contrats obligatoires et non obligatoires (hors pédagogie) pour l'année 2020 est fournie par l'Etablissement au Département (fiche récapitulative contrats, annexe 7 de la présente convention). L'Etablissement devra informer le Département de toute modification de ces contrats pendant la durée de la présente convention en transmettant une liste actualisée.

Déchets

➤ Modalités de prise en charge des déchets non courants

L'Etablissement et le Département conviennent des modalités d'évacuations des déchets non courants suivants :

() : Préciser l'intervenant ainsi que les modalités d'intervention (assurances, plan de prévention,...)*

Type de déchets	Intervenants		
	Moyens propres à l'Etablissement	Cellule intervention Collège	Autres (à préciser *)
Végétaux			
Produits chimiques			
Encombrant			
Matériel électrique			
Médicaux			

Article 18 : Missions des Agents Départementaux des Collèges

Conformément à l'article L. 913-1 du Code de l'Education, les Agents Départementaux des Collèges participent aux missions du service public de l'éducation et assurent pour le compte du Département des missions d'accueil, de maintenance, de restauration et d'hébergement. Ils ne peuvent assurer des missions relevant de la compétence de l'Etat (encadrement et surveillance des élèves notamment).

La mission d'accueil est assurée par les personnels de l'Etat et par les personnels du Département dans leur domaine de compétences respectif.

A ce titre, l'Etablissement organise cette mission au quotidien suivant les horaires d'ouverture des collèges indiqués ci-dessous :

Horaires d'ouverture du collège :

Durant les périodes de vacances scolaires, en l'absence d'agent de permanence l'accès aux locaux par les services du Département et par les intervenants extérieurs désignés par le Département est organisé ainsi qu'il suit (exemple : accès à l'armoire des clés) :

.....

Article 19 : Service de restauration et d'hébergement

Le Département décide de l'implantation et de l'organisation des services de restauration et d'hébergement. Il définit les modalités d'exploitation des services et à ce titre l'Assemblée Départementale pour l'année 2020 a fixé le prix de base du repas à 2,80 € ainsi que la règle de calcul du forfait 5 jours, du forfait 4 jours, du forfait 3 jours et du ticket élève et de l'ensemble des tarifs en découlant.

L'Assemblée départementale du 25 octobre 2019 a également fixé le tarif de l'ensemble des agents territoriaux intervenant sur les collèges, quel que soit leur indice, à 3,35 €.

Conformément à la délibération de la Commission Permanente du 18 décembre 2012, le Département participe au financement des repas des agents départementaux des collèges en prenant à sa charge 60% du tarif de base du repas élève qui s'établit à 2,80 € pour l'année 2020, soit un montant de 1,68 € par repas.

Le Département versera à l'EPLÉ cette contribution sur la base d'un **état trimestriel** établi par l'établissement pour l'ensemble des repas achetés par les agents auprès du collège.

Ce dispositif permet ainsi aux personnels départementaux des collèges de s'acquitter uniquement d'un montant de 1,67 € par repas restant à leur charge.

Le Département alloue les moyens humains et matériels au bon fonctionnement du service.

Le Département maintient, pour l'année 2020, la participation des familles aux frais de personnel du service à **22,5 %**

L'Etablissement assure la gestion au quotidien du service et à ce titre :

- assure la sécurité sanitaire et notamment la mise en œuvre du Plan de Maîtrise Sanitaire (*arrêté du 8 juin 2006 modifié et notes de service du 11 janvier 2007 et du 24 octobre 2007*) ;
- respecte la réglementation en vigueur concernant l'équilibre alimentaire et la qualité nutritionnelle des aliments servis ;
- met en œuvre une politique de réduction des déchets alimentaires et s'inscrit dans le processus de tri et de recyclage des déchets, s'il existe, sur la Commune, la Communauté de Communes ou la Communauté d'Agglomération.

TITRE IV : UTILISATION DES BIENS IMMOBILIERS ET MOBILIERS

Article 20 : Logements de fonction

L'article R. 216-5 du Code de l'Education prévoit que :

« Dans les conditions fixées au premier alinéa de *l'article R. 94 du code du domaine de l'Etat*, sont logés par nécessité absolue de service les personnels appartenant aux catégories suivantes :

1° Les personnels de direction, d'administration, de gestion et d'éducation, dans les limites fixées à l'article R. 216-6, selon l'importance de l'établissement ;

2° Les personnels de santé, dans les conditions définies à l'article R. 216-7 ;

3° Dans les établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricoles mentionnés à l'article L. 815-1 du code rural et de la pêche maritime , les personnels responsables d'une exploitation agricole et ceux chargés des élevages et des cultures, dans les conditions définies à l'article R. 216-8 »

L'article R. 216-6 du Code de l'Education prévoit que :

« Le nombre des personnels mentionnés au 1° de l'article R. 216-5 et logés par nécessité absolue de service est fixé selon un classement pondéré des établissements :

- moins de 400 points : 2 ;*
- de 400 à 800 points : 3 ;*
- de 801 à 1 200 points : 4 ;*
- de 1 201 à 1 700 points : 5 ;*
- de 1 701 à 2 200 points : 6 ;*
- de 2 201 à 2 700 points : 7 ;*

Au-delà, à raison d'un agent supplémentaire logé par nécessité absolue de service par tranche de 500 points.

Dans ce calcul, chaque élève est compté pour un point. Toutefois, sont comptés pour deux points les élèves des classes préparatoires aux grandes écoles, les élèves des sections industrielles des lycées, les élèves de l'enseignement agricole et les élèves de l'enseignement pour les enfants et adolescents handicapés. En outre, chaque demi-pensionnaire est compté pour un point supplémentaire et chaque interne pour trois points supplémentaires.

Lorsque les demi-pensionnaires et les internes sont hébergés dans un autre établissement, ces points supplémentaires sont attribués à l'établissement qui assure l'hébergement ».

Le nombre de logement dévolus au personnel d'Etat se fait à partir d'un calcul de points sur la base des effectifs de l'année scolaire N – 1. Dans le cas où ces points viendraient à évoluer, entraînant une augmentation ou une diminution du nombre de ces logements, le Département proposera à l'Assemblée Départementale un rapport spécifique pour prendre en compte ces changements.

En cas de vacance d'un logement en raison de l'octroi d'une dérogation à l'obligation d'occuper un logement de fonction, une convention d'occupation précaire peut être proposée à d'autres agents de l'Etablissement (agent d'Etat ou du Département).

Des arrêtés spécifiques d'attribution seront pris par le Département, sur proposition du Conseil d'Administration de l'Etablissement.

Pour l'année scolaire 2019/2020, le nombre de points s'établit à points. En conséquence, le nombre de concessions en NAS Etat est de logements.

L'affectation de ces logements est détaillée dans **l'annexe N° 9** de la présente convention mise à jour à la rentrée de septembre 2019

Le personnel du Département bénéficiant d'un logement au titre d'une NAS apportera en contrepartie de l'affectation de ce logement, un volume horaire annuel supplémentaire de 123

heures, figurant sur le planning du temps de travail annuel et répondant à des missions précises et particulières.

Article 21 : Autres logements

L'Etablissement peut disposer par ailleurs d'autres logements qui figurent dans ***l'annexe 9*** de la présente convention mise à jour à la rentrée de septembre 2019 et pouvant être complétée ou modifiée au cours de l'année.

L'affectation de ces logements s'établira par le biais d'une convention d'occupation précaire, **préalablement autorisée** par le Conseil Départemental et soumis à l'avis du Conseil d'Administration de l'Etablissement.

Article 22 : Autres locaux

L'Etablissement et le Département conviennent de mettre à disposition de façon récurrente à des organismes ou associations les locaux suivants :

(locaux de l'EPLE loués à des organismes ou associations extérieures)

Type de local	Nom du locataire	Durée / horaire	Tarif location	Observations

L'occupation de ces locaux en dehors du temps scolaire fera l'objet d'une convention préalable entre l'Etablissement, le Département, l'Utilisateur et le Maire de la Commune du lieu d'implantation de ces locaux.

Article 23 : Autres équipements

Liste des locaux et équipements sportifs dont dispose l'Etablissement faisant l'objet d'une location à un organisme extérieur et conditions de location :

L'Etablissement et le Département conviennent des locaux et équipements sportifs « loués » par l'Etablissement :

(Équipements de l'EPLE loués à des organismes extérieurs)

Type de local	Nom de l'occupant	Observations

Article 24 : Assurances

L'Etablissement et le Département conviennent de l'ensemble des biens à assurer :

- biens immobiliers

Bâtiments	Type d'assurance	Etablissement	Département
Bâtiment scolaire	Responsabilité Civile activité	x	
Logement de fonction	Assurance locataire *		

* Les attestations d'assurances des occupants de logements de fonction seront transmises au Département.

L'Etablissement et le Département conviennent ensemble que dans le cadre de la mise à disposition de locaux à des organismes ou des associations, ces derniers devront fournir les attestations d'assurance afférentes à l'utilisation de ces locaux et mentionnées dans la convention conclue entre l'Etablissement, le Département, l'Utilisateur et le Maire de la Commune du lieu d'implantation de ces locaux.

NB : Dans les cas mentionnés ci-dessus où l'Etat est son propre assureur, l'Etablissement le précisera au Département.

- biens mobiliers

Mobiliers	Type d'assurance	Etablissement	Département

L'Etablissement et le Département conviennent ensemble que le personnel de l'Etat utilisant les véhicules assurés par le Département devra avoir une assurance spécifique pour les véhicules suivants :

Véhicules	Type d'assurance	Etablissement	Département

TITRE V : ACTIONS D'ACCOMPAGNEMENT

Article 25 : Actions d'accompagnement pédagogique du Département

Le Département met en œuvre un ensemble d'actions d'accompagnement pédagogique en faveur des collégiens dans les domaines de l'éducation, de la vie citoyenne, des loisirs, de la culture, des arts et des sports.

Ces actions seront proposées à l'Etablissement. Ce dernier, sous réserve de remplir les critères d'éligibilité définis par le Département, pourra bénéficier de ces actions.

TITRE VI : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 26 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2020. Elle prendra fin le 31 décembre 2020.

Article 27 : Modification de la convention

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant écrit, approuvé et signé des deux parties.

Article 28 : Litiges

Les parties s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige né de la présente convention avant la saisine de la juridiction compétente.

Sont annexés à la présente convention les documents suivants :

- Annexe 1 : Critères de dotation de fonctionnement des EPLE ;
- Annexe 2 : Fiches de postes types ;
- Annexe 3 : Etat prévisionnel de gestion ;
- Annexe 4 : Règlement intérieur de la mobilité interne du Département ;
- Annexe 5 : Le guide de l'évalué et l'entretien individuel d'évaluation ;
- Annexe 6 : Formulaire type Intervention de la Cellule Collège ;
- Annexe 7 : Fiche récapitulative des contrats ;
- Annexe 8 : Fiche récapitulative des travaux, équipements et mobiliers ;
- Annexe 9 : Récapitulatif des logements de l'établissement
- Annexe 10 : Fiche récapitulative des achats d'équipements de protection individuelle

le

le

Le Principal du Collège

Le Président du Conseil Départemental

BARAQUEVILLE

Travaux demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
Rénovation des salles de cours de technologie	1	Tranche Conditionnelle	Eclairage, plafond et fenêtres
Pose de robinets thermostatiques	2	OUI	
Changement système d'éclairage dans le hall	3	Tranche Conditionnelle	
Mobiliers demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Mobiliers retenus par le Département	Observations
Casiers de rangement pour les élèves	1	OUI	
Bureaux et chaises pour les classes	2	Tranche Conditionnelle	
Meubles de rangement pour l'administration	3	OUI	
Mobilier d'accueil dans le hall d'entrée	4	Tranche Conditionnelle	
Petits matériels demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Petits matériels retenus par le Département	Observations
Câbles audio entre l'unité centrale et le VPI	1	OUI	DSI
Travaux proposés par le Conseil Départemental	Ordre de priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
SSI Internat	1	OUI	
Menuiseries Logement	2	Tranche Conditionnelle	A évaluer

CAPDENAC

Travaux demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
Réorganisation de la salle de technologie en îlots	1	Tranche Conditionnelle	Projet à définir
Peinture du sol de la cour à rafraichir	2	OUI	
Rideaux pour salles 11-12-13-14-15-16-17-18 côté route et rideaux occultants pour les fenêtres des salles 12-14-15	3	OUI	Salles 12-14-15 côté couloir
Un sèche main pour les toilettes du personnel	4	OUI	
Equipements demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Equipements retenus par le Département	Observations
Un écran blanc pour vidéo projecteur salle d'étude	1	OUI	
Un aspirateur	2	OUI	
Peinture pour repeindre l'accueil et les bureaux du secrétariat, gestionnaire et principal	3	OUI	Equipe mobile en appui
Mobiliers demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Mobiliers retenus par le Département	Observations
Tables et chaises pour la salle de technologie pour les installer en îlots	1	Tranche Conditionnelle	En lien avec demande travaux
Tables et chaises pour la salle d'Arts plastiques	2	OUI	

CRANSAC

Travaux demandés par l'Établissement	Ordre de priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
Reprise des murs et du sol dans le local des casiers élèves	NC	OUI	Mur : Peinture Sol : A étudiant
Réfection des murs des salles 104 et 105	NC	OUI	
Équipements demandés par l'Établissement	Ordre de priorité	Équipements retenus par le Département	Observations
Appareil de nettoyage haute pression	1	OUI	
Tapis de sol entrée bâtiment	NC	OUI	
Mobiliers demandés par l'Établissement	Ordre de priorité	Mobiliers retenus par le Département	Observations
Une table basse et deux chauffeuses en auto-consultation pour la salle 105	1	OUI	
Mobilier des salles 9-10-12 et 13	1	OUI	2 salles
Mobilier pour salle des professeurs : deux tables informatiques avec siège de bureau, table de réunion pouvant accueillir 25 personnes, chaises, un vidéo-projecteur à focale courte suspendu au plafond, un coin aménagé détente et deux tableaux blancs triptyques.	NC	OUI	Tables informatiques, siège de bureau, coin détente et deux tableaux blancs triptyques

DECAZEVILLE

Travaux demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
Insonorisation du restaurant scolaire (plafond)	1	Tranche Conditionnelle	
Réfection sol plonge cuisine	2	OUI	Création zone dépose plateau intégrée
Réfection salles de bains appartements 1,3 et 4	3	Tranche Conditionnelle	
Eclairage pavés à leds couloir R+1	4	Tranche Conditionnelle	
Transformateur	NC	Tranche Conditionnelle	Etude en cours
Equipements demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Equipements retenus par le Département	Observations
Un salad bar	1	OUI	
Mobiliers demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Mobiliers retenus par le Département	Observations
Mobilier pour le CDI (tables, chaises et rayonnages)	1	OUI	1ere tranche suivant étude
Trois tableaux blancs	NC	OUI	
Petits matériels demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Petits matériels retenus par le Département	Observations
Aspirateur dorsal	1	OUI	
Grilles aération murs extérieurs	2	OUI	
Dalles de plafond pour le couloir de circulation	3	OUI	
Film sans train pour toutes les portes extérieures et baies vitrées	4	Tranche Conditionnelle	A évaluer

ESPALION

Travaux demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
Remplacement des tuyaux d'alimentation d'eau bâtiment administration et dépôt des sections mortes : légionellose	1	OUI	
Opacification des vitres des salles des niveaux 200 et 300	2	OUI	Expérimentation sur une salle
Agrandissement salle des professeurs	3	OUI	
Peinture 1er et 2ème étage bâtiment Lot des couloirs	NC	Tranche Conditionnelle	2ème étage (sol, mur, plafond et éclairage)
Equipements demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Equipements retenus par le Département	Observations
21 postes informatiques salle rez de chaussée	1	Tranche Conditionnelle	
14 postes informatique salle 110	2	Tranche Conditionnelle	
02 postes informatique intendance et secrétariat de direction	3	Tranche Conditionnelle	
Mobiliers demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Mobiliers retenus par le Département	Observations
Mobilier pour le foyer des élèves	1	Tranche Conditionnelle	
4 bancs pour la cour	2	OUI	
2 tableaux blancs à roulettes pour l'EPS	3	OUI	
Petits matériels demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Petits matériels retenus par le Département	Observations
Matériels de cuisine suivant recommandations de l'Audit: -Trancheur à jambon -Essoreuse à salades -Armoire à balais INOX -Distributeur à plateaux	NC	OUI	
Travaux proposés par le Conseil Départemental	Ordre de priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
Aménagement bureau coordonateur	1	OUI	
Aménagement salle agents	2	OUI	

MARCILLAC

Travaux demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
Revêtement murs et sols + menuiseries encadrement fenêtres + infiltrations de la cuisine	1	OUI	Réparation ponctuelle pour répondre aux non-conformités rapport DDCSpp
Réaménagement accès self	2	Tranche Conditionnelle	Définir précisément
Portes chambres internat	3	Tranche Conditionnelle	A évaluer
Accessibilité : 3eme phase	NC	OUI	
Equipements demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Equipements retenus par le Département	Observations
Contrôle d'accès (type "turboseif")	1	Tranche Conditionnelle	A évaluer en lien avec demande travaux
Standard téléphonique	2	OUI	
Bar à salades	3	OUI	Sous réserve faisabilité
Mobiliers demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Mobiliers retenus par le Département	Observations
Mobilier internat	1	Tranche Conditionnelle	Définition du besoin
Casiers supplémentaires - élèves 4ème et 3ème	2	OUI	
Petits matériels demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Petits matériels retenus par le Département	Observations
Remplacement serrures casiers élèves par fermetures à cadenas	1	OUI	
Travaux proposés par le Conseil Départemental	Ordre de priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
Armoires électriques	NC	Tranche Conditionnelle	Etude en cours

MILLAU

Travaux demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
Aménagement cour Moulin (sanitaires, préaux et espaces sportif)	1	OUI	Préau et sanitaires
Création salle informatique 30 postes	2	Tranche Conditionnelle	Voir DSI
Sols salles de classe bâtiment Moulin	3	Tranche Conditionnelle	Faisabilité à vérifier
Rénovation appartement de fonction bâtiment Moulin	4	OUI	
Portes des ateliers SEGPA	5	Tranche Conditionnelle	A évaluer
Visio-phone et gache électrique	6	OUI	
Réparation et marquage parking Moulin	7	OUI	Après reprise des réseaux EU/EP sanitaires
Accueil + rénovation Perron	8	OUI	Perron uniquement
Equipements demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Equipements retenus par le Département	Observations
Variocooking	1	Tranche Conditionnelle	
Cellule de refroidissement avec moteur externe	2	Tranche Conditionnelle	
2 chariots agent à tri sélectif	3	OUI	
Scie radiale	4	OUI	
Mobiliers demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Mobiliers retenus par le Département	Observations
Roulettes chariots four frima	1	OUI	
Mobilier salle banalisées salles de classes	2	Tranche Conditionnelle	2 classes
Tabourets salle de sciences	3	OUI	
Petits matériels demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Petits matériels retenus par le Département	Observations
Barillets à molette bâtiment Moulin (PPMS)	1	Tranche Conditionnelle	A évaluer
Rayonnage art plastique	2	OUI	

MUR DE BARREZ

Travaux demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
Remplacement des blocs lumineux au refectoire par des pavés à LED	1	OUI	
Réparation prises réseau pédagogiques et audit réseau	2	Tranche Conditionnelle	A étudier
Arrivée d'eau et installation d'un lavabo en salle des professeurs	3	Tranche Conditionnelle	A voir
Equipements demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Equipements retenus par le Département	Observations
Equipements cuisine : réfrigérateurs	1	OUI	Vérifier opportunité
3 vidéoprojecteurs interactifs (dessin, musique, salle informatique)	2	OUI	Si pas d'équipement
Onduleur informatique	3	OUI	A confirmer par DSI
Mobiliers demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Mobiliers retenus par le Département	Observations
Bacs à BD pour le CDI	1	OUI	
Panneau d'affichage - vitrine extérieure x 2	2	OUI	
Travaux proposés par le Conseil Départemental	Ordre de priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
Remplacement SSI	1	OUI	

NAUCELLE

Travaux demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
Travaux de sécurité PPMS	1	OUI	
Porte feu cuisine / réfectoire à réparer et pas de porte livraison à revoir	2	OUI	
Plafonds couloir bâtiment B à refaire	3	Tranche Conditionnelle	A évaluer
Implantation des prises et sécurisation des fils et câbles dans le bureau Gestion	4	Tranche Conditionnelle	A évaluer
Equipements demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Equipements retenus par le Département	Observations
25 postes informatique	1	OUI	DSI
8 vidéoprojecteurs	2	OUI	Si remplacement
Mobiliers demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Mobiliers retenus par le Département	Observations
Renouvellement de tables adaptées dans la salle de technologie	1	Tranche Conditionnelle	A évaluer

ONET LE CHÂTEAU

Travaux demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
Réfection de la salle de technologie	1	Tranche Conditionnelle	Etude à réaliser
Rafraichissement peinture couloir 2ème étage	2	OUI	
Rafraichissement peinture préau	3	OUI	
Equipements demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Equipements retenus par le Département	Observations
Deux chariots à niveau constant + paniers à ramequins	1	OUI	
Echelle de four	2	OUI	
Chariot inox petite assiettes et ravier	3	Tranche Conditionnelle	A évaluer
Chariot inox à 3 étages	4	Tranche Conditionnelle	
Mobiliers demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Mobiliers retenus par le Département	Observations
40 tables et chaises pour la salle 107 et réassort des autres salles de classe	1	OUI	

PONT DE SALARS

Travaux demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
Remplacement des fenêtres	1	OUI	2eme tranche
Faux plafond et éclairage : salles 11,12 et 19 + couloir 2ème étage	1	OUI	1 salle
Colmatage fuite verrière du CDI	1	OUI	
Changement des armoires électriques non plastronnées dans les cages d'escaliers	2	Tranche Conditionnelle	Etude en cours
Réaménagement de la desserte plateaux	2	Tranche Conditionnelle	
Report des alarmes des chambres froides sur les téléphones des agents	2	OUI	Personnel logé uniquement
Détection électrique dans le préau et le couloir de l'infirmier	2	OUI	
Câblage électrique et informatique pour 3 PC au CDI	3	OUI	
Câblage pour un téléphone dans le bureau de l'AS et de la Psychologue	3	OUI	Câblage
Equipements demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Equipements retenus par le Département	Observations
Un distributeur à plateaux + logiciel ARD	1	Tranche Conditionnelle	A évaluer
Une table de tri	1	Tranche Conditionnelle	
Un véhicule utilitaire	1	OUI	
Un lave batterie	1	OUI	
Mobiliers demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Mobiliers retenus par le Département	Observations
30 tables et chaises pour la salle 15	1	OUI	
3 tables rondes pour le foyer des élèves	3	OUI	
Petits matériels demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Petits matériels retenus par le Département	Observations
Un tableau à craie pour le foyer des élèves	1	OUI	Voir pour redéploiement
Un tableau blanc pour le CDI	1	OUI	

REQUISTA

Travaux demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
Electrification du portail d'accès au parking du personnel et des fournisseurs	1	OUI	Etude en cours
Marquage au sol du parking	2	OUI	
Installation d'un 2ème WC au niveau RDC	3	Tranche Conditionnelle	A étudier
Surveillance des fissures apparues sur le bâtiment	4	OUI	En cours
Equipements demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Equipements retenus par le Département	Observations
Souffleur à feuilles	1	OUI	
Equipements cour, projet élève	2	Tranche Conditionnelle	A évaluer
Aspirateur brosse	3	OUI	
Wéveuleuse	4	OUI	
Mobiliers demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Mobiliers retenus par le Département	Observations
140 chaises légères	NC	Tranche Conditionnelle	A évaluer
Petits matériels demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Petits matériels retenus par le Département	Observations
5 écrans d'ordinateurs	1	OUI	Voir DSI

RIEUPEYROUX

Travaux demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
Changer porte entrée bâtiment du bas	1	Tranche Conditionnelle	A voir dans le cadre de l'étude accessibilité en cours
Fermer le bureau de la secrétaire de direction	2	Tranche Conditionnelle	A étudier
Signalétique accueil des usagers	3	OUI	
Déplacement vie scolaire	4	Tranche Conditionnelle	Etude accessibilité 2020
Ventilateur local stockage matériel des produits d'entretien	5	OUI	
Eau chaude WC de la cour	6	OUI	A évaluer
Equipements demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Equipements retenus par le Département	Observations
Armoire chaude type meuble en hauteur	1	Tranche Conditionnelle	A évaluer
Sonnerie incendie au dernier étage administration	2	OUI	Etude accessibilité en cours
Mobiliers demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Mobiliers retenus par le Département	Observations
3 chaises à roulette pour table ordinateurs salle des professeurs	1	OUI	
6 fauteuils pour créer un coin lecture au CDI	2	OUI	
Une armoire réfrigérée pour les entrées type bar à crudité	3	Tranche Conditionnelle	
4 bancs pour la cour	4	OUI	
6 poubelles pour la cour	5	OUI	
Un tableau blanc	6	OUI	
Petits matériels demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Petits matériels retenus par le Département	Observations
10 plaques à pizza pour le four	1	OUI	
Travaux proposés par le Conseil Départemental	Ordre de priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
Réseaux phase 2		OUI	Eté 2020

RIGNAC

Travaux demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
Extension du collège (Création de salles)	1	Tranche Conditionnelle	Négociation en cours pour achat du terrain
Rénovation des sanitaires	2	OUI	
Rénovation et agrandissement du foyer	3	Tranche Conditionnelle	A évaluer
Ventilation local produit d'entretien	4	OUI	
Sécuriser la salle de musique par des volets	5	Tranche Conditionnelle	A évaluer
Equipements demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Equipements retenus par le Département	Observations
Machine à granulés pour la plonge	1	OUI	
Monobrosse	2	OUI	Subvention
Chariot à niveaux constants pour plateaux	3	Tranche Conditionnelle	A évaluer
Balaise pour le tri sélectif	4	OUI	
Mobiliers demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Mobiliers retenus par le Département	Observations
Mobilier salle de musique (chaise et pupitre rabattable)	1	OUI	
Meuble colonne pour CDI	2	OUI	
Mobilier deux salles de classe	3	Tranche Conditionnelle	
Armoire sécurisée infirmerie	4	OUI	
Meuble pour machine à pain	5	OUI	
Assises bancs pour la cour	6	Tranche Conditionnelle	
Petits matériels demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Petits matériels retenus par le Département	Observations
Vidéoprojecteur	1	OUI	Si renouvellement

RODEZ-FABRE

Travaux demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
Mettre en conformité le local de stockage des produits d'entretien	1	OUI	
Extension du système de sonorité et de sonorisation au Pavillon des arts	2	OUI	En commande
Création d'une seconde salle informatique avec 30 postes au 3eme étage	3	Tranche Conditionnelle	
Rénovation de salles au 2eme étage (avec déplacement des salles d'ULIS) en lien avec la hausse des effectifs	4	OUI	
Remplacement du mobilier de la cour (bancs, éclairage et tables de ping-pong)	5	OUI	2eme tranche
Eclairage de la cour de récréation	6	OUI	
Equipements demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Equipements retenus par le Département	Observations
Installation de VPI et de tableaux blancs associés	1	OUI	
Chariots de ménage	2	OUI	
Cuviers encastrables	3	OUI	
Meuble buffet de type "bar à salade"	4	Tranche Conditionnelle	
Chariots à glissières	5	Tranche Conditionnelle	
Véhicule	6	OUI	Redéploiement CD12
Remplacement des fours	7	OUI	
Broyeurs pour les déchets verts	8	OUI	
Mobiliers demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Mobiliers retenus par le Département	Observations
Mobilier pour chaque espace renové (à l'exception de la seconde salle informatique du troisième étage)	1	OUI	

RODEZ-J. MOULIN

Travaux demandés par l'Établissement	Ordre de priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
Aménagement d'un bureau pour la référente MDPH	1	OUI	Désaffectation logement en cours
Réaménagement du rez-de-chaussée	2	Tranche Conditionnelle	Etude en 2020
Réfection de l'appartement de fonction du Principal Adjoint	3	Tranche Conditionnelle	Oui si libre
Réfection de deux salles de classe	4	OUI	Salles banalisées
Équipements demandés par l'Établissement	Ordre de priorité	Équipements retenus par le Département	Observations
Remplacement des stores extérieurs cassés	1	OUI	Remplacement des volets roulants en cours. Terminé fin janvier 2020.
Deux grands tableaux blancs	2	OUI	
Un vidéoprojecteur interactif	3	OUI	Si renouvellement HS
200 plateaux de cantine	4	OUI	Si justifié
Un petit congélateur	5	OUI	
Mobiliers demandés par l'Établissement	Ordre de priorité	Mobiliers retenus par le Département	Observations
Un équipement de bureau complet	1	OUI	
140 chaises pour le réfectoire	2	Tranche Conditionnelle	A évaluer
Deux bureaux administratifs avec armoire basse de rangement, caissons et chaises	3	OUI	
4 tables et bancs pour la cour extérieure	4	Tranche Conditionnelle	A évaluer
Petits matériels et fournitures demandés par l'Établissement	Ordre de priorité	Petits matériels retenus par le Département	Observations
Un transpalette	1	Tranche Conditionnelle	A évaluer
4 grilles d'exposition en fer	2	OUI	
Un chariot de ménage	3	OUI	
Travaux proposés par le Conseil Départemental	Ordre de priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
Réseau gymnase	1	OUI	Etude en cours
Transformateur	2	Tranche Conditionnelle	Etude en cours

ST AFFRIQUE

Travaux demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
Rénovation du logement de fonction du site Foch + peinture plafond logement de fonction du bâtiment administratif	1	OUI	Si libre
Travaux restauration 2ème tranche	2	OUI	En fonction de l'opération "Internats" de la Région
Mise en accessibilité de la circulation au niveau du réfectoire	3	OUI	
Equipements demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Equipements retenus par le Département	Observations
Guérite à l'entrée intérieure du portail Jean Jaurès	1	OUI	A étudier et réaliser
Matériel de cuisine (Variocooking) à FOCH	2	OUI	
Un vidéoprojecteur pour la salle de multimédia site Foch	3	OUI	Si pas d'équipement
Mobiliers demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Mobiliers retenus par le Département	Observations
Mobilier pour deux salles de cours	1	OUI	
Mobilier pour la salle de l'ancien CDI du site Foch	2	Tranche Conditionnelle	A évaluer
Travaux proposés par le Conseil Départemental	Ordre de priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
Monte-charge cuisine		Tranche Conditionnelle	A évaluer
Mise en conformité gaz		OUI	
Suppression chaudières lié à la mise en place réseau de chaleur urbain		Tranche Conditionnelle	A étudier et réaliser
2ème étage externat (suite)		OUI	2eme tranche
Préau Foch (en cours)		OUI	Fait Février 2020

ST AMANS DES COTS

Travaux demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
Rénovation thermique de l'établissement	1	Tranche Conditionnelle	Préconisation de l'entreprise MET suite à son diagnostic réalisé à la demande du Conseil Départemental à évaluer
Equipements demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Equipements retenus par le Département	Observations
Véhicule type kangou	1	Tranche Conditionnelle	Oui si véhicule utilitaire disponible en redéploiement
Boîtierne froide service restauration	2	OUI	
Congélateur	3	Tranche Conditionnelle	
Mobiliers demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Mobiliers retenus par le Département	Observations
7 armoire pour les salles de classes	1	Tranche Conditionnelle	A évaluer

ST GENIEZ D'OLT

Travaux demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
Jointes des portes battantes cuisine réfectoire	1	OUI	
Pose d'un extracteur d'air dans le magasin et le local chaufferie	2	Tranche Conditionnelle	A évaluer
Réfection du pavillon logement de fonction	3	OUI	A préciser
Equipements demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Equipements retenus par le Département	Observations
Une armoire à froid positif	1	Tranche Conditionnelle	A évaluer
Une armoire pour grosse batterie	2	Tranche Conditionnelle	A évaluer

SEVERAC D'AVEYRON

Travaux demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
Insonorisation du préau + portes anti-panique	1	Tranche Conditionnelle	A évaluer
Sols cuisine préparation	2	OUI	
Remplacement des volets roulants dans les deux salles d'études + menuiseries	3	OUI	
Remplacement sonde extérieure chauffage	4	Tranche Conditionnelle	A vérifier
Equipements demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Equipements retenus par le Département	Observations
40 unités centrales pour 2 salles de cours	1	OUI	Suivant renouvellement programmé par DSI
Porte acoustique entre le foyer et la salle de musique	2	Tranche Conditionnelle	A évaluer
Porte sécurisée niveau infirmerie	3	OUI	
Remplacement réfrigérateur - armoire 2 portes en cuisine	4	Tranche Conditionnelle	A évaluer
Installations des bancs pour la cour	5	OUI	1ere tranche
Mobiliers demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Mobiliers retenus par le Département	Observations
Equipement complet et adapté pour la salle d'art plastique	1	OUI	
Deux poufs dossier haut pour le CDI	2	OUI	
Bibliothèque tournante pour le CDI	3	OUI	
Petits matériels et fournitures demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Petits matériels retenus par le Département	Observations
Remplacement de huit tapis encastrés	1	OUI	

VILLEFRANCHE DE ROUERGUE

Travaux demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
Eclairage extérieur entrées élèves + parking agents	1	OUI	
Installation de serrures électromagnétiques extérieures RDC bâtiment pair et impair	2	Tranche Conditionnelle	A évaluer
Equipements demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Equipements retenus par le Département	Observations
Autolaveuse	1	OUI	Récupération stock
Armoire chauffante	2	Tranche Conditionnelle	Vérifier opportunité
Chariots inox cuisine	3	OUI	
Mobiliers demandés par l'Etablissement	Ordre de priorité	Mobiliers retenus par le Département	Observations
30 chaises et 15 tables	1	OUI	

EXTRAIT
du Procès-Verbal des délibérations de la
Commission Permanente du Conseil Départemental

Délibération CP/05/06/20/D/7/19

Accusé de réception en Préfecture

012-221200017-20200605-37534-DE-1-1

Reçu le 15/06/20

Déposée le 15/06/20

Publiée le

La Commission Permanente du Conseil Départemental s'est réunie le 5 juin 2020 à 10h08 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Jean-François GALLIARD, Président du Conseil Départemental.

37 Conseillers Départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Vincent ALAZARD à Monsieur Jean-Claude ANGLARS, Madame Annie BEL à Monsieur Christophe LABORIE, Madame Annie CAZARD à Monsieur Christian TIEULIE, Monsieur Camille GALIBERT à Madame Danièle VERGONNIER, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Monsieur Jean-Claude LUCHE à Madame Christine PRESNE, Monsieur Stéphane MAZARS à Madame Anne BLANC.

Absents excusés : Monsieur Jean-Dominique GONZALES.

La Commission Permanente du Conseil Départemental a immédiatement procédé à l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour de ses travaux, et après en avoir délibéré :

OBJET : Désaffectation d'un logement de fonction au collège Jean Moulin de Rodez.

Commission du patrimoine départemental, des collèges et de
l'enseignement supérieur

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 modifiée visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

CONSIDERANT que les rapports présentés à la réunion de la Commission Permanente du 05 juin 2020 ont été adressés aux élus le 27 mai 2020 ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la commission du patrimoine départemental, des collèges et de l'enseignement supérieur lors de sa réunion du 29 mai 2020 ;

CONSIDERANT que le Département a été sollicité par le collège Jean Moulin de RODEZ pour la désaffectation d'un logement de fonction situé dans le bâtiment administratif et qui n'est pas occupé depuis plusieurs années. Ce logement situé près du bureau de l'accueil, serait destiné à accueillir des locaux réservés à la personne référente de la Maison Départementale du Handicap ;

CONSIDERANT que selon les dispositions du Code de l'Education, le Département attribue les concessions de logements aux personnels d'Etat exerçant certaines fonctions et cela à partir d'un calcul de points sur la base des effectifs de l'année scolaire N-1 ;

CONSIDERANT que pour cet établissement, le Département attribue 4 concessions de logements en faveur des personnels d'Etat, logés en nécessité absolue de service ;

CONSIDERANT que le collège dispose actuellement de 6 logements dont celui qu'il convient de désaffecter ;

APPROUVE, au regard du nombre de logements disponibles dans ce collège, la désaffectation de ce logement et DECIDE de déposer une déclaration de changement de destination de ces locaux conformément aux règles du Code de l'Urbanisme, afin de réaliser des aménagements respectant les normes en vigueur applicables aux établissements recevant du public (ERP).

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité

- Pour : 44
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absents excusés : 2
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Conseil Départemental,

Jean-François GALLIARD

EXTRAIT
du Procès-Verbal des délibérations de la
Commission Permanente du Conseil Départemental

Délibération CP/05/06/20/D/7/20

Accusé de réception en Préfecture

012-221200017-20200605-37537-DE-1-1

Reçu le 15/06/20

Déposée le 15/06/20

Publiée le

La Commission Permanente du Conseil Départemental s'est réunie le 5 juin 2020 à 10h08 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Jean-François GALLIARD, Président du Conseil Départemental.

37 Conseillers Départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Vincent ALAZARD à Monsieur Jean-Claude ANGLARS, Madame Annie BEL à Monsieur Christophe LABORIE, Madame Annie CAZARD à Monsieur Christian TIEULIE, Monsieur Camille GALIBERT à Madame Danièle VERGONNIER, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Monsieur Jean-Claude LUCHE à Madame Christine PRESNE, Monsieur Stéphane MAZARS à Madame Anne BLANC.

Absents excusés : Monsieur Jean-Dominique GONZALES.

La Commission Permanente du Conseil Départemental a immédiatement procédé à l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour de ses travaux, et après en avoir délibéré :

OBJET : Dotation 2020 : annexes pédagogiques de Firmi et La Fouillade

Commission du patrimoine départemental, des collèges et de
l'enseignement supérieur

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 modifiée visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

CONSIDERANT que les rapports présentés à la réunion de la Commission Permanente du 05 juin 2020 ont été adressés aux élus le 27 mai 2020 ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la commission du patrimoine départemental, des collèges et de l'enseignement supérieur lors de sa réunion du 29 mai 2020 ;

CONSIDERANT que le Département de l'Aveyron compte deux annexes pédagogiques : l'une située à Firmi et rattachée au collège de Decazeville, l'autre à La Fouillade rattachée au collège de Villefranche de Rouergue ;

CONSIDERANT que depuis 2003, le Département accorde deux participations :

- l'une versée au collège de rattachement et correspondant aux dépenses de pédagogie, à hauteur du montant arrêté chaque année dans le calcul de la dotation de fonctionnement des collèges publics soit 33,66 €/élève pour 2020 ;
- l'autre attribuée à la commune d'implantation pour les dépenses de fonctionnement ;

CONSIDERANT à ce titre, que les dotations de fonctionnement en faveur des collèges de rattachement, ont été attribuées lors de la session de l'Assemblée départementale du 25 octobre 2019 dans le cadre de la participation du Département aux dépenses de fonctionnement des collèges publics et privés pour l'année 2020 ;

PREND ACTE que la dotation de base par élève, versée à la commune est déterminée chaque année en fonction du coût d'un élève public établi au titre de la dotation de fonctionnement en faveur des collèges publics, soit pour 2020 :

➤ Coût par élève du public 2020	215,52 €
➤ Dont dépenses pédagogiques (dotation versée au collège de rattachement)	- <u>33,66 € /élève</u>
➤ Dotation de base	181,86 € /élève

ACCORDE pour 2020, les dotations de fonctionnement suivantes :

Annexe de FIRMI

Commune de Firmi : 13 821,36 € (181.86€ x 76 élèves)

Annexe de LA FOUILLADE

Commune de LA FOUILLADE : 14 730.56 € (181.86 € x 81 élèves)

Les sommes allouées aux deux communes seront prélevées sur les crédits de fonctionnement inscrits au BP 2020.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité

- Pour : 44
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absents excusés : 2
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Conseil Départemental,

Jean-François GALLIARD

EXTRAIT
du Procès-Verbal des délibérations de la
Commission Permanente du Conseil Départemental

Délibération CP/05/06/20/D/9/21

Accusé de réception en Préfecture

012-221200017-20200605-37718-DE-1-1

Reçu le 15/06/20

Déposée le 15/06/20

Publiée le

La Commission Permanente du Conseil Départemental s'est réunie le 5 juin 2020 à 10h08 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Jean-François GALLIARD, Président du Conseil Départemental.

36 Conseillers Départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Vincent ALAZARD à Monsieur Jean-Claude ANGLARS, Madame Annie BEL à Monsieur Christophe LABORIE, Madame Annie CAZARD à Monsieur Christian TIEULIE, Monsieur Camille GALIBERT à Madame Danièle VERGONNIER, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Monsieur Jean-Claude LUCHE à Madame Christine PRESNE, Monsieur Stéphane MAZARS à Madame Anne BLANC.

Absents excusés : Monsieur André AT, Monsieur Jean-Dominique GONZALES.

La Commission Permanente du Conseil Départemental a immédiatement procédé à l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour de ses travaux, et après en avoir délibéré :

OBJET : Politique départementale en faveur de la culture

Commission de la culture et des grands sites

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 modifiée visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

CONSIDERANT que les rapports présentés à la réunion de la Commission Permanente du 05 juin 2020 ont été adressés aux élus le 27 mai 2020 ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la Commission de la culture et des grands sites, lors de sa réunion du 29 mai 2020 ;

Répartition de la dotation du Pôle Aveyron occitan

CONSIDERANT qu'un crédit global de 336 708 €, reconduction du montant annuel attribué depuis 2016, a été prévu au budget primitif pour le Pôle Aveyron Occitan, qui regroupe l'Institut occitan de l'Aveyron (IOA), l'Association Départementale pour la transmission et la valorisation de l'Occitan en Aveyron (ADOC 12) et l'Ostal Joan Bodon ;

CONSIDERANT que ce pôle s'inscrit dans cette démarche et met en œuvre en 2020 un programme coordonné en faveur de la langue et de la culture occitane autour de 3 types d'actions :

- actions en direction du jeune public
- actions de formation et de transmission
- actions de sauvegarde, de diffusion de la culture occitane ;

APPROUVE la convention d'objectifs ci-annexée, à intervenir avec le Pôle Aveyron occitan (IOA, l'ADOC 12 et l'Ostal Joan Bodon) attribuant un crédit global de 336 708 €, dont la répartition est la suivante :

- 173 880 € à l'Institut occitan de l'Aveyron (IOA) pour un budget de 186 150 € ;
- 155 828 € à l'Association Départementale pour la transmission et la valorisation de l'Occitan en Aveyron (ADOC 12), pour un budget de 227 428 € ;
- 7 000 € à l'Ostal Joan Bodon, pour un budget global s'élevant à 30 600 €, dont 4 000 € de valorisation bénévolat ;

APPROUVE la convention d'objectifs, ci-annexée, établie entre le Département et le Pôle Aveyron occitan (IOA, l'ADOC 12 et l'Ostal Joan Bodon) afin de mener à bien le programme coordonné en faveur de la langue et de la culture occitane proposé par le Pôle Aveyron Occitan ;

AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental à la signer au nom du Département.

<p><u>Sens des votes : Adoptée à l'unanimité</u></p>
--

- | |
|--|
| <p>- Pour : 43</p> <p>- Abstention : 0</p> <p>- Contre : 0</p> <p>- Absents excusés : 3</p> <p>- Ne prend pas part au vote : 0</p> |
|--|

Le Président du Conseil Départemental,

Jean-François GALLIARD

CONVENTION D'OBJECTIFS POUR LA PROMOTION DE L'OCCITAN EN AVEYRON

ENTRE

Le Département de l'Aveyron

Représenté par Monsieur Jean-François GALLIARD, Président du Conseil départemental, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu de la délibération de la Commission permanente du .

D'UNE PART

Et l'Institut occitan de l'Aveyron (IOA), service associé du Conseil départemental de l'Aveyron, association déclarée à la Préfecture de l'Aveyron le 18 février 2003, dont le siège social est situé à l'Hôtel du Département (Aveyron), Place Charles de Gaulle, 12000 RODEZ, représentée par son Président Francis COURNUT, autorisé par l'Assemblée générale et le Conseil d'administration du 2 décembre 2019.

D'AUTRE PART

Et l'Association départementale pour la transmission et la valorisation de l'Occitan en Aveyron (ADOC 12) déclarée en Préfecture le 15 décembre 2005, publiée au JO le 14 janvier 2006, dont le siège social est Place Foch à Rodez, représentée par ses Co-Présidents, Messieurs Yves DURAND et Jean Louis BLENET, autorisés par l'Assemblée générale et du Conseil d'Administration du 19 septembre 2019.

D'AUTRE PART

Et l'association L'Ostal Joan Bodon, déclarée en Préfecture le 27/11/2006, représentée par son Président, Monsieur Jérôme VIALARET, autorisé par l'Assemblée générale du 15 février 2020 et du conseil d'administration du 10 février 2020.

D'AUTRE PART

Chacun de ses représentants dûment habilités par les statuts de leur association et par la convention de création du Pôle Aveyron occitan, signée le 5 décembre 2015.

PREAMBULE

La promotion des langues régionales est expressément identifiée comme une compétence partagée dans la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Le Département soutient de longue date les initiatives pour conserver et valoriser ce patrimoine immatériel, transmettre la langue et diffuser la culture occitane.

En 2015, un travail a été mené par les 3 associations afin d'étudier les voies possibles pour optimiser les ressources dédiées à la culture occitane et coordonner leurs

moyens notamment humains, pour plus d'efficacité dans la conduite des projets et plus de lisibilité de la politique menée en matière de culture occitane.

La réflexion a conduit à la création d'un pôle occitan par convention signée le 5 décembre 2015 entre les 3 associations - ADOC12, IOA et Ostal Joan Bodon.

Ce pôle a vocation à mener une réflexion commune en vue de proposer un programme coordonné en faveur de la langue et de la culture occitane.

Les actions proposées et sur lesquelles est sollicitée l'intervention financière du Département s'inscrivent dans cette démarche ; et, à ce titre, le Président du Pôle Aveyron Occitan est signataire de la présente convention.

Cette convention a pour objet de déterminer les obligations du Département et des associations pour atteindre les objectifs ci-après.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des partenaires signataires dans le cadre de la politique départementale de développement en faveur de la langue et de la culture occitane.

Les 3 structures associatives (ADOC12, IOA et Ostal Joan Bodon) ont élaboré un programme coordonné qui s'articule autour de 3 axes :

- Axe patrimoine immatériel (recherche, collectage, étude, restitution au public)
- Axe de transmission de la langue (enseignement, formation, valorisation)
- Axe création et diffusion artistiques

Conscient de l'intérêt que présente une mise en place coordonnée des actions développées dans le cadre de ces 3 axes, le Département a décidé de soutenir financièrement les 3 associations et de poursuivre les efforts pour assurer la pérennité de la culture occitane en Aveyron.

ARTICLE 2 – ACTIONS EN DIRECTION DU JEUNE PUBLIC

Les actions coordonnées de sensibilisation et d'enseignement de la langue occitane sont proposées en direction du jeune public :

-L'IOA aide à la conception des outils pédagogiques utilisés par les intervenants d'ADOC 12 sur le thème de l'Histoire du Rouergue.

-L'IOA met à disposition le fonds *Al canton* aux écoles de l'Aveyron (chansons, contes, mimologismes, photographies, ethnotextes, enregistrements sonores et vidéos, notices...) sur les sujets demandés par les utilisateurs.

-L'ADOC 12 propose un programme d'interventions hebdomadaires de trente minutes chacune dans les écoles du département : 22 interventions au total par an, de fin novembre 2019 à juillet 2020. Sur les 22 662 enfants scolarisés dans les classes primaires de l'Aveyron en 2019-2020, de la petite section de maternelle au CM2, 4 460 en bénéficieront, soit 19,68 % des effectifs. Cette action correspond à la mission définie à l'article 4-2 et 5-2 de la Convention signée le 7 novembre 2013 avec les Services

départementaux de l'Éducation nationale pour développer et structurer l'enseignement de la langue et de la culture occitane en Aveyron.

Une convention académique a été établie pour les années 2019-2022 et associe l'Etat, la Région Occitanie, la ville de Toulouse et les Conseils départementaux de la Haute Garonne, du Gers, des Hautes Pyrénées, du Tarn, du Tarn et Garonne et de l'Aveyron.

La convention académique et la convention d'application en Aveyron (2019-2022) accompagnée des documents « Ressources départementales » et « Etat des lieux de l'enseignement de l'occitan en Aveyron » ont été approuvées par la Commission permanente du Conseil départemental de l'Aveyron du 20 décembre 2019 :

Elle est en cours de signature par les différents partenaires.

-Ouverture de la maison de l'écrivain Jean-Boudou à Crespin (10ème saison) (date non précisée au vu du contexte sanitaire)

L'ADOC 12 est partenaire de l'*Ostal Bodon* dans le cadre du groupement Pôle Aveyron occitan, en mettant à sa disposition des personnels pour l'ouverture au public et l'animation de cette maison d'écrivain.

ARTICLE 3 – ACTIONS DE FORMATION ET DE TRANSMISSION

L'ADOC 12 organisera à l'attention de ses salariés 7 journées de formation pédagogique.

Au printemps 2020, L'ADOC 12 recrutera et formera deux nouveaux intervenants, d'abord pour pourvoir à des remplacements de congés maternité et, ensuite si les budgets le permettent, développer son action dans les villes à la rentrée d'automne.

ARTICLE 4 – ACTIONS DE SAUVEGARDE, DE DIFFUSION DE LA CULTURE OCCITANE

Les actions coordonnées de sauvegarde et de diffusion sont organisées de la manière suivante :

1) Site Internet multimedia

Désormais ouvert au public depuis le 18 mars 2019, le site www.occitan-aveyron.fr, créé par le Conseil départemental et l'Institut occitan de l'Aveyron avec l'appui technique de la société Laëtis (Arviou), met à la disposition des internautes le patrimoine collecté en Aveyron par les services associés du Conseil départemental depuis 1987.

De la date de son lancement au 31 décembre 2019, 41 657 personnes se sont connectées et ont vu 3,17 pages en moyenne par connexion (4,91 pages depuis le 15 juillet).

Pour maintenir l'intérêt des internautes, l'IOA enrichira le site de nouvelles données : ethnotextes, photos, enregistrements sonores, vidéos. Au 31 décembre 2019, le site comptait 19 730 pages. Ce chiffre devra porter à plus de 22 000 à la fin 2020.

L'association publiera plusieurs fois par semaine de nouvelles suggestions de visites sur les réseaux sociaux et continuera de répondre aux questions des internautes ; demandes de traduction, envois de documents...

2) Mise en place d'une opération de valorisation de la langue et de la culture occitanes à l'échelle des communautés de communes de l'Aveyron, en relation avec les 19 offices de tourisme départementaux, l'opération Païs ; lancement d'une

expérimentation sur un premier territoire.

- 3) **Lancement d'une opération de collectage participatif** sous la forme d'un concours annuel d'écriture et d'un appel à contribution des aveyronnaises et aveyronnais : projet « Fai parler ton vesin ! »

4) Collecte et sauvegarde du patrimoine immatériel occitan

L'IOA veillera à la bonne conservation de ses fonds, à leur accroissement, à leur récolement permanent. Il poursuivra ses opérations de

- sous-titrage (français et occitan) de ses vidéogrammes
- classement et rédaction des instruments de recherche descriptifs
- transcription, transgraphie
- études linguistiques
- catalogages d'archives en occitan confiées par les particuliers ou les associations
- l'IOA assurera la communication des documents aux institutions, aux chercheurs

et au public.

5) Actions de création et de diffusion

Cette année, l'Ostal fête le centenaire de la naissance de Jean Boudou. Elle propose un programme exceptionnel avec le concours des Amis de l'Ostal Joan Bodon et les conseils artistiques d'Arnaud Cance.

Programmation 2020 en cours :

- Récital de *Rosalina Cortial*, à Crespin, Concert du trio choral féminin « Louise », projection en plein air sur très grand écran de « Farrebique ou les Quatre saisons » de Georges Rouquier.

- Médiathèque de Rodez, conférence de Catherine Parayre, *Associate Professor, Brock University, Toronto (Canada) : Joan Bodon*, écrivain de langue d'oc

- 6 août, *Ostal Bodon*, Crespin : festival Biaissut du Ségala, concert du groupe *Nadau*.

- 7 août, *Ostal Bodon*, Crespin :

*Relire Jean-Boudou en 2020 avec Jeanine Boudou, fille aînée de l'écrivain, Yvon Puech et en chansons, Arnaud Cance

*Récital « *Melhau canta Brassens* » avec Jan dau Melhau : chant, Frédéric Chabalier et Marianne Tixeuil : guitares. Textes de Georges Brassens traduits en occitan limousin par Jan dau Melhau. Musiques de Georges Brassens.

- le 8 août :

*15 h : *balade contée sur les destins croisés d'Honoré de Balzac et sa comédie humaine et de Jean Boudou et ses « Contes dels Balssàs »*

*à partir de 19 h : *Ostal Bodon*, carte blanche à Arnaud Cance, la soirée du centième anniversaire avec les performances peintes et dessinées de Jean-Charles Couderc, Felip Costes, Jaume Privat, les contes d'Yves Durand, les interprétations musicales de Paulin Courtial, Alidé Sanz, du trio Tres a cantar, d'Alain Charrié, de Jean-Louis et Roseline Courtial, les chorégraphies de Lore Douziech... Éclairages, installations techniques de François Douziech.

- 19 et 20 septembre, journées du Patrimoine, deux conférences de Jérôme Vialaret : « L'Histoire dans l'oeuvre de Jean Boudou »

- du 16 au 18 octobre, *4ème festival « Contes e racontes » en Ségala* avec Malika Verlaguet et Monique Burg : 16 octobre *Contes del jorn e de la nuèch* par Malika Verlaguet

- 17 octobre, *ostal Joan-Bodon*, « *Pas res de neve, rien de neuf* », par Monique Burg

- 23 octobre 2020, 18 h 30 : Naucelle, conférence du professeur Fritz-Peter Kirsch, romaniste, professeur de littératures romanes à l'Université de Vienne (Autriche) : Joan Bodon et *La Festa* de Robert Lafont (après la 2nde Guerre mondiale

ARTICLE 5 – DUREE – PRISE D’EFFET

La présente convention est conclue pour une durée de UN (1) an et prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2020.

L’attribution des subventions du Département deviendra caduque de plein droit et sera donc totalement annulée, si les justificatifs de dépenses, tels que visés à l’article 8, ne sont pas adressés par le bénéficiaire au Département, dans un délai de 24 mois à compter de la présente convention.

Passée cette date, la convention sera considérée comme soldée et toute demande de versement ultérieure sera jugée comme nulle et non avenue

ARTICLE 6 – MODALITES D’EXECUTION DE LA CONVENTION

Deux annexes sont jointes à la convention :

- le programme proposé conforme aux articles 2, 3 et 4 (annexe 1)
- le budget prévisionnel correspondant au programme d’action (annexe 2)

ARTICLE 7 – ASPECTS FINANCIERS

MONTANT DE LA SUBVENTION – CONDITIONS DE PAIEMENT

Afin de permettre la réalisation des objectifs fixés dans la présente convention, le Département :

- allouera à l’**Association départementale pour la transmission et la valorisation de l’Occitan en Aveyron (ADOC 12)** une subvention dont le montant est fixé pour l’année 2020 à la somme de 155 828 € soit 68,5 % du budget prévisionnel qui s’élève à 227 428 €.
- allouera à l’**Institut occitan de l’Aveyron** une subvention dont le montant est fixé pour l’année 2020 à la somme de 173 880 € soit 93 % du budget prévisionnel de 186 150 € et mettra à disposition de l’Institut occitan de l’Aveyron à titre gratuit des locaux situés au premier étage de l’immeuble sis au 5 avenue Vincent-Cibiel à Villefranche de Rouergue.
- allouera à l’**Ostal Joan-Bodon** une subvention dont le montant est fixé pour l’année 2020 est la somme de 7 000 € sur un budget prévisionnel de 30 600 € dont 4 000 € valorisation bénévolat soit 23 %

L’attribution de ces subventions est subordonnée à son approbation par l’Assemblée départementale lors de sa réunion budgétaire. Elle peut donner lieu à des ajustements éventuels à l’occasion du vote des décisions modificatives du budget.

Ces subventions feront l’objet d’un engagement sur les crédits ouverts au budget départemental de l’exercice 2020 chapitre 65 compte 6574 fonction 311.

La subvention sera mandatée au compte des trois associations selon les procédures comptables en vigueur, sous réserve de leur respect des obligations mentionnées aux articles 8, 9 et selon les modalités suivantes : les subventions seront versées sous forme de

plusieurs acomptes en fonction de la disponibilité des crédits (récapitulatif sous forme de tableau des factures payées certifiées par l'association).

Le solde des dotations attribuées ne pourra être versé que sur présentation du bilan d'activités et du bilan financier certifié par le commissaire aux comptes pour l'IOA et l'ADOC 12 et par le Président de l'Ostal Joan Bodon et attestant de l'entière réalisation des opérations subventionnées.

Au vu des justificatifs de dépenses, le montant des subventions effectivement versées sera proportionnel au montant des dépenses réalisées des actions et en tout état de cause plafonné à 155 828 € pour l'ADOC 12, 173 880 € pour l'IOA, 7 000 € pour l'Ostal Joan Bodon.

ARTICLE 8 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET REMISE DE PIECES

Chacune des 3 associations s'engage à fournir au Département :

- une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé,
- un rapport d'activités lequel fera ressortir l'utilisation des aides allouées par le Département,
- le compte-rendu financier attestant de la conformité des dépenses par rapport à l'objet de la subvention.

Ces documents devront être remis dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée.

ARTICLE 9 – COMMUNICATION

Le Département de l'Aveyron apparaît comme l'un des principaux partenaires et à ce titre, les associations signataires s'engagent pendant la durée de la convention à valoriser ce partenariat et notamment :

- à autoriser l'utilisation de l'image et du nom du Pôle Aveyron Occitan ainsi que de ses membres constitutifs l'Institut Occitan de l'Aveyron, l'Association départementale pour la transmission et la valorisation de l'Occitan en Aveyron et l'Ostal Joan Bodon pour tout support de communication élaborés par le Département pour la promotion du département de l'Aveyron dans le domaine culturel.

-à apposer systématiquement le logo du Département sur tous les supports de promotion ou d'information (dont le site web). L'utilisation obligatoire du logo sur les supports de communication des actions doit se faire en collaboration étroite avec le service communication du Département et faire l'objet d'une validation de BAT. Contact tél : 05-65-75-80-70 – helene.frugere@aveyron.fr, olivia.bengue@aveyron.fr

Le mot « Aveyron » doit être associé à l'intitulé du lieu concerné par les actions sur l'ensemble des supports de communication. Une validation préalable du service communication est également nécessaire.

-les associations devront sur leur site internet faire un lien vers le site du Département « aveyron.fr ». Ci-joint l'adresse vers laquelle orienter le lien : <http://aveyron.fr/thematiques/culture>

- à développer la communication relative aux projets des associations (y compris les évènements presses et télévisés) en étroite collaboration avec le service de communication du Département de l'Aveyron,

-élaborer conjointement un plan de communication annuel pour la promotion ou l'information autour des initiatives pour conserver et valoriser le patrimoine immatériel, transmettre la langue et diffuser la culture occitane.

- à retourner systématiquement au service communication du Conseil départemental un état des lieux de la communication produite et se rapportant à l'opération subventionnée.

-à faire bénéficier le Département de la revue de presse des actions.

-lors de toutes interventions d'animateur ou d'annonces micro, valoriser le partenariat avec le Département

-à convier le Président du Conseil départemental au temps fort des actions (conférence de presse...) en parallèle de l'invitation au Cabinet du Président fournir bien en amont au service Communication un calendrier précis de ces moments forts.

-à apposer des aquilux ou autre outil de promotion à voir avec le service communication durant les animations afin de rendre le partenariat avec le Département le plus visible possible du grand public. Les choix de lieux d'exposition de ces aquilux ou autres outils doivent être faits en collaboration avec le service communication du Département.

Suite à votre prise de contact avec le service communication, le Département s'engage à fournir le logo du Conseil départemental en fichier numérique pour les supports de communication réalisés à l'occasion des actions à les valider dans des délais raisonnables et à mettre à disposition au service communication sur Rodez des banderoles et panneaux à apposer par l'organisateur durant les actions de façon visible du grand public.

Il conviendra avec le bilan d'activités d'envoyer des photos afin de justifier de la mise en œuvre du partenariat

ARTICLE 10 – CONTROLE

Les 3 associations s'engagent à faciliter, à tout moment, le contrôle par le Département de la réalisation des objectifs, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives dont la production serait jugée utile.

Un contrôle sur place et sur pièces pourra être effectué par des agents du Département ou mandatés par celui-ci, en vue d'en vérifier l'exactitude.

ARTICLE 11 – AUTRES ENGAGEMENTS

Chacune des 3 associations communiquera sans délai au Département toutes modifications relatives aux statuts (objet, siège, dénomination...) et fournira une copie de ceux-ci dûment certifiés conformes et les attestations de dépôt en Préfecture, le cas échéant.

En cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention, les 3 associations devront en informer le Département.

ARTICLE 12 – SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit du Département des conditions d'exécution de la convention par les 3 associations, le Département peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 13 – EVALUATION

L'évaluation des conditions de réalisation des objectifs auxquels le Département a apporté son concours est réalisée au terme d'une période de 12 mois écoulés.

La présente convention donnera lieu à une évaluation par les parties signataires, du degré de réalisation des objectifs.

ARTICLE 14 – MODIFICATIONS -AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 15 – RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie en cas de non-respect des engagements respectifs inscrits dans la présente convention. La résiliation sera effective après mise en demeure adressée à l'autre partie par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception ou remise par un agent assermenté.

ARTICLE 16 – CONTENTIEUX

Les parties signataires s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux devra être porté devant le Tribunal administratif de TOULOUSE, s'agissant d'une convention dont l'objet est l'attribution à l'Association de fonds publics.

ARTICLE 17 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente, les 3 associations font élection de domicile en l'Hôtel du Département de l'Aveyron.

La présente convention est établie en 5 exemplaires originaux, 1 pour le Département, 1 pour le Pôle Aveyron Occitan et 1 exemplaire pour chacune des associations IOA, ADOC 12, Ostal Joan Bodon.

Fait à Rodez le,

**Pour le Département de
l'Aveyron
Le Président,**

Pour le Pôle Aveyron Occitan

Jean-François GALLIARD

Francis CURNUT

**Pour l'Institut Occitan de
l'Aveyron
Le Président,**

**Pour l'ADOC 12
Les Co-Présidents**

**Pour l'Ostal Joan Bodon
Le Président**

Francis CURNUT

**Yves DURAND et Jean
Louis BLENET**

Jérôme VIALARET

AVEYRON BUDGET 044-01	
Exercice :	2020
Marché n°:	
Compte :	6574
N° Bordereau :	
N° Mandat :	
N° Titre :	
Ligne de Crédit :	26853
N° de tiers :	15660
N° d'engagement :	

AVEYRON BUDGET 044-01	
Exercice :	2020
Marché n°:	
Compte :	6574
N° Bordereau :	
N° Mandat :	
N° Titre :	
Ligne de Crédit :	29302
N° de tiers :	21108
N° d'engagement :	

AVEYRON BUDGET 044-01	
Exercice :	2020
Marché n°:	
Compte :	6574
N° Bordereau :	
N° Mandat :	
N° Titre :	
Ligne de Crédit :	27333
N° de tiers :	28756
N° d'engagement :	

Projet d'activité de l'année 2020

ADOC 12 - Programme d'initiation à l'occitan dans les écoles de l'Aveyron

Le tableau des pages suivantes donne le détail, commune par commune des écoles qui seront bénéficiaires de nos activités en 2019-2020, à raison de 22 interventions de 30 minutes par classe et par an.

Cette année, 19,68 % des écoliers aveyronnais bénéficieront de ce programme (4 460 enfants sur un total de 22 662). Nous serons présents dans :

- 23 % des classes (247 classes sur un total de 1 071)
- 39 % des écoles aveyronnaises (123 écoles sur un total de 319).

Contenu pédagogique : après les Roches et les paysages du Rouergue, en 2015-2016, la Faune sauvage en 2016-2017, les Arbres et les arbustes en 2017-2018, nous avons choisi en 2018-2019 le thème de l'Histoire du Rouergue, du temps des *pèiralevadas* et des premiers agriculteurs, aux libertés communales dans les villes du Moyen-Âge. En 2019-2020, nous étudierons les périodes du XVIIème au XXème siècle, de la tragédie des Croquants de Villefranche à la Révolution industrielle et à la mécanisation agricole des XIXème et XXème siècles.

Ainsi, tout en apprenant de manière ludique et interactive, des mots et des expressions de notre langue d'oc, les enfants acquerront aussi des repères importants pour la compréhension de leur environnement et son insertion dans l'histoire de la France et de l'Europe qui leur est enseignée par ailleurs.

ADOC 12 - Organisation de 9 rassemblements départementaux

Du 15 au 26 juin 2020 nous organiserons nos *recampaments* de fin d'année qui sont pour les enfants des cycles 2 et 3 l'aboutissement de leur année d'occitan. Regroupés en équipes, ils suivront un parcours composé :

- d'ateliers pédagogiques et de visites de sites historiques
- d'un petit concert de musique traditionnelle
- d'un spectacle professionnel en occitan, cette année, **Las Aurelhas del diable**, écrit par l'écrivain aveyronnais *Joan de Cantalansa* à partir d'un conte traditionnel du Rouergue : « *Popet, Marquet e Pistolet* ». Un conte de diable, mais d'un diable non religieux, un diable patron. Et le diable trompeur est, on le sait bien, fait pour être trompé... Spectacle joué par La Rampe – TIO dans une reprise, renouvelée, tant au niveau des décors que des costumes, du spectacle créé dans les années 1996 par la même compagnie.

Outre leur intérêt éducatif et culturel propres, ces journées, organisées avec des partenaires locaux : mairies, offices de tourisme, associations, écoles, maisons de retraite, correspondants de presse... rendent plus visible notre action auprès de la population et valorisent l'action départementale en faveur de la langue et de la culture occitanes.

Cette année ces recampements devraient avoir lieu à Decazeville, Saint-Côme d'Olt, Buzains, Saint-Izaire, Bertholène, Roquefort, Brommat, Crespin, Bournazel.

ADOC 12 – Autres actions

L'ADOC 12 est partenaire de l'*Ostal Bodon* dans le cadre du groupement Pôle Aveyron occitan, en mettant à sa disposition des personnels pour l'ouverture au public et l'animation de cette maison d'écrivain.

Elle collabore avec Radio-Lengadoc (agendas culturels, *recampements* de fin d'année...).

Elle participera en juin 2020 à la grande course-relais pour la langue occitane « *Passem la lenga !* » et notamment à l'animation de l'étape du départ, vendredi 5 juin, à Villefranche-de-Rouergue.

Au printemps 2020, nous recruterons et formerons deux nouveaux intervenants, d'abord pour pourvoir à des remplacements de congés maternité et, si les budgets le permettent, développer notre action dans les villes à la rentrée d'automne.

Enfin, dans le cadre de la formation continue, chacun de nos intervenants bénéficiera de 7 journées de formation pédagogique.

IOA - Site internet multimédia –Enrichissement du site et réponses aux utilisateurs

Le site départemental **www.occitan-aveyron.fr** est ouvert depuis le 18 mars 2019. De la date de son lancement au 31 décembre 2019, 41 657 personnes se sont connectées et ont vu 3,17 pages en moyenne par connection (4,91 pages depuis le 15 juillet).

Pour maintenir l'intérêt des internautes, nous enrichissons le site de nouvelles données : ethnotextes, photos, enregistrements sonores, vidéos. Au 31 décembre 2019, le site comptait 19 730 pages. Nous devrions porter ce chiffre à plus de 22 000 à la fin 2020.

Nous publierons plusieurs fois par semaine de nouvelles suggestions de visites sur les réseaux sociaux et continuerons de répondre aux questions des internautes ; demandes de traduction, envois de documents...

IOA – Mise en place et lancement d'une première opération de valorisation de la langue et de la culture occitanes à l'échelle des communautés de communes de l'Aveyron, en relation avec les 19 offices de tourisme départementaux, l'opération País

Après des années de travail de conservation, de mise en ordre, de numérisation et de montage du site internet, l'IOA renouera en 2020 avec le travail de terrain pour une nouvelle opération de valorisation des territoires aveyronnais (Lévézou, Ségala, Grands Causses, Aubrac...) par la mise en relief de leurs singularités. Une grande opération à l'échelle des Communautés de communes - parfois regroupées - menée en partenariat avec les offices de tourisme départementaux, soit une douzaine projets *PAÍS* couvrant l'ensemble du département.

Comme les opérations *Vilatge*, puis *Al canton* qui furent menées entre 1987 et 2005, il s'agira d'une opération très structurée s'adressant à l'ensemble de la population de toutes les communes.

Première proposition de découpage : 12 PROJETS PAÍS

PROJET PAÍS 1 : SÉGALA

OT Aveyron Ségala + OT du Pays Ségali

PROJET PAÍS 2 : LÉVÉZOU, RÉQUISTANAIS, MUSE ET RASPES

OT Pareloup - Lévézou + OT du Réquistanais + OT Muse et Rapes du Tarn

PROJET PAÍS 3 : PAYS DE ROQUEFORT ET ROUGIER

OT Roquefort - Saint-Affrique + OT Rougier d'Aveyron Sud

PROJET PAÍS 4 : MILLAU ET GRANDS CAUSSES

OT Aveyron Millau – Grands Causses + OT Larzac et Vallées

PROJET PAÍS 5 : DES CAUSSES À L'AUBRAC

OT Des Causses à l'Aubrac

PROJET PAÍS 6 : AUBRAC, CARLADEZ, VIADÈNE

OT Aubrac Laguiole, Carladez et Viadène

PROJET PAÍS 7 : OUEST AVEYRON

OT Ouest Aveyron + OT du Pays de Figeac - Capdenac

PROJET PAÍS 8 : CONQUES - MARCILLAC

OT Conques - Marcillac

PROJET PAÍS 9: PAÍS NEGRE

OT du thermalisme Decazeville communauté

PROJET PAÍS 10 : MONTBAZENS - RIGNAC

OT du plateau de Montbazens + OT du Pays Rignacois

PROJET PAÍS 11 : RODEZ

OT Rodez

PROJET PAÍS 12 : COMTAL - VALLÉE D'OLT

OT Terres d'Aveyron

Ce travail sera mené en collaboration avec les géographes, les archéologues, les historiens, les associations de sauvegarde du patrimoine, les enseignants, les artistes, les créateurs de chaque pays concerné.

Il comprendra des animations dans les écoles et collèges, menées par les intervenants de l'ADOC 12, des actions de formation professionnelle et se clôturera par la rédaction de fiches de synthèse, la réalisation avec les écoliers d'une exposition et surtout l'édition d'un bel ouvrage présentant les éléments remarquables du *PAÍS*, à destination des habitants, des acteurs du territoire et des touristes en pensant particulièrement aux jeunes générations.

L'opération durera environ un an.

Elle comprendra un volet formation à l'intention des animateurs du afin qu'ils puissent valoriser les spécificités de leur lieu de vie, notamment dans sa dimension occitane, ce qui contribuerait à démarquer le département de l'Aveyron des autres destinations touristiques (une des préconisations de l'audit réalisé en 2019 par l'ADT de l'Aveyron avec le cabinet 4V).

Déroulement de l'opération PAÍS

- Réunions avec les différents acteurs (élus, associations, acteurs du tourisme et de la culture, monde économique...), réunions dans chaque commune...
- Mise en place d'une action de collectage de la langue occitane du XXIème siècle sur les communes du PAÍS (ces enquêtes seront ensuite mises en ligne sur le site internet de l'IOA).
- Animations scolaires dans les écoles et les collèges, en partenariat avec l'ADOC 12 qui assure déjà une action de sensibilisation à la langue et à la culture occitanes dans un tiers des écoles du département.
- Réalisation d'un ouvrage de synthèse, en collaboration avec des personnes ressources spécialistes (géographie, archéologie, histoire, bâti, littérature, faune, flore, personnalités, cuisine, agriculture, infrastructures, ethnomusicologie, sport...) et contenant un descriptif des éléments emblématiques du PAÍS (châteaux, églises, chapelles, fontaines, lavoirs, croix remarquables, sites naturels...) à destination des visiteurs. Cet ouvrage s'adresserait particulièrement à un public jeune.
- Organisation d'une soirée de restitution avec tous les partenaires (élus, OT, personnes ressources, informateurs occitanophones, artistes et créateurs, scolaires...).
- Promotion et diffusion de l'ouvrage dédié au PAÍS en partenariat avec les communes et les OT.
- Organisation et animation de journées d'information à destination des acteurs du tourisme (OT, propriétaires de gîtes, guides, accompagnateurs sportifs...), des acteurs culturels (personnels de bibliothèques, président·es d'associations, artistes...) et des acteurs économiques (valorisation de produits par des "marques" occitanes, affichage occitan...) en s'appuyant sur le contenu de l'ouvrage édité.
- Réalisation d'une exposition qui servira aussi de support d'animation pour les scolaires et les collégiens.
- Aide à la mise en place, par les collectivités, d'un balisage bilingue de circuits de découverte des éléments emblématiques listés pour chaque commune.

En 2020 nous lancerons une première opération pilote et prendrons les contacts pour lancer une deuxième opération en 2021.

IOA - Conception d'outils pédagogiques

- **Aide à la conception des outils pédagogiques utilisés par les intervenants d'ADOC 12 sur le thème de l'Histoire du Rouergue, du XVIème au XXème siècle**
- **Mise à disposition du fonds *Al canton*** aux écoles de l'Aveyron (chansons, contes, mimologismes, photographies, ethnotextes, enregistrements sonores et vidéos, notices...) sur les sujets demandés par les professeurs.

IOA – Lancement d'une opération de collectage participatif

Dans l'esprit de La Grande collecte 14-18 menée par les Archives de France, développer la pratique du collectage participatif sous la forme

- d'un concours annuel d'écriture
- d'un appel à contribution des aveyronnaises et des aveyronnais : projet "*Fai parlar ton vesin !*".

IOA – Activités scientifiques, techniques et de conseil

L'IOA veillera à la bonne conservation de ses fonds, à leur accroissement, à leur récolement. Il poursuivra ses opérations de

- ▲ classement et rédaction des instruments de recherche descriptifs, en particulier
- ▲ transcription, transgraphie
- ▲ études linguistiques
- ▲ catalogages d'archives en occitan confiées par les particuliers ou les associations

Il assurera la communication des documents aux institutions, aux chercheurs et au public, dans le respect des dispositions légales et des droits des dépositaires :

Musée du Rouergue, Société des lettres, sciences et arts de l'Aveyron, Parcs naturels régionaux, CIRDOC, Universités, Conservatoires, Offices de tourisme, presse écrite, radio, télévision, associations, particuliers.

Ostal Joan-Bodon - Ouverture de la maison d'écrivain

L'association Ostal Joan-Bodon a été créée pour animer la maison natale de l'écrivain Jean-Boudou. Elle est devenue au fil des ans un véritable centre culturel occitan de proximité qui accueille conférences, spectacles, expositions, festivals.

Elle est membre du Club des sites de l'Aveyron, du Club des sites du Tarn et du réseau national des Maisons d'écrivain.

L'association est soutenue par la communauté de communes du pays Ségali, la mairie de Crespin et le Département de l'Aveyron.

La maison de Jean Boudou accueille les lecteurs du grand écrivain, les vacanciers curieux, les groupes scolaires. 2020 sera sa dixième saison.

Pour le grand public, l'*Ostal Joan-Bodon* sera ouvert du 21 avril au 30 septembre, les mercredis, les vendredis, les dimanches et jours fériés. Les autres jours, il sera ouvert sur rendez-vous préalable pour les groupes d'au moins dix personnes (tableau des jours et heures d'ouverture joint).

L'*Ostal* ira aussi à la rencontre des groupes éloignés au moyen de l'animation du conte de *La Montanha negra*, de séances de contes, de lectures de l'œuvre ou de conférences données dans tout le département et au-delà.

Ostal Joan-Bodon - Programmation culturelle – année du centenaire de la naissance de Jean-Boudou

Les fondateurs de l'*Ostal Joan-Bodon* ont voulu que cette maison d'écrivain soit non seulement un lieu de mémoire, mais aussi un lieu de création et de diffusion culturelle. L'*Ostal* organisera en 2020, année du centenaire de la naissance de Jean-Boudou, un programme exceptionnel avec le concours des *Amics de l'Ostal-Joan-Bodon* et les conseils artistiques du chanteur Arnaud Cance.

PROGRAMME

- **Samedi 25 avril, église de Crespin**

20 h 30 : récital de *Rosalina Cortial*, mezzo-soprano, accompagnée par Max Bruel, accordéon chromatique et Marie-Lise Romefort, violoncelle

Rosalina Courtial chante les poèmes de Jean Boudou, extraits de « *Sul la mar de las galèras* », de Robert Marty, Louise Paulin, Serge Carles et des compositions de Jean-Louis Courtial.

- **Vendredi 5 juin, Ostal Bodon** (repli salle des fêtes de Crespin en cas de mauvais temps)

20 h 30 : Concert du trio choral féminin « Louise », originaire du Puy-de-Dôme

Trois voix de femmes aux timbres riches et complémentaires. Béatrice Terrasse, Clémence Cagnet, Mathilde Karvaix chantent le répertoire auvergnat, en occitan et en français. Davantage que sur la puissance, elle jouent sur les nuances et les reliefs. De la belle joaillerie vocale, pour sublimer notre chant populaire.

- **22 h : passage de la course-relais PASSEM LA LENGA !
Allumage du *Radal del Tresluc*, le feu de la pleine lune de juin**

- **22 h 30 : projection en plein air sur très grand écran de « Farrebique ou les Quatre saisons » de Georges Rouquier**

- **vendredi 3 juillet, 18 h – Médiathèque de Rodez, conférence de Catherine Parayre, Associate Professor, Brock University, Toronto (Canada) : Joan Bodon, écrivain de langue d'oc**

Conférence organisée en partenariat avec l'Université Jean-Jaurès de Toulouse (pôle de recherche Patrimoine, littérature, histoire)

- **du jeudi 23 au samedi 25 juillet dans le cadre de l'*Estivada* de Rodez,**

. **exposition Jean-Boudou, écrivain**, écrite et réalisée en 1993 par Yves Rouquette avec Patrick Divaret et Patrice Baccou pour le Musée de Saint-Laurent-d'Olt avec le soutien de la Mission départementale de la Culture, du Conseil général de l'Aveyron et du Centre International de Documentation Occitane.

. samedi 25 juillet, ***La Quimera***, spectacle itinérant dans les rues de Rodez, joué par le comédien Laurent Abadie autour d'une sculpture mobile de Mélie Cauhapé.

- jeudi 6 août, *Ostal Bodon*, Crespin (repli salle des fêtes de Naucelle en cas de mauvais temps), festival Biaissut du Ségala.

21h30 : Concert du groupe *Nadau*.

- vendredi 7 août, *Ostal Bodon*, Crespin (repli salle des fêtes de Crespin en cas de mauvais temps)

20 h 30 : Relire Jean-Boudou en 2020 avec Jeanine Boudou, fille aînée de l'écrivain, Yvon Puech et en chansons, Arnaud Cance

22 h : récital « *Melhau canta Brassens* » avec Jan dau Melhau : chant, Frédéric Chabalière et Marianne Tixeuil : guitares. Textes de Georges Brassens traduits en occitan limousin par Jan dau Melhau. Musiques de Georges Brassens.

- Samedi 8 août

. 15 h : balade contée sur les destins croisés d'Honoré de Balzac et sa comédie humaine et de Jean Boudou et ses « Contes dels Balssàs »

Ce spectacle itinérant sera interprété par un collectif de conteurs, musiciens, chanteurs, animateurs du patrimoine du Ségala

. à partir de 19 h : *Ostal Bodon*, Crespin (repli salle des fêtes de Crespin en cas de mauvais temps), carte blanche à Arnaud Cance, la soirée du centième anniversaire avec les performances peintes et dessinées de Jean-Charles Couderc, Felip Costes, Jaume Privat, les contes d'Yves Durand, les interprétations musicales de Paulin Courtial, Alidé Sanz, du trio Tres a cantar, d'Alain Charrié, de Jean-Louis et Roseline Courtial, les chorégraphies de Lore Douziech... Éclairages, installations techniques de François Douziech.

- Samedi 19 et dimanche 20 septembre, journées du Patrimoine, deux conférences de Jérôme Vialaret : « L'Histoire dans l'oeuvre de Jean Boudou »

Des papes du Viaur au martyr de Jean Petit, des Enfarinés au STO, de Vercingétorix à la révolte de Montmorency, de la naissance du Félibrige à l'utopie américaine... l'histoire, dans sa vérité comme dans ses mensonges, dans sa réalité comme dans ses fantasmes, irrigue l'oeuvre tout entière de Jean Boudou.

Mais c'est, toujours, l'individu qui l'intéresse, et à celui-ci qu'il s'adresse.

L'individu confronté à l'inexorable marche du monde, résistant et broyé, dans son émouvante, si humaine et pathétique fragilité.

La nôtre...

- Vendredi 16, samedi 17 et dimanche 18 octobre, 4ème festival « Contes e racontes » en Ségala avec Malika Verlaguet et Monique Burg

. vendredi 16, 20 h 30, *Ostal Joan-Bodon*, *Contes del jorn e de la nuèch* par Malika Verlaguet a retroussé ses racines occitanes pour voyager sur les ailes des oiseaux de passage et pousser le *portanèl* du jardin des imaginaires. Les yeux remplis de la rondeur du monde, elle brouille les pistes des origines en *rebiscoulant* des contes populaires (de l'occitan *reviscolar* : redonner souffle de vie). Elle les sert d'une voix rieuse, épicés avec la langue des poètes et des paysans. En français et en occitan, ses contes viennent d'ici et d'ailleurs, d'aicí e d'endacòm mai, tout comme les mots dont elle les habille... Car pour les langues comme pour l'imaginaire, il n'y a de frontières que celles que l'on se donne.

- Samedi 17 octobre, 20 h 30, ostal Joan-Bodon, « *Pas res de neve, rien de neuf* », par Monique Burg

Du pays de l'homme au bout du chemin, en passant par l'ambition, la fermentation, les cheveux emmêlés de la Simone, la machine à laver et le 45e parallèle, il y a de quoi se perdre et se retrouver, comme c'est arrivé à l'Antoine et à tous ceux qui un jour ont pris un bain avec le Drac Cheval...

- Vendredi 23 octobre 2020, 18 h 30 : Naucelle, conférence du professeur Fritz-Peter Kirsch, romaniste, professeur de littératures romanes à l'Université de Vienne (Autriche) : Joan Bodon et *La Fèsta* de Robert Lafont (après la 2^{nde} Guerre mondiale)

Conférence organisée en partenariat avec l'Université Jean-Jaurès de Toulouse (pôle de recherche Patrimoine, littérature, histoire) et l'association « À Naucelle, on raconte »



BUDGET 2020

CHARGES

I – FRAIS DE FONCTIONNEMENT	179 350
PERSONNEL	168 000
personnel IOA	125 000
mise à disposition du directeur	43 000
COMPTABILITE	3 700
expert comptable et gestion sociale	2450
commissaire aux comptes	1250
CHARGES LOCATIVES	2 200
FRAIS DE DEPLACEMENTS ET DE MISSION	2 800
défraiements bénévoles	500
personnel	2 200
frais de mission et de représentation	100
FRAIS DIVERS DE GESTION	2 650
Frais de fonctionnement site internet (pm)	pm
internet, téléphone, affranchissements	700
assurances	620
documentation, cotisations	400
maintenance et achat de petit matériel et logiciels	500
photocopie, reprographie, papeterie, cassettes	400
services bancaires	30
II – ACTIVITÉ : PRODUCTION, FABRICATION, NUMERISATION, SOUS-TRAITANCE	6 800
opération Pais, hors frais de déplacements	6 000
la Grande collecte occitane	800
TOTAL CHARGES	186 150

PRODUITS

subvention Conseil départemental	173 880
Communautés de communes	4 500
ventes livres, CD et DVD	2 200
fonds propres	4 570
mécénat, Fondation de France	400
prestations et recettes d'animation, location d'expositions et vente d'outils pédagogiques	300
cotisations et dons	200
produits financiers et exceptionnels	100
TOTAL PRODUITS	186 150

ADOC 12

Budget prévisionnel 2020

modifié le
20/04/2020

PRODUITS

Conseil départemental de l'Aveyron	155 828,00
Communes et communautés de communes	58 000,00
Recettes <i>accion culturala</i> , participation des familles	2 600,00
Conseil régional de Midi-Pyrénées (OPLO)	5 000,00
Recettes exceptionnelles	0,00
État	6 000,00

TOTAL 227 428,00 €

CHARGES

Salaires et charges intervenants ADOC 12	104 800,00
Déplacements intervenants ADOC 12	28 600,00
CG 12 remboursement personnel mis à disposition	44 500,00
Déplacements personnel mis à disposition	1 000,00
Autre personnel mis à disposition (La Terrasse des grands causses)	22 000,00
Formation du personnel, Uniformation	1 800,00
Tickets restaurant intervenants ADOC 12, part patronale	1 600,00
Rassemblements départementaux, indemnités annulation contrats, <i>accion culturala</i>	6 300,00
Coworking (bureaux équipés, prêt de matériel, garage, charges, téléphone, internet)	7 800,00
Matériel pédagogique, outils numériques	3 500,00
Comptable, commissaire aux comptes	2 200,00
Frais de reprographie	1 200,00
Fournitures et petit matériel de bureau	778,00
Cotisations, assurances	600,00
Affranchissements	700,00
Téléphonie	0,00
Frais bancaires	50,00

TOTAL 227 428,00 €

OSTAL JOAN-BODON

Budget prévisionnel 2020

Rectifié 20/04/20

CHARGES	Budget prévisionnel 2020
Electricité	700,00
Téléphone, internet	450,00
Affranchissements	150,00
Fournitures de bureau, entretien, maintenance informatique	400,00
Achat produits boutique	1 000,00
Assurance	600,00
Programmation culturelle, dépenses engagées, indemnités annulations de contrat	7 200,00
Mise à disposition personnel	6 600,00
Valorisation du bénévolat	4 000,00
Dépliants, affiches, cartes Club des sites, location cases Club des sites Aveyron et Tarn	1 600,00
Frais déplacement bénévoles	500,00
Services bancaires et charges d'intérêt	50,00
Entretien site et expositions	5 500,00
Achat petit matériel (rangement, outillage, protection sculpture)	1 500,00
Cotisations (Ségala vivant, CCN, Aveyron culture, Maisons d'écrivain)	350,00
TOTAL DES CHARGES	30 600,00

PRODUITS	
	Recettes propres
	1 500,00
Cotisations membres	300,00
Entrées	300,00
Ventes boutique	200,00
Billetterie spectacle	700,00
	Recettes exceptionnelles et bénévolat
	4 600,00
Revenu de valeur de placement, Livret A	100,00
Produits exceptionnels, dons Déplacements bénévoles	500,00
Bénévolat	4 000,00
	Subventions
	24 500,00
Mairie Crespin	4 500,00
Fonds associatifs	0,00
Conseil Général Aveyron	7 000,00
Conseil régional Occitanie	0,00
C.C. Pays Ségali	13 000,00
TOTAL DES PRODUITS	30 600,00

EXTRAIT
du Procès-Verbal des délibérations de la
Commission Permanente du Conseil Départemental

Délibération CP/05/06/20/D/9/22

Accusé de réception en Préfecture

012-221200017-20200605-37695-DE-1-1

Reçu le 15/06/20

Déposée le 15/06/20

Publiée le

La Commission Permanente du Conseil Départemental s'est réunie le 5 juin 2020 à 10h08 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Jean-François GALLIARD, Président du Conseil Départemental.

36 Conseillers Départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Vincent ALAZARD à Monsieur Jean-Claude ANGLARS, Madame Annie BEL à Monsieur Christophe LABORIE, Madame Annie CAZARD à Monsieur Christian TIEULIE, Monsieur Camille GALIBERT à Madame Danièle VERGONNIER, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Monsieur Jean-Claude LUCHE à Madame Christine PRESNE, Monsieur Stéphane MAZARS à Madame Anne BLANC.

Absents excusés : Monsieur André AT, Monsieur Jean-Dominique GONZALES.

La Commission Permanente du Conseil Départemental a immédiatement procédé à l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour de ses travaux, et après en avoir délibéré :

OBJET : Dons documents désherbés à l'UEMO de la PJJ de RODEZ

Commission de la culture et des grands sites

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 modifiée visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

CONSIDERANT que les rapports présentés à la réunion de la Commission Permanente du 05 juin 2020 ont été adressés aux élus le 27 mai 2020 ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la commission de la culture et des grands sites, lors de sa réunion du 29 mai 2020 ;

CONSIDERANT que la Médiathèque départementale (MDA) désherbe environ 20 000 documents afin de maintenir la qualité de l'offre proposée aux usagers ;

CONSIDERANT que par délibération du 29 septembre 2017, déposée le 06 octobre 2017 et publiée le 16 octobre 2017, la Commission Permanente a autorisé le don des documents dés herbés aux associations ou institutions locales ou par défaut aux associations nationales œuvrant dans le champ des compétences sociales exercées par le département (Aide sociale à l'enfance, Handicap, Insertion des Brsa, etc...) ;

CONSIDERANT la demande de la Protection Judiciaire de la Jeunesse de pouvoir bénéficier de ce don ;

DECIDE à ce titre, de donner des documents dés herbés à l'Unité Educative en Milieu Ouvert de Rodez ;

APPROUVE la convention de partenariat, ci-jointe, à intervenir avec la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Tarn-Aveyron ;

AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental à signer cette convention au nom du Département.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité

- Pour : 43
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absents excusés : 3
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Conseil Départemental,

Jean-François GALLIARD



DONS DE LIVRES MÉDIATHÈQUE DÉPARTEMENTALE CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre les soussignés :

- le **CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AVEYRON**, Place Charles de Gaulle, BP 724, 12007 RODEZ cedex, représenté par son Président Monsieur Jean-François GALLIARD, habilité par délibération de la Commission Permanente en date du 5 juin 2020

d'une part,

et

- la **DIRECTION TERRITORIALE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE JEUNESSE TARN-AVEYRON**, représentée par Monsieur Christophe MOUILLET
d'autre part.

Il a d'abord été exposé ce qui suit :

Dans le cadre du Plan Départemental en faveur de Lecture Publique adopté par l'Assemblée en février 2018, le Conseil départemental souhaite offrir un service de la lecture publique aux publics spécifiques en marquant sa solidarité en direction en particulier des enfants et des publics en difficultés.

A cet effet, il délègue à sa Médiathèque, service de mise en œuvre de la politique départementale de lecture publique, la coordination d'une action de dons de documents désherbés (livres, CD) aux acteurs locaux œuvrant dans le champ des compétences sociales exercées par le département (Aide sociale à l'enfance, Handicap, Insertion des BRsa... etc.).

Considérant que la Protection Judiciaire de Jeunesse a pour mission l'action éducative dans le cadre pénal. Il s'agit d'éduquer, de protéger et d'insérer le mineur en conflit avec la loi, dans un objectif de lutte efficace contre la récidive.

Dans ce cadre, il apparaît primordial de permettre aux mineurs pris en charge, une ouverture sur le monde à travers le média du livre mais également de travailler l'insertion en développant l'exercice de la lecture

En conséquence, après discussion, les parties se sont accordées et ont précisé dans la présente convention leurs droits et obligations.

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour but de définir les conditions de dons de livres du Conseil départemental de l'Aveyron à l'UEMO de Rodez qui est placée sous l'autorité de la direction territoriale de la PJJ Tarn-Aveyron.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DES PARTIES

2.1 Le département de l'Aveyron fait dont d'ouvrages ayant fait l'objet d'un désherbage par la Médiathèque Départementale.

2.2 la Direction de Protection Judiciaire de Jeunesse/UEMO de Rodez s'engage à:

- prêter gratuitement aux publics qui relèvent des objectifs figurant dans ses statuts les ouvrages cédés par le Département de l'Aveyron
- ne procéder à la vente d'aucun des ouvrages cédés dans le Département de l'Aveyron
- ne donner aucun des ouvrages cédés par le Département de l'Aveyron à des bibliothèques du réseau départemental
- se débarrasser uniquement par la destruction les ouvrages cédés par le Département de l'Aveyron

ARTICLE 3 – COMMUNICATION

Le Conseil départemental de l'Aveyron et la Direction de Protection Judiciaire de Jeunesse/UEMO de Rodez s'engagent pendant la durée de la convention à valoriser ce partenariat :

- à développer systématiquement la communication relative au projet (y compris les événements presses et télévisés) en étroite collaboration avec le service de communication du Conseil départemental de l'Aveyron et sous sa validation ;
- à retourner systématiquement au service communication du Conseil départemental un état des lieux de la communication produite et se rapportant à l'opération ;
- à apposer systématiquement le logo du Conseil départemental sur tous les supports de promotion ou d'information de l'opération. L'utilisation obligatoire du logo sur les supports de communication de l'opération doit se faire en collaboration étroite avec le service communication du Conseil départemental et faire l'objet d'une validation de BAT. Contact tél : 05 65 75 80 70 – helene.frugere@aveyron.fr; olivia.bengue@aveyron.fr.
- à rendre l'engagement du Conseil départemental de l'Aveyron visible du public lors de l'opération (autocollant, panneau aquilux...).

Le Conseil départemental s'engage à fournir les supports de communication réalisés à l'occasion de l'opération et à fournir tout outil de promotion permettant de mettre en avant l'opération et le Département de l'Aveyron.

ARTICLE 4 – DUREE

La présente convention entre en vigueur à compter de signature et pour une durée de trois ans.

Durant cette période, les dons de livres pourront être répétés en fonction des documents désherbés par la MDA.

ARTICLE 5 – CLAUSE DE RESILIATION

En cas de non respect par l'une et l'autre partie des engagements spécifiques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de 7 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant une mise en demeure.

ARTICLE 6 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

En cas de litige, les parties conviennent de tenter de recourir au préalable à la recherche d'un accord amiable.

A défaut, en cas de recours en Justice, les parties conviennent que le Tribunal compétent sera celui du siège du Conseil départemental.

Fait à Rodez,
Le

Le Directeur de la Direction Territoriale
De la Protection Judiciaire de la Jeunesse
Tarn-Aveyron

le Président du Conseil départemental de
l'Aveyron

Christophe MOUILLET

Jean François GALLIARD

EXTRAIT
du Procès-Verbal des délibérations de la
Commission Permanente du Conseil Départemental

Délibération CP/05/06/20/D/9/23

Accusé de réception en Préfecture

012-221200017-20200605-37698-DE-1-1

Reçu le 15/06/20

Déposée le 15/06/20

Publiée le

La Commission Permanente du Conseil Départemental s'est réunie le 5 juin 2020 à 10h08 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Jean-François GALLIARD, Président du Conseil Départemental.

36 Conseillers Départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Vincent ALAZARD à Monsieur Jean-Claude ANGLARS, Madame Annie BEL à Monsieur Christophe LABORIE, Madame Annie CAZARD à Monsieur Christian TIEULIE, Monsieur Camille GALIBERT à Madame Danièle VERGONNIER, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Monsieur Jean-Claude LUCHE à Madame Christine PRESNE, Monsieur Stéphane MAZARS à Madame Anne BLANC.

Absents excusés : Monsieur André AT, Monsieur Jean-Dominique GONZALES.

La Commission Permanente du Conseil Départemental a immédiatement procédé à l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour de ses travaux, et après en avoir délibéré :

OBJET : Contrat Territoire Lecture (CTL) des Causses à l'Aubrac

Commission de la culture et des grands sites

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 modifiée visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

CONSIDERANT que les rapports présentés à la réunion de la Commission Permanente du 05 juin 2020 ont été adressés aux élus le 27 mai 2020 ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la commission de la culture et des grands sites, lors de sa réunion du 29 mai 2020 ;

CONSIDERANT le Plan Départemental mis en œuvre en faveur de la Lecture Publique et confié à la Médiathèque départementale (MDA), adopté par délibération de l'Assemblée départementale le 23 février 2018, déposée le 28 février 2018 et publiée le 12 mars 2018, dans le cadre du programme de mandature « Agir pour nos territoires » ;

CONSIDERANT que dans ce cadre, le Conseil départemental souhaite notamment développer le partenariat avec les Communautés de Communes pour favoriser et accompagner la structuration de réseau de bibliothèques à l'échelle intercommunale, afin :

- de moderniser les bibliothèques pour proposer un service de proximité de qualité
- d'amener de nouveaux usagers dans les bibliothèques aveyronnaises
- d'encourager les collectivités à développer les outils numériques
- de développer le partenariat avec les collectivités locales ;

CONSIDERANT la volonté de la Communauté de Communes des Causses à l'Aubrac (CCCA) :

- de favoriser le développement de la lecture publique par la mise en réseau des bibliothèques du territoire intercommunal,
- de proposer via ses bibliothèques une offre culturelle diversifiée, de qualité et pour tous ;

CONSIDERANT la volonté de l'Etat (Ministère de la Culture) de favoriser le développement du livre et de la lecture dans une perspective d'aménagement du territoire et d'accès égal des publics à une offre culturelle de qualité, notamment à travers le dispositif Contrat Territoire Lecture (CTL) ;

APPROUVE le Contrat Territoire Lecture 2020-2022 ci-annexé, à intervenir entre l'Etat, le Conseil Départemental et la Communauté de Communes des Causses à l'Aubrac, dont l'objectif principal est de structurer le réseau de lecture publique de la Communauté de Communes des Causses à l'Aubrac et de soutenir la mise en place de sa politique de développement du livre et de la lecture ;

AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental à signer cet acte au nom du Département.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité

- Pour : 43
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absents excusés : 3
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Conseil Départemental,

Jean-François GALLIARD

Contrat Territoire-Lecture

Etat, Conseil Départemental, Communauté de Communes des Causse à l'Aubrac
2020-2022

Contrat territoire-lecture (CTL) entre :

- L'Etat – ministère de la Culture – Direction régionales des affaires culturelles Occitanie représenté par le Préfet de la région Occitanie : M. Etienne GUYOT ;
- La Communauté de Communes des Causse à l'Aubrac, représentée par son président, M. Jean-Paul PEYRAC ; agissant en vertu d'une délibération de la Communauté de Communes des Causse à l'Aubrac du 14 janvier 2020.
- Le Conseil départemental de l'Aveyron, représenté par M. Jean-François GALLIARD, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Départemental du 5 juin 2020.

Préambule :

Considérant la volonté de l'Etat (Ministère de la Culture) :

- De favoriser le développement du livre et de la lecture dans une perspective d'aménagement du territoire et d'accès égal des publics à une offre culturelle de qualité.

Considérant la volonté de la Communauté de Communes des Causse à l'Aubrac (CCCA) :

- De favoriser le développement de la lecture publique par la mise en réseau des bibliothèques du territoire ;
- De proposer via ses bibliothèques une offre culturelle diversifiée, de qualité et pour tous ;
- D'accompagner les projets futurs en intégrant une dimension communautaire.

Considérant la volonté du Conseil Départemental de l'Aveyron (CD12) à travers son programme « *Agir pour nos territoires* » :

- De renforcer le partenariat avec les intercommunalités afin de favoriser l'attractivité du territoire aveyronnais, l'objectif commun étant la « reconquête démographique » ;
- De développer sur le territoire départemental des services de qualité, notamment en matière de lecture publique ;
- De soutenir la création de réseaux intercommunaux de bibliothèques par l'intermédiaire de son outil pour la lecture publique, la Médiathèque Départementale de l'Aveyron (MDA).

Considérant le projet culturel, scientifique, éducatif et social des Causse à l'Aubrac adopté le 24 avril 2018 par la Communauté de Communes.

Considérant la compétence facultative prise par la CCCA le 29/08/2017 « animation et coordination du réseau de lecture publique ».

Article 1 : Objectifs du contrat territoire-lecture

Le contrat territoire-lecture signé entre l'Etat, le Département de l'Aveyron et la CCCA bénéficie à tous les habitants de la Communauté de Communes des Causses à l'Aubrac.

L'objectif principal du présent CTL est d'aider à la structuration du réseau de lecture publique de la Communauté de Communes des Causses à l'Aubrac et de soutenir la mise en place de sa politique de développement du livre et de la lecture.

Les objectifs et les actions décrites dans le CTL s'inscrivent dans le Plan en faveur de la lecture publique du Conseil Départemental de l'Aveyron (2016), mis en œuvre par sa Médiathèque Départementale.

Articles 2 : Axes stratégiques

Pour développer la lecture publique sur son territoire, la Communauté de Communes travaille depuis 2017 à la mise en réseau des bibliothèques de son territoire.

Le 29 août 2017, la Communauté de Communes a pris la compétence « animation et coordination du réseau de lecture publique » et a rédigé en avril 2018 son projet culturel, scientifique, éducatif et social. L'animatrice, coordinatrice du réseau travaille à cette mise en réseau et la CCCA a acquis un véhicule navette permettant le transport de documents.

Ce CTL va soutenir la CCCA pour :

- L'emploi d'une animatrice coordinatrice du réseau des bibliothèques ;
- La mise en place d'un logiciel SIG commun et l'informatisation des bibliothèques ;
- Le développement d'actions culturelles portées par les bibliothèques dans et hors les murs ;
- L'accompagnement des communes dans leurs projets de construction ;
- L'accompagnement de la CCCA dans le projet de construction du PIMS

Articles 3 : Actions

1. Animation et coordination du réseau des bibliothèques

Missions de l'animatrice :

- Mise en place des modes de desserte en collaboration étroite avec la MDA : Bibliobus, accompagnement des bibliothécaires à la MDA, livraison des documents sélectionnés, ...
- Organisation et animation du réseau : réunions de réseau – rencontre annuelle des bibliothécaires – formations avec la Médiathèque Départementale ;
- Soutien aux animations des bibliothèques ;
- Signature d'une convention avec Recyclivre et mise en place d'une opération de désherbage sur tout le territoire ;
- Communication (entre les bibliothèques et vers le public).

2. Mise en place d'un logiciel SIG commun et informatisation en réseau des bibliothèques

- Elaboration d'un cahier des charges ;
- Montage des dossiers (DRAC-DGD, Conseil Départemental...)

- Mise en place de l'outil informatique dans les bibliothèques ;
 - Formations (accompagnement des bibliothécaires dans la prise en main du logiciel) ;
 - Maintenance informatique de 1^{er} niveau (exemple : mise à jour, nettoyage, défragmentation...).
3. Le développement d'actions culturelles portées par les bibliothèques dans et hors les murs
Les bibliothécaires souhaitent proposer des actions culturelles qui peuvent être en lien avec d'autres projets culturels du territoire (Festivals, Résidences d'artistes, Concerts, Spectacle...)
Pour 2020, des bibliothécaires travaillent à un programme commun d'animations et d'actions culturelles autour des jardins.
- Recherches des partenaires ;
 - Organisation des réunions de coordination ;
 - Réalisation et impression du programme des animations ;
 - Soutien financier des projets.
4. L'accompagnement des communes dans leurs projets de construction
- Conseils ;
 - Rédaction des demandes d'aides (DRAC, CD12...).
 - Accompagnement de la CCCA dans le projet de construction du PIMS, pour sa partie « espace communautaire » dédié à l'animation et à la coordination du réseau de lecture publique du territoire. L'espace dédié à la bibliothèque de Laissac bénéficiera des mêmes aides et actions que les autres bibliothèques rayonnantes.

Article 4 : Gouvernance et coordination

Le chef de projet

Le chef de projet est l'animatrice et coordinatrice du réseau, en accord avec le vice-président de la commission Culture de la CCCA. Elle assure la coordination générale du contrat-territoire-lecture. En tant que tel, la chef de projet s'engage à fédérer les partenaires autour des actions retenues, à assurer la coordination administrative et logistique des différents projets et à s'assurer du bon accompagnement des intervenants culturels.

La chef de projet travaille en collaboration étroite avec les différents acteurs culturels du territoire susceptibles d'entrer dans le cadre du CTL.

Pour ce faire, le chef de projet s'appuie sur un comité de pilotage susceptible de proposer, développer et conforter les orientations du dispositif et sur le comité technique qui construit les grands axes du projet. La chef de projet assure l'animation des différentes instances.

Le comité de pilotage :

Le comité de pilotage définit les grandes orientations du CTL, les partenariats, les moyens humains, financiers et matériels spécifiques nécessaires chaque année. Il procède à la validation des projets qui seront soutenus et à leur évaluation.

Constitution du comité de pilotage :

- Le Directeur régional des affaires culturelles ou son représentant, le conseiller pour le livre et la lecture ;
- Le Président du Conseil Départemental de l'Aveyron, représenté par le directeur de la Médiathèque Départementale Le Président de la Communauté de Communes des Causse à l'Aubrac ou l' élu en charge de la Commission Culture de la CCCA ;
- Le chef de projet.

Pourront être associés ponctuellement, en tant que besoin, des partenaires associatifs ainsi que des professionnels du livre.

Le comité de pilotage se réunit au moins une fois par an. Il peut également se réunir à la demande d'un partenaire. Il est présidé par le Président de la Communauté de Communes des Causse à l'Aubrac ou son représentant.

Le comité technique

Composé des différents acteurs de la vie locale (professionnels et bénévoles des bibliothèques de lecture publique, membres des associations locales...), le comité technique construit les grands axes du projet culturel. Il se réunit à l'initiative du chef de projet. Il règle les questions administratives, techniques, propose les grandes lignes d'une action culturelle, propose les intervenants appropriés et veille à la meilleure concertation possible entre les partenaires.

Pourront être associés ponctuellement, en tant que besoin, des partenaires associatifs ainsi que des professionnels du livre.

Il réalise chaque année une évaluation du CTL.

Ce rapport d'évaluation devra être nourri d'éléments concrets, mais aussi d'éléments qualitatifs sur l'impact du programme d'actions mis en œuvre.

Au terme des trois ans de contrat, il propose une synthèse globale et prospective afin d'envisager l'éventuelle pérennisation du projet.

Article 5 : Engagement des partenaires

L'Etat, le Conseil Départemental et la collectivité s'engagent conjointement à :

- Assurer une réunion de pilotage annuelle du projet ;
- Assurer 3 mois au moins avant le terme de la convention la tenue d'une réunion de bilan et d'évaluation annuelle avec les partenaires listés.

L'Etat s'engage à soutenir les efforts de la Communauté de Communes en faveur de la lecture publique par :

- Un soutien scientifique
- Un soutien financier

Le Conseil départemental de l'Aveyron s'engage à soutenir les efforts de la Communauté de Communes en faveur de la lecture publique par :

- l'offre d'une palette de services gratuits : accompagnement, assistance, formations, prêt d'outils d'animation ;
- la mise à disposition gratuite d'une offre documentaire à destination de l'ensemble de ses habitants ;
- l'expérimentation d'une offre de ressources numériques en ligne ;
- la proposition d'actions culturelles destinées à valoriser la richesse des fonds documentaires des bibliothèques ;
- la désignation d'un bibliothécaire référent, interlocuteur privilégié des bibliothécaires de la communauté de communes au sein de la MDA ;
- le soutien financier à l'informatisation des bibliothèques, en réseau, selon les modalités du programme départemental d'aide dédié.

La Communauté de Communes des Causses à l'Aubrac s'engage à :

- Réaliser les actions prévues au présent contrat
- Transmettre les bilans et évaluations des opérations en année 2 et 3 du partenariat afin de garantir la poursuite et l'éventuelle réévaluation de l'aide de l'Etat ;
- Transmettre un bilan global de l'évaluation au terme des 3 ans de l'opération.

Article 6 : Durée

Le présent contrat lie les partenaires pour la durée des trois années 2020 à 2022.

Article 7 : Dispositions financières

Chaque institution décide en fonction de ses compétences, indépendamment des autres et selon les modalités qui lui sont propres, du soutien apporté aux projets, sur la base des propositions faites par le comité de pilotage.

La Communauté de Communes des Causses à l'Aubrac et l'Etat s'engagent financièrement à parité pour mener les objectifs du contrat territoire-lecture.

Le Conseil Départemental de l'Aveyron contribue selon ses programmes d'aides en vigueur.

Article 8 : Communication

La CCCA s'engage à mentionner le concours de l'Etat et du Conseil départemental de l'Aveyron lors de la communication autour des actions menées dans le cadre du CTL.

Article 9 : Avenants

Toute modification au présent contrat, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.



MÉDIATHÈQUE
DÉPARTEMENTALE
DE L'AVEYRON



Article 10 : Résiliation

En cas de non-respect des engagements respectifs inscrits au présent contrat, ce dernier pourra être résilié de plein droit.

Article 11 : Règlement des litiges - contentieux

En cas de litige pour l'application du présent contrat, les signataires décident de rechercher un règlement amiable préalablement à tous recours contentieux.

En cas d'échec, les litiges relèveront de la compétence du Tribunal administratif de Toulouse.

Fait à

Le

Le Préfet de la région Occitanie
Préfet de la Haute Garonne,
M. Etienne GUYOT

Le Président du Conseil
Départemental de l'Aveyron
M. Jean-François GALLIARD

Le Président de la Communauté
de communes des Causses à
l'Aubrac
M. Jean-Paul PEYRAC

EXTRAIT
du Procès-Verbal des délibérations de la
Commission Permanente du Conseil Départemental

Délibération CP/05/06/20/D/9/24

Accusé de réception en Préfecture

012-221200017-20200605-37701-DE-1-1

Reçu le 15/06/20

Déposée le 15/06/20

Publiée le

La Commission Permanente du Conseil Départemental s'est réunie le 5 juin 2020 à 10h08 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Jean-François GALLIARD, Président du Conseil Départemental.

35 Conseillers Départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Vincent ALAZARD à Monsieur Jean-Claude ANGLARS, Madame Annie BEL à Monsieur Christophe LABORIE, Madame Annie CAZARD à Monsieur Christian TIEULIE, Monsieur Camille GALIBERT à Madame Danièle VERGONNIER, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Monsieur Jean-Claude LUCHE à Madame Christine PRESNE, Monsieur Stéphane MAZARS à Madame Anne BLANC.

Absents excusés : Monsieur André AT, Monsieur Jean-Dominique GONZALES, Monsieur Alain MARC.

La Commission Permanente du Conseil Départemental a immédiatement procédé à l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour de ses travaux, et après en avoir délibéré :

OBJET : Programme 2020 du Service départemental d'archéologie dans le cadre de la convention d'habilitation entre l'État et le Conseil départemental de l'Aveyron

Commission de la culture et des grands sites

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 modifiée visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

CONSIDERANT que les rapports présentés à la réunion de la Commission Permanente du 05 juin 2020 ont été adressés aux élus le 27 mai 2020 ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la commission de la culture et des grands sites, lors de sa réunion du 29 mai 2020 ;

CONSIDERANT que le décret n°2017-925 du 9 mai 2017 fixant les modalités d'obtention de l'habilitation à réaliser des opérations de terrain (diagnostics et fouilles préventives), a été transcrit dans les articles R. 522-14 à 21 du Code du Patrimoine ;

CONSIDERANT que ces articles prévoient notamment l'examen, par le Conseil National de la Recherche Archéologique (C.N.R.A.), d'un projet de convention entre l'État et la Collectivité concernée, fixant notamment les modalités de participation de cette dernière à l'exploitation scientifique des résultats des opérations archéologiques réalisées sur son territoire et que, comme prévu par le nouveau cadre réglementaire, cette convention a également pour objet de définir les conditions selon lesquelles le Département de l'Aveyron et l'État (DRAC Occitanie) collaboreront dans le domaine de l'exploitation scientifique et de la valorisation des opérations d'archéologie préventive ou programmée et plus largement du patrimoine archéologique ;

CONSIDERANT que la Commission permanente du 28 février 2020 a approuvé cette convention qui est en cours de signature par le Préfet de Région ;

CONSIDERANT qu'en vertu des dispositions de cette convention, une fois par an, l'État (DRAC) et le Conseil départemental de l'Aveyron (SDA) doivent programmer conjointement les activités et les projets envisagés pour l'année en cours, ainsi que leur financement, qui sera mis en place par le biais d'une convention financière ;

APPROUVE l'avenant à la convention relatif au programme ci-dessous, qui sera transcrit dans la convention financière 2020 entre l'État et le Conseil Départemental de l'Aveyron où seront précisés le détail des actions à mener pour 2020, le descriptif du pilotage ainsi que les modalités de financement des projets, notamment par l'État (DRAC) ;

Pour l'année 2020, outre les diagnostics et les éventuelles fouilles préventives prescrits par l'État, plusieurs missions sont prévues et budgétées :

- la poursuite de l'inventaire et du récolement des collections archéologiques (3^{ème} tranche) issues du territoire du département de l'Aveyron et actuellement conservées par l'État. Ce chantier des collections est réalisé dans la perspective de la création d'un Centre d'Étude et de Conservation départemental (CCE). Cet équipement va permettre de garantir la conservation pérenne et de meilleures possibilités d'inventaire, d'étude et de valorisation des collections et du patrimoine archéologique du département. Le coût de financement prévisionnel du chantier des collections est de 16 000 € dont 12 000 € de la DRAC, 4 000 € de fonctionnement sur le budget du SDA ;

- les missions déléguées comprenant :

- la « veille archéologique » sur le territoire du département, et notamment le suivi de travaux et de découvertes fortuites, dans le cadre d'une autorisation annuelle de prospection-inventaire ;

- divers travaux et analyses dans l'optique de la préparation de plusieurs publications : étude chimique de pâtes de céramiques issues de diverses opérations préventives autour d'Espalion, pour mieux définir les ateliers antiques du secteur ; analyses et des études spécialisées sur des opérations préventives ou programmées dirigées les années antérieures par les agents du SDA (Place de la Cité et rue Pasteur à Rodez, etc.) ;

- la valorisation de la recherche archéologique à travers la rédaction collective de plusieurs manuscrits : stèles protohistoriques et sépulture à incinération du V^e s. av. J.-C. du Puech (Versols-et-Lapeyre) pour les Documents d'Archéologie Méridionale ; découverte d'un vase en bronze antique à Sourbins (Najac) et diverses contributions dans les Cahiers d'Archéologie Aveyronnaise n° 32 ; articles dans les actes de colloques, ...

Le coût de financement prévisionnel de ces missions déléguées (« veille archéologique », analyses et études spécialisées, publications) est de 20 000 € dont 13 000 € de la DRAC (contre 6000 € prévus initialement au BP), 7 000 € de fonctionnement sur le budget du SDA.

Le financement prévisionnel de ces opérations a été partiellement intégré au Budget Primitif, les crédits alloués par l'État via la DRAC (25 000 € au total) constituent donc des recettes pour le Département.

PRECISE que la campagne 2020 de la fouille triennale (2018-2020) du complexe protohistorique à stèles des Touriès près du hameau du Vialaret (Saint-Jean et Saint-Paul) soutenue à hauteur de 17 000€/an par la DRAC est reportée à l'été 2021 en raison de la crise sanitaire traversée.

AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental à signer au nom du Département l'avenant à la convention financière afférente et tout acte s'y rapportant.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité

- Pour : 42
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absents excusés : 4
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Conseil Départemental,

Jean-François GALLIARD

Annexe 1 : Budgets prévisionnels**Chantier des collections – Inventaire et récolement
Centre de conservation et d'étude départemental (CCE)**

Budget prévisionnel 2020

DÉPENSES		RECETTES	
		ÉTAT	
Prestations salariales de personnels extérieurs et de la Collectivité pour l'inventaire, le récolement et le rapatriement Des collections	13 000 €	Ministère de la Culture	12 000 €
ANALYSES, ÉTUDES	2 000 €	COLLECTIVITÉ	
FRAIS DE TRANSPORT	1 000 €	sur le fonctionnement du SDA	4 000 €
TOTAL	16 000 €	TOTAL	16 000 €

Missions déléguées

("veille" archéologique, analyses et études spécialisées, publications)

Budget prévisionnel 2020

DÉPENSES		RECETTES	
FRAIS SALARIAUX	9 000 €	ÉTAT	
ANALYSES, ÉTUDES	11 000 €	Ministère de la Culture	13 000 €
FRAIS DE DÉPLACEMENT		COLLECTIVITÉ	
FRAIS TECHNIQUES		sur le fonctionnement du SDA	7 000 €
Prestations diverses			
Matériel + fournitures			
TOTAL	20 000 €	TOTAL	20 000 €

EXTRAIT

du Procès-Verbal des délibérations de la Commission Permanente du Conseil Départemental

Délibération CP/05/06/20/D/12/25

Accusé de réception en Préfecture

012-221200017-20200605-37515-DE-1-1

Reçu le 15/06/20

Déposée le 15/06/20

Publiée le

La Commission Permanente du Conseil Départemental s'est réunie le 5 juin 2020 à 10h08 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Jean-François GALLIARD, Président du Conseil Départemental.

34 Conseillers Départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Vincent ALAZARD à Monsieur Jean-Claude ANGLARS, Madame Annie CAZARD à Monsieur Christian TIEULIE, Monsieur Camille GALIBERT à Madame Danièle VERGONNIER, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Monsieur Jean-Claude LUCHE à Madame Christine PRESNE, Monsieur Stéphane MAZARS à Madame Anne BLANC.

Absents excusés : Monsieur André AT, Madame Annie BEL, Monsieur Jean-Dominique GONZALES, Monsieur Christophe LABORIE, Monsieur Alain MARC.

La Commission Permanente du Conseil Départemental a immédiatement procédé à l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour de ses travaux, et après en avoir délibéré :

.....

OBJET : Convention d'objectifs : Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Rouergue (CPIE) - Département

Commission de l'environnement, biodiversité et politique de l'eau

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 modifiée visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

CONSIDERANT que les rapports présentés à la réunion de la Commission Permanente du 05 juin 2020 ont été adressés aux élus le 27 mai 2020 ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la commission de l'environnement, biodiversité et politique de l'eau, lors de sa réunion du 29 mai 2020 ;

CONSIDERANT que le programme d'actions présenté par le CPIE s'inscrit dans les objectifs des actions que souhaite mener le Conseil Départemental dans le cadre de la politique de sensibilisation à l'environnement et se décompose en deux volets :

- l'éducation et la sensibilisation de tous à l'environnement : connaître et comprendre pour agir ;
- l'accompagnement des territoires vers la transition écologique ;

APPROUVE la convention d'objectifs ci-annexée, à intervenir avec le CPIE du Rouergue, attribuant une aide de 21 000 € à cet organisme ;

AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental à signer cette convention au nom du Département.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité

- Pour : 40
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absents excusés : 6
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Conseil Départemental,

Jean-François GALLIARD

CONVENTION D'OBJECTIFS

ENTRE

Le Département de l'Aveyron

Représenté par Monsieur Jean-François GALLIARD, Président du Conseil Départemental, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu de la délibération de la Commission Permanente en date du 30 mars 2020, déposée et publiée en Préfecture le 25 avril 2020

dénommé le « **Département** »
D'UNE PART

et,

Le Centre Permanent d'initiatives pour l'Environnement du Rouergue dénommé « **le CPIE** », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à 25, avenue Charles De Gaulle, 12100 MILLAU, identifiée sous le n° SIRET 264916020 00024.

Représenté par Madame Marie-Lise TICHIT, sa Présidente, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes conformément à l'article 17 des statuts du 25 octobre 1982, modifiés le 09 novembre 1995.

Ici dénommé le « **CPIE** »
D'AUTRE PART

PREAMBULE

Le CPIE du Rouergue est une association qui exerce sa mission, en cohérence avec les CPIE de la Région Occitanie, dans l'objectif d'accompagner les territoires vers la transition écologique et la transition énergétique à travers les enjeux suivants :

- Eduquer et sensibiliser aux enjeux de ces transitions, tout public et tout au long de la vie,
- Participer à l'amélioration des connaissances, notamment sur les effets du changement climatique et dans la logique des démarches de trames vertes et bleues,
- Accompagner les acteurs à l'émergence de solutions innovantes vers la transition.

C'est un acteur important du développement durable et de l'éducation à l'environnement dans le département. Il propose aux collectivités territoriales, aux établissements scolaires, aux particuliers, des activités pédagogiques, des outils pour découvrir l'environnement, des animations nature, des ateliers grands publics, des journées de sensibilisation, des études environnementales ou encore un accompagnement de projet sur de nombreux thèmes.

Le programme d'actions présenté par le CPIE s'inscrit dans les objectifs des actions que souhaite mener le Conseil Départemental dans le cadre de la politique de sensibilisation à

l'environnement. Il veut favoriser l'émergence de projet de sensibilisation et d'éducation à l'environnement dans l'esprit de l'éducation populaire. Il s'agit en effet de développer le lien social, l'esprit critique, de confronter les idées, de faire évoluer le comportement par la prise de conscience individuelle et collective des notions de développement durable.

C'est pourquoi, le Département a décidé de soutenir les missions de sensibilisation et d'information du grand public et du jeune public aux enjeux environnementaux que propose de mettre en place le CPIE sur les thèmes de la transition écologique et énergétique.

Cette convention a pour objet de déterminer les obligations du Département et du CPIE pour atteindre les objectifs ci-après.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1^{er} – OBJET DE LA CONVENTION

Le CPIE s'engage à mettre en œuvre les actions suivantes :

1-L'éducation et la sensibilisation de tous à l'environnement : connaitre et comprendre pour agir :

➤ Sensibiliser le grand public :

- Mettre en place un programme dit « **cœurs de biodiversité** » permettant de faire découvrir et mieux connaître au public son environnement.
 - Sensibiliser et informer le grand public
 - Accompagner les EPCI dans la mise en place d'un programme d'actions de sensibilisation et d'implications diverses en faveur de la biodiversité
 - Faire découvrir et mieux connaître les réservoirs de la biodiversité
 - Permettre une prise de conscience de l'importance de notre biodiversité et de son érosion par la fragmentation des territoires
 - Favoriser le lien direct entre la nature et ces publics par des sorties de vulgarisation pour les familles, des ateliers pratiques, des chantiers participatifs
 - Responsabiliser et mobiliser les individus au travers d'ateliers pratiques ou de chantiers participatifs (plantation de haie, réouverture de chemin pour randonner)
 - Faire évoluer les comportements.

• Ateliers Développement Durable :

Proposer des ateliers de découverte et changement de pratiques au grand public mais également à des groupes constitués plus éloignés de ces activités : centres sociaux, associations de quartiers, foyers ruraux : cuisiner des restes, fabriquer des produits ménagers écologiques, réduire le gaspillage alimentaire ...

➤ Sensibiliser le jeune public :

- Sensibiliser les jeunes à leur environnement proche, leur faire prendre conscience de sa richesse en développant l'esprit d'observation et d'analyse
- Permettre à ce public d'acquérir des comportements respectueux de cet environnement et des êtres vivants qui le composent
- Accompagner les projets d'éco-établissements scolaires.

➤ **Informier et accompagner les acteurs du territoire dans la prise en compte du développement durable = animer un centre de ressources de territoires :**

Le CPIE a récolté et produit de nombreuses données. Ces données doivent être rangées et organisées pour être mises à disposition du plus grand nombre : salariés, partenaires, adhérents, citoyens :

- Diffuser l'information environnementale sur les territoires des CPIE
- Rendre accessible cette information pour tous et comprendre les enjeux
- Valoriser les connaissances engrangées sur le territoire, notamment dans le cadre des observatoires
- Valoriser les fonctions d'accueil, d'accompagnement et de renseignement des CPIE
- Etre un lieu de ressources, de rencontres et d'échanges
- Faire vivre le réseau des CPIE d'Occitanie par le partage d'informations.

2-L'accompagnement des territoires vers la transition

➤ **Santé environnement**

- Sensibiliser et informer le grand public,
- Proposer une alternative économique et écologique à des produits ménagers nocifs pour
- sensibiliser sur les enjeux de qualité de l'air intérieur et extérieur et sur les bonnes pratiques permettant de limiter les risques individuel et collectif.
- Proposer une alternative écologique à des produits cosmétiques chers et pas forcément plus efficaces.

➤ **Les plantes exotiques envahissantes :** mise en place d'un programme d'actions pour sensibiliser, prévenir, alerter, changer le regard du public et des professionnels.

➤ **Jardinons au naturel,** objectif zéro pesticide : poursuivre la sensibilisation des différents publics aux méthodes de jardinage au naturel, en respectant la biodiversité, sans pesticide et économe en eau.

ARTICLE 2 – PROMOTION ET COMMUNICATION

Le Conseil Départemental de l'Aveyron apparaît comme l'un des principaux partenaires et à ce titre, le CPIE s'engage pendant la durée de la convention à valoriser ce partenariat lors des animations organisées par l'association et notamment :

- Faire bénéficier le Conseil Départemental de la revue de presse de l'animation
- L'association s'engage à développer la communication relative à son projet (y compris les événements presses et télévisés) en étroite collaboration avec le service de communication du Conseil Départemental de l'Aveyron, elle s'engage notamment à apposer le logo du Conseil Départemental de l'Aveyron conforme à la charte graphique départementale, sur tout document informatif et de documentation se rapportant à l'opération subventionnée.

ARTICLE 3 – DUREE – PRISE D'EFFET

La présente convention est conclue pour une durée de un an, et prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2020.

Toute stipulation contractuelle antérieure et/ou contraire, portant sur le même objet, entre le Département et le CPIE est caduque à compter de la date de prise d'effet de la présente convention.

ARTICLE 4 – MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION

Diverses annexes sont jointes à la convention et concernent :

- Le programme annuel d'actions ponctuelles proposé par le CPIE et conforme à l'article 1,
- le budget prévisionnel global de l'objectif ainsi que les moyens affectés à sa réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, etc. ...

ARTICLE 5 –ASPECTS FINANCIERS : MONTANT DE LA SUBVENTION – MODALITES DE VERSEMENT

Afin de permettre la réalisation des objectifs fixés dans la présente convention, le Département allouera au CPIE une subvention de **21 000 €**.

La subvention sera créditée au compte du CPIE selon les procédures comptables en vigueur, sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées à l'article 6 et selon les modalités suivantes :

- 50 % à la signature de la présente convention,
- le solde sur présentation d'un bilan détaillé des animations scolaires, du bilan des actions citées à l'article 1^{er}.

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET REMISE DE PIECES

Conformément aux dispositions législatives :

Le CPIE s'engage à fournir au Département :

- une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé
- un rapport d'activité du CPIE lequel fera ressortir l'utilisation des aides allouées par le Département
- le compte-rendu financier attestant de la conformité des dépenses par rapport à l'objet de la subvention.

Ces documents devront être remis dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée.

Par ailleurs, le CPIE s'engage à faire certifier ses documents comptables à fournir au Département par son commissaire aux comptes.

ARTICLE 7 – CONTROLE

Le CPIE s'engage à :

- faciliter, à tout moment, le contrôle par le Département de la réalisation des objectifs, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile,
- à remettre au service concerné du Département les documents ci-dessus visés. Un contrôle sur place et sur pièces pourra être effectué par des agents du Département ou mandatés par celui-ci, en vue d'en vérifier l'exactitude.
- tenir un registre de délibération, réunir effectivement les organes de directions dans les conditions statutaires.
- transmettre les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Départementale.

ARTICLE 8 – AUTRES ENGAGEMENTS

Le CPIE communiquera sans délai au Département toutes modifications relatives aux statuts (objet, siège, dénomination...) et fournira une copie de ceux-ci dûment certifiés conformes et les attestations de dépôt en Préfecture, le cas échéant.

En cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention, le CPIE devra en informer le Département.

ARTICLE 9 – SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit du Département des conditions d'exécution de la convention par le CPIE, le Département peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 10 – EVALUATION

L'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels le Département a apporté son concours est réalisée aux termes d'une période de 12 mois écoulés.

Le bilan des actions réalisées devra comporter les éléments détaillés en annexe à la présente convention.

ARTICLE 11 – MODIFICATIONS -AVENANT

Toute modification, concernant le montant de la subvention et le programme d'actions annexés, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs définis à l'article 1^{er}.

L'avenant sera soumis aux mêmes procédures d'adoption que la présente convention.

Une nouvelle convention sera établie pour toute modification de l'article 1^{er}.

ARTICLE 12 – RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie en cas de non-respect des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, des lois et règlements.

La résiliation sera effective après mise en demeure adressée à l'autre partie par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception ou remise par un agent assermenté et non suivie d'effet.

ARTICLE 13 – CONTENTIEUX

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux devra être porté devant le Tribunal Administratif de TOULOUSE, s'agissant d'une convention dont l'objet est l'attribution à l'association de fonds publics.

ARTICLE 14 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente, les parties font élection de domicile en l'Hôtel du Département de l'Aveyron.

La présente convention est établie en DEUX exemplaires originaux, l'un pour le Département l'autre pour le CPIE.

Fait à
Le

Fait à
Le

**La Présidente du
CPIE du Rouergue**

**Le Président du Conseil
Départemental**

Marie-Lise TICHIT

Jean-François GALLIARD

ANNEXE

DONNEES ET INDICATEURS POUR L'EVALUATION A FOURNIR (cf. article 10)

L'éducation et la sensibilisation de tous à l'environnement : connaitre et comprendre pour agir

- sensibilisation du grand public :

Cœurs de diversité

Nombre de journées ou demi-journées prévues /réalisées
Thématique concernée
Nombre de participants
Bilan financier

Ateliers développement durable

Nombre d'ateliers et d'animations prévus/réalisés
Nombre de participants
Bilan financier

- sensibilisation du jeune public :

Modules pédagogiques

Bilan quantitatif
Nombre de demi-journées d'intervention du CPIE
Nombre et nom des établissements
Nombre d'élèves concernés
Modules dispensés (nombre, thématiques d'intervention)
Classes concernées (maternelles, primaires, collège, lycées)

Bilan qualitatif : qualité des intervenants et outils utilisés

Nombre de projets d'éco-établissements accompagnés
Budget total
Participation financière de l'établissement

Public hors temps scolaires

Centres de loisirs concernés
Nombre de jeunes sensibilisés
Budget et bilan de l'action

Informier et accompagner les acteurs du territoire dans la prise en compte du développement durable

Lettre d'information

Nombre de lettres « Aveyron environnement infos » publiées
Nombre d'émissions radio
Bilan financier

Site portail

Bilan qualitatif

Accompagner des territoires vers la transition écologique

Santé environnement

Nombre de journées de sensibilisation
Nombre d'ateliers réalisés

Accompagnement des territoires aux démarches de développement durable

Nombre de petites communautés de communes rurales accompagnées
Nombre de réunion de participation du CPIE aux commissions départementales en tant qu'expert environnement

Les plantes exotiques envahissantes et jardiner au naturel

Actions réalisées par le CPIE
Bilan de la communication
Budget et bilan de chaque action

EXTRAIT
du Procès-Verbal des délibérations de la
Commission Permanente du Conseil Départemental

Délibération CP/05/06/20/D/12/26

Accusé de réception en Préfecture

012-221200017-20200605-37714-DE-1-1

Reçu le 15/06/20

Déposée le 15/06/20

Publiée le

La Commission Permanente du Conseil Départemental s'est réunie le 5 juin 2020 à 10h08 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Jean-François GALLIARD, Président du Conseil Départemental.

37 Conseillers Départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Vincent ALAZARD à Monsieur Jean-Claude ANGLARS, Madame Annie BEL à Monsieur Christophe LABORIE, Madame Annie CAZARD à Monsieur Christian TIEULIE, Monsieur Camille GALIBERT à Madame Danièle VERGONNIER, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Monsieur Jean-Claude LUCHE à Madame Christine PRESNE, Monsieur Stéphane MAZARS à Madame Anne BLANC.

Absents excusés : Monsieur Jean-Dominique GONZALES.

La Commission Permanente du Conseil Départemental a immédiatement procédé à l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour de ses travaux, et après en avoir délibéré :

OBJET : Avenant à la convention cadre de partenariat en vue de la mobilisation des retenues hydroélectriques du Lévezou à des fins multi-usages : prorogation jusqu'en 2020

Commission de l'environnement, biodiversité et politique de l'eau

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 modifiée visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

CONSIDERANT que les rapports présentés à la réunion de la Commission Permanente du 05 juin 2020 ont été adressés aux élus le 27 mai 2020 ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la commission de l'environnement, biodiversité et politique de l'eau, lors de sa réunion du 29 mai 2020 ;

CONSIDERANT la convention cadre de partenariat (2017-2019) conclue avec le Conseil départemental du Tarn et Garonne, du Tarn, EDF et l'Agence Adour Garonne afin d'identifier les usages pour l'utilisation de l'eau à partir du complexe hydroélectrique du Lézéou et définir les volumes alloués à l'eau potable et au soutien d'étiage ainsi que les cotes touristiques à respecter ;

CONSIDERANT la convention technico-financière 2017-2018, prorogée jusqu'en 2020 par avenant n° 1 qui définit les conditions techniques et financières dans lesquelles est organisé le soutien d'étiage de l'Aveyron à partir des retenues du Lézéou exploitées par EDF ;

CONSIDERANT que la convention cadre de partenariat (2017-2019) approuvée par délibération de la Commission Permanente du 30 juin 2017 est arrivée à échéance en 2019 ;

CONSIDERANT que des réflexions sont engagées pour la mise en place d'une gouvernance sur le bassin Tarn Aveyron pour laquelle la création d'un **G**roupement d'**I**ntérêt **I**nterdépartemental est pressentie qui devra à terme assurer la gestion des opérations de mobilisation des retenues du bassin Tarn-Aveyron, dont notamment celle des retenues du Lézéou ;

APPROUVE l'avenant n°1 ci-annexé prorogant pour 2020 la convention cadre de partenariat en vue de la mobilisation des retenues hydroélectriques du Lézéou à des fins multi-usages, et ayant pour objectif de servir d'assise à la mise en œuvre en 2020 (pour un an) de la convention technico-financière du soutien d'étiage depuis le système du Lézéou (qui avait fait l'objet d'une prorogation 2019-2020).

AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental à signer le dit document.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité

- Pour : 44
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absents excusés : 2
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Conseil Départemental,

Jean-François GALLIARD

**CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT
EN VUE DE LA MOBILISATION
DES RETENUES HYDROELECTRIQUES
DU LEVEZOU A DES FINS MULTI-USAGES
(2017-2019)
AVENANT N°1 - ANNEE 2020**

CONCLUE LE

ENTRE,

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'AVEYRON,

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE TARN-ET-GARONNE,

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU TARN,

ELECTRICITÉ DE FRANCE,

L'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE,
ET L'ÉTAT

Entre les soussignés :

Le Conseil Départemental de l'Aveyron,

ayant son siège à Rodez, représenté par monsieur Jean François GALLIARD, son président, ci-après désigné par « le Conseil Départemental 12 »,

d'une première part,

Le Conseil Départemental de Tarn-et-Garonne,

ayant son siège à Montauban, représenté par monsieur Christian ASTRUC, son président, ci-après désigné par « le Conseil Départemental 82 »,

d'une deuxième part,

Le Conseil Départemental du Tarn,

ayant son siège à Albi, représenté par monsieur Christophe RAMOND son président, agissant en ci-après désigné par « le Conseil Départemental 81 »,

d'une troisième part,

Électricité de France (EDF),

Société anonyme au capital social de 930 004 234 € , dont le siège social est situé au 22 – 30 avenue de Wagram à Paris (75008) France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 552 081 317, faisant élection de domicile 8 rue Claude Marie Perroud 31096 TOULOUSE CEDEX 01, et représenté par monsieur Franck DARTHOU, directeur de l'Unité de Production Sud-Ouest (UPS), ci-après désigné par « EDF »,

d'une quatrième part,

L'Agence de l'eau Adour-Garonne,

Établissement public administratif, ayant son siège social à 31078 TOULOUSE : 90, rue du Férétra, représenté par monsieur Guillaume CHOISY, son directeur général, ci-après désigné par « l'Agence de l'eau »,

d'une cinquième part,

et,

L'État,

Représenté par Monsieur Pierre BESNARD, préfet de Tarn-et-Garonne, préfet coordonnateur du sous-bassin de l'Aveyron,

par Madame Catherine FERRIER, préfète du Tarn,

et par Madame Catherine SARLANDIE de la ROBERTIE, préfète de l'Aveyron,

ci-après désigné par « l'État »,

d'une sixième part,

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le bassin Aveyron a été classé en déséquilibre important dans le cadre de la détermination des volumes prélevables. Il constitue une priorité pour la mise en place d'une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau.

La convention cadre de partenariat a pour objet d'identifier les usages pour l'utilisation de l'eau à partir du complexe hydroélectrique du Levezou, de définir les volumes alloués à l'eau potable, et au soutien des étiages ainsi que les cotes touristiques à respecter.

En effet, les ouvrages du Levezou, concédés par l'Etat à EDF, sont d'intérêt national pour la production d'énergie renouvelable hydroélectrique.

Mais, du fait de leur capacité et de leur implantation ils répondent aussi à d'autres usages :

- ils représentent l'unique ressource pour l'alimentation en eau potable des collectivités adhérentes au Syndicat Mixte des Eaux du Ségala et du Levezou,
- ils constituent des sites d'intérêt majeur au niveau du tourisme aveyronnais, autour desquels se sont développées des activités nautiques,
- depuis 2013, ils contribuent au soutien des étiages du bassin de l'Aveyron avec le double objectif du respect des débits objectifs d'étiage du Vieur à Laguépie, de l'Aveyron à Loubéjac, et de la compensation des prélèvements, majoritairement agricoles.

Deux conventions encadrent l'usage de l'eau à partir des réserves du Levezou :

- une convention cadre de mobilisation des retenues hydroélectriques du Lévézou à des fins multi-usages,
- une convention technico-financière portant sur la mobilisation de 5 millions de m³ à partir des retenues hydroélectriques du Lévézou pour le soutien d'étiage.

Des démarches et études en cours, et en particulier la mobilisation de nouvelles ressources, l'accroissement de la demande pour l'eau potable, la révision des débits objectifs d'étiages et des débits réservés, sont susceptibles de faire évoluer les besoins recensés dans la présente convention cadre. Ces évolutions pourraient aussi faire apparaître de nouvelles contraintes de gestion.

Par ailleurs des réflexions sont largement engagées pour la mise en place d'une gouvernance sur le bassin Tarn-Aveyron. La création d'un groupement d'Intérêt Public Interdépartemental (GIP) est pressenti. Il devra à terme assurer la gestion des opérations de mobilisation des retenues du bassin Tarn-Aveyron, dont notamment des retenues du Lévézou.

Ainsi, le présent avenant n°1 à la convention-cadre 2017-2019, a pour but de :

- proroger cette convention pour la période 2020, dans l'attente de la mise en place d'une gouvernance à l'échelle du bassin Tarn-Aveyron,
- de servir d'assise à la mise en oeuvre en 2020 (pour une année) de la convention technico-financière du soutien d'étiage depuis le système du Lévézou.

ARTICLE UNIQUE - DUREE DE LA CONVENTION

Le présent avenant n°1 à la convention 2017-2019 proroge jusqu'au 31 décembre 2020 les principes de la coopération arrêtés le 28 septembre 2017 par les parties signataires de la convention cadre de partenariat en vue de la mobilisation des retenues hydroélectriques du Lévézou à des fins multi-usages (2017-2019).

Le 2020

**Pour le Conseil Départemental
de l'Aveyron**
Le président,

**Pour le Conseil Départemental
de Tarn-et-Garonne**
Le président,

**Pour le Conseil Départemental
du Tarn**
Le président,

Pour Électricité de France
Le directeur de l'Unité de Production Sud-
Ouest,

**Pour l'Agence de l'eau Adour-
Garonne**
Le directeur général,

Pour l'État
Le préfet de l'Aveyron,

Pour l'Etat
Le préfet de Tarn-et-Garonne,

Pour l'Etat
Le préfet du Tarn,

EXTRAIT
du Procès-Verbal des délibérations de la
Commission Permanente du Conseil Départemental

Délibération CP/05/06/20/D/HC/27

Accusé de réception en Préfecture

012-221200017-20200605-37759-DE-1-1

Reçu le 15/06/20

Déposée le 15/06/20

Publiée le

La Commission Permanente du Conseil Départemental s'est réunie le 5 juin 2020 à 10h08 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Jean-François GALLIARD, Président du Conseil Départemental.

37 Conseillers Départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Vincent ALAZARD à Monsieur Jean-Claude ANGLARS, Madame Annie BEL à Monsieur Christophe LABORIE, Madame Annie CAZARD à Monsieur Christian TIEULIE, Monsieur Camille GALIBERT à Madame Danièle VERGONNIER, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Monsieur Jean-Claude LUCHE à Madame Christine PRESNE, Monsieur Stéphane MAZARS à Madame Anne BLANC.

Absents excusés : Monsieur Jean-Dominique GONZALES.

La Commission Permanente du Conseil Départemental a immédiatement procédé à l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour de ses travaux, et après en avoir délibéré :

.....
OBJET : Syndicat mixte Bassin du Lot -Modification des statuts

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{ER} avril 2020 modifiée visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

CONSIDERANT que les rapports présentés à la réunion de la Commission Permanente du 05 juin 2020 ont été adressés aux élus le 27 mai 2020 ;

VU l'arrêté du 31 décembre 2019 du Préfet du LOT adoptant les nouveaux statuts du Syndicat Mixte du Bassin du LOT, en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2020 ;

CONSIDERANT que la communauté de communes de LALBENQUE LIMOGNE ne disposait pas de l'habilitation statutaire pour adhérer au syndicat mixte avant le 31 décembre 2019, et que les conditions ont été réunies dans le courant du mois de février 2020 ;

VU la délibération du comité syndical du Syndicat Mixte du Bassin du LOT du 6 mars 2020 qui a validé l'extension de son périmètre, par l'adhésion de la communauté de communes LALBENQUE LIMOGNE ;

CONSIDERANT qu'en application des statuts, le Président du syndicat mixte sollicite donc l'accord des membres ;

APPROUVE en conséquence, l'extension du périmètre et le projet de statuts du syndicat mixte du Bassin du Lot, joint en annexe ;

AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental à signer tout acte découlant de la présente délibération.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité

- Pour : 44
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absents excusés : 2
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Conseil Départemental,

Jean-François GALLIARD



*Syndicat mixte du bassin du Lot
Etablissement public territorial de bassin
233 rue Président Wilson
46000 CAHORS*

Syndicat mixte du Bassin du Lot

STATUTS

(Mars 2020)

PREAMBULE

L'Entente interdépartementale du bassin du Lot, a été constituée en 1980 par délibérations concordantes des Conseils Généraux des départements suivants : Lozère, Aveyron, Cantal, Lot et Lot et Garonne.

En février 2011, la structure, sous la forme d'institution interdépartementale, a obtenu la reconnaissance d'établissement public territorial de bassin (EPTB).

Depuis 2014, plusieurs lois relatives à la réforme territoriale se sont succédées, parmi lesquelles la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite « MAPTAM) et la loi n°2015-991 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi « NOTRe »). Elles ont largement transformé le contexte institutionnel ainsi que la répartition des compétences entre collectivités.

Pour respecter les dispositions de la loi MAPTAM qui exclut pour les EPTB la possibilité d'être constitués sous la forme d'institutions ou d'organismes interdépartementaux, une première modification des statuts a permis d'acter la transformation de l'institution interdépartementale en syndicat mixte ouvert tout en conservant le bénéfice de la labellisation EPTB au 1^{er} janvier 2018.

Cette version 2018 des statuts était provisoire afin de permettre aux collectivités concernées par la problématique du grand cycle de l'eau (EPCI¹ à fiscalité propre sur les territoires dits orphelins, syndicats mixte de sous bassin futurs EPAGE² et régions) d'intégrer le syndicat mixte de bassin. La version présente des statuts répond à cette demande d'élargissement du syndicat à d'autres acteurs afin que chacun puisse participer à la mise en œuvre des actions à l'échelle du bassin versant.

Les cinq départements membres fondateurs ont réaffirmé leur volonté commune de maintenir cette structure interdépartementale, en partenariat avec les acteurs de sous-bassins compétents, afin de poursuivre les actions engagées.

L'objectif commun poursuivi par les membres est la création d'un Syndicat mixte ouvert autour de trois grands principes fondateurs :

- Solidarité amont/aval ;
- Subsidiarité ;
- Mutualisation des moyens.

Une cartographie du bassin versant du Lot avec la localisation des membres est présentée en annexe.

Références code de l'Environnement : L211-7 ; L213-12 ; L21310 ; L566-10 ; L566-5

Références CGCT : L1111-8 ; L5211-61. L5211-10.L5211-25.L5211-26.L5211-56. L5721-1 0 L5721-9

Références code de la commande publique : L2511-6 ; L2113-6 ; L2422-12

1 EPCI : Etablissement public de coopération intercommunale

2 EPAGE : Etablissement public d'aménagement et de gestion des eaux

Chapitre 1 : Constitution - Objet - Siège social - Durée

Article 1 - Constitution et dénomination

Conformément aux articles L. 5721-1 à L. 5722-8 du code général des collectivités territoriales (CGCT) et suivants et aux dispositions auxquelles ils renvoient, et sous réserve des dispositions des présents statuts, il a été constitué, par accord entre les personnes morales de droit public concernées, comme rappelé au préambule, un Syndicat mixte ouvert (ci-dessous désigné par l'expression : le « SMBL ou SM bassin du Lot », dénommé :

« Syndicat mixte du bassin du Lot » (« SMBL »)

Adhèrent à ce syndicat mixte, en tant que membres disposant du pouvoir délibérant :

- Les cinq départements suivants :
 - Le conseil départemental de la Lozère,
 - Le conseil départemental de l'Aveyron,
 - Le conseil départemental du Cantal,
 - Le conseil départemental du Lot,
 - Le conseil départemental du Lot et Garonne.
- Les syndicats mixtes de sous-bassins :
 - Le syndicat mixte Célé Lot Médiann (SMCLM),
 - Le syndicat mixte pour l'aménagement de la vallée du Lot 47 (SMAVLOT),
- Les EPCI suivants :
 - La communauté d'agglomération du Grand Cahors,
 - La communauté de communes de la Vallée du Lot et du Vignoble,
 - La communauté de communes du Causse de Labastide-Murat,
 - La communauté de communes Quercy Blanc
 - La communauté de communes Cazals-Salviac
 - La communauté de communes du pays de Lalbenque-Limogne

Pourront être membres, aux conditions fixées à l'article 16 des présents statuts, les groupements de collectivités du bassin versant du Lot.

Article 2 - Objet

Conformément à l'article L. 213-12 du Code de l'environnement le syndicat mixte du bassin du Lot a pour objet de faciliter, à l'échelle d'un bassin ou d'un groupement de sous-bassins hydrographiques, la prévention des inondations et la défense contre la mer, la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, ainsi que la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des écosystèmes aquatiques et des zones humides et de contribuer, s'il y a lieu, à l'élaboration et au suivi du schéma d'aménagement et de gestion des eaux.

Il assure la cohérence de l'activité de maîtrise d'ouvrage des établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau. Son action s'inscrit dans les principes de solidarité territoriale, notamment envers les zones d'expansion des crues, qui fondent la gestion des risques d'inondation.

Les établissements publics territoriaux de bassin et les établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau constitués conformément aux II et III de l'article L213-12 du code de l'environnement, exercent, par transfert ou par délégation opérée dans les conditions prévues à l'article L. 5211-61 du code général des collectivités territoriales et conformément à leurs objectifs respectifs, l'ensemble des missions relevant de la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations, définie au I bis de l'article L. 211-7 du code de l'environnement ou certaines d'entre elles, en totalité ou partiellement, sur tout ou partie du territoire de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre concerné.

L'établissement public territorial de bassin peut également définir, après avis du comité de bassin et, lorsqu'elles existent, des commissions locales de l'eau concernées, un projet d'aménagement d'intérêt commun. Il le soumet aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale et aux établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau concernés qui, s'ils l'approuvent, lui transfèrent ou délèguent les compétences nécessaires à sa réalisation.

Conformément à l'article L. 566-10 du Code de l'Environnement, le SMBL-EPTB Lot assure également, à l'échelle du bassin versant du Lot et de ses affluents, la cohérence des actions des collectivités territoriales et de leurs groupements visant à réduire les conséquences négatives des inondations sur les territoires mentionnés à l'article L. 566-5 du code de l'environnement (dits « T.R.I. » pour Territoires à Risque d'Inondation important) par son rôle de coordination, d'animation, d'information et de conseil pour des actions de réduction de la vulnérabilité aux inondations.

Dans le domaine d'action qu'il s'est fixé, l'EPTB assure la cohérence et l'efficacité de l'action publique à l'échelle du bassin hydrographique par son rôle d'information, d'animation et de coordination

Le SMBL a vocation à répondre aux besoins de l'ensemble de ses membres, il n'a pas vocation à être une entité se substituant aux collectivités territoriales ou aux structures administratives ou financières intervenant dans le domaine de l'eau, mais un partenaire à part entière intégrant les préoccupations des collectivités territoriales membres et les exigences d'une gestion équilibrée de la ressource en eau dans son périmètre d'intervention.

Les missions s'articulent autour de trois domaines complémentaires :

- **Article 2- 1 – Missions d'intérêt de bassin**

Le socle commun se définit selon un principe de solidarité territoriale, dont chacune des actions doit justifier qu'elle relève bien de l'intérêt de bassin. A ce titre, le SMBL devra déterminer annuellement un programme d'actions, qui devra être établi en co-construction au sein d'un comité technique composé des directeurs généraux des services (DGS) des départements ou de leurs représentants, de la direction du syndicat et des DGS (ou leurs représentants) des autres structures membres, avant proposition au comité syndical.

Pour tous ses membres le SMBL exerce les missions identifiées dans l'article L213-12 du code de l'environnement en complément des actions et des missions portées et animées par les structures locales et les départements.

Il coordonne le soutien des étiages du Lot domaniaux, l'élaboration et la mise en œuvre du plan de gestion des étiages du bassin du Lot.

Il a notamment vocation à intervenir dans les domaines suivants :

- Coordination des politiques et actions de ses membres afin de permettre une cohérence de bassin,
- L'amélioration de la connaissance et de l'expertise à l'échelle de bassin, dans les domaines sollicités par l'ensemble de ses membres, notamment par la mise en commun et la valorisation des données et connaissances existantes : modélisation hydraulique, connaissance du risque, zones humides...
- L'organisation et la gestion de l'observatoire des crues du bassin versant, du site internet d'information sur l'eau « la vie de la rivière », l'organisation d'actions pédagogiques et de communication...
- La gestion des étiages et la gestion qualitative,
- La gestion et la prévention des inondations (hors GEMAPI),
- Participation ou montage et pilotage de projets internationaux et européens dans une démarche d'animation du bassin versant et sur les thématiques relevant des EPTB,
- Lutte contre le changement climatique et plan d'adaptation aux changements climatiques.

▪ **Article 2- 2 – Missions d'intérêt local ou de sous bassins**

Les Conseils Départementaux, en tant que membres ne verront pas leur contribution statutaire appelée pour le financement de ces missions.

✓ **Article 2- 2-1 : Projet d'intérêt commun**

Au titre de l'article L213-12 VI le SMBL en tant qu'EPTB peut, à la demande des collectivités du territoire et après accord du comité syndical, définir après avis du comité de bassin et, lorsqu'elles existent, des commissions locales de l'eau concernées, un projet d'aménagement d'intérêt commun. Le Comité syndical se prononcera sur les procédures nécessaires à la mise en œuvre de ce projet.

✓ **Article 2- 2-2 : Compétence gestion des milieux aquatiques (GEMA)**

Le SMBL exclut l'exercice, par transfert ou par délégation, de la compétence protection contre les inondations définie par l'item n° 5 de l'article L211-7 du code de l'environnement.

Toutefois, en tant qu'EPTB et, conformément aux dispositions de l'article L213-12 point V du code de l'environnement, il :

- exerce par transfert de compétence pour le compte des groupements de collectivités adhérents qui en font la demande tout ou partie de la compétence gestion des milieux aquatiques constituée par les missions 1°, 2°, 8° définies par l'article L211-7 du code de l'environnement et selon les modalités définies à l'article L5211-61 du CGCT.
- peut exercer à titre ponctuel par délégation de compétence pour le compte des groupements de collectivités adhérents qui en font la demande tout ou partie de la compétence gestion des milieux aquatiques constituée par les missions 1°, 2°, 8° définies par l'article L211-7 du code de l'environnement et selon les modalités définies à l'article L5211-61 du CGCT.

Cet exercice sera réalisé dans le respect des compétences de chacun et dans une approche territoriale globale et cohérente.

Les conditions des délégations visées ci-dessus sont définies par convention conclue en application des articles L1111-8 et L5211-61 du code général des collectivités territoriales. Cette convention détermine notamment le périmètre, la durée, les modalités financières de la délégation.

D'autres actions d'intérêt local ou de sous bassin pourront être précisées par délibération.

▪ **Article 2- 3 – Projets interdépartementaux de développement**

Le SMBL exerce, en concertation avec ses membres et en complémentarité de leurs compétences, un volet aménagement et développement du territoire exclusivement réservé aux Départements et portant sur les missions suivantes:

- Développement équilibré des activités de loisirs liées à l'eau (navigation, canoë, baignade, pêche)
- Développement de toutes les actions de valorisation des voies d'eau : vallée du Lot à vélo et ses variantes
- Coordination et suivi des projets transversaux et structurants (véloroute)
- Participation ou montage et pilotage de projets nationaux, internationaux et européens (CPIER, Programmes de coopération...)

Ces projets interdépartementaux de développement feront l'objet d'un budget annexe administratif.

Article 3 - Missions complémentaires - prestations de services

De manière générale, des conventions d'objectifs pourront être passées avec les conseils départementaux qui en font la demande afin de définir le cadre et les modalités d'intervention du syndicat au titre des missions complémentaires, des prestations de services et du transfert ponctuel de maîtrise d'ouvrage.

Les dispositions du présent article s'appliquent en conformité avec le décret n°2019-589 du 14 juin 2019 sur l'assistance technique des départements. A cette fin, une délibération précisera, par département, les domaines d'intervention possibles du syndicat et les modalités financières.

Aucune prestation d'ingénierie ne pourra être apportée aux collectivités et groupements des départements adhérents qui viendraient en concurrence avec des interventions de structures tiers, déjà financées par les départements.

Chaque mission / prestation de service devra être individualisée dans un budget annexe, de telle sorte que les territoires non concernés ne soient pas appelés au financement de ces missions / prestations.

▪ **Missions complémentaires exercées dans le cadre de conventionnements**

Convention de coopération avec ses adhérents ou des pouvoirs adjudicateurs tiers :

Le SMBL est autorisé à conclure avec ses adhérents ainsi qu'avec des collectivités territoriales, groupements de collectivités, établissements publics et autres pouvoirs adjudicateurs non adhérents des conventions de coopération se rattachant à ses missions visées à l'article 2 ou dans le prolongement de celles-ci selon les modalités prévues à l'article L2511-6 du code de la commande publique.

Convention de mise à disposition entre le SMBL et tout ou partie de ses membres

Pour la réalisation des missions qui leur incombent respectivement, le Syndicat mixte et tout ou partie de ses membres pourront après accord du comité syndical conclure toutes conventions à l'effet de mettre les services du Syndicat mixte à la disposition de ses membres qui en feront la demande, pour l'exercice de leurs compétences et/ou à l'inverse, faire bénéficier le Syndicat mixte de la mise à disposition, par les membres, de leurs services, comme prévu par les articles L. 5721-9 et L.5211-56 du CGCT.

Convention de groupement de commande :

Il est également habilité à être coordonnateur de groupements de commandes se rattachant à son objet ou pour lequel il aurait un intérêt, conformément à l'article L2113-6 du code de la commande publique.

- **Prestations de services**

Le SMBL peut bénéficier de prestations de services de la part de l'un ou de plusieurs de ses membres.

Le syndicat peut également procéder à la réalisation de prestations de services au nom et pour le compte d'un tiers conformément à l'article L5211-56 du CGCT, après accord du comité syndical. L'intervention du syndicat peut porter sur tout domaine se rattachant à son objet et à ses compétences dans la limite du cadre défini en préambule de l'article 3. Les modalités financières de ces prestations seront définies dans le règlement intérieur.

- **Convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage**

Un transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pourra être effectué entre le SMBL et un tiers après accord du comité syndical au titre de l'article L2422-12 du code de la commande publique.

Article 4 - Périmètre du Syndicat

Le syndicat intervient sur le territoire tel que défini dans l'arrêté de reconnaissance en tant qu'EPTB signé par le préfet coordonnateur de bassin en date du 1^{er} février 2011, et qui correspond au bassin versant du Lot.

Article 5 - La durée

Le Syndicat mixte est constitué pour une durée illimitée.

Article 6 - Le siège de l'établissement

Le siège est situé à Cahors, 233 rue du Président Wilson.

Il pourra être transféré en tout autre lieu par délibération du Comité syndical.

Les réunions du Syndicat mixte se tiennent au siège du syndicat ou dans tout autre lieu situé sur le territoire des membres dudit syndicat.

Article 7 - Partenaires

Outre ses membres, le syndicat peut associer et mobiliser, à titre consultatif, tous les acteurs institutionnels publics ou privés, tous les acteurs de la société civile, ainsi que les services techniques des membres adhérents à même d'éclairer ses travaux.

Chapitre 2 : Administration et fonctionnement du Syndicat

Article 8 – Instances du syndicat

Les instances du Syndicat comprennent un Comité syndical et un Bureau syndical. Des commissions thématiques peuvent être créées à l'initiative du Comité Syndical par simple délibération.

Deux commissions statutaires sont créées :

- une commission GEMA comprenant les membres qui auront transféré ou délégué la compétence
- une commission projets interdépartementaux de développement comprenant les 5 conseils départementaux membres

Article 9 – Le Comité Syndical

▪ Article 9-1 - Composition:

Le Syndicat mixte est administré par un Comité syndical (ci-après le « Comité syndical »), placé sous la présidence de son Président. Il est composé de délégués qui assurent la représentation des membres de ce Syndicat mixte tels que visés à l'article 1.

Il est composé de 3 collèges comme suit :

- **Collège des Départements** : 6 titulaires et 6 suppléants par département
 - 6 titulaires et 6 suppléants pour le département de la Lozère
 - 6 titulaires et 6 suppléants pour le département de l'Aveyron
 - 6 titulaires et 6 suppléants pour le département du Cantal
 - 6 titulaires et 6 suppléants pour le département du Lot
 - 6 titulaires et 6 suppléants pour le département du Lot et Garonne
- **Collège des syndicats de sous bassin et EPAGE** : 3 titulaires et 3 suppléants par syndicat
 - 3 titulaires et 3 suppléants pour le SMCLM
 - 3 titulaires et 3 suppléants pour le SMAVLOT
- **Collèges des EPCI** : 1 titulaire et 1 suppléant par EPCI
 - 1 titulaire et 1 suppléant pour la communauté d'agglomération du Grand Cahors
 - 1 titulaire et 1 suppléant pour la communauté de communes de la vallée du Lot et du vignoble
 - 1 titulaire et 1 suppléant pour la communauté de communes du Quercy blanc
 - 1 titulaire et 1 suppléant la communauté de communes du causse de Labastide-Murat
 - 1 titulaire et 1 suppléant la communauté de communes Cazals-Salviac
 - 1 titulaire et 1 suppléant la communauté de communes du pays de Lalbenque-Limogne.

▪ Article 9-2 – Modalités de désignation et durée des mandats des délégués

Le mandat des délégués est lié à celui de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement dont ils sont issus. Ce mandat expire lors de l'installation au comité syndical des nouveaux délégués désignés par l'organe délibérant de leur collectivité ou établissement.

A chaque élection départementale ou municipale, le Comité syndical est partiellement renouvelé pour procéder au remplacement des délégués dont le mandat local a pris fin.

En cas de vacance, il est procédé, par l'organisme représenté et dans un délai raisonnable, à la désignation d'un remplaçant pour la durée du mandat.

▪ Article 9-3 – Attributions du comité syndical

Le Comité syndical a compétence pour gérer l'ensemble des activités du syndicat mixte. Il décide, dans le respect des présents statuts, des programmes d'actions, vote le budget correspondant et approuve les comptes.

Il prend notamment toutes les décisions se rapportant aux opérations suivantes :

- élection du Président et des délégués membres du Bureau,
- l'autorisation au Président d'intenter et soutenir toute action contentieuse et accepter toute transaction,
- les décisions concernant le retrait des membres,
- l'approbation des modifications statutaires,
- l'examen des projets d'études et d'actions déclinés à l'échelle du bassin versant,
- le vote des décisions budgétaires,
- l'établissement d'un règlement intérieur,
- la désignation des membres de la commission d'appel d'offres...

En référence à l'article L 5211-10 du Code général des collectivités territoriales, le Comité peut déléguer une partie de ses attributions au Bureau ou au Président, à l'exception :

- du vote du budget,
- de l'approbation du compte administratif,
- des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du syndicat,
- de l'adhésion du syndicat à un établissement public,
- de la délégation de la gestion d'un service public.

Le Comité syndical se réunit au moins trois fois par an, sur convocation de son Président. Il peut également se réunir à la demande du Bureau ou du tiers des délégués du Comité syndical sur un ordre du jour déterminé.

▪ Article 9-4 – La commission GEMA

Une commission GEMA est mise en place. Elle est composée des membres ayant transféré et / ou délégué tout ou partie de la compétence.

Elle définit chaque année les opérations à réaliser dont le coût sera à la charge de chaque EPCI concerné. Les frais de fonctionnement nécessaires à l'exercice de la compétence sont mutualisés entre tous les EPCI et répartis entre eux selon une clé de répartition définie dans le règlement intérieur. La commission GEMA rend compte au comité syndical de ses travaux au moins une fois par an au moment du vote du budget général.

▪ Article 9-5 – La commission « projets interdépartementaux de développement »

Une commission sur les projets interdépartementaux de développement est mise en place. Elle est composée des représentants des 5 départements membres.

Elle définit chaque année les opérations à réaliser et en fixe les règles de financement selon la clé de répartition qu'elle aura définie dans le cadre du règlement intérieur.

La commission sur les projets interdépartementaux de développement rend compte au comité syndical de ses travaux au moins une fois par an au moment du vote du budget général.

Article 10 - Bureau syndical

▪ Article 10- 1– composition

Après chaque renouvellement de ses membres, le comité syndical élit en son sein, par collège, un ou des représentants au bureau.

Chaque membre du Bureau est détenteur d'une seule voix.

Le mandat des membres du bureau prend fin en même temps que celui des membres du comité syndical.

Le Bureau est composé comme suit :

- Collège des Départements : 10 membres (2 par Départements)
- Collège des syndicats de sous bassin et EPAGE : 2 membres (1 par syndicat)
- Collège des EPCI : 2 membres (2 désignés parmi le collège des EPCI)

Le nombre de vice-présidents est déterminé librement par le Comité syndical à raison d'au moins 1 vice-président représentant chaque collège, ils sont désignés en son sein par le bureau.

Chaque membre du Bureau est détenteur d'une seule voix.

Le mandat des membres du bureau prend fin en même temps que celui des membres du comité syndical.

▪ Article 10- 2– attributions

Le Bureau assure la gestion et l'administration du Syndicat en fonction des délégations qu'il a reçues par délibération du Comité syndical. En dehors de ces délégations, le Bureau est un lieu de préparation des décisions du Comité syndical.

Les décisions sont prises conformément à l'article 12 des présents statuts.

Article 11 - Le Président

Le Président est élu au sein du collège des départements par le Comité syndical, à la majorité absolue conformément à l'article 12 des présents statuts. Si aucune majorité n'est dégagée aux deux premiers tours de scrutin, au troisième tour la majorité relative suffit. A égalité des suffrages, c'est le candidat le plus âgé qui est élu.

Le Président est assisté de vice-présidents représentant les autres collèges du syndicat mixte.

Le Président est l'organe exécutif du Syndicat mixte, et à ce titre :

- convoque aux séances du Comité syndical et du Bureau,
- dirige les débats et contrôle les votes,
- prépare le budget,
- prépare et exécute les délibérations du Comité syndical,
- est chargé, sous le contrôle du Comité syndical, de la gestion des biens du Syndicat mixte,

- ordonne les dépenses et prescrit l'exécution des recettes du Syndicat mixte,
- accepte les dons et legs,
- est seul chargé de l'administration mais il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux membres du Bureau, peut, par délégation du Comité syndical, être chargé du règlement de certaines affaires, sous réserve des dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Il rend compte à la plus proche réunion du Comité syndical des décisions intervenues dans le cadre de ses délégations.
- représente le Syndicat en justice.

Il peut donner délégation de signature au (à la) directeur(trice) du syndicat par arrêté pour tout ce qui relève de la gestion courante à l'exclusion de tout acte, document ou correspondance comportant décision engageant financièrement le syndicat au-delà des inscriptions budgétaires arrêtées par le comité syndical.

Article 12 – Modalités de vote, quorum et pouvoir

▪ Modalités de vote

Dispositions générales :

Tous les délégués prennent part au vote pour les affaires présentant un intérêt commun à tous les adhérents et notamment pour l'élection du Président et des membres du Bureau, le vote du budget, l'approbation du compte administratif et les décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du syndicat, la mise en œuvre des missions d'intérêt de bassin ; dans le cas contraire, ne prennent part au vote que les délégués représentant les départements pour les missions relevant de l'article 2-3 des présents statuts et les délégués représentant les adhérents concernés par l'affaire mise en délibération relevant de l'article 2-2.

Le vote à main levée est le mode de votation ordinaire et toutes les décisions, sont prises à la majorité simple des suffrages exprimés sauf dispositions contraires précisées ci-après :

- Les nominations ont lieu à bulletin secret à la majorité absolue aux deux premiers tours de scrutin, au troisième tour la majorité relative suffit. A égalité des suffrages, c'est le candidat le plus âgé qui est élu.
- les décisions portant création de poste seront votées à la majorité des 2/3 des membres présents ou représentés qui devra comprendre l'unanimité au sein du collège des départements présents et représentés.
- le vote du budget principal, du compte administratif et des autres décisions relatives au budget principal ont lieu à la majorité des 2/3 des membres présents et représentés qui devra comprendre l'unanimité au sein du collège des départements présents et représentés.
- Tout transfert de compétence s'opère par délibérations concordantes de la collectivité ou du groupement de collectivités adhérent qui sollicite le transfert et du Syndicat statuant à la majorité absolue des membres présents ou représentés. Il en va de même pour la délégation de compétence dont la reprise par l'adhérent concerné s'opère selon les mêmes modalités.

- pour les articles 16-2, et 18 c'est la majorité des 2/3 des membres présents ou représentés qui devra comprendre l'unanimité au sein du collège des départements présents et représentés qui s'applique.
- Le règlement intérieur, visé à l'article 19, devra être adopté et modifié par délibération votée à la majorité des 2/3 des membres présents ou représentés qui devra comprendre l'unanimité au sein du collège des départements présents et représentés.

Dispositions relatives au budget annexe « GEMA »

Le vote à main levée est le mode de votation ordinaire et toutes les décisions, sont prises à la majorité simple des suffrages exprimés.

Dispositions relatives au budget annexe administratif « projets interdépartementaux de développement »

Le vote à main levée est le mode de votation ordinaire et toutes les décisions, sont prises à la majorité des 2/3 des suffrages exprimés.

- **Quorum :**

Le Comité syndical n'est réuni valablement pour prendre des décisions que si le quorum correspondant à la moitié plus un de l'effectif théorique du comité syndical est atteint, les délégués syndicaux présents ou représentés sont comptabilisés.

Dans le cas où le quorum n'est pas atteint, le Comité syndical est de nouveau convoqué dans un délai de quinze jours, et la réunion sera valable quel que soit le nombre de présents, sans condition de quorum.

- **Pouvoir :**

Au sein d'un même collège, un délégué empêché d'assister à une séance et ne pouvant être représenté par un suppléant peut donner pouvoir en son nom, par écrit et signé, à un autre délégué de son choix. Un délégué ne peut avoir plus de deux pouvoirs.

Chapitre 3 : Dispositions financières et comptables

Article 13 - Budget du Syndicat mixte

- **Article 13-1 : budget général**

Chaque membre contribue au budget général du Syndicat selon les clés de répartition définies à l'article 14.

Recettes

Les recettes du budget du Syndicat comprennent celles prévues au CGCT, notamment :

- Les contributions des membres adhérents au Syndicat mixte,
- Les subventions obtenues,

- Le produit des taxes, redevances et tarifs correspondant aux services assurés par le Syndicat mixte,
- Le produit des emprunts,
- Le produit des dons et legs, du revenu des biens meubles ou immeubles du Syndicat,
- Des sommes perçues par l'agence de l'eau à la demande de l'établissement en application du V bis de l'article L. 213-10-9 du code de l'environnement.

D'une façon générale, de toutes ressources prévues par le Code général des collectivités territoriales et par le code de l'environnement ainsi que par la réglementation applicable.

Dépenses

Le Syndicat mixte pourvoit sur son budget aux dépenses de fonctionnement et d'investissement nécessaires à l'exercice des compétences correspondant à son objet.

Le Comité syndical vote chaque année, le budget primitif du Syndicat mixte et, si nécessaire, les décisions modificatives et budgets supplémentaires.

▪ **Article 13-2 : budget annexe GEMA**

Recettes

- Les contributions des membres de la commission GEMA,
- Les subventions obtenues auprès de tous les organismes potentiellement financeurs.

Dépenses

- Les dépenses de fonctionnement dont en particulier la part des frais généraux de structure consacrés aux opérations relevant de la GEMA qui devront être reversés au budget général,
- Les dépenses d'investissements relevant de la compétence GEMA.

▪ **Article 13-3 : budget annexe projets interdépartementaux de développement**

Recettes

- Les contributions des cinq départements,
- Les subventions obtenues auprès de tous les organismes potentiellement financeurs.

Dépenses

- Les dépenses de fonctionnement dont en particulier la part des frais généraux de structure consacrés aux opérations relevant des projets interdépartementaux de développement qui devront être reversés au budget général,
- Les dépenses relatives aux actions engagées.

Article 14 – Contributions des membres et clé de répartition

La contribution des membres aux dépenses du Syndicat est obligatoire. Elle est fixée chaque année, au moment du vote du budget, par délibération du comité syndical.

Cependant, les Départements ne contribuent qu'au financement des missions d'intérêt de bassin et des Missions départementales. Leur contribution globale est plafonnée à 275 000 € valeur 2019.

Les contributions des autres membres sont aussi calculées sur leur valeur 2019.

Les modalités de révision de ces contributions, plafonnées ou forfaitaires feront l'objet d'un article spécifique dans le règlement intérieur.

▪ **Article 14- 1 – Missions d'intérêt de bassin**

Tous les membres du syndicat mixte participent, au titre de la solidarité de bassin, au financement des missions que le SMBL engage au titre de l'article 2-1 des présents statuts. La contribution obligatoire de chaque membre adhérent est forfaitaire :

- **Pour les départements :**
 - 14,2% pour le département de la Lozère
 - 16,4 % pour le département du Cantal
 - 21 % pour le département de l'Aveyron
 - 24,2 % pour le département du Lot
 - 24,2 % pour le département du Lot et Garonne
- **Pour les Syndicats mixtes de sous bassin :** contribution forfaitaire de 4 000 € par membre
- **Pour les EPCI :** contribution globale du collège calculée sur la base du nombre d'adhérents x 1 000€.
La répartition de cette enveloppe sera établie selon la clé de répartition inscrite dans le règlement intérieur.

▪ **Article 14- 2 – Missions d'intérêt local ou de sous bassins**

Les Conseils Départementaux ne sont pas appelés à contribuer, au sein du syndicat mixte, au financement des missions d'intérêt local ou de sous bassins notamment pour celles relevant de la GEMA. Pour les collectivités membres des deux autres collèges, chacune financera les actions qui la concernent. En cas d'actions communes, une répartition des charges sera établie selon les modalités définies par délibération.

▪ **Article 14- 3 – Projets interdépartementaux de développement**

- 14,2% pour le département de la Lozère
- 16,4 % pour le département du Cantal
- 21 % pour le département de l'Aveyron
- 24,2 % pour le département du Lot
- 24,2 % pour le département du Lot et Garonne

Dans la mesure où une action ne porterait pas sur la totalité des départements la répartition des charges sera établie selon les modalités définies par délibération.

▪ **Article 14- 4 – Missions complémentaires – prestations de services**

Le règlement intérieur définira les modalités de mise en œuvre de ces missions dans le cadre de conventions. Il devra également définir les modalités de tarification afin que la transparence totale soit assurée quant aux missions financées.

Article 15 – Modalités de paiement des contributions

Un premier acompte des contributions des départements est appelé après le vote du budget, le solde sera appelé au cours du 3^{ème} trimestre, sur la base du montant prévisionnel délibéré au moment du budget primitif. Le paiement intervient sous 30 jours. Pour les membres des autres collèges 2 appels de fonds seront réalisés au maximum selon le montant des contributions.

Chapitre 4 : Dispositions diverses

Article 16 - Adhésion et retrait d'un membre

▪ Article 16- 1 – Adhésion d'un membre

Peuvent adhérer au SMLB les régions, les départements et les groupements de collectivités situés en tout ou partie sur le bassin versant du Lot ou de ses affluents. Cette adhésion est décidée :

- par délibération de l'organe délibérant de la collectivité ou du groupement de collectivités qui souhaite adhérer,
- par délibération à la majorité des 2/3 des membres présents ou représentés du comité syndical du SMLB,
- par délibération à la majorité des 2/3 des assemblées délibérantes des membres du syndicat qui ont un délai de 3 mois pour se prononcer à compter de la notification de la délibération du syndicat par le Président. Passé ce délai, à défaut de délibération, la décision est réputée favorable.

▪ Article 16- 2 – Retrait d'un membre

Tout membre peut faire valoir son droit au retrait du syndicat mixte après en avoir informé le Président par un courrier auquel est joint la délibération portant décision de retrait.

L'acceptation de retrait est soumise à :

- la décision du comité syndical selon les dispositions prévues à l'article 12 des présents statuts,
- par délibération à la majorité des 2/3 des assemblées délibérantes des membres du syndicat qui ont un délai de 3 mois pour se prononcer à compter de la notification de la délibération du syndicat par le Président. Passé ce délai, à défaut de délibération, la décision est réputée favorable.

Les conditions de retrait sont régies par les articles L.5721-6-2 et L5211-25-1 du CGCT. Le retrait effectif prend effet au 1^{er} janvier suivant l'approbation du comité syndical.

Article 17 - Dissolution

Le Syndicat mixte peut être dissous selon les dispositions prévues dans le CGCT (article L. 5721-7 et svt.) La dissolution est prononcée par arrêté préfectoral, fixant les conditions de la dissolution.

Le Syndicat mixte est dissous de plein droit, sans consultation des membres et sans pouvoir d'appréciation du préfet, en respectant les règles fixées par l'article L. 5211-26 du CGCT, s'il ne compte plus qu'un seul membre.

Article 18 – Modifications statutaires

Le Syndicat peut à tout moment étendre son objet à d'autres domaines de compétences présentant une utilité pour ses membres, ou réduire son objet.

Les modifications statutaires sont prises par :

- délibération selon les dispositions prévues à l'article 12 des présents statuts,
- délibération à la majorité des 2/3 des assemblées délibérantes des membres du syndicat qui ont un délai de 3 mois pour se prononcer à compter de la notification de la délibération du syndicat par le Président. Passé ce délai, à défaut de délibération, la décision est réputée favorable.

Article 19 – Règlement intérieur

Le règlement intérieur visé aux articles 3 ; 9-4 et 14 est adopté dans les 3 mois suivant l'adoption des statuts, il pourra être modifié selon les modalités prévues à l'article 12 des présents statuts.

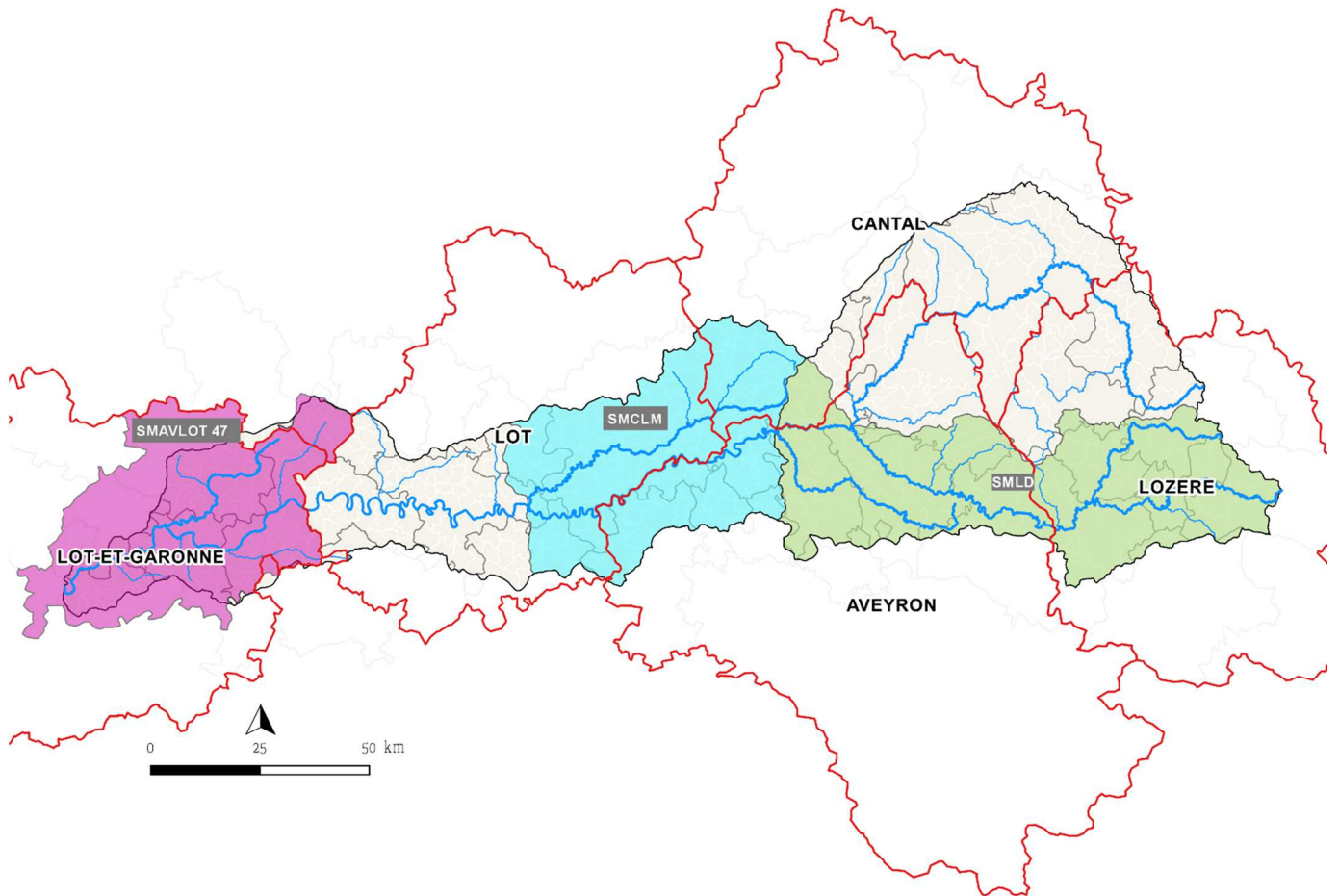
Article 20 - Dispositions finales

Tous les membres du Syndicat mixte s'engagent à fournir tous les éléments techniques, administratifs et financiers nécessaires à la réalisation de l'objet du Syndicat pour ce qui les concerne.

Les présents statuts, qui seront annexés aux délibérations des collectivités membres les ayant adoptés, annulent et remplacent les précédents statuts du syndicat mixte du bassin du Lot.

Pour tout ce qui n'est pas explicitement prévu dans les présents statuts, il sera fait application des dispositions prévues par le CGCT pour les syndicats mixtes (Cf. art. L.5721-1 et suivants du CGCT s'agissant de syndicats mixtes ouverts, ou à défaut dispositions applicables en matière de syndicat mixte fermé).

Le bassin versant du Lot



EXTRAIT
du Procès-Verbal des délibérations de la
Commission Permanente du Conseil Départemental

Délibération CP/05/06/20/D/HC/28

Accusé de réception en Préfecture

012-221200017-20200605-37712-DE-1-1

Reçu le 15/06/20

Déposée le 15/06/20

Publiée le

La Commission Permanente du Conseil Départemental s'est réunie le 5 juin 2020 à 10h08 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Jean-François GALLIARD, Président du Conseil Départemental.

37 Conseillers Départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Vincent ALAZARD à Monsieur Jean-Claude ANGLARS, Madame Annie BEL à Monsieur Christophe LABORIE, Madame Annie CAZARD à Monsieur Christian TIEULIE, Monsieur Camille GALIBERT à Madame Danièle VERGONNIER, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Monsieur Jean-Claude LUCHE à Madame Christine PRESNE, Monsieur Stéphane MAZARS à Madame Anne BLANC.

Absents excusés : Monsieur Jean-Dominique GONZALES.

La Commission Permanente du Conseil Départemental a immédiatement procédé à l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour de ses travaux, et après en avoir délibéré :

.....

OBJET : Information relative aux décisions d'attribution de subventions aux associations intervenues dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID-19 pour la période du 11 au 15 mai 2020

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 modifiée visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

CONSIDERANT que les rapports présentés à la réunion de la Commission Permanente du 05 juin 2020 ont été adressés aux élus le 27 mai 2020 ;

CONSIDERANT l'article 1^{er} III de l'ordonnance modifiée susvisée prévoyant que le Président du Conseil Départemental rend compte, à la plus proche réunion du conseil départemental ou de la commission permanente ;

PREND ACTE de toutes les décisions d'attribution de subventions aux associations intervenues dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire covid-19 pour la période du 11 au 15 mai 2020 et dont la liste est annexée.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité

- Pour : 44
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absents excusés : 2
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Conseil Départemental,

Jean-François GALLIARD

Fonds exceptionnel de soutien au monde associatif - mai 2020

Demandeur	Manifestation	Décision du Président
CULTURE		
Ateliers de la scierie	Journée de l'Estampe le 26 mai à Fondamente	285 €
Comité des fêtes d'Auzits	Festival Esta poulit le 18 avril à Auzits	2 118 €
Culture, art et polar : Cap sud Aveyron	Festival Polar, vin et compagnie les 12, 13 et 14 juin à Millau	252 €
Zicabazac	Zicabazac 10 et 11 avril à Sébazac	5 000 €
Zumol	enregistrement studio, prise de son, mixage à Rodez	inéligible
SPORT		
Avenir Culturel et Sportif du Bas Rouergue	Tournoi de football débutant, le 17 mai 2020 à La Fouillade	1 320 €
Extrême Day Evènement	Roc rando raid, le 22 mars 2020 à Millau	1 631 €
Pulsations	Trail en Aubrac, le 21 juin 2020 à Nasbinals et circuits sur l'Aubrac Aveyronnais	1 741 €
Société Millavoise de Tir	Championnat régional de tir à 25 m et 50 m, du 12 au 14 juin 2020, à Millau	3 240 €
Vélo Club Laissagais	ROC Laissagais, les 4 et 5 avril 2020, à Laissac	11 863 €

Rodez, le 23 juin 2020

CERTIFIE CONFORME

Le Président du Conseil départemental

Jean-François GALLIARD

**Le texte intégral des actes du Département publiés ou cités dans ce bulletin
peut être consulté auprès du Secrétariat de l'Assemblée et des Commissions**

2, rue Eugène Viala à Rodez
et sur le site internet du Conseil départemental
www.aveyron.fr

Le Bulletin officiel du Département
du 5 juin 2020 - Délibération de la commission Permanente
Peut être consulté sur le site internet du Conseil départemental
www.aveyron.fr
conformément aux dispositions de l'article 7
de l'ordonnance 2020-391
du 1er avril 2020 modifiée